



## SEANCE ORDINAIRE DU 30 SEPTEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

### Compte rendu

L'an deux mille quinze et le trente septembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

#### Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

#### Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. J.-P. RICO à Mme I. GIANIEL, M. J.-L. SAVY à Mme B. MICHEL, M. B. TRAVIER à Mme C. MARION, Mme A. YAGUE à M. F. ABERT.

#### Absent(es):

Mme C. DONADA, M. G. LANNELONGUE

### **AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR**

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 114 affaires.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU MERCREDI 22 JUILLET 2015**

Monsieur Président soumet à l'approbation des élus le projet des procès-verbaux des lundi 29 juin et mercredi 22 juillet 2015.

Les procès-verbaux des séances des lundi 29 juin et mercredi 22 juillet 2015 sont adoptés à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L .5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**N°D2015-121 - 23/07/15** - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative à un contrat n°41759 de droit d'accès multi-utilisateurs à la plateforme INSITO de FINANCE ACTIVE via un accès sécurisé**

**Objet :** Un contrat de droit d'accès multi-utilisateurs à la plateforme INSITO de FINANCE ACTIVE via un accès sécurisé est conclu avec la société FINANCE ACTIVE sise à PARIS. Il concerne la Direction des Finances et permet d'accéder à l'ensemble des fonctionnalités suivantes : Module Inventaire, Suivi et Valorisation, Connexion Marchés et Index, Module Simulations et Expertises, Systèmes Alertes et Veille, Presse financière, Accès sécurisé via Internet à l'ensemble du contenu de la plate-forme et Outils Expert. Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 10 441,33 € T.T.C.

**N°D2015-122 - 23/07/15** - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative à un contrat n°42493 de droit d'accès INSITO PRIVILEGE de FINANCE ACTIVE via un accès sécurisé**

**Objet :** Un contrat n°42493 de droit d'accès INSITO PRIVILEGE complémentaire au contrat n°41759 de droit d'accès multi-utilisateurs à la plateforme INSITO de FINANCE ACTIVE via un accès sécurisé est conclu avec la société FINANCE ACTIVE sise à PARIS.

Ce contrat concerne la Direction des Finances et permet d'accéder à une assistance personnalisée avec des rapports écrits lors de chaque analyse. Il prend effet à compter de sa notification pour une durée de 1 an. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 3 248,80 € T.T.C.

**N°D2015-146 - 23/07/15** - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative à un contrat n°14KN447 de maintenance, d'assistance et d'accompagnement méthodologique des logiciels d'analyse de prospective intercommunale PROFIL ANNEXE EAU ET ASSAINISSEMENT et PROFIL CONSO**

**Objet :** Un contrat de maintenance informatique, d'assistance et d'accompagnement méthodologique est conclu avec la société RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES sise à RENNES. Il concerne les logiciels d'analyse de prospective intercommunale PROFIL ANNEXE EAU ET ASSAINISSEMENT et PROFIL CONSO concernant les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement installés à la Direction des Finances. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 6 142,59 € T.T.C. décomposé comme suit : maintenance et assistance : 2 346,46 €T.T.C., accompagnement méthodologique du logiciel : 3 796,13 € T.T.C.

**N°D2015-209 - 15/07/15** - Direction de la Culture

**Décision relative au marché n°3864DC15 de maintenance des vidéoprojecteurs Barco 909 HD de la salle de projection du planétarium Galilée**

**Objet :** Un marché relatif à la maintenance des six vidéoprojecteurs Barco 909 installés dans la salle de spectacle du Planétarium Galilée est conclu avec la société VIDELIO-IEC SAS sise à Gennevilliers (92635). Le montant de ce marché s'élève à 8 382,52€ T.T.C. et court jusqu'au 31 août 2015, date du remplacement de ces vidéoprojecteurs.

**N°D2015-260 - 06/07/15** - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à une convention d'utilisation de l'autopartage conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS Flex'Auto**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole conclue avec la SAS Flex'Auto, ci-après désignée service Modulauto, une convention de mise à disposition de véhicules en autopartage. Modulauto met à la disposition de la Metropole des véhicules en temps partagé pour une durée d'une heure minimum et de 30 jours maximum. La convention est conclue pour une durée initiale d'un an renouvelable 3 fois.

**N°D2015-264 - 17/07/15** - Direction des Sports

**Décision relative à un marché n°3967DS15 pour l'achat de places pour les évènements de la Park & Suites Arena**

**Objet :** Un marché n°3967DS15 de prestations de services est passé avec la société Montpellier Events domiciliée à Montpellier. Il concerne l'achat de package de 12 places valables pour 10 évènements, soit 120 places au total à choisir dans la programmation des spectacles de la Park & Suites Arena. Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 30 juin 2016 pour un montant s'élevant à 30 000 € H.T.

N°D2015-266 - 20/07/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle OI n°183 - Rue de Cholet à Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un terrain situé sur la commune de Montpellier, cadastré section OI n° 183, qui supporte un bâtiment désaffecté, anciennement dénommé "cartonnerie". Afin d'éviter tout risque d'occupation illicite, il convient de procéder à la démolition de ce bâtiment.

N°D2015-279 - 13/07/15 - Service de Proximité et de Solidarité

**Décision relative à un marché n°3916PS15 de fourniture de transmetteurs téléalarme**

**Objet :** Il s'agit d'un marché de fourniture de transmetteurs téléalarme et déclencheurs convertibles, compatibles avec le logiciel MEGALARM V3.1, conclu sous la forme d'un marché à bons de commandes multi-attributaires passé avec les sociétés SOLEM, sise à Clapiers et CDT SECURITE sise à Perpignan. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 2 ans et pour un montant de 72 000 € H.T.

N°D2015-291 - 23/07/15 - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative à un contrat de services de maintenance d'un système de contrôle d'accès et de billetterie informatisée**

**Objet :** Un contrat de services de maintenance informatique est conclu avec la société ELISATH sise à MESSEIN. Ce contrat concerne le système de contrôle d'accès et de billetterie informatisée installé dans le réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole. Il prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 13 773,24 € T.T.C.

N°D2015-304 - 07/09/15 - Direction de la Culture

**Décision relative au marché n°3351DC15 - avenant 1 portant diverses modifications**

**Objet :** Un avenant au marché 3351DC13 est conclu avec ART ARCHITECTURE sis à PERPIGNAN. Il concerne la maîtrise d'œuvre relative aux travaux d'amélioration du théâtre de Grammont pour une durée de 20 mois et un montant de 35 000 € H.T. il porte sur différentes modifications à prendre en compte au stade APD. Le nouveau montant s'élève à 40 186 € H.T.

N°D2015-308 - 06/07/15 - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative à un contrat n°V12.A-3299 de maintenance du progiciel de gestion des achats et des marchés publics MARCO**

**Objet :** Un contrat de maintenance informatique est conclu avec la société AGYSOFT sise à MONTPELLIER.

Ce contrat concerne le progiciel de gestion des achats et des marchés publics MARCO installé à la Direction des Marchés Publics. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 6 079,20 € T.T.C.

N°D2015-316 - 06/07/15 - Direction des Finances

**Décision relative à un contrat entre BNP Paribas et Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Il s'agit de passer un contrat avec BNP Paribas en vue de l'acquisition d'une seconde carte Affaires afin de faciliter les modalités de paiement des frais de déplacements professionnels. Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 60 €. Le contrat est passé pour une durée d'un an renouvelable deux fois.

N°D2015-327 - 09/07/15 - Direction de la Culture

**Décision relative à un marché n°3936DC15 de maîtrise d'œuvre pour le système de sécurité incendie de l'ESBAMA (Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Méditerranée Métropole)**

**Objet :** Un marché de maîtrise d'œuvre pour le SSI de l'ESBA est conclu avec ELEC SSI sis à St Georges d'Orques pour un montant de 11 880 € H.T. et pour une durée de 14 mois à compter de sa notification.

N°D2015-334 - 27/08/15 - Direction de la Culture

**Décision relative au marché n°3931DC15 d'aménagements scénographiques de l'exposition "Les Étrusques en toutes lettres" organisée au musée Henri Prades**

**Objet :** Un marché de travaux est passé avec ISF Méditerranée Solution Exposition. Il concerne les travaux relatifs à l'aménagement scénographique de l'exposition « Les Étrusques en toutes lettres » au musée Henri Prades, du 17 octobre 2015 au 29 février 2016. Il prend effet à compter de sa notification jusqu'au 19 octobre 2015. Le montant du marché s'élève à 26 955 € H.T., soit 32 346 € T.T.C.

N°D2015-339 - 04/08/15 - Direction de la Culture

**Décision relative à une donation au musée Fabre d'une huile sur toile de Maurice Elie Sarthou - Remailleuses de filets à Collioure**

**Objet :** Il s'agit d'accepter la donation au musée Fabre d'une huile sur toile de Maurice Elie Sarthou intitulé "Remailleuses de filets à Collioure", qui enrichira la collection du musée Fabre.

N°D2015-340 - 03/07/15 - Direction de la Culture

**Décision relative à un marché n°3963DC15 de projection de films en plein air sur le territoire de la Métropole**

**Objet :** Un marché n°3963DC15 est passé avec CINE GARRIGUES, 34190 LAROQUE. Il concerne la projection de films en plein air sur le territoire de la Métropole. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 3 mois et pour un montant estimatif de 40 600 € H.T.

N°D2015-343 - 20/07/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à la mise à disposition à titre gratuit d'une journée de location du Corum à la Société Française de l'Évaluation (SFE)**

**Objet :** Il s'agit de mettre à disposition à titre gratuit une journée de location du Corum à la Société Française de l'Évaluation (SFE) pour une manifestation ayant pour thème l'évaluation et le pilotage des politiques publiques.

N°D2015-345 - 20/07/15 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

**Décision relative à la signature du marché 3920GD15 d'acquisition de quatre armoires de stockage de déchets diffus spécifiques des ménages pour les déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Un marché de fournitures est passé avec les sociétés MATHIEU SERVICES et SARL BRISE FER constituées en groupement solidaire. Il concerne l'acquisition de quatre armoires de stockage de déchets diffus spécifiques des ménages pour les déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole et prend effet à compter de l'ordre de service de lancement des prestations. Sa durée est d'un an pour un montant de 60 400 € H.T.

N°D2015-346 - 20/07/15 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

**Décision relative à la signature d'un marché n°3958GD15 de prestations de service pour la caractérisation des vieux papiers/cartons et des bennes bois provenant du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Ce marché concerne des prestations de caractérisations des flux de vieux papiers (lot n°1) et des bennes bois issues des déchèteries (lot n°2). Les 2 lots sont attribués à la même société, à savoir la société SCORVAL sise à 34970 LATTES. La durée des 2 lots de ce marché est de 12 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations et pourra être reconduit 2 fois maximum pour des durées identiques. Le montant annuel de ce marché est de 4 780,00 €HT pour le lot 1 et de 8 284,00 €HT pour le lot 2, soit un maximum de 39 192 € H.T. pour les deux lots.

N°D2015-352 - 20/07/15 - Direction de la Culture

**Décision relative à un avenant n°6 concernant la convention d'occupation temporaire du Théâtre de Grammont**

**Objet :** Un avenant de prolongation de la convention d'occupation temporaire du Théâtre de Grammont est conclu avec la SARL Théâtre des 13 Vents. Cet avenant n°6 prolonge l'autorisation d'occupation à titre gracieuse jusqu'au 31 décembre 2015.

N°D2015-353 - 23/07/15 - Direction de la Culture

**Décision relative au marché n°3754DC14 - Accessibilité ZENITH SUD MONTPELLIER - Maitrise d'œuvre**

**Objet :** Un marché n°3754DC14 de maîtrise d'œuvre est passé avec VIA VERDE – 93100 MONTREUIL. Il concerne l'accessibilité du ZENITH SUD. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 18 mois. Le montant du marché s'élève à 38 500 € H.T.

N°D2015-357 - 10/07/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative au marché n°3871DC15 "Emballage, transport aller, transfert Lattes-Cortone et retour des œuvres présentées dans le cadre de l'exposition "l'Écriture étrusque" au site archéologique Lattara - musée Henri Prades et au MAEC"**

**Objet :** Un marché n°3871DC15 de services est passé avec la société DEMENAGEMENT GABY sise à Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification et se termine après le retour des œuvres aux prêteurs. Le montant de la tranche ferme du marché s'élève à 39 561, 77 € H.T. soit 47 474, 12 € T.T.C. Le montant des tranches conditionnelles s'élève à 56 440, 94 € H.T. soit 67 729, 13 € T.T.C. et Le montant des prestations supplémentaires ou alternatives s'élève à 39 540, 03 € H.T. soit 47 448, 03 € T.T.C.

N°D2015-359 - 30/06/15 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

**Décision relative aux lots 1 à 4 - marché n°3926GD15 de prestations de services pour l'assistance au fonctionnement de la plateforme de traitement de déchets verts de Grammont**

**Objet :** Il s'agit de prestations de services à bons de commande, décomposées en 4 lots. Le lot n°1 relatif à l'entretien des réseaux et lot n°4 relatif aux vérifications et maintenance des équipements sont conclus avec la société ALLIANCE ENVIRONNEMENT sise à SOMMIERES (30250). Le lot n°3 relatif aux espaces verts et faucardage de filtres à sable est conclu avec la société LES ATELIERS DE SAPORTA - ENTREPRISE ADAPTEE à LATTES (34970). Le lot n°2 n'a reçu aucune offre. Chaque marché prendra effet à sa notification, pour une durée d'un an. Il pourra être renouvelé pour deux périodes supplémentaires



d'un an chacune. Les montants minimum et maximum des marchés s'élèvent respectivement à 4 000 € H.T. et 6 000 € H.T. sur le lot n°1, à 5 000 € H.T. et 8000 € H.T. sur le lot n°3, et 3 000 € H.T. et 5 000 € H.T. sur le lot n°4.

**N°D2015-360 - 09/07/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative au marché n°3922DC15 de "Travaux de mise aux normes accessibilité et réfection de l'espace convivialité de l'École Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Méditerranée Métropole"**

**Objet :** Ce marché de travaux est passé pour :

- le lot n°1 : « Démolition Gros œuvre » avec la société SCBTP SUD ATLAS sise à Montpellier pour un montant de 18 935, 61 € H.T. soit 22 722, 73 € T.T.C.
- le lot n°3 : « Elévateur PMR » avec la société MIDILEV, sise à Saix (81710) pour un montant de 22 934, 99 € H.T. soit 24 196, 41 € T.T.C.
- le lot n°4 : « Doublage- Peinture-Sols-Nettoyage » avec le groupement d'entreprises F.P.I. - CORNIL, PAE la Tour - Montarnaud (34570) pour un montant de 14 104, 21 € H.T. soit 16 925, 05 € T.T.C.
- le lot n°5 : « Electricité » avec la société COFELY INEO GDF SUEZ, ZA Font de la Banquière - Lattes cedex pour un montant de 3 560, 32 € H.T. soit 4 272, 38 € T.T.C. Chaque marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Le délai de l'ensemble des lots est de 3 mois, hors période de préparation de 15 jours.

**N°D2015-362 - 16/07/15** - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative à un marché n°4011RI15 de mission d'accompagnement à la mise en place d'une plateforme Open Data mutualisée 2015**

**Objet :** Ce marché de mission d'accompagnement à la mise en place d'une plateforme Open Data mutualisée 2015 est conclu avec la société publique locale LANGUEDOC-ROUSSILLON AGENCE DE DEVELOPPEMENT (LRAD) sise à MONTPELLIER.

Cette prestation aura pour objectif les opérations suivantes :

- Mission I : Accompagnement des communes.
- Mission II : Animation de la plateforme.
- Mission III : Accompagnement spécifique « cartographie ». Ce marché, dont le montant s'élève à 69 360 € T.T.C., prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015.

**N°D2015-364 - 20/07/15** - Direction de la Culture

**Conservatoire à Rayonnement Régional - CRR - Cession à titre gratuit de 4 contrebasses**

**Objet :** La vétusté de quatre contrebasses ne permet plus de les utiliser pour assurer un enseignement quotidien et de qualité. Par contre elles peuvent servir à des élèves pour faire leurs exercices et travailler leurs postures. Aussi il est proposé de donner ces 4 contrebasses à des élèves du CRR, désignés par tirage au sort, qui n'ont pas les moyens de louer ou acheter un tel instrument.

**N°D2015-365 - 20/07/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative à l'avenant n° 1 au marché 3309DC13 de "Mission de maîtrise d'oeuvre pour la dernière phase de réhabilitation de l'Agora de la Danse à Montpellier"**

**Objet :** Un avenant n°1 au marché n°3309DC13 de travaux est passé avec la société PEYTAVIN, sise à Montpellier. Cet avenant concerne la modification des honoraires induite par l'évolution du montant des travaux suite à l'étude d'avant-projet définitif. Le présent avenant s'élève à 17 737, 92 € H.T. soit 21 285, 50 € T.T.C. Le pourcentage d'augmentation introduit par l'avenant est de 15, 16 %.

**N°D2015-366 - 18/08/15** - Direction des Sports

**Décision relative à un marché n°3968DS15 de prestations de service dans le cadre de la compétition de l'EURO de basketball-édition 2015**

**Objet :** Un marché n°3968DS15 de prestations de service est passé avec la société COMITE D'ORGANISATION EUROBASKET sise à PARIS (75013). Il concerne l'achat de prestations de communication et de places pour l'EUROBASKET Edition 2015 qui aura lieu du 5 au 10 septembre 2015 à la Park & Suites ARENA. Ce marché dont le montant s'élève à 89 392,18 € H.T., prend effet à compter de sa notification jusqu'au 10 septembre 2015 inclus.

**N°D2015-367 - 20/07/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section BA n° 298 - Commune de Vendargues**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Société Sixième Sens l'assiette foncière de la voie dénommée « ancienne route de Sommières ». Cette acquisition permet de régulariser un état de fait concernant l'utilisation permanente par les usagers de cette voie comme une voie publique, sans autorisation. L'acquisition est réalisée à l'Euro symbolique.

**N°D2015-368 - 20/07/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société OMEGA SUD TPB dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier**

**Objet :** La candidature de la société OMEGA SUD TPB est agréée en vue de la location dans le VEAS PARC 2000. Son activité est la maçonnerie, la production de biens et services et les travaux publics. Elle est candidate à la location du lot A04 de 108.69 m<sup>2</sup> pour une période de 36 mois. L'entreprise projette un effectif de 10 personnes dans 3 ans.

**N°D2015-369 - 30/07/15** - Direction de la Culture

**Décision relative au dépôt de 11 peintures sur toile par Monsieur Pierre SOULAGES**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte, par le biais d'un acte notarié, le dépôt de 11 peintures sur toile de Pierre Soulages. Ce dépôt prendra effet à la date de réception des œuvres, par le Directeur ou le Conservateur du musée Fabre, pour une durée d'une année avec reconduction tacite à échéance de chaque terme.

**N°D2015-370 - 13/07/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative à un marché n°3939MG15, prestations de dessins assistés par ordinateur pour le compte du service architecture bâtiments sécurité de Montpellier Méditerranée Métropole - Marché multi attributaires**

**Objet :** Un marché de prestations intellectuelles est passé avec les sociétés A. LIENARD sise à Montpellier, BOUVAGUET Architectes sis à Castelnau-le-Lez et FOUQUET Architecture sis à Montpellier. Ce marché multi attributaires concerne les prestations de dessins assistés par ordinateur pour le compte du service architecture bâtiments sécurité de Montpellier Méditerranée Métropole. Le marché prend effet à compter de la notification pour une durée d'un an renouvelable 2 fois. Le montant maximum annuel du marché à bons de commande s'élève à 60 000€ H.T.. Les différents titulaires se verront attribuer les bons de commande suivant la méthode dite "en cascade".

**N°D2015-371 - 04/08/15** - Direction de la Culture

**Décision relative à une donation au musée Fabre de 20 œuvres de Monsieur Claude Viallat**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Claude Viallat de 20 de ses œuvres d'une valeur de 255 700 €. Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

**N°D2015-372 - 10/08/15** - Direction de la Culture

**Décision relative au marché n°3906DC15 de travaux de réfection du Hall de la médiathèque William Shakespeare**

**Objet :** Ce marché de travaux est composé de 4 lots distincts, à savoir :

- lot 1 : menuiserie, ébénisterie et mobilier pour un montant de 34 445 € H.T. passé avec l'ATELIER DUCROT à Lunel,
- lot 2 : sols coulés, pour un montant de 16 616 € H.T. conclu avec ST GROUPE à Boisseron
- lot 3 : panneaux acoustiques, peinture et nettoyage, pour un montant de 8 109,55 € H.T. passé avec FPI/CORNIL à Montpellier,
- lot 4 : électricité pour un montant de 7 289,30 € H.T. conclu avec SPIE à Montpellier.

Les marchés prennent effet à compter de leur notification jusqu'au 2 octobre 2015.

**N°D2015-373 - 04/08/15** - Direction de la Culture

**Décision relative à une donation au musée Fabre de M. Donnadieu d'une gravure de Galgano Cipriani d'après François-Xavier Fabre - Le poète Vittorio Alfieri**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Jean Christophe Donnadieu d'une gravure de Galgano Cipriani (Sienne 1775-1857) d'après François Xavier Fabre - Le Poète Vittorio Alfieri d'une valeur de 500 €. Cette gravure sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

**N°D2015-374 - 10/07/15** - Direction de la Culture

**Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole - Mise à disposition d'une salle au profit du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) Languedoc-Roussillon**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole autorise par convention l'occupation, par le CNFPT Languedoc-Roussillon, d'une salle située au Conservatoire à Rayonnement Régional, en vue d'y dispenser la formation "Gestes et postures du musicien". Cette formation se déroulera en deux sessions programmées les 2 et 3 septembre 2015 et les 19 et 20 octobre 2015.

**N°D2015-375 - 04/08/15** - Direction de la Culture

**Décision relative à une donation au musée Fabre de Monsieur Claude Viallat de 14 ronéotypes**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Claude Viallat, de 14 Ronéotypes d'une valeur de 4 000 €. Ces Ronéotypes seront conservés au sein des collections du musée Fabre.

**N°D2015-376 - 04/08/15** - Direction de la Culture

**Décision relative à une donation au musée Fabre de Monsieur Claude Viallat de 13 gravures**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Claude Viallat de 13 de ses gravures d'une valeur de 20 000 €. Ces gravures seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

**N°D2015-378 - 06/07/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds de deux canalisations d'eau brute - Commune de Montpellier**

**Objet :** Les canalisations d'eau brute qui alimentent la station de traitement des eaux « Arago » sont implantées en tréfonds des parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section AL n° 76-77-226-227 et 228 appartenant à Monsieur ALATI. Cette implantation constitue une servitude passive qu'il convient de régulariser. Une convention de servitude de passage perpétuelle en tréfonds des dites parcelles est consentie et acceptée à titre gratuit.

**N°D2015-379 - 04/08/15** - Direction de la Culture

**Décision relative à une donation au musée Fabre de M. Hollan d'un dessin : La grande roue**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Alexandre Holan d'un de ses fusains, La grande roue d'une valeur de 2 000 €. Cefusain sera conservé au sein des collections du musée Fabre.

**N°D2015-380 - 06/07/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain au profit de Décathlon Montpellier Odysseum - Parcelle cadastrée section RA n°1 - Commune de Montpellier**

**Objet :** Il s'agit d'un contrat de prêt à usage de terrain concernant la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrée section RA n° 1, au profit de Decathlon Montpellier Odysseum à l'occasion de la manifestation VITALSPORT qui se déroulera du 15 au 22 septembre 2015. Ce contrat est consenti et accepté à titre gratuit.

**N°D2015-381 - 20/07/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant à la convention du domaine public passée avec la société DP TECHNOLOGY EUROPE pour des locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Un avenant à la convention d'occupation du domaine public en date du 1er mai 2013 est conclu avec la société DP TECHNOLOGY EUROPE pour la restitution d'une surface de 22,00 m<sup>2</sup> constituée du module B0.22 et dans le même temps pour une extension sur la surface de 50,60 m<sup>2</sup> constituée du module B0.10 au sein du bâtiment MIBI à compter du 1er août 2015. A compter de cette dernière date la durée d'occupation de la surface complémentaire est consentie jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale, soit jusqu'au 30 avril 2016. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société DP TECHNOLOGY EUROPE pour la surface totale de 267,30 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 3 611,22 €.

**N°D2015-382 - 06/07/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NAMAÉ CONCEPT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NAMAÉ CONCEPT pour une période de 6 mois. Le montant de la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NAMAÉ CONCEPT pour la surface de 29,80 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 433,59 € conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

**N°D2015-383 - 20/07/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section AI 135 - Commune de Prades-le-Lez**

**Objet :** Afin de régulariser un échange entre la commune de Prades-le-lez et Madame Dalmazio d'un délaissé de voirie cadastrée AI 135 et d'une partie de la parcelle AI 278, il convient au préalable que la commune de Prades-le-lez, compte tenu du transfert de la compétence voirie à la Métropole au 1er janvier 2015, cède gratuitement le délaissé de voirie à la Métropole. Cette cession a fait l'objet d'une délibération du Conseil Municipal de la Commune en date du 17 juin 2015. Par cette décision le Président de la Métropole accepte la cession de la parcelle AI 135 et va ainsi pouvoir procéder à l'échange avec Mme Dalmazio. Cette cession ainsi que l'échange ont lieu à titre gratuit.

**N°D2015-384 - 06/07/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle HW n° 72 (lots de copropriété n° 19 et 22) - Commune de Montpellier**

**Objet :** La commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 3 juin 2015 concernant la vente de deux lots de copropriété n°19 et 22, représentant 64/1000ème des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré HW n°72, situés 33 rue Faubourg du Courreau à Montpellier, correspondant à un appartement, libre d'occupation. La commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la commune de Montpellier.

**N°D2015-385 - 06/07/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle HW n°72 (lots de copropriété n°11, 17 et 21) - Commune de Montpellier**

**Objet :** La commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 10 juin 2015 concernant la vente de trois lots de copropriété n°11, 17 et 21, représentant 66/1000ème des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré HW n°72, situés 33 rue Faubourg du Courreau à Montpellier, correspondant à un appartement et un palier, libres d'occupation. La commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la commune de Montpellier.

**N°D2015-386 - 06/07/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle HW n°72 (lots de copropriété n°18 et 21) - Commune de Montpellier**

**Objet :** La commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 3 juin 2015 concernant la vente de deux lots de copropriété n°18 et 21, représentant 54/1000ème des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré HW n°72, situés 33 rue Faubourg du Courreau à Montpellier, correspondant à un appartement et un palier, occupé. La commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la commune de Montpellier.

**N°D2015-387 - 24/07/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative au marché 3733BISGD14 de travaux d'extension et de modernisation du point propreté de Castelnau-le-Lez lots 3 et 5**

**Objet :** un marché de travaux concernant les travaux d'extension et de modernisation du point propreté de Castelnau-le-Lez est conclu avec l'entreprise MP INDUSTRIE sise à GARDANNE (13120) pour le lot 3 "équipement de déchèterie, gestion accès, clôtures" et avec l'entreprise S CONSTRUCTION sise à Castelnau-le-Lez pour le lot 5 "réhabilitation loge gardien".

Le montant du marché pour le lot 3 est de 113 558, 40 € T.T.C (prix global et forfaitaire) et pour le lot 5 de 21 600 € T.T.C. (prix global et forfaitaire). Le délai d'exécution des travaux de l'ensemble des lots est de 6 mois dont un mois de préparation, à compter de la date fixée par l'ordre de service.

**N°D2015-388 - 20/07/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux sur les parcelles EB n° 71 et 218 - Commune de Lattes**

**Objet :** Dans le cadre des travaux de protection contre les inondations dans la basse vallée du Lez à Lattes, Montpellier Méditerranée Métropole a utilisé les parcelles cadastrées EB n° 71 et 218 pour stocker des matériaux entre 2011 et 2014. A la fin de l'occupation, les parcelles devaient être nettoyées. Le nettoyage n'a pas été réalisé et par conséquent les terres n'ont pu être louées. Pour permettre ce nettoyage et rendre les terres à nouveau exploitables, le propriétaire Monsieur SENEGAS autorise Montpellier Méditerranée Métropole à occuper temporairement la totalité des parcelles cadastrées EB n° 71 et 218 situées lieudit Tournefort à Lattes.

**N°D2015-389 - 20/07/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds de deux canalisations d'eau potable - Commune de Montpellier**

**Objet :** Un réseau de canalisations d'eau potable existantes est implanté en tréfonds des parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section DS n°730 et 731, formant le lot A de la ZAC Port Marianne – Consuls de mer Extension, propriétés de la société SCCV PLATINIUM-MONTPELLIER. Par acte notarié, le propriétaire s'est engagé à reconnaître à Montpellier Méditerranée Métropole, par acte authentique et à ses frais, une servitude réelle et perpétuelle de passage de canalisations souterraines d'eau potable en tréfonds de sa propriété. La servitude est consentie et acceptée à titre gratuit, les frais d'acte restant à la charge du propriétaire.

**N°D2015-390 - 23/07/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice "Jean-Claude Bonnafous - Requête CAA de Marseille"**

**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille contre le jugement n°1302426-1 du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 18 juin 2015 annulant la délibération du 29 mars 2013 par laquelle le Conseil Municipal de Villeneuve-lès-Maguelone a approuvé le Plan Local d'Urbanisme de la commune en tant qu'elle institue la zone 2AU Sud Arnel.

**N°D2015-391 - 30/07/15** - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à une convention sur la traversée du Domaine Public Autoroutier Concédé par une canalisation d'adduction d'eau potable Rue du Mas Rouge - Alimentation du Mas Gallière à Montpellier**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention relative à la traversée du Domaine Public Autoroutier Concédé par l'installation d'une canalisation d'adduction d'eau potable Rue du Mas Rouge permettant l'alimentation du Mas Gallière sur la commune de Montpellier. Cette convention est conclue pour une durée de 12 mois, et emporte une dépense de 700 € H.T. valant frais d'instruction.



N°D2015-392 - 21/07/15 - Direction de la Culture

**Décision relative à un mandat d'études préalables pour la réhabilitation de la cave coopérative de Murviel-lès-Montpellier**

**Objet :** Un mandat d'études préalables pour la réhabilitation de la cave coopérative de Murviel-lès-Montpellier est conclu avec la SAAM, pour un montant forfaitaire de 30 000 € H.T. pour la tranche ferme et 25 000 € H.T.. La durée est de 8 mois et 6 mois pour la tranche conditionnelle n°1.

N°D2015-393 - 21/07/15 - Direction de la Culture

**Décision relative à un avenant n°1 au mandat d'études préalables pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Un avenant n°1 au mandat d'études préalables pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole est conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, pour une mission d'accompagnement pour le chiffrage de l'acquisition du site de la Maternité Grasset et sa valorisation, ainsi que dans le cadre des négociations foncières entre la Métropole et le CHRU. Cet avenant n°1 est conclu pour un montant forfaitaire de 9 000 € H.T.

N°D2015-394 - 01/07/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice près le Tribunal de Commerce**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice aux fins de saisir en qualité d'actionnaire de la société Montpellier Events, le Président du Tribunal de Commerce d'une demande en désignation d'un administrateur provisoire ou un mandataire ad hoc dans le but de palier à l'absence de directeur général de ladite société.

N°D2015-395 - 23/07/15 - Direction de la Culture

**Décision relative à un marché n°3981BisDC15 - Acquisition de pianos - Conservatoire à Rayonnement Régional**

**Objet :** Afin que les professeurs d'enseignement disposent d'instruments permettant un enseignement de qualité, il est indispensable de compléter le "parc" pianos par l'achat de trois nouveaux instruments, à savoir deux pianos droits et 1/4 de queue. Un marché n° 3981bis DC 15 est passé à cet effet avec la société CLAVIER'S CONCERT domiciliée à MAUGUIO. Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée d'un an et pour un montant de 20 524, 58 € H.T.

N°D2015-396 - 30/07/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la Prise de Possession Anticipée - Commune de Cournonterral - terrain cadastré section AV n°247**

**Objet :** Le secteur CANNABE situé sur la commune de Cournonterral fait l'objet d'un projet d'aménagement en cours, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée AV n°247 située lieudit le PIOCH à Cournonterral. Afin de réaliser des études et des travaux préparatoires à la création de la zone d'activités économiques de CANNABE, la Métropole a besoin de prendre possession de cette parcelle. La convention de prise de possession anticipée a été consentie par les propriétaires moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 3 153 euros.

N°D2015-397 - 20/07/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à la cession de véhicule vétuste à l'Hôtel des Ventes**

**Objet :** Le véhicule 3781ZY34 (non roulant) à réformer, est cédé à l'Hôtel des Ventes Centre 113 à Vendargues pour être vendu aux enchères. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°D2015-398 - 07/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la Prise de Possession Anticipée - Commune de Cournonterral - terrain cadastré section AV n°244**

**Objet :** Dans le cadre des travaux préparatoires nécessaires pour l'aménagement du secteur CANNABE située sur la commune de Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée AV n°244 située lieudit le PIOCH à Cournonterral. Afin de réaliser des études et des travaux préparatoires à la création de la zone d'activités économiques de CANNABE, la Métropole a besoin de prendre possession de cette parcelle. La convention de prise de possession anticipée a été consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 2 800 euros.

N°D2015-399 - 07/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la Prise de Possession Anticipée - Commune de Cournonterral - terrain cadastré section AV n°246**

**Objet :** Dans le cadre des travaux préparatoires nécessaires pour l'aménagement du secteur CANNABE situé sur la commune de Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée AV n°246 située lieudit le PIOCH à Cournonterral. La convention de prise de possession a été consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 10 764 €.

N°D2015-400 - 07/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la Prise de Possession Anticipée - Commune de Cournonterral - terrain cadastré section AV n°248**

**Objet :** Dans le cadre des travaux préparatoires nécessaires pour l'aménagement du secteur CANNABE situé sur la commune de Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée AV n°248 située lieudit le PIOCH à Cournonterral. Afin de réaliser des études et des travaux préparatoires à la création de la zone d'activités économiques de CANNABE, la Métropole a besoin de prendre possession de cette parcelle. La convention a été consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 6 219 euros.

**N°D2015-401 - 07/08/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la Prise de Possession Anticipée - Commune de Cournonterral - terrain cadastré section AV n°23**

**Objet :** Dans le cadre des travaux préparatoires nécessaires pour l'aménagement du secteur CANNABE situé sur la commune de Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée AV n°23 située lieudit le PIOCH à Cournonterral. Afin de réaliser des études et des travaux préparatoires à la création de la zone d'activités économiques de CANNABE, la Métropole a besoin de prendre possession de cette parcelle avant la signature de l'acte de vente. La convention a été consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 20 523 euros.

**N°D2015-402 - 04/08/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AV n°244 - Commune de Cournonterral**

**Objet :** Dans le cadre des travaux préparatoires nécessaires pour l'aménagement du secteur CANNABE situé sur la commune de Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée AV n°244 située lieudit le PIOCH. Acquisition consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 15 861 €.

**N°D2015-403 - 04/08/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AV n°246 - Commune de Cournonterral**

**Objet :** Dans le cadre de l'aménagement du secteur CANNABE située sur la commune de Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée AV n°246 située lieudit le PIOCH à Cournonterral. Acquisition consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 53 822 €.

**N°D2015-404 - 04/08/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AV n°247 - Commune de Cournonterral**

**Objet :** Dans le cadre de l'aménagement du secteur CANNABE située sur la commune de Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée AV n°247 située lieudit le PIOCH à Cournonterral. Acquisition consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 17 867 €.

**N°D2015-405 - 04/08/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AV n°248 - Commune de Cournonterral**

**Objet :** Dans le cadre de l'aménagement du secteur CANNABE située sur la commune de Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée AV n°248 située lieudit le PIOCH à Cournonterral. Acquisition consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 35 241 €.

**N°D2015-406 - 11/08/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AV n°23 - Commune de Cournonterral**

**Objet :** Dans le cadre de l'aménagement du secteur CANNABE située sur la commune de Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée AV n°23 située lieudit le PIOCH. L'acquisition a été consentie par les propriétaires, moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 116 297€.

**N°D2015-407 - 17/07/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la vente au profit de la SAAM d'un délaissé de voirie situé au niveau du carrefour entre la RD 172 et l'Avenue Georges Frêche (ex RD 21) - Commune de PEROLS**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole cède à la SAAM un délaissé de voirie situé au niveau du carrefour entre la RD 172 et l'Avenue Georges Frêche (ex RD 21) – Commune de PEROLS. Vente consentie et acceptée au prix de 29 460 € TTC.

**N°D2015-408 - 20/07/15** - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

**Décision relative à la signature du marché 3894GD15 d'entretien des stations de relevage du complexe animalier à Villeneuve les Maguelone et du Thôt à Lattes**

**Objet :** Un marché de services est signé avec la société SARP Méditerranée sise à Montpellier, en vue de procéder à l'entretien des stations de relevage du complexe animalier à Villeneuve-lès-Maguelone et du Thôt à Lattes. La durée de ce marché est de 3 ans à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. Le montant de ce marché au regard du détail quantitatif estimatif est de 16 710,00 €HT.

**N°D2015-409 - 23/07/15** - Direction du Développement Économique et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société CREATIMMO dans la ZAC ODE ACTE 1 à Pérols**

**Objet :** La candidature de la société CREATIMMO est agréée en vue de l'acquisition du lot A03-1 (4 993 m<sup>2</sup>) dans la ZAC ODE ACTE 1 pour un programme de promotion à vocation de bureaux. L'entreprise projette un effectif de 200 à 250 emplois sur site dans 3 ans.

**N°D2015-410 - 23/07/15** - Direction de la Culture

**Décision relative au Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale pour le spectacle "Entre ciel et terre"**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle "Entre ciel et terre" diffusé le 29 octobre 2015 à Jacou par La Passerelle, dans le cadre du Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale, ce pour un montant de 1 500 € TTC.

**N°D2015-411 - 27/08/15** - Direction de la Culture

**Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale pour le spectacle "Médée"**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle Médée diffusé le 9 août 2015 à Montferrier-sur-Lez par la compagnie Esprits Libres. Ce marché est conclu avec la Compagnie Esprits Libres et le Festival Théâtre en Liberté, diffuseur pour un montant de 2 500 € T.T.C.

**N°D2015-412 - 23/07/15** - Direction de la Culture

**Décision relative au Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale "La maladie de Sachs"**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « La maladie de Sachs » diffusé le 6 novembre 2015 à Castelnau-le-lez, dans le cadre du Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale, pour un montant de 1 605 € TTC.

**N°D2015-413 - 23/07/15** - Direction de la Culture

**Décision relative au Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale pour le spectacle « La jeune femme à la Licorne »**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « La jeune femme à la licorne » diffusé le 23 septembre 2015 à Montpellier, dans le cadre du Fonds d'Aides à la Diffusion Théâtrale, ce pour un montant de 3 000 € TTC.

**N°D2015-416 - 20/07/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle BZ n° 665 (lots de copropriété n° 1 et 6) - Commune de Montpellier**

**Objet :** La commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 6 juillet 2015 concernant la vente de deux lots de copropriété n° 1 et 6, représentant 291/1000ème des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré BZ n° 665, situés 17 Impasse des Tanneurs à Montpellier, correspondant à un appartement et un garage, libre d'occupation. La commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la commune de Montpellier.

**N°D2015-418 - 20/07/15** - Direction des Transports et de la Voirie

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Lattes**

**Objet :** Dans le cadre des travaux de réalisation de l'opération de déplacement de l'A9, ASF souhaite utiliser une parcelle libre de toute occupation. L'occupation est consentie à titre gratuit, ces travaux étant déclarés d'utilités publiques et urgentes par décret du 30 avril 2007. Une convention est signée à cet effet, l'autorisation d'occupation temporaire et révocable permet ainsi de limiter la gêne et le nombre de coupures de l'avenue Georges Frêche et de la ligne 3 de tramway.

**N°D2015-419 - 20/07/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelles AE n° 293, 294, 295, 297, 301, 328, 329, 331, 332, 333, 334, 335, 336 et 349 - Commune de Pérols**

**Objet :** La commune de Pérols a réceptionné une DIA le 18 mai 2015 concernant la vente de l'ilot 1 correspondant à Renault Minute et Nickel Chrome du centre commercial Auchan. Le titulaire du droit de préemption urbain est Montpellier Méditerranée Métropole. Ces biens sont situés dans la ZAC Ode 2 dont le concessionnaire est la SAAM. La SAAM souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la SAAM.

**N°D2015-420 - 24/07/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative au marché n°4033DE15 d'accompagnement à la création d'un office de Tourisme Métropolitain**

**Objet :** Un marché à bons de commande n°4033DE15 de prestations intellectuelles est passé avec la SPL Languedoc Roussillon Agence de Développement (LRAD). Il concerne l'accompagnement de la collectivité pour la création d'un office de Tourisme Métropolitain et prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 7 mois mais pourra être prorogée en cas de besoin, sans surcout. Le montant total du marché s'élève à 29 750 € H.T soit 35 700 € T.T.C. Ce marché comporte 2 tranches : une tranche N°1 ferme pour un montant de 10 200 € H.T. soit 12 240 € T.T.C. Une tranche N°2 conditionnelle pour un montant de 19 550 € H.T soit 23 460 € T.T.C.

N°D2015-421 - 20/07/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelles AE n°355, 356 et 357 - Commune de Pérols**

**Objet :** La commune de Pérols a réceptionné une DIA le 18 mai 2015 concernant la vente de l'ilot 2 correspondant à un terrain libre d'occupation et un ensemble immobilier à usage commercial représentant les locaux d'une agence bancaire BNP Paribas du centre commercial Auchan. Le titulaire du droit de préemption urbain est Montpellier Méditerranée Métropole. Ces biens sont situés dans la ZAC Ode 2 dont le concessionnaire est la SAAM. La SAAM souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la SAAM.

N°D2015-422 - 20/07/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelles AE n° 54, 55, 223, 226 et 261 - Commune de Pérols**

**Objet :** La commune de Pérols a réceptionné une DIA le 18 mai 2015 concernant la vente de l'ilot 3 correspondant à l'enseigne "ALINEA" du centre commercial Auchan. Le titulaire du droit de préemption urbain est Montpellier Méditerranée Métropole. Ces biens sont situés dans la ZAC Ode 2 dont le concessionnaire est la SAAM. La SAAM souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la SAAM.

N°D2015-423 - 20/07/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle AE n° 291 - Commune de Pérols**

**Objet :** La commune de Pérols a réceptionné une DIA le 18 mai 2015 concernant la vente d'une bande de terrain cadastrée AE n°291 loué à Norauto du centre commercial Auchan. Le titulaire du droit de préemption urbain est Montpellier Méditerranée Métropole. Ce bien est situé dans la ZAC Ode 2 dont le concessionnaire est la SAAM. La SAAM souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la SAAM.

N°D2015-424 - 23/07/15 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

**Marché 3926bisGD15, Balayage et aspiration des avaloirs de la plateforme de traitement de déchets verts de Grammont, conclu avec la société T.D.B.M. - Autorisation de signature**

**Objet :** Le marché à bons de commande n°3926bisGD15 « balayage et aspiration des avaloirs de la plateforme de traitement de déchets végétaux de Grammont », est conclu avec la société T.D.B.M. sise à Cournonterral. Il prend effet à sa notification, pour une durée d'un an et pourra être renouvelé pour deux périodes supplémentaires d'un an chacune. Les montants annuels minimum et maximum du marché s'élèvent respectivement à 6 000 € H.T et 8 000 € HT.

N°D2015-426 - 23/07/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice "ESMA - Cassation"**

**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats Garreau, Bauer, Violas, Feschotte, Desbois près la Cour de Cassation contre le jugement de la juridiction de proximité de Montpellier en date du 2 juin 2015 déclarant nuls et de nul effet la facture du 13 janvier 2015 et le titre exécutoire du 14 janvier 2015 d'un montant de 840,84 euros émis par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'acquittement de la redevance spéciale des déchets non ménagers.

N°D2015-427 - 23/07/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice "FOURNAISE requête n°1503573-1 TA"**

**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et Associés" suite au dépôt de la requête n°1503573-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 25 juin 2015 par Madame Fournaise contre la décision en date du 28 avril 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole de refus de rétrocession des parcelles préemptées à savoir les parcelles cadastrées SM n°22 et 27 ainsi que le lot de copropriété n°2 de l'immeuble cadastré SM n°25 sises rue du Mas de Brousse sur le territoire de la commune de Montpellier.

N°D2015-428 - 07/08/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à la réforme d'un photocopieur Toshiba E-255 pour cause de vétusté**

**Objet :** Le photocopieur Toshiba E-255, n° CNG 037271 est réformé pour cause de vétusté. Il est cédé gratuitement à la société Transmanudem sise à Lansargues (34130) qui se charge de son retrait pour recyclage.

N°D2015-429 - 04/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section S n°118 - 626 Rue de la Cavalade - Commune de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur Charles AIMES la propriété sise commune de Montpellier, 626 rue de la Cavalade. La propriété est située à l'intérieur du périmètre d'étude Hameau de la Cavalade et jouxte des biens déjà propriété de la Métropole. La vente est consentie moyennant la somme de 330 000 €.



**N°D2015-430 - 23/07/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative à un marché n°3412TV13, travaux d'aménagement de la rue de Cholet et Castelle - Avenant n°1**

**Objet :** Un avenant n°1 au marché n°3412 est passé avec la société Eurovia Méditerranée sise à Juvignac. Cet avenant concerne l'adaptation aux nouvelles situations de chantier (positionnement des réseaux souterrains), les modifications concernant l'actuel Bordereau de Prix et le Cahier de Clauses Techniques particulières. Les adaptations mises en œuvre pour la continuité du chantier permettent d'équilibrer le bilan financier des travaux. Ces modifications n'ont pas d'incidences financières sur le montant global du contrat.

**N°D2015-431 - 23/07/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société ECOSEC dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez**

**Objet :** La candidature de la société ECOSEC est agréée en vue de la location dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez. Son activité est la conception, l'installation et la vente de matériel de solutions écologiques de recyclages de déchets et d'effluents. Elle est candidate à la location du lot 9 de 112.50 m<sup>2</sup> pour une période de 23 mois et projette un effectif de 9 personnes dans 3 ans.

**N°D2015-433 - 30/07/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société E-PROSPECTS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société E-PROSPECTS pour une période de 12 mois à compter du 1er août 2015, soit jusqu'au 31 juillet 2016. A compter du 1er août 2015, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société E-PROSPECTS pour la surface de 30,21 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 408,14 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

**N°D2015-434 - 30/07/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société AUTHENTICATION INDUSTRIES au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société AUTHENTICATION INDUSTRIES pour une période de 12 mois à compter du 1er août 2015, soit jusqu'au 31 juillet 2016. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société AUTHENTICATION INDUSTRIES pour la surface de 44,73 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 604,30 €. **N°D2015-435 - 30/07/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société MESCLADO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société MESCLADO pour une période de 12 mois à compter du 1er août 2015, soit jusqu'au 31 juillet 2016. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société MESCLADO pour la surface de 44,19 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 597,01 €.

**N°D2015-436 - 30/07/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NELIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société NELIS pour une période de 6 mois à compter du 1er août 2015, soit jusqu'au 31 janvier 2016.

La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NELIS pour la surface de 74,29 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 080,92 €.

**N°D2015-437 - 30/07/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EXPERNOVA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société EXPERNOVA pour une période de 6 mois, soit jusqu'au 31 janvier 2016. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société EXPERNOVA pour la surface de 88,11 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 282 €.

**N°D2015-438 - 10/08/15** - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à un avenant pour le marché n°3285MG13, exploitation et maintenance en génie climatique des bâtiments de la Métropole**

**Objet :** Un avenant n°2 au marché n°3285MG13 d'exploitation et de maintenance en Génie Climatique de la Métropole est passé avec Cofely Axime à Lattes. Cet avenant concerne l'actualisation de la liste des bâtiments et des équipements couverts par le marché d'exploitation et de maintenance. Il s'élève à 1 049,80 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 28 919,55 € H.T

**N°D2015-439 - 30/07/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SOLEDGE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SOLEDGE pour une période de 3 mois, soit jusqu'au 31 octobre 2015. A compter du 1er août 2015, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SOLEDGE pour la surface de 43,84 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 637,87 €.

**N°D2015-440 - 30/07/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à une prise de possession anticipée de la parcelle cadastrée CB n°5 - Commune de Lattes**

**Objet :** Dans le cadre du projet d'aménagement "Quartier de la Mogère", l'Indivision PUJOL propriétaire de la parcelle cadastrée CB n° 5 située au lieudit Font de la Banquière à Lattes, accorde à Montpellier Méditerranée Métropole une prise de possession anticipée de cette parcelle afin de pouvoir réaliser les diagnostics archéologiques et études de sol avant la réitération de l'acte authentique. Cette convention est consentie moyennant le paiement d'une indemnité de 14 074 euros.

**N°D2015-441 - 14/08/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société BULANE dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec**

**Objet :** La candidature de la société BULANE est agréée en vue de la location dans le VEAS Hannibal. Son activité est la conception, la fabrication et la commercialisation d'électrolyseurs innovants. Elle est candidate à la location des lots A01 et A06 de 293.87 m<sup>2</sup> pour une période de 36 mois. L'entreprise projette un effectif de 7 personnes dans 3 ans.

**N°D2015-442 - 30/07/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société MENTA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société MENTA pour une période de trois mois à compter du 1er septembre 2015, soit jusqu'au 30 novembre 2015. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 89,76 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 306,01 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

**N°D2015-443 - 07/08/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Baillargues - Terrain section AZ n°149**

**Objet :** Dans le cadre de la réalisation des travaux d'aménagement hydraulique de protection contre les inondations, sur ses bassins de rétention, la Société PROFILS SYSTEMES doit occuper temporairement la parcelle appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole, située sur la commune de Baillargues, cadastrée section AZ n° 149, d'une contenance de 3 508 m<sup>2</sup> pour une durée de 1 an. La convention est consentie et acceptée à titre gratuit.

**N°D2015-444 - 14/08/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société FERRIER ALAIN dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier**

**Objet :** La candidature de la société FERRIER ALAIN est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son activité est la fabrication de prothèse dentaire. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot A02 de 108.69 m<sup>2</sup> pour une période de 36 mois.

**N°D2015-445 - 14/08/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'entreprise ECOCLIMASOL pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec l'entreprise ECOCLIMASOL pour l'occupation du local répertorié bureau 0.22 d'une surface de 22,00 m<sup>2</sup>, situé au rez de chaussée du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1er septembre 2015 soit jusqu'au 31 août 2018. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface totale de 22,00 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 277,86 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

**N°D2015-446 - 27/08/15** - Direction des Finances

**Décision relative à un avenant au marché n°3711DF14 d'accompagnement de la collectivité pour l'évaluation technico-financière des charges transférées dans le cadre du passage en Métropole**

**Objet :** Au regard de l'importance du nombre de compétences transférées, des informations à collecter au sein des 31 communes, des problèmes rencontrés lors de la collecte de ces informations et de l'obligation de bénéficier de plusieurs scénarios de simulations sur les AC (Attributions de Compensation) afin de s'adapter à la spécificité de la situation des communes, il est nécessaire de conclure un avenant au marché

d'accompagnement du groupement pour l'évaluation technico financière des charges transférées dans le cadre du passage en Métropole. Des prestations complémentaires seront réalisées, notamment la réalisation de simulations nouvelles sur l'évaluation des dépenses d'investissement, la participation à des réunions supplémentaires en fonction des besoins. Conformément aux dispositions du marché initial, le montant maximal demeure 73 188 € H.T.

**N°D2015-447 - 31/08/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative au marché n°3922DC15 de "Travaux de mise aux normes, accessibilité et réfection de l'espace convivialité de l'École Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot 2 : menuiserie bois - agencement"**

**Objet :** Un marché n°3922DC15 de travaux est passé, pour le lot n°2, avec la société TRADI BOIS, sise au TRIADOU (34 270). Le délai d'exécution est de 3 mois. Le montant du marché s'élève à 38 571 € H.T. soit 46 285,20 T.T.C.

**N°D2015-448 - 27/08/15** - Direction des Finances

**Décision relative à un avenant de prolongation de la date limite de mobilisation du contrat de prêt de 70M€ conclu avec la Caisse des Dépôts et Consignations**

**Objet :** Un avenant au contrat de prêt de 70M€ est passé avec la Caisse des Dépôts et Consignations. Cet avenant prolonge la date limite de mobilisation des fonds disponibles jusqu'au 25 décembre 2015.

**N°D2015-449 - 07/09/15** - Direction de la Culture

**Fond d'Aide à la Diffusion Théâtrale pour le spectacle Colchea**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « Colchéa » diffusé les 22 septembre 2015 à la Bulle Bleue, Montpellier pour un montant de 2 000 € T.T.C.

**N°D2015-451 - 12/08/15** - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à la signature de l'avenant n°1 au marché 3794 - Renouvellement de deux conduites d'eau potable de DN150 et DN 500 et des branchements chemin de Moularès à Montpellier**

**Objet :** Un avenant n°1 au marché n°3794 de renouvellement de deux conduites d'eau potable de DN 150 et DN 500 et des branchements chemin de Moularès à Montpellier est passé avec le groupement SOGEA SUD - RAMPA-SOLATRAG dont l'entreprise SOGEA SUD, sise à MONTPELLIER est le mandataire. Il concerne l'affermissement de prix nouveaux provisoires et l'ajustement du marché initial aux quantités réellement exécutées. Le présent avenant s'élève à 26 938,44 € H.T. portant le nouveau montant à 481 881.50 € H.T.

**N°D2015-452 - 30/07/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice " Occupation illicite de deux parcelles constituant le parking du Mas des Brousses"**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à l'expulsion d'un groupe de gens du voyage occupant illicitement deux parcelles constituant le parking du Mas des Brousses. La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy Gauer et Associés ».

**N°D2015-454 - 14/08/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ADN ID au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 15 octobre 2009 est conclu avec la société ADN ID pour une période de douze mois à compter du 1er octobre 2015, soit jusqu'au 30 septembre 2016. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ADN ID pour la surface de 147 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 965,24 €.

**N°D2015-455 - 13/08/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative au marché n°3975EA15 de Travaux courants sur les réseaux d'eau et d'assainissement des communes**

**Objet :** Un marché n°3975EA15 de travaux est passé avec le groupement d'entreprises Sogea Sud / Razel Bec et Sade, dont Sogea, sise à Montpellier est mandataire, pour une période initiale de 4 mois, du 1er septembre 2015 au 31 décembre 2015. Le montant maximum de ce marché à bons de commandes, s'élève à 1 500 000 € H.T. soit 1 800 000 € T.T.C.

**N°D2015-456 - 11/08/15** - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative au marché n°3838MG15 maîtrise d'œuvre spécialisée en ascenseurs**

**Objet :** Un marché de maîtrise d'œuvre spécialisée en ascenseurs pour le siège de Montpellier Méditerranée Métropole est passé avec l'entreprise SCE SA sise à Blagnac. Ce marché, dont le montant s'élève à 8 208 € H.T. soit 9 849,60 € T.T.C., prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an.

**N°D2015-457 - 28/08/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative au marché n°3849EA15 de Renouvellement de réseaux AEP DN400 et 500 - Parking Arc de Triomphe - lot 1 : canalisations fonte et lot 2 : canalisations acier**



**Objet :** Un marché n°3849EA15 de travaux est passé, pour le lot n°1, avec la société SADE CGTH sise à Vendargues et pour le lot n° 2, avec la société BOISSON sise à Mudaison. Le délai d'exécution de l'ensemble du lot n°1 est de 10 semaines et le délai d'exécution de l'ensemble du lot n° 2 est de 16 semaines. Le montant du marché, pour le lot n°1, s'élève à 59 999, 99 € H.T. soit 71 999, 99 € T.T.C. Le montant du marché, pour le lot n°2, s'élève à 174 892 € H.T. soit 209 870, 40 € T.T.C.

**N°D2015-458 – 13/08/15** - Direction de la Communication

**Décision relative au marché n°4044CO15 pour la Création d'un jeu interactif, location matériel et maintenance pour le stand de la foire internationale de Montpellier 2015**

**Objet :** Un marché est passé avec la société NEXTCONTREPOINT sise à Montpellier. Il concerne la création d'un jeu interactif, la location du matériel et la maintenance pour le stand de la foire internationale de Montpellier 2015. Ce marché prend effet à compter de sa notification pour une durée est de 3 mois et pour un montant de 35 850 € H.T. soit 43 020 € T.T.C.

**N°D2015-459 - 08/09/15** - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3660 Chemisage des réseaux d'eau usées sur les communes de Pignan et Castelnau-le-Lez**

**Objet :** Avenant n°1 au marché 3660 de Chemisage des réseaux d'eaux usées sur les communes de Pignan et Castelnau-le-lez afin de modifier la zone intervention du marché, à savoir prendre en compte des travaux sur la commune de Saint Drézéry.

**N°D2015-460 - 07/08/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle HM n° 284 (lot de copropriété n° 23) - Commune de Montpellier**

**Objet :** La commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 20 juillet 2015 concernant la vente d'un lot de copropriété n°23, représentant 131/10000ème des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré HM n°284, situé 1 Rue du Clos René à Montpellier, correspondant à un local d'activité, libre d'occupation. La commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la commune de Montpellier.

**N°D2015-461 - 07/08/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle BY n° 103 (lot de copropriété n° 1) - Commune de Montpellier**

**Objet :** La commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 6 juillet 2015 concernant la vente d'un lot de copropriété n° 1, représentant 330/10000ème des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré BY n°103, situé 19 Rue de Candolle à Montpellier, correspondant à un appartement, libre d'occupation. La commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la commune de Montpellier.

**N°D2015-462 - 07/08/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle BX n° 450 (lots de copropriété n° 6, 11 et 24) - Commune de Montpellier**

**Objet :** La commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 8 juillet 2015 concernant la vente de trois lots de copropriété n°6, 11 et 24, représentant 1692/10000ème des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré BX n° 450, situés 22 Rue du Faubourg du Courreau à Montpellier, à usage d'habitation, libre d'occupation. La commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la Commune de Montpellier.

**N°D2015-463 - 08/09/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative au marché n° 3595BISGD14 de "Mise en place d'un système de pré-traitement de l'air issu des BRS, en amont du traitement biologique existant, sur l'unité de méthanisation AMETYST"**

**Objet :** Un marché n°3595BISGD14 de travaux est passé, pour le lot n°3 : (Tuyauterie, Supportage et Serrurerie) avec la société TMIS sise à ZA Frontignan. Le délai d'exécution des travaux est de 7 mois dont 1 mois de préparation. Le montant du marché s'élève à 260 810 € H.T. soit 312 972 € T.T.C.

**N°D2015-464 - 07/08/15** - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Cession du véhicule BY 762 BK en état de véhicule techniquement réparable et économiquement irréparable suite à un accident**

**Objet :** A la suite d'un accident survenu avec un véhicule de service immatriculé BY 762 BK, il a été procédé à son expertise (KPI EXPERTISES) qui a conclu à l'état de "véhicule technique réparable et économiquement irréparable". Selon l'estimation de l'expert, la valeur du véhicule s'élève à 5000 € T.T.C. Le véhicule est revendu à l'assurance (la SAUVEGARDE ASSURANCES SA) à l'état d'épave pour le montant résultant de l'expertise au moment de l'accident.



N°D2015-465 – 14/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées section BA n°302 et 303 - Commune de Vendargues**

**Objet :** Les travaux de requalification de la zone d'activité du Salaison ont mis en exergue l'existence de servitudes passive de canalisation d'eaux pluviales sous propriété privée. Il convient donc de régulariser cette situation en se portant acquéreur des parcelles appartenant à la Société Charvet, situées sur la commune de Vendargues et cadastrées section BA n°302 et 303, d'une contenance totale de 2 478m². La vente est consentie et acceptée au prix de 37 000 € toutes indemnités confondues.

N°D2015-466 -14/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux Commune de Vendargues - Terrain section BA n°301**

**Objet :** Dans le cadre de la mise en œuvre des travaux de requalification du parc d'activités du Salaison à Vendargues, les travaux relatifs à la régularisation de servitude passive de canalisation d'eaux pluviales sous fonds privés ainsi que la pose de réseaux humides nécessitent l'occupation temporaire d'une partie de la parcelle BA n° 301 appartenant à la Société Charvet, sur une emprise de 650m². La convention d'occupation temporaire est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 59 000 €.

N°D2015-467 – 14/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la prise de possession anticipée des parcelles section BA n°302 et 303 - Commune de Vendargues**

**Objet :** La réalisation des travaux de requalification du Parc d'activité du Salaison nécessitent de pouvoir entrer en possession des parcelles BA 302 et 303 avant la réitération par acte notarié de la promesse de vente signée entre la Société Charvet et Montpellier Méditerranée Métropole. La prise de possession interviendra dès la signature de la présente convention. Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité de 5 430 €.

N°D2015-468 – 13/08/15 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

**Décision relative à la signature du marché n°3995GD15 pour une mission de contrôle des vibrations dues aux tirs de mines externes sur l'ISDnd de CASTRIES**

**Objet :** Un marché de prestations de services est conclu avec la société EGIS sise à SEYSSINS (38180). Il concerne une mission de contrôle des tirs de mines externes sur le site de l'ISDnd de CASTRIES. Le marché prend effet à compter de l'ordre de services de démarrage des prestations. Sa durée est de 1 an. Le montant du marché s'élève à 61 700 € H.T.

N°D2015-469 – 14/08/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ITK au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 30 mars 2007 est conclu avec la société ITK pour une période de six mois à compter du 1er octobre 2015, soit jusqu'au 31 mars 2016. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ITK pour la surface de 340,07 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière Cap Alpha s'élève à 4 134,63 €.

N°D2015-471 – 07/09/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à un marché n°3955MG15 fourniture de drapeaux, pavillons et accessoires pour pavoisement pour Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole pour ses besoins a passé un marché de fournitures de drapeaux, pavillons et accessoires pour pavoisement : après procédure MAPA : La société DOUBLET est sortie lauréate de la consultation (pour mémoire montant estimatif minimum 5000€ H.T. et montant estimatif annuel 25000€ H.T.).

N°D2015-472 -14/08/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IMAGEAU au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 01 octobre 2011 est conclu avec la société imaGeau pour une période de douze mois à compter du 1er octobre 2015, soit jusqu'au 30 septembre 2016. A compter du 1er octobre 2015, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société imaGeau pour la surface de 135,41 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière Cap Alpha s'élève à 955,06 € euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°12667 du Conseil de Métropole en date du 18 décembre 2014.

N°D2015-473 – 13/08/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative à un marché n°3935EA15, de piquage sur canalisation d'eau potable DN1000 pour raccordement station de reprise - Commune de Montferrier - Route de Saint Clément**

**Objet :** Un marché travaux est conclu avec l'entreprise SADE CGTH sise à VENDARGUES. Il concerne du piquage sur une canalisation d'eau potable DN1000 pour le raccordement d'une station de reprise, située sur la commune de Montferrier- sur- Lez à proximité de la route de Saint Clément (RD112E).

Le délai d'exécution des prestations concernées par le présent marché est de 3 mois incluant deux mois de préparation, à compter de la date de notification. Le montant estimatif des travaux est de 117 590, 40 € T.T.C.

**N°D2015-474 - 31/08/15** - Direction de la Culture

**Décision relative à l'opération "Chéquier Offres en or - Septembre 2015" octroyant des réductions sur les tarifs du Planétarium Galilée**

**Objet :** Le centre commercial Odysseum propose chaque année deux opérations de marketing au printemps et à la rentrée de septembre avec deux chéquiers qui rassemblent les offres des commerces et restaurants (chéquier désormais électroniques). Le Planétarium participe à ces opérations avec une promotion pour les séances du mercredi uniquement avec une place achetée une place offerte et la dotation du jeu-concours avec 20 entrées gratuites. Une entrée au Planétarium sera offerte pour toute entrée achetée à une séance des mercredis 23 et 30 septembre, 7 et 14 octobre 2015. Les entrées offertes seront constituées de contremarques utilisables immédiatement et avec une durée de validité 14 jours maximum.

**N°D2015-477 -14/08/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Acquisition de la parcelle cadastrée section AI 409 sise commune de Prades-le-Lez**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle sise commune de Prades-le-Lez et cadastrée section AI 409 auprès de la commune. La cession est consentie à titre gratuit, la parcelle étant destinée à être échangée avec la parcelle cadastrée AI 278 appartenant à Mme Dalmazio afin de régulariser un délaissé de voirie le long du chemin de Coste Rousse à Prades-le-Lez.

**N°D2015-479 - 31/08/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative à un marché n°3595bisGD15 de travaux pour le lot 1 charpente/gros oeuvre pour la mise en place d'un système de pré-traitement de l'air issu des BRS en amont du traitement biologique existant, sur l'unité de méthanisation AMETYST**

**Objet :** Un marché de travaux est conclu avec l'entreprise TMIS sise à Frontignan (34110) concernant le lot1. Il concerne les travaux de charpente et gros œuvre dans la mise en place d'un système de prétraitement de l'air issus des BRS, en amont du traitement biologique existant, sur l'unité de méthanisation AMETYST. Le délai d'exécution du marché est de 7 mois dont un mois de préparation. Le montant global et forfaitaire du marché est de 261 386, 40 € T.T.C.

**N°D2015-480 -14/08/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle BY n°54 - Commune de Montpellier**

**Objet :** La commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 6 juillet 2015 concernant la vente de l'immeuble cadastré BY n°54, situé 10 Boulevard Pasteur à Montpellier, à usage d'habitation, occupé. La commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la commune de Montpellier.

**N°D2015-481 - 02/09/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative à un marché n°3379EA15 de travaux de remise en état des ouvrages hydrauliques pour l'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez sur la commune de Lattes**

**Objet :** Un marché de travaux est conclu avec l'entreprise VALERIAN sise à MONTPELLIER. Il concerne les travaux de remise en état des ouvrages hydrauliques pour l'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez sur la commune de Lattes. Le délai d'exécution des travaux sur lequel s'engage le candidat est de 70 jours calendaires. Ce délai part de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Le montant estimatif du marché est de 111 334, 56 € T.T.C.

**N°D2015-482 -14/08/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice "Référé expertise n°1504399-8"**

**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête en référé expertise n°1504399-8 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 7 août 2015 par un agent de la Métropole, consécutivement à une chute dont il a été victime le 27 août 2013 dans le cadre de l'exercice de ses fonctions d'éducateur APS.

**N°D2015-483 – 14/08/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice "MONNIER Manon - Référé expertise n°1504321-8 TA"**

**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête en référé expertise n°1504321-8 le 3 août 2015 par Madame Manon MONNIER consécutivement à un préjudice matériel subi dans le cadre des travaux de bouclage de la ligne n°4 du tramway de Montpellier.

**N°D2015-484 - 27/08/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AZ n°173 - Commune de Baillargues**

**Objet :** Dans le cadre de l'acquisition de nombreuses parcelles dans le secteur de la ZAC de Massane, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle AZ n°173 appartenant à Monsieur ESCURET sur la commune de Baillargues d'une contenance de 2 915 m². Le prix d'acquisition est de 102 025 € toutes indemnités comprises.

**N°D2015-485 - 27/08/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle HW n°355 (lot de copropriété n°2) - Commune de Montpellier**

**Objet :** La commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 30 juillet 2015 concernant la vente d'un lot de copropriété n°2, représentant 174/1000ème des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré HW n°355, situé 25 Rue Chaptal à Montpellier, à usage d'entrepôt - garage, occupé. La commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la commune de Montpellier.

**N°D2015-486 - 27/08/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle HT n°40 (lots de copropriété n°6 et n°7) - Commune de Montpellier**

**Objet :** La commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 31 juillet 2015 concernant la vente de deux lots de copropriété n°6 et 7, représentant 100/1000ème des parties communes générales, dépendant de l'immeuble cadastré HT n°40, situé 7 Rue des Trésoriers de la Bourse à Montpellier, à usage d'entrepôts, libres d'occupation. La Commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la Commune de Montpellier.

**N°D2015-487 - 01/09/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative à un marché n°3030 MG 12, fourniture de mobilier administratif, lot 3. Avenant de transfert**

**Objet :** Un avenant de transfert au marché n°3030, lot 3 doit être passé en vue du transfert à la société SOFRADAM immatriculée sous le n°403507708 R.C.S des prestations exercées jusqu'alors par la société PSA Aménagement.

**N°D2015-490 - 27/08/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Montpellier - Terrain section EY n°122 - Autorisation de signature de la convention et de son avenant n° 1**

**Objet :** Convention d'occupation temporaire pour travaux et son avenant n° 1 consentis par les copropriétaires de la parcelle EY n°122 située sur la commune de Montpellier, pour une période de deux mois afin de permettre les travaux de remplacement d'une conduite d'eau potable existante. Le retard pris dans la réalisation des travaux a nécessité un avenant n° 1 ayant pour objet la modification de la date de démarrage desdits travaux. Convention et avenant consentis et acceptés à titre gratuit.

**N°D2015-491 - 27/08/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section AY n°127P - Commune de Castelnau-le-Lez**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole achète à la Commune de Castelnau-le-Lez, à l'amiable, une partie de la parcelle située sur la commune, cadastrée section AY n°127P, d'une contenance de 195m² au prix de 1€. Cette parcelle est nécessaire à l'aménagement de l'avenue Georges Frêche notamment pour la requalification de l'axe de circulation et la réalisation d'itinéraires piétonniers et cyclables.

**N°D2015-494 - 27/08/15** - Direction des Finances

**Décision modificative de la régie de recettes de la piscine Pitot à Montpellier**

**Objet :** La piscine Pitot située en centre-ville de Montpellier, connaît une forte affluence. Le fonds de caisse actuel n'est que de 100 € ; cela entraîne des difficultés d'encaissement pour les caissiers (manque de monnaie). Une augmentation du fonds de caisse est nécessaire ; il est porté à 200 €. Cette décision modificative a été validée par Trésorier

**N°D2015-496 - 07/09/15** - Direction de la Culture

**Décision relative au marché n°3994DC15 de maintenance des vidéoprojecteurs Barco 909HD de la salle de projection du planétarium Galilée**

**Objet :** Un marché relatif à la maintenance des vidéoprojecteurs Barco 909HD installés dans la salle de projection du planétarium Galilée est conclu avec la société VIDELIO-IEC SAS sise à Gennevilliers (92635). Le montant de ce marché s'élève à 7 388,23 € T.T.C. et court jusqu'au 31 décembre 2015.

**N°D2015-497 - 31/08/15** - Direction de la Culture

**Décision relative à une convention de prêt d'un violon réalisé par Giovanni Baptista Rogeri en 1692 à l'association Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc Roussillon**

**Objet :** Une convention de prêt à titre gratuit d'un violon réalisé par Giovanni Baptista Rogeri en 1692 et acquis par la Métropole en 2014, est conclue avec l'Opéra Orchestre National de Montpellier.

N°D2015-501 - 31/08/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative à un contrat de prêt d'archives pour l'exposition « Montpellier au 21ème siècle, le patrimoine une histoire d'avenir » organisée par les Archives Municipales de la ville de Montpellier**

**Objet :** Un contrat de prêt d'archives relatives à l'architecture et l'art dans la ville au 21ème siècle est conclu avec la Ville de Montpellier. Le prêt consenti à titre gratuit prendra effet le 31 août 2015 jusqu' à la fin de l'exposition qui se tiendra dans la salle d'exposition de l'Hôtel de Ville de Montpellier.

N°D2015-502 - 08/09/15 - Direction des Sports

**Décision relative à une convention pour la mise à disposition de locaux et terrains dans les installations sportives de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Dans le cadre de ses compétences, Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition des associations sportives les équipements sportifs qu'elle gère sur son territoire (notamment Stades, Palais des Sports Bognol, piscines, base nautique La Valette) pour l'organisation de manifestations sportives sur l'ensemble de la saison ou à titre occasionnel. Pour cela, une convention est passée avec chacune de ces associations. Elle est conclue à titre gratuit compte tenu de l'intérêt général que représente la pratique de ces activités et l'organisation de manifestations.

N°D2015-504 - 27/08/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice "RIBIERAS n°1504384-4 TA"**

**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'avocats « PARME Avocats » près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1504384-4 par Monsieur et Madame RIBIERAS contre les différentes décisions refusant la collecte porte à porte dans l'impasse de la Badiane sise à Montpellier, et notamment la décision du 19 mai 2015 de la ville de Montpellier et la décision implicite de refus de Montpellier Méditerranée Métropole suite au courrier de Monsieur Ribieras en date du 17 avril 2015.

N°D2015-506 - 31/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à une convention d'occupation précaire - Parcelle cadastrée section AC n° 213 - commune de Saint Jean de Védas**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de ASF une convention d'occupation précaire à compter de la date de sa signature et jusqu'au 30 juin 2017 sur une partie de la parcelle AC n° 213 située sur la commune de Saint Jean de Védas afin de permettre l'installation d'une partie de la base de vie du TOARCCH OUEST nécessaire à la mise en œuvre des travaux de déplacement de l'autoroute A9. La convention est consentie et acceptée à titre gratuit.

N°D2015-508 - 27/08/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Parcelles cadastrées section B n° 279, 280 et 318 - Commune de Murviel-Lès-Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole régularise l'occupation temporaire pour travaux, d'une durée d'un an sur les parcelles situées commune de Murviel-lès-Montpellier et cadastrées section B n° 279, 280 et 318.

Cette occupation est nécessaire pour la mise en œuvre des travaux de préservation et la mise en valeur du forum du site Oppidum du Castellàs. La présente convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 4 150 €.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

**AFFAIRE N°4 : HORS COMMISSION – SOMMET DES VILLES ET AGGLOMÉRATIONS POUR LA GRANDE VITESSE ET L'INTERCONNEXION FERROVIAIRE DU COULOIR MÉDITERRANÉEN DU 13 OCTOBRE 2015 À MONTPELLIER - ORGANISATION DU SOMMET PAR MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Comité des Villes et Agglomérations pour la Grande Vitesse et l'Interconnexion Ferroviaire du Couloir Méditerranéen rassemble douze Villes, Agglomérations et Métropoles espagnoles et françaises : Barcelona, Béziers, Carcassonne, Figueres, Girona, Lleida, Montpellier, Narbonne, Nîmes, Perpignan, Tarragona et Toulouse.

Ces collectivités partagent une vision de territoire transfrontalier collaboratif et innovant, s'appuyant sur une mise en réseau de villes structuré autour d'un corridor ferroviaire performant et d'un ensemble cohérent de services ferroviaires. Afin de valoriser les projets, cette vision commune est présentée lors d'un « Sommet des Villes et Agglomérations pour la Grande Vitesse et l'Interconnexion Ferroviaire du Couloir Méditerranéen » accueilli chaque année par une ville membre du Comité.

Chaque Sommet approuve une Déclaration signée par l'ensemble des membres du Comité.



Cette Déclaration du Sommet des Villes et Agglomérations est notamment transmise aux responsables de l'Union Européenne, aux députés européens, aux gouvernements français et espagnols, à la Generalitat de Catalunya, aux Régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées, aux parlementaires, aux gestionnaires de réseau et opérateurs ferroviaires français et espagnols, ainsi qu'aux principaux acteurs économiques et sociaux de ces territoires.

Les membres du comité rappellent en toutes occasions que **le Corridor Méditerranéen s'inscrit parmi les lignes prioritaires voyageurs et fret du Réseau Transeuropéen de Transports (RTE-T) retenues par la Commission Européenne. Mais ils savent aussi que cet engagement européen dépend de la volonté des Etats-membres, maîtres d'ouvrage, à se mobiliser pour la réalisation des opérations ferroviaires prioritaires.**

Notamment, le Comité soutient activement le projet de **Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP)**, chaînon manquant du Corridor Méditerranéen, mais aussi la **Liaison Toulouse Narbonne (LTN)**, les deux lignes permettant d'irriguer l'ensemble de la nouvelle grande Région en reliant, Montpellier et Toulouse, ses deux Métropoles par la grande vitesse ainsi que la Métropole de la Catalogne, Barcelone.

Pour ce qui concerne la LNMP, **le Comité rappelle la demande du Ministre français délégué aux transports faite le 16 juin 2014 auprès de SNCF-Réseau de proposer un tracé définitif de la ligne en 2015 en vue de la tenue d'une Enquête Publique fin 2016 au plus tard.**

Il convient de rappeler que la LNMP s'inscrit dans le prolongement du Contournement ferroviaire Nîmes Montpellier (CNM), une ligne à grande vitesse mixte voyageur – fret pour laquelle Montpellier Méditerranée Métropole investit environ 80 M€. Le CNM comprend un programme d'ensemble portant également sur la modernisation de la ligne classique Montpellier Perpignan : allongement du raccordement de Narbonne permettant le stationnement de train de fret complet ; aménagements de jonctions à Narbonne et Béziers ; amélioration de la signalisation notamment pour améliorer le débit entre Narbonne et Sète ; renforcement des IFTE (Installation Fixe de Traction Electrique).

Bien qu'elle soit une ligne mixte, voyageur et fret, au moins sur le tronçon Montpellier – Béziers, la LNMP s'inscrit donc bien en complément de la ligne classique actuelle pour former un doublet de ligne et améliorer ainsi les conditions de circulation des trains, dont les trains de fret, les trains régionaux et les trains d'équilibre du territoire, sur l'ensemble du corridor méditerranéen.

A l'échelle des grandes régions Midi-Pyrénées – Languedoc-Roussillon et Catalogne, le *Comité des Villes et Agglomérations pour la Grande Vitesse et l'Interconnexion Ferroviaire du Couloir Méditerranéen* se positionne clairement en faveur des ports et plateformes logistiques, qui doivent assurer la circulation des marchandises sur le corridor méditerranéen. En Région Midi-Pyrénées – Languedoc-Roussillon, il convient de retenir les ports de Port-la-Nouvelle et de Sète, ce dernier intéressant plus directement Montpellier Méditerranée Métropole. Le potentiel de développement est important car une partie significative du fret maritime échappe aujourd'hui aux ports méditerranéens.

En cette année 2015, ce Sommet revêt un caractère particulier puisqu'il intervient au moment où le projet de la LNMP connaît une phase décisive de son avancement.

D'une part, la Commission Européenne ayant retenu le Corridor Méditerranéen parmi les lignes prioritaires voyageurs et fret du Réseau Transeuropéen de Transport (RTE-T), il est essentiel d'agir pour que la France porte activement ce projet afin qu'il se concrétise en engageant les phases administratives et opérationnelles dès 2016. D'autre part, la constitution de la future grande Région Languedoc-Roussillon – Midi-Pyrénées met plus que jamais en évidence la nécessité de relier efficacement entre elles les trois métropoles régionales, Barcelone, Toulouse, Montpellier, et les agglomérations desservies, pour tirer les dynamiques régionales et transfrontalières.

C'est pour cela que les membres du Comité ont souhaité confier à Montpellier Méditerranée Métropole, le 3 octobre 2014 à Gérone, la Présidence du Comité pour un an, ainsi que l'organisation du prochain Sommet qui se déroulera le 13 octobre 2015 à Montpellier.

Afin d'honorer la mission qui lui a été confiée, à savoir accueillir le Comité, ses invités et ses intervenants, pour que s'exprime dans les meilleures conditions la vision du territoire transfrontalier collaboratif et innovant qu'il s'attache à mettre en œuvre, il convient de prévoir les frais qui seront occasionnés par ce Sommet. Pour cela, il convient d'accorder à cet événement un budget de 29 000 € dont 4 000 € seront consacrés à la prise en charge des frais réels et indemnités des intervenants extérieurs, experts, personnes qualifiées, représentants d'une autorité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation d'un budget global de 29 000 € pour l'organisation de cet événement, dont 4000 € pour la prise en charge des frais réels et indemnités des intervenants extérieurs, experts, personnes qualifiées, représentants d'une autorité,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2015 au chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

## **AFFAIRE N°5 : LOGEMENT – ÉTAT DE RÉALISATION 2014 DU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT - APPROBATION**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par délibération n°11972 du 27 novembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Métropole en janvier 2015 a adopté le Programme Local de l'Habitat (PLH) pour la période 2013-2018. Conformément aux dispositions prévues à l'article L.302-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, le présent rapport dresse le bilan de la mise en œuvre du PLH de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2014.

Le PLH mis en œuvre traduit la politique de l'habitat volontariste que s'est fixée Montpellier Méditerranée Métropole pour répondre aux besoins en logements, toujours importants dans un contexte de dynamique démographique soutenue, de diversité des modes de vie et des parcours résidentiels. Les fortes tensions exercées sur le parc locatif social et la sélectivité du marché du logement qui induisent des parcours résidentiels contraints pour les ménages, imposent de maintenir à un haut niveau l'effort de production engagé.

### **La construction neuve**

Le PLH fixe un objectif de production annuelle moyen de 5 000 logements neufs dont 2 500 logements à Montpellier et 2 500 dans les 30 autres communes.

Alors que le nombre de logements mis en chantier à l'échelle nationale accuse une baisse de 10% entre 2013 et 2014, celui-ci enregistre une progression de 6% dans la Métropole avec 4333 logements mis en chantier en 2014 (4090 en 2013) ; cette reprise de la construction neuve observée localement se confirme nettement au cours du premier semestre 2015.

Cette progression est notamment le fait de la commune de Montpellier qui s'approche des 2500 logements commencés en 2014 (2426 logements) correspondant à l'objectif annuel fixé par le PLH 2013-2018.

Dans les 30 communes périphériques de la Métropole, 1907 logements ont été mis en chantier en 2014 contre 2190 en 2013 (-13%) ; les communes de Lattes (347 logements), de Saint Jean de Védas (338 logements), du Crès (193 logements), de Baillargues (170 logements) et de Juvignac (166 logements) assurent à elles cinq, 64% de la production de logements neufs des communes périphériques en 2014.

L'augmentation du nombre de logements mis en chantier s'accompagne d'une reprise de l'activité de la promotion immobilière dans la Métropole avec près de 2300 logements neufs vendus en 2014, soit une hausse de 3% par rapport à 2013. Le développement des ZAC communales, la mise en place du dispositif d'incitation à l'investissement locatif « Pinel » conjuguée à l'actualisation du zonage du financement du logement avec le reclassement de 17 communes de la Métropole en zone A ont conforté la politique locale de dynamisation de l'offre de logement.

Notons enfin que 82% des logements mis en chantier dans la Métropole relèvent du logement collectif en 2014. Cette proportion s'établit à 60% dans les communes périphériques témoignant, à l'image des années précédentes, de l'effort entrepris pour freiner l'étalement urbain.

Par ailleurs, 6 829 logements ont été autorisés en 2014, soit + 31 % par rapport à l'année précédente, témoignant de la reprise du marché et de la confiance des opérateurs.

### **La production de logements locatifs sociaux**

Le PLH fixe un objectif annuel de développement du parc locatif social de 30 % de la production neuve correspondant à 1 500 logements pour un objectif global de production annuelle de 5 000 de logements.

1 704 logements locatifs sociaux ont été financés en 2014, répartis de la manière suivante :

- 1 201 logements destinés aux familles et aux personnes défavorisées,
- 503 logements sociaux étudiants créés notamment à la faveur de deux opérations qui seront gérées par le CROUS à Montpellier.

60% des logements locatifs sociaux familiaux et d'insertion financés relèvent d'un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 32% d'un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) soit un total de 92% de PLUS-PLAI pour un objectif fixé à un minimum de 83% par le PLH. Ces excellents résultats sont à mettre en relation avec le profil des ménages-candidats au logement social dont 77 % relèvent du PLAI. Les logements financés en Prêt Locatif Social (PLS) représentent 8% des logements familiaux financés en 2014 pour un objectif plafond de 17% maximum fixé par le PLH.

Les 1704 logements sociaux financés en 2014 équivalent à 25% de l'ensemble des logements autorisés sur le territoire de la Métropole et à 39 % des logements mis en chantier. Ces logements se répartissent à hauteur de 55 % sur la commune de Montpellier et de 45 % sur les 30 autres communes de la Métropole.

Il convient d'indiquer que les besoins en logement locatifs sociaux demeurent toujours importants sur le territoire de la Métropole : 21 663 demandes ont été recensées en 2014, soit une augmentation de 2% par rapport à 2013. Depuis 2007, le nombre de demandes de logements sociaux a augmenté de quasiment 50% dans la Métropole.

Par ailleurs, les services de l'Etat dénombraient 14 383 logements locatifs sociaux manquants en 2014 dans les 19 communes de la Métropole concernées par l'obligation de disposer de 25% de logements locatifs sociaux d'ici 2025 (14 096 en 2013). Le taux de logements sociaux au 1<sup>er</sup> janvier 2014 atteint 17,1% (17,4% au 1<sup>er</sup> janvier 2013) dans la Métropole dont 21,9% à Montpellier et 8,1% dans les communes périphériques.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole attribue, depuis 2006, les aides de l'Etat à la construction des logements sociaux, qui se sont élevées pour l'année 2014 à 2 562 525 €, complétés par une enveloppe de 776 858 € attribuée par Action Logement.

La Métropole mobilise désormais sur ses fonds propres une enveloppe supérieure à celle de l'Etat avec un montant d'aides délibéré de 3 293 000 €. Elle a en outre garanti les emprunts contractés par les bailleurs sociaux pour un montant global de 60 millions d'euros, correspondant à 902 logements locatifs sociaux, de manière à en sécuriser leurs financements.

### **L'accession « abordable »**

Afin de fidéliser notamment les jeunes ménages primo-accédants sur le territoire de la Métropole, le PLH fixe des objectifs ambitieux en matière de production de logements en accession « abordable » à hauteur de 1 000 logements par an.

Le recensement des logements concernés s'avère particulièrement délicat, car tous les logements répondant à cet objectif ne font pas l'objet d'un dispositif déclaratif, notamment ceux produits dans le cadre du marché sans aide ou accompagnement spécifique. Les données ci-après portent donc sur une partie des logements abordables réalisés.

En 2014, 251 logements issus de dispositifs encadrés par les pouvoirs publics ont fait l'objet d'une vente à un prix plafonné en faveur de propriétaires occupants, dont :

- 174 ventes opérées dans le cadre de dispositif en faveur de l'accession aidée dans les opérations d'aménagement de la Ville et Montpellier et des 30 autres communes
- 58 logements relevant d'un financement Prêt Social de Location Accession (PSLA)
- 19 logements situés dans le périmètre de renouvellement urbain et bénéficiant à ce titre d'une TVA réduite et d'un prix plafonné.

En 2015, le régime fiscal des logements neufs à destination de propriétaires occupants sous conditions de ressources et de prix de vente plafonné a été étendu aux nouveaux quartiers prioritaires de la politique de la ville et dans une bande de 300 mètres autour de ceux-ci.

12 quartiers à Montpellier sont concernés, ce qui devrait conforter localement la production de logements en accession à prix maîtrisés.

La Métropole et la Ville de Montpellier ont engagé fin 2014 une réflexion spécifique avec les acteurs de la chaîne de production, visant à mettre sur le marché des logements davantage en adéquation avec la diversité des besoins et des parcours résidentiels, ainsi qu'avec les capacités financières des ménages, par une production en accession abordable en secteur aménagé comme en secteur diffus au moyen de différents leviers : action foncière, simplification des trames des bâtiments, conception d'espaces modulables, sobriété architecturale, maîtrise des frais financiers...

### **La réhabilitation du parc de logements privés**

La requalification du parc de logements privés anciens constitue un autre axe prioritaire du PLH.

En 2014, les aides déléguées de l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (ANAH) et de la Métropole sur ses propres crédits ont permis d'aider à la rénovation de 284 logements dont la très grande majorité (265) étaient occupés par des propriétaires occupants aux revenus modestes et très modestes.

S'agissant des logements locatifs, 19 ont été réhabilités en 2014, en contrepartie d'un engagement des propriétaires à louer leurs bien à des ménages modestes, selon un loyer maîtrisé, et ce pour une durée de 9 ans.

Au regard des priorités d'intervention de l'ANAH, la ventilation des logements rénovés en 2014 est la suivante :

- lutte contre l'habitat indigne et dégradé : 25 logements,
- lutte contre la précarité énergétique (gain énergétique supérieur à 25%) : 179 logements, témoignant du soutien des politiques publiques à la rénovation thermique des logements,
- adaptation du logement à la perte d'autonomie liée au handicap ou au vieillissement : 80 logements.

La rénovation de l'habitat privé a concerné également le traitement des parties communes de 9 ensembles immobiliers regroupant 84 logements, dans le cadre d'opérations spécifiques visant à requalifier les copropriétés dégradées.

Ces résultats émanent notamment du travail réalisé sur le terrain dans le cadre de la conduite de l'opération « *Rénover pour un habitat durable et solidaire* » avec l'objectif volontariste de traiter 900 logements en 5 ans, soit d'ici fin 2018 (349 logements réhabilités à ce stade). Cette opération qui couvre l'ensemble du territoire métropolitain complète les actions engagées à travers 4 autres dispositifs en cours à Montpellier : le Plan de Sauvegarde du Petit Bard, prolongé en 2014 pour 2 années supplémentaires, l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain Copropriétés Dégradées (OPAH RU CD) Gambetta - Figuerolles - Nord Ecusson, l'OPAH CD Cévennes 1 et l'OPAH Saint Guilhem, Laissac, Sud Comédie.

La réhabilitation du parc ancien a ainsi mobilisé, en 2014, une enveloppe de 4,5 millions d'euros, dont 2,9 millions d'euros de crédits délégués par l'ANAH, 727 000 euros de l'Etat au titre du Fond d'Aide à la Rénovation Thermique (FART) ainsi que 874 000 euros attribués par Montpellier Méditerranée Métropole sur ses fonds propres.

Enfin, la Métropole a poursuivi les travaux engagés dans le cadre de son observatoire de l'habitat dans le but de suivre les évolutions des marchés de l'habitat et les effets du PLH.

A ce titre, elle a participé techniquement et financièrement à l'observatoire des loyers sur son territoire, dans le cadre d'une expérimentation conduite par le Ministère du Logement. Les résultats de l'observation des loyers au 1<sup>er</sup> janvier 2013 ont fait l'objet d'une restitution en comité de pilotage réuni en Préfecture au mois de juillet 2014 ; les données rendant compte de la situation du marché locatif 2014 devant être présentées au cours du deuxième semestre 2015.

En outre, des travaux d'études engagés fin 2014 avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) donneront lieu à l'établissement d'un diagnostic du territoire et d'une analyse sociodémographique de la population issue de l'exploitation du recensement de la population 2011, dont la publication est prévue au cours du deuxième semestre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'état de réalisation du Programme Local de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.



## **AFFAIRE N°6 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – GOUVERNANCE - AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE ET CORSE - CONTRAT DE MÉTROPOLE DE COOPÉRATION POUR UNE GESTION DURABLE DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES ET CONVENTIONS D'APPLICATION SPÉCIFIQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est compétente sur l'ensemble du cycle de l'eau depuis l'approvisionnement en eau potable et en eau brute jusqu'au traitement des eaux usées en passant par la lutte contre les inondations.

Cet ensemble de compétence s'est construit progressivement depuis 2002 traduisant la volonté de Montpellier Méditerranée Métropole de devenir l'acteur essentiel de la définition et de la mise en œuvre d'une politique globale de l'eau à l'échelle de son territoire.

Elle nécessite la mise en œuvre d'une gouvernance partagée et cohérente avec les autres structures intervenant sur le territoire principalement (i) les syndicats mixtes de gestion de bassins versants, en charge de l'élaboration des documents-cadre de définition des actions de la politique de l'eau sur le territoire (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux ou contrat de bassin, Programme d'Actions de Prévention contre les Inondations, Documents d'objectifs Natural 2000) à savoir le SYBLE et le SYMBO ainsi que l'opérateur en charge de la compétence eau potable, Aqua d'Oc, Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, sur treize de nos communes dont la ville centre.

Les compétences de Montpellier Méditerranée Métropole liées au cycle de l'eau et celles dévolues aux nouvelles Métropoles en terme d'aménagement du territoire et de développement économique permettent de coupler les enjeux, d'assurer la cohérence des politiques locales et d'optimiser les interventions.

La Directive Cadre sur l'Eau (DCE) a comme principal objectif la protection à long terme des milieux aquatiques, en demandant de veiller à la non-dégradation de leur qualité et en fixant une obligation de résultats qui est celle de l'atteinte du bon état écologique et chimique des eaux superficielles y compris les eaux côtières, et celle du bon état chimique et quantitatif des eaux souterraines. Cet objectif est visé par le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) du bassin Rhône Méditerranée.

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse a pour missions principales de promouvoir l'utilisation rationnelle des ressources en eau, lutter contre les pollutions de ces ressources, restaurer et préserver les milieux aquatiques. Pour les mener à bien, elle intervient dans le cadre de programmes d'intervention pluriannuels préparés en concertation avec les acteurs de l'eau. Le 10<sup>ème</sup> programme, approuvé le 14 septembre 2012, s'applique sur la période 2103-2018. Il combine une approche sectorielle visant à répondre à des objectifs de bassin et une approche territoriale visant à répondre aux objectifs du SDAGE Rhône Méditerranée et aux attentes territorialement identifiées.

Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse conviennent de poursuivre leur étroite collaboration afin de mettre en œuvre de manière opérationnelle, une politique durable de l'eau, coordonnée à l'échelle du territoire métropolitain tout en veillant à fédérer les différents acteurs impliqués dans sa réalisation.

Cette coopération affirmée sera traduite dans un Contrat de Métropole.

Celui-ci constitue un cadre d'engagement des actions nécessaires à l'atteinte des objectifs de la Directive Cadre sur l'Eau sur le territoire de la Métropole, en pleine cohérence avec le Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable approuvé par la collectivité, le SAGE Lez Mosson étangs palavasiens et le contrat du bassin versant de l'étang de l'Or pour lesquels Montpellier Métropole a émis un avis favorable, lors de ses conseils respectifs du 23 mai 2013, du 19 mai 2014 et du 29 juin 2015.

Les enjeux sont la maîtrise des prélèvements en eau dans les ressources naturelles, la distribution d'une eau potable répondant aux normes de qualité, la préservation ou l'amélioration de la qualité des milieux aquatiques en résorbant les sources de pollution et en restaurant ces milieux.

Concrètement, le contrat est établi entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse, le SYBLE et le SYMBO. Il définit les conditions du partenariat technique et financier pour la période 2015 - 2019.

Il se décline en six volets à travers des **conventions d'applications thématiques**, et selon deux périodes de temps 2015-2017 et 2018-2019 :

- **Volet 1 : Assainissement collectif** avec pour objectif principal l'amélioration du fonctionnement du système d'assainissement Maera par temps de pluie.
- **Volet 2 : Pollution dispersée** avec pour objectif principal la réduction des pollutions toxiques.
- **Volet 3 : Assainissement non collectif** qui permettra d'initier les réhabilitations des assainissements non collectifs sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce volet a déjà fait l'objet par anticipation d'une délibération du Conseil de Métropole le 05 février dernier.

- **Volet 4 : Gestion durable des ressources en eau et Alimentation en eau potable** avec des objectifs (i) de préservation et restauration de la qualité des masses d'eaux souterraines (ex: mise en place de programmes d'actions de protection de captages-études PAPPH), (ii) de compatibilité des prélèvements et de respect des volumes prélevables (ex: modification de la DUP de la source du Lez-engagement dans des Plans de Gestion de la Ressource en Eau) et (iii) d'économie d'eau (ex: renouvellement de canalisations-réduction des fuites-maîtrise des consommations en eau).

- **Volet 5 : Milieux aquatiques et gouvernance** avec des objectifs (i) de restauration et d'entretien des cours d'eau, (ii) de protection et restauration des zones humides, (iii) d'amélioration de la continuité morpho écologique des cours d'eau et de (iv) de mise en œuvre de la future compétence GEMAPI.

- **Volet 6 : Promotion d'actions de coopération décentralisée**

Ces conventions d'application spécifiques associent les maîtres d'ouvrage compétents et les différents partenaires utiles à la réussite des actions identifiées. Ainsi Aqua d'Oc, Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole est signataire de la convention d'application n°4.

A ces conventions sont annexées des fiches actions décrivant les études ou travaux à entreprendre par les différents maîtres d'ouvrages concernés.

Ces fiches au nombre de soixante-huit, représentent un montant prévisionnel d'investissement de 142 M€ H.T en autorisation de programme consacré à 95% aux volets 1 et 4 et correspondant en grande partie à des actions inscrites aux schémas directeurs de l'assainissement et de l'eau potable.

La Métropole interviendra en tant que Maître d'ouvrage sur l'essentiel du programme d'investissement soit environ 137 M€ H.T.

Pour la réalisation des actions envisagées au Contrat de Métropole, le financement global attendu par l'Agence de l'Eau s'élève à 24,5 M€.

La validation de ces actions à travers un Contrat de Métropole permet de mobiliser un niveau supérieur d'aides estimées à 14 M€ et facilitera ainsi la mise en œuvre des schémas directeurs de l'assainissement et de l'eau potable.

Afin d'assurer le suivi du présent Contrat de Métropole, un comité de pilotage composé des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole, du SYBLE, du SYMBO, de l'Agence de l'Eau, du Préfet de l'Hérault et de la Mission Inter Services de l'Eau (MISE) de l'Hérault sera constitué et se réunira au moins une fois par an.

Il aura pour fonction de vérifier la compatibilité des actions menées au titre du présent Contrat de Métropole avec les actions développées dans le cadre des procédures contractuelles de bassin versant existantes ou en cours (SAGE Lez Mosson étangs palavasiens, PAPI Lez Mosson étangs palavasiens, contrat de milieu de l'étang de l'Or), d'orienter les projets, d'évaluer les résultats et d'étudier les aménagements à apporter au présent Contrat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le contrat de Métropole de coopération pour une gestion durable de l'Eau et des Milieux Aquatiques,
- approuver les six conventions d'application spécifique portant sur les thèmes "assainissement collectif", "réduction des pollutions diffuses dispersées", "réhabilitation des systèmes d'assainissement non collectif", "gestion durable des ressources en eau et alimentation en eau potable", "milieux aquatiques et gouvernance" et "opérations de coopération décentralisée",
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°7 : FINANCES – TAXE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ÉLECTRICITÉ - TRANSFERT DE LA PERCEPTION - REVERSEMENT DU PRODUIT À MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole dénommée Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal officiel du

26 décembre 2014, implique le transfert à cette dernière de la compétence « Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz » conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Montpellier Méditerranée Métropole a vocation à se substituer aux communes au titre de cette compétence. Les compétences des autorités organisatrices de la distribution d'énergie (AOD) sont listées à l'article L.2224-31 du CGCT.

Conformément à l'arrêté préfectoral n°2015-1-433 du Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault en date du 27 mars 2015 et à l'article L. 5217-7 du CGCT, Montpellier Méditerranée Métropole s'est substituée pour la compétence d'autorité concédante de la distribution d'électricité au sein du syndicat mixte Hérault Energies (SHE) pour les communes suivantes : Beaulieu, Castries, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Lavérune, Montaud, Murviel les Montpellier, Pignan, Prades le Lez, Restinclières, Saussan, Saint Genies des Mourgues, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Sussargues, Vendargues et Villeneuve les Maguelone.

Conformément à l'arrêté préfectoral n°2015-I-1588 et à l'article L. 5217-7 du CGCT, Montpellier Méditerranée Métropole s'est substituée pour la compétence d'autorité concédante de la distribution publique d'électricité au sein du Syndicat Intercommunal d'Electrification de la Région Nord de Montpellier (SIERNEM) aux communes de Saint Brès et Saint Drézéry.

L'article L. 5212-24 du CGCT dispose que lorsqu'il existe un syndicat intercommunal exerçant la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité mentionnée à l'article L. 2224-31, la TCFE est perçue par le syndicat intercommunal s'agissant des communes de moins de 2000 habitants, et peut l'être pour les communes de plus de 2000 habitants.

Le Syndicat peut reverser à une commune ou à un établissement public de coopération intercommunal à fiscalité propre, compétent, une fraction de la taxe perçue sur son territoire par délibérations concordantes. Concernant les communes non adhérentes à un syndicat, les articles L.2333-2 et L.2224-31 du CGCT permettent à la Métropole, au titre de la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité de bénéficier directement de la taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE), dans les conditions prévues à l'article L. 5215-32 du CGCT auquel renvoie l'article L. 5217-11 du CGCT, par délibérations concordantes des Conseil municipaux et de l'assemblée délibérante de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir avant le 1<sup>er</sup> Octobre.

### **1. Concernant la commune de Grabels, de plus de 2000 habitants à laquelle Montpellier Méditerranée Métropole s'est substituée au sein du Syndicat Hérault Energies :**

La commune transfère la perception de la TCFE au Syndicat Hérault Energies au titre de l'année 2016 par délibération à intervenir le 28 septembre. Dès cette année, ce Syndicat Mixte reversera 99, 5% du produit perçu sur le territoire de cette commune à Montpellier Méditerranée Métropole, par délibérations concordantes à intervenir respectivement le 28 et le 30 septembre en application de l'article L 5212-24 du Code Général des Collectivités Territoriales, celle-ci disposant désormais de la compétence « concession de la distribution de l'électricité et du gaz » et se substituant à la commune, au sein du Syndicat.

### **2. Concernant la commune de Montpellier non adhérente à un syndicat :**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole percevra directement le produit de la TCFE sur délibérations concordantes de la Commune de Montpellier à intervenir le 29 septembre et de Montpellier Méditerranée Métropole, à intervenir le 30 septembre approuvant le transfert de la perception de cette taxe en application de l'article L 5215-32 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour l'ensemble de ces communes, le montant du produit de TCFE reversé par le syndicat à la commune ou perçu directement par elle au titre de l'année 2015, sera compensé dans le cadre des attributions de compensations à intervenir entre la commune et Montpellier Méditerranée Métropole à partir de 2016.

Par ailleurs, il appartient à la Métropole de fixer le coefficient multiplicateur unique de TCFE qui sera applicable sur le territoire des communes qui lui ont transféré la perception de cette taxe. Il est proposé de le fixer à 8.5, à un niveau identique à celui applicable sur le territoire du syndicat Hérault Energies.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de transfert de perception et de reversement de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité à Montpellier Méditerranée Métropole, ci-avant définies respectivement pour les communes de Grabels et Montpellier à compter du 1er janvier 2016,
- fixer le coefficient multiplicateur unique de la TCFE à 8.5 sur le territoire de la Ville de Montpellier qui a transféré la perception de cette taxe à la Métropole,

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

## **AFFAIRE N°8 : FINANCES – FIXATION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATIONS DÉFINITIVES 2015 - APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :  
La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences. Ces transferts de compétences s'accompagnent d'un transfert de charges.

La fixation de l'attribution de compensation a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences, en trouvant un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole

Dans ce contexte, le calcul des attributions de compensation constitue un élément important du passage en Métropole. Il conditionne les relations financières qui lient Montpellier Méditerranée Métropole à ses communes membres et détermine le niveau des moyens dont la Métropole disposera pour exercer les compétences transférées. A cet égard, les méthodes d'évaluations ont été établies dans le cadre d'une concertation approfondie avec l'ensemble des communes.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, le montant prévisionnel des attributions de compensation a été notifié aux communes le 11 février 2015.

Les membres de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) se sont réunis le 22 septembre 2015 afin de rendre leurs conclusions sur l'évaluation des charges nettes transférées à intégrer dans les attributions de compensation définitives. Par rapport aux Attributions de Compensation provisoires, ces évaluations prennent en compte une actualisation des chiffreages (intégration de l'année 2014) et des propositions de méthodes de calcul ajustées. La CLETC a émis un avis favorable sur l'évaluation des transferts à l'unanimité des membres présents.

En application de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, le rapport de CLETC a été transmis aux communes pour approbation. Compte tenu des méthodes de calcul validées par la CLETC, les AC définitives devront être adoptées par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et de l'ensemble des conseils municipaux des communes membres statuant à la majorité simple.

Conformément au rapport de CLETC joint au présent rapport pour information, les attributions de compensation définitives s'établissent comme suit :

| <b>Communes</b>  | <b>Attribution de Compensation 2014 versée par la Métropole à la Commune</b> | <b>Attribution de Compensation 2014 versée par la Commune à la Métropole</b> | <b>Attribution de Compensation définitive 2015 versée par la Métropole à la Commune</b> | <b>Attribution de Compensation définitive 2015 versée par la Commune à la Métropole</b> |
|------------------|--|--|---|---|
| Baillargues      | 527 615,12   |  |   | 478 903,05  |
| Beaulieu         | 32 521,16  |  |   | 153 518,67  |
| Castelnau le Lez | 988 348,60   |  |   | 2 121 098,69  |
| Castries         | 555 065,70   |  |   | 250 395,18  |
| Clapiers         | 29 030,40  |  |   | 592 941,59  |



|                           |                      |                     |                     |                      |
|---------------------------|----------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| Cournonsec                | 294 723,24           |                     |                     | 22 945,86            |
| Cournonterral             | 221 167,32           |                     |                     | 453 595,40           |
| Fabrègues                 | 1 184 900,38         |                     | 141 690,97          |                      |
| Grabels                   | 188 241,40           |                     |                     | 829 743,47           |
| Jacou                     |                      | 241 386,96          |                     | 739 417,28           |
| Juvignac                  |                      | 99 444,04           |                     | 1 921 894,13         |
| Lattes                    | 2 407 449,48         |                     |                     | 497 350,21           |
| Lavérune                  | 1 148 278,80         |                     | 700 393,96          |                      |
| Le Crès                   | 51 386,28            |                     |                     | 947 230,91           |
| Montaud                   | 18 237,62            |                     |                     | 79 234,40            |
| Montferrier-sur-Lez       |                      | 249 875,24          |                     | 633 477,03           |
| Montpellier               |                      | 6 141 159,56        |                     | 45 682 709,78        |
| Murviel les Montpellier   | 10 527,18            |                     |                     | 163 436,34           |
| Pérols                    | 416 944,25           |                     |                     | 1 583 920,31         |
| Pignan                    | 254 586,04           |                     |                     | 401 289,97           |
| Prades le Lez             |                      | 217 180,16          |                     | 725 419,59           |
| Restinclières             | 31 945,60            |                     |                     | 142 957,90           |
| Saint-Brès                | 128 895,68           |                     |                     | 174 912,02           |
| Saint-Drézéry             | 142 558,68           |                     |                     | 152 597,45           |
| Saint Geniès des Mourgues | 73 936,76            |                     |                     | 183 417,27           |
| Saint Georges d'Orques    | 584 170,44           |                     |                     | 135 493,32           |
| Saint-Jean-de-Védas       | 1 255 266,63         |                     |                     | 338 391,55           |
| Saussan                   | 44 038,76            |                     |                     | 158 304,24           |
| Sussargues                | 61 043,16            |                     |                     | 237 325,46           |
| Vendargues                | 2 564 170,40         |                     | 1 405 145,92        |                      |
| Villeneuve-lès-Maguelone  | 574 174,12           |                     |                     | 492 436,19           |
| <b>TOTAL</b>              | <b>13 789 223,20</b> | <b>6 949 045,96</b> | <b>2 247 230,85</b> | <b>60 294 357,26</b> |

|  |                      |
|--|----------------------|
| <b>Attribution de Compensation définitive 2015 versée par Montpellier Méditerranée Métropole</b> | <b>2 247 230,85</b>  |
| <b>Attribution de Compensation définitive 2015 reçue par Montpellier Méditerranée Métropole</b>  | <b>60 294 357,26</b> |
| <b>Attribution de Compensation globale 2015</b>  | <b>58 047 126,41</b> |

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le montant des attributions de compensation définitives des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2015,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

## **AFFAIRE N°9 : HORS COMMISSION – LANCEMENT DU PROCESSUS DE DÉLIBÉRATION DU SCHEMA DE MUTUALISATION - INFORMATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

- 1) L'élaboration du schéma de mutualisation, une réponse cohérente à une invitation politique, organisationnelle et juridique

Les communes et leurs intercommunalités doivent adopter avant la fin de l'année 2015 un schéma de mutualisation des services, qui concourt à l'amélioration de l'organisation des services selon les termes de l'article L 5211-39-1 du Code général des collectivités territoriales, complétés par les dispositions de la loi sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République du 7 août dernier.

Au-delà de cette obligation juridique, l'élaboration du projet de schéma de mutualisation au sein du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole correspond à l'expression d'un véritable projet politique. En effet, dès le départ, au travers du pacte de confiance métropolitain, les élus ont souhaité profiter de la transformation de communauté d'agglomération en métropole pour se réinterroger sur les fondamentaux de la coopération intercommunale.

Le pacte précise ainsi « L'intercommunalité doit être considérée comme une coopérative d'action publique au service des communes. Elle est dédiée à l'animation du projet commun, la mise en œuvre des politiques qui projettent le territoire à l'extérieur, tout en appuyant et valorisant les fonctions de proximité de l'échelon communal ». De même il souligne « La Métropole place la solidarité et la coopération au cœur de son projet politique. Elle encourage notamment les communes à s'associer pour porter des projets s'inscrivant dans la dynamique métropolitaine ». Dans ce contexte l'élaboration du schéma de mutualisation est une occasion majeure de donner corps à cette ambition de développement des coopérations de toutes sortes au sein du bloc communal. La logique de coopérative de services aux communes, qui en est la traduction, constitue en quelque sorte l'ADN du projet métropolitain.

Placer la coopération au cœur du projet politique métropolitain appelle à innover pour partager les compétences, mettre en cohérence les politiques publiques et faire mieux avec moins. Face à la réduction des dotations de l'Etat et dans un contexte où la demande de services locaux est toujours croissante, la rationalisation des moyens s'impose à toutes les collectivités et à leurs groupements. Il s'agit de réduire les doublons voire les supprimer, de réaliser des économies en mutualisant les achats et de renforcer l'efficacité des services en faisant ensemble au sein des intercommunalités ou en coopérant avec d'autres territoires.

- 2) Le schéma de mutualisation, une feuille de route pour développer, sur la durée du mandat, les dynamiques de coopération au sein du bloc communal

Le document qui est soumis à la délibération des conseils municipaux concrétise l'intense travail d'un groupe, constitué de directeurs généraux et de cadres des communes membres ainsi que de responsables de Montpellier Méditerranée Métropole, animé pendant plusieurs mois, par la volonté d'aboutir à la co-construction d'un projet de mutualisation qui emporte l'adhésion et impacte l'organisation et le fonctionnement de l'ensemble des communes. Il est aussi le fruit des réflexions et des propositions des nombreux groupes de coopération territoriale thématiques, qui ont permis de confronter les expériences concrètes des agents communaux et intercommunaux afin de faire émerger une culture commune et des projets communs, dans l'intérêt général du « bloc communal ». Il est enfin et surtout le reflet de nombreux échanges et débats en conférence des maires tout au long de l'année 2015. Le projet de schéma intègre bien entendu le rapprochement des administrations de la Métropole et de la Ville Centre, qui demeure un des principaux leviers de rationalisation des moyens et d'économies d'échelles et permettra, à terme, de faire mieux tout en poursuivant la maîtrise de des dépenses et en développant de nouvelles compétences. Cependant celui-ci ne constitue que le socle d'autres projets de mutualisation à développer avec toutes les autres communes de la Métropole.

Il s'inscrit surtout dans des projets de coopérations multidirectionnelles au sein du bloc communal métropolitain, ceux-ci pouvant être ascendants, descendants, horizontaux, concernés tout ou partie des communes, sans associer le cas échéant l'établissement public de coopération intercommunale. Il met en œuvre toute la palette des outils opérationnels de la coopérative de services allant du simple échanges de pratiques jusqu'à la création de services communs en passant par la constitution de groupements de commande.

Les propositions de coopérations et de mutualisation énoncées dans le projet de schéma respectent les principes énoncés dans le pacte de confiance, notamment la valorisation des actions et des fonctions de proximité, au plus proche des besoins quotidiens de la population de la métropole. Elles prennent en compte les rythmes d'évolutions, d'adhésions et d'intégration souhaités par chacune des communes. L'ensemble de ces fiches actions constituent un schéma évolutif et vivant qui devra s'adapter aux évolutions du champ d'action communal et intercommunal et fera l'objet d'évaluations régulières permettant les réorientations et les évolutions nécessaires.

C'est animé par la volonté de poursuivre cette co-construction partagée et dans le cadre des dispositions législatives en vigueur (article L 5211-39-1 du Code Général des Collectivités Territoriales), que ce projet de schéma de mutualisation est soumis, pour avis, à chacun des conseils municipaux, dans un délai de trois mois à compter de sa réception intervenue le 15 septembre dernier..  
A défaut de délibération dans ce délai, cet avis sera réputé favorable.

En application de l'article 74 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, après avis des Conseils municipaux, approuvera le projet de schéma de mutualisation, lors de sa séance du 17 décembre prochain, soit avant la date butoir fixée par le législateur au 31 décembre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du lancement du processus d'approbation du schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

## **AFFAIRE N°10 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – MODIFICATION DES STATUTS DE L'OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER, EN VUE DE LA CRÉATION D'UN OFFICE DE TOURISME MÉTROPOLITAIN - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014 prévoit le transfert à la métropole de la compétence relative à la « promotion du tourisme, dont la création d'office du tourisme ».

Selon une interprétation clairement établie et rappelée par les services de l'Etat, la promotion du tourisme emporte le transfert à la Métropole des offices de tourisme et des services d'informations touristiques déjà créés.

Ainsi, au 1<sup>er</sup> janvier 2015, la Métropole est devenue autorité compétente en matière de politique touristique sur l'ensemble du territoire intercommunal.

En application de la convention de gestion pour l'exercice transitoire des compétences de la Métropole, par les communes, celles-ci assurent jusqu'au 31 décembre 2015, sur leur territoire, les missions qu'elles exerçaient jusqu'alors et qui relèvent de Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

C'est dans ce cadre que les communes concernées continuent d'assurer à ce jour, l'animation, la gestion et la supervision des structures et des actions participant à la promotion du tourisme.

Dans la perspective de l'achèvement de la période transitoire, il est nécessaire de créer dès 2016 un Office Métropolitain, ayant pour objectif de développer une stratégie et des actions touristiques communes à l'ensemble du territoire, basée sur les spécificités et complémentarités de chacune de ses composantes.

Cette création concernerait tout particulièrement les communes disposant déjà d'un office de tourisme : Montpellier et Castries ainsi que celles disposant de points d'information touristique : Villeneuve lès Maguelone et Lattes.

### **Le tourisme, secteur stratégique, pourvoyeur d'emploi et soutien à la croissance économique locale**

Le tourisme recouvre un ensemble d'activités qui est majoritairement non délocalisable et représente aujourd'hui un des plus importants secteurs de l'économie mondiale.

Excédentaire et pourvoyeur d'emplois, le secteur touristique constitue un des piliers de notre économie nationale. Il représente un des premiers employeurs du pays avec près de 900 000 emplois salariés directs, et plus de 2 millions d'emplois directs et indirects. Sur notre territoire, le secteur touristique emploie près de 23 000 salariés. Il s'agit de la première industrie, avec 7 milliards d'euros de recettes, soit 12% du PIB départemental. Nous sommes la 4<sup>ème</sup> destination touristique française et les 1<sup>ers</sup> en matière d'hôtellerie de plein air.

Le tourisme est l'un des 7 piliers du développement de la Métropole et l'un des axes de coopération proposé au pôle métropolitain.

La Métropole génère un flux touristique de plus de 5 millions de visiteurs par an. A cela s'ajoute le tourisme d'affaire porté notamment par le Corum, régulièrement classé parmi les principales destinations de congrès. Des chiffres en croissance ces dernières années, pour un territoire qui représente une destination touristique exceptionnelle, autant par son patrimoine historique et architectural, ses événements culturels et sportifs, que par la diversité et la spécificité de ses richesses naturelles.

Cependant, ce potentiel touristique dispose encore de marges de développement très importantes, dont nous pourrions bénéficier en adoptant une stratégie commune et en renforçant la cohérence et la complémentarité des offres. L'Office de Tourisme Métropolitain est l'un des principaux outils pour nous permettre d'y parvenir.

La création d'un Office de Tourisme Métropolitain représente l'opportunité d'impliquer la totalité des communes pour valoriser ces atouts, via une stratégie touristique partagée.

### **La structure juridique du futur office métropolitain**

Dans cette optique et dans la continuité du dispositif de coordination instauré pour organiser le transfert des compétences, l'organisation d'un groupe de travail thématique a été acté lors de la conférence des maires du 9 février 2015.

A l'issue des débats, travaux et réflexions menés par les élus et les cadres territoriaux concernés le principe de la création d'un Office du Tourisme Métropolitain issu de la fusion des Offices du Tourisme de Montpellier et « Via Domitia » et de l'intégration des points d'information de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone, maintenus sous l'appellation de Bureaux d'Information Touristique (BIT), a été proposé.

Ce projet entraîne notamment une modification des statuts de l'association de l'Office du Tourisme de Montpellier, l'élargissement de son périmètre et la modification de sa gouvernance.

Le maintien de la forme associative permettra de conférer le plus de souplesse et d'adaptabilité possible à la future entité touristique, dans la perspective d'une évolution à moyen terme de ses statuts.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le maintien de la forme associative comme structure juridique du futur Office de Tourisme Métropolitain,
- approuver le principe de la création d'un Office du Tourisme Métropolitain issu de la fusion-absorption de l'office de tourisme Via Domitia par l'Office du Tourisme de Montpellier et de l'intégration des points d'informations touristiques de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone,
- autoriser les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au Conseil d'administration de l'Office de Tourisme de Montpellier, à participer à l'élaboration des nouveaux statuts de cet Office du Tourisme métropolitain.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.



## **AFFAIRE N°11 : HORS COMMISSION – CRÉATION, GESTION, EXTENSION ET TRANSLATION DE CIMETIÈRES - DÉFINITION DE L'INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Lors de sa séance du 18 septembre 2002, le Conseil a défini les critères relatifs à l'intérêt communautaire.

Au titre de l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence relative à la création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires, dès lors que ceux-ci relèvent de l'intérêt métropolitain.

Les capacités des cimetières et sites cinéraires communaux existants se réduisent, compte tenu de l'évolution démographique de notre territoire, et les marges de manœuvre des communes pour assurer les aménagements et extensions nécessaires s'avèrent très limitées compte tenu des problématiques de réserves foncières et de constructibilité des espaces.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique citoyenne et solidaire, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'impliquer dans cette problématique, et s'investir dans des opérations de création, d'extension voire de translation de sites funéraires.

Dans cette perspective, il convient de définir les critères relatifs à l'intérêt métropolitain de la compétence susvisée.

Ainsi, s'agissant de la compétence « Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires », est d'intérêt métropolitain tout projet de création, gestion, extension et translation de cimetières et sites cinéraires remplissant les deux critères cumulatifs suivants :

- le projet répond aux besoins de plusieurs communes du territoire métropolitain,
- le projet offre l'ensemble des espaces et services répondant aux besoins de la population métropolitaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver à la majorité qualifiée des membres du Conseil de la Métropole, la définition de l'intérêt métropolitain relative à la compétence "Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain",
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

S'est abstenue : Mme F. JAMET.

## **AFFAIRE N°12 : HORS COMMISSION – COMÉDIE DU LIVRE - MANIFESTATION D'INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Comédie du Livre est une manifestation organisée chaque année à Montpellier par la Ville de Montpellier. En 30 ans, cette manifestation est devenue un événement littéraire majeur en France. Rendez-vous incontournable des lecteurs de Montpellier et de sa région, elle est considérée comme une des grandes manifestations littéraires au niveau national par le Centre National du Livre. Elle réunit un large public - 21 000 visiteurs et 5000 jeunes participants à des actions scolaires pour l'édition 2015 -, autour d'une programmation internationale riche et variée, faite de rencontres et débats, cafés littéraires, expositions, lectures, ateliers et tables rondes. Seule manifestation littéraire de ce niveau sur le territoire métropolitain, elle contribue ainsi à la valorisation du livre et de la lecture, au soutien des acteurs et professionnels du livre en France et en Région, au premier rang desquels la librairie indépendante.

Le réseau de lecture publique, de compétence métropolitaine, coopère de longue date avec la Comédie du Livre. Depuis 2015, cette coopération s'est intensifiée, avec notamment l'organisation, dans les mois précédant la manifestation, des Préfaces de la Comédie du Livre, qui font connaître à un large public la civilisation du pays invité.

De par sa notoriété nationale, voire internationale, considérant sa vocation à concerner un territoire largement au-delà du périmètre du territoire métropolitain, compte tenu de son caractère unique sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, et à l'instar des grands festivals de compétence métropolitaine : festival Montpellier Danse, festival Radio France, festival du Cinéma Méditerranéen, la Comédie du Livre entre dans toutes les composantes de la définition de l'intérêt métropolitain dans le

domaine de la culture, tel qu'approuvé par délibération n°4846 du 18 septembre 2002.

A ce titre les droits, obligations et contrats relevant de la Ville de Montpellier pour l'organisation de la Comédie du Livre 2016 seront transférés à Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette extension de l'intérêt métropolitain sera intégrée dans le calcul des charges transférées et prise en compte dans le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à la majorité qualifiée des membres du Conseil de la Métropole, que la Comédie du Livre est une manifestation d'intérêt métropolitain,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

S'est abstenue : Mme F. JAMET.

### **AFFAIRE N°13 : HORS COMMISSION – PARC GÉRARD BRUYÈRE - ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN - MODIFICATION DE LA LISTE DES ÉQUIPEMENTS TRANSFÉRÉS - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Conciliant l'attractivité démographique, le rayonnement culturel, le développement durable et les liens sociaux et la solidarité, le projet de Montpellier Méditerranée Métropole se décline autour de sept piliers : la santé, le numérique, le tourisme, les mobilités, l'agro-écologie et l'alimentation, la culture et le patrimoine, et la citoyenneté. Dans ce contexte, la politique sportive de la Métropole se positionne comme un enjeu transversal et un véritable moteur de développement dans les secteurs de la santé, du numérique, du tourisme, de l'alimentation et de la citoyenneté. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole, territoire sportif par excellence, construit et gère un réseau d'équipements structurants d'envergure nationale et internationale (Stade de la Mosson, Piscine Olympique d'Antigone, Palais des Sports René Bognol, Complexe Yves-du-Manoir...) dans lequel s'intégrera le Parc Gérard Bruyère.

Lors de sa séance du 18 septembre 2002, le Conseil a défini les critères relatifs à l'intérêt communautaire. Au titre de la compétence construction, aménagement, gestion de grands équipements structurants, l'assemblée délibérante a considéré que sont d'intérêt communautaire les équipements du territoire intercommunal qui ont vocation au développement de pratiques sportives de niveau national ou international, qui rayonnent sur l'ensemble du territoire, et qui ont un caractère unique sur ce territoire.

Le passage en Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au 1<sup>er</sup> janvier 2015 a emporté également évolution de l'intérêt communautaire en intérêt métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole se substituant de plein droit à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en application de l'article L 5217-4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Le projet de Parc multi-glisse Gérard Bruyère, initié par la commune de Baillargues, s'étendra sur une superficie de 12 ha à l'Ouest de la ville, sur un site parfaitement desservi par l'autoroute A9 (échangeur de Vendargues reconfiguré) et par les transports en commun (notamment par les trains régionaux grâce à la proximité immédiate du Pôle d'Echanges Mutimodal). Ce projet permettra de lier les activités de détente et de promenade propres à un parc classique à des activités sportives spécifiques. Il prévoit en effet la création de deux plans d'eau, un bassin de pêche de type « prise et relâche » et un plan d'eau équipé d'un téléski nautique favorisant la pratique du wakeboard, activité très prisée et en fort développement en France et en Europe.

Le rayonnement attendu du Parc multi-glisse Gérard Bruyère, s'entend bien au-delà du strict public local. Il répond à des besoins croissants (liés à au développement de la pratique des sports de glisses) et n'a pas d'équivalent dans l'Hérault (et plus largement à l'Est du territoire régional). Son positionnement, en direction à la fois des sportifs de haut niveau (le Parc multi-glisse Gérard Bruyère pourrait accueillir les championnats de France de wakeboard et des compétitions fédérales), des clubs et associations et du grand public, devrait permettre d'améliorer l'attractivité et le rayonnement économique et touristique de Montpellier Méditerranée Métropole, en répondant à une demande communale, métropolitaine et régionale et en participant à la diversité et au maillage des équipements sportifs sur le territoire.

Les deux premières phases du projet concernant, d'une part, la réalisation des travaux hydrauliques et, d'autre part, l'excavation et l'extraction des matériaux concourant à la réalisation des deux bassins sont en cours d'achèvement.

La commune de Baillargues va prochainement lancer les procédures de mise en concurrence relatives à la conclusion des marchés publics de travaux nécessaires à la réalisation de la troisième phase de ce projet : étanchéité des bassins, aménagement des abords, installation de l'ensemble des réseaux et ouvrages de génie civil permettant au futur délégataire de service public d'installer les équipements de téléski nautiques ainsi que les bâtiments démontables d'accueil et de restaurations nécessaires à son activité.

Le Conseil Municipal s'est en effet prononcé sur le principe d'une gestion déléguée des activités sportives de téléski-nautique et de pêche telle que définie ci-dessus. Une procédure de publicité et de mise en concurrence conforme aux articles L 1411-1 et suivants du CGCT a été lancée et devrait aboutir au choix du futur exploitant au cours du premier semestre 2016.

Le délégataire sera à la fois chargé de la gestion et de l'animation des activités sportives déléguées mais aussi du financement et de l'installation des équipements nécessaires à leur bon fonctionnement. A ce titre il sera, dès le début du contrat, étroitement associé aux études de réalisation et aux travaux de la phase 3.

Ceux-ci devraient débuter courant premier semestre 2016, dans la perspective d'une ouverture au public au cours du premier semestre 2017, le contrat de délégation de service public s'achevant dans un délai de 10 ans à compter de la date effective de l'exploitation.

Le transfert du futur Parc Bruyère à Montpellier Méditerranée Métropole sera effectif après calcul des transferts de charges, inscription de l'opération dans le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, et notification du contrat de délégation de service public relatif à son exploitation, celle-ci devant être concomitante avec le lancement des travaux de la phase 3.

Montpellier Méditerranée Métropole se substituera à cette date à la Commune de Baillargues pour l'ensemble de ses droits et obligations, notamment contractuelles. L'ensemble du parc Bruyère sera transféré en pleine propriété à Montpellier Méditerranée Métropole.

La Commune de Baillargues assurera la continuité de l'opération, pour le compte de la Métropole, dans le cadre d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée qui sera soumise ultérieurement au Conseil de la Métropole.

Compte tenu de l'intérêt de renforcer le réseau d'équipements existant et de développer son rayonnement à l'Est du territoire de la Métropole, le Parc multi-glisse Gérard Bruyère constitue bien un équipement métropolitain favorisant la mise en œuvre de la politique sportive de Montpellier Méditerranée Métropole et plus spécifiquement l'accès à la pratique des sports de glisse pour un large public.

A ce titre, il doit être intégré dans la liste des équipements d'intérêt métropolitain transféré à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de nos compétences dans le domaine des équipements sportifs telle que défini par les délibérations n°4846 du 18 septembre 2002 et n°4848 du 22 octobre 2002 modifiée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à la majorité qualifiée des membres du Conseil de la Métropole, que le Parc multi-glisse Gérard Bruyère est d'intérêt métropolitain,
- décider du transfert de cet équipement, conformément aux articles L.1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que de sa gestion, à Montpellier Méditerranée Métropole, après calcul des transferts de charges, inscription de l'opération dans le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, et notification du contrat de délégation de service public relatif à son exploitation, à l'issue de la procédure de publicité et de mise en concurrence, actuellement diligentée par la commune de Baillargues,
- autoriser Monsieur le Président à solliciter des subventions notamment auprès de la Région, du Département et du Centre National de Développement du Sport (CNDS),
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire, notamment le procès-verbal de transfert.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

S'est abstenue : Mme F. JAMET.

## **AFFAIRE N°14 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - COMMUNE DE COURNONSEC - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêté en date du 18 juin 2014, Madame le Maire de la commune de Cournonsec a engagé la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune afin d'ajuster certaines dispositions réglementaires, en particulier celles relatives :

- aux règles d'implantation en zones U et AU ;
- à la hauteur des constructions et à l'emprise au sol en zones AU1a, AU2c et AU7a ;
- à l'aspect des verrières en zones U et AU et à la typologie des clôtures en zone AU4b ;
- au stationnement en zone AU.

Cette procédure a également eu pour objet d'introduire des adaptations consécutives à la promulgation de la Loi du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (dite Loi ALUR) et de mettre à jour les annexes du PLU.

Par délibération en date du 9 avril 2015 et conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal a émis un avis favorable sur le projet de modification, préalablement à sa notification par Montpellier Méditerranée Métropole aux Personnes Publiques Associées (PPA) mentionnés aux I et III de l'article L.121-4 du Code de l'urbanisme. A cette occasion, le Conseil Municipal a également autorisé Montpellier Méditerranée Métropole à achever la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU, conformément aux dispositions de l'article L123-1 du Code de l'urbanisme.

Conformément à l'article L.123-13-3 du même Code, les modalités de mise à disposition du dossier au public, précisées par délibération du Conseil Municipal de Cournonsec le 20 juin 2014, ont alors été portées à la connaissance du public le 28 mai 2015, soit plus de 8 jours avant le début de la mise à disposition, par publication dans un journal diffusé dans le département, par publication sur les sites internet de la Commune et de la Métropole, par affichage en mairie ainsi qu'au siège de la Métropole.

Le projet de modification simplifiée n°1 du PLU, l'exposé de ses motifs, l'avis favorable émis par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier ainsi que le registre destiné à recevoir les observations, suggestions et remarques du public ont été tenus à la disposition du public en mairie de Cournonsec, du 15 juin 2015 au 15 juillet 2015 inclus.

Il convient de constater qu'aucune observation n'a été consignée dans le registre pendant la durée de mise à disposition et que le projet n'appelle aucune observation particulière de la part de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du bilan de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Cournonsec ;
- approuver le projet de modification simplifiée du PLU de Commune de Cournonsec tel qu'annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

## **AFFAIRE N°15 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - COMMUNE DE RESTINCLIÈRES - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par délibération en date du 15 décembre 2014, Monsieur le Maire de Restinclières a engagé la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune afin de permettre :

- l'ajustement du règlement et des orientations d'aménagement et de programmation du PLU en vue de la bonne réalisation de la ZAC « Les Plans » qui permettra de créer approximativement 160 logements ;
- l'intégration des modifications apportées par la loi ALUR ;
- la clarification de la rédaction de certaines dispositions ;
- l'actualisation des références aux textes réglementaires de certaines parties du PLU.



Par délibération en date du 8 avril 2015 et conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal a confié, en vertu de l'article L123-1 du Code de l'urbanisme, la poursuite de cette procédure aux services de Montpellier Méditerranée Métropole et a émis un avis favorable sur le projet de modification n°2 du PLU. Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article L123-13-1, ce projet a, par la suite, été notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) le 11 mai 2015. A la suite d'une modification mineure du dossier de modification du PLU, celui-ci a été notifié une seconde fois le 3 juin 2015 aux mêmes personnes publiques associées.

Par arrêté n°A2015-99 du 26 mai 2015, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, du 15 juin 2015 au 17 juillet 2015 inclus, portant sur le projet de modification n°2 du PLU de la Commune de Restinclières.

Les personnes publiques destinataires du dossier de modification du PLU avant l'enquête publique ont émis 3 avis qui peuvent se résumer de la manière suivante :

- L'Agence Régionale de Santé (ARS) n'a pas d'objection à formuler, mais propose une modification mineure de la rédaction de l'article 4 concernant la desserte en eau potable dans les zones urbaines et à urbaniser ;
- Le Service Territorial de l'Architecte et du Patrimoine de l'Hérault suggère de rattacher le Périmètre de Protection Modifiée de la Chapelle Notre Dame de Pitié à cette procédure de modification du PLU ;
- La Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Montpellier souligne que l'autorisation de construction à destination d'activités artisanales dans un secteur à vocation principale d'habitat est une expérience intéressante à suivre, mais que cette disposition nécessitera une vigilance de la Municipalité pour éviter les éventuels conflits de voisinage.

Le Conseil Départemental de l'Hérault a transmis un avis réceptionné hors délai (après la clôture de l'enquête publique) : il préconise l'élaboration d'un plan de circulation et d'un schéma de déplacement afin d'obtenir une vraie stratégie et des perspectives d'aménagement sur toute la commune et souhaiterait une approche plus opérationnelle concernant la réalisation des logements sociaux.

En ce qui concerne les remarques exprimées par le public durant l'enquête, trois observations ont été consignées dans le registre mis à la disposition, qui peuvent se résumer de la manière suivante :

- remarque concernant le règlement du PLU :
  - demandant une adaptation mineure du règlement de la zone IIAU1 afin de permettre la mise en œuvre du projet de la « ZAC des Plans » ;
- remarques sans rapport direct avec les documents soumis à enquête publique :
  - préconisant la mise à sens unique de la Grand Rue.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire Enquêteur. Ce dernier a pris acte des réponses qui lui ont été apportées dans le cadre du mémoire en réponse, transmis à son attention le 4 août 2015.

Dans le cadre de ce mémoire, élaboré en étroite collaboration avec la Commune, la Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à réaliser quelques adaptations du dossier de modification du PLU, à savoir :

- à la demande de L'Agence Régionale de Santé (ARS) : adaptation mineure de l'article 4 du règlement concernant la desserte en eau potable dans les zones urbaines et à urbaniser
- à la demande du public : adaptation mineure du règlement de la zone IIAU1 afin de permettre la mise en œuvre du projet de la « ZAC des Plans ».

Dans ce contexte, Monsieur le Commissaire Enquêteur a remis son rapport d'enquête publique et ses conclusions motivées le 14 août 2015. Constatant que l'enquête publique s'est tenue dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, Monsieur le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable, sans réserve, à cette modification n°2 du PLU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n°2 du PLU de Restinclières ;

- approuver le dossier de modification n°2 du PLU de la Commune de Restinclières tel qu'annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°16 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - COMMUNE DE MURVIEL-LÈS-MONTPELLIER - PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE À UNE ÉTUDE DE PROJET URBAIN - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDE - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence PLU. Ce transfert de compétence conduit à faire du PLU intercommunal le document de planification réglementaire des 31 Communes et de la Métropole. Conformément à la charte de gouvernance adoptée par les 31 Communes et la Métropole, ce PLUi devra s'attacher à décliner un véritable projet de territoire fixant un cap pour un développement durable et équilibré du territoire, respectueux des 31 projets communaux. Montpellier Méditerranée Métropole a ainsi engagé la démarche d'élaboration du projet Montpellier Métropoles Territoires, par délibération du 29 juin 2015. Parallèlement, la Collectivité s'apprête à engager un programme d'études intégré permettant la révision du SCoT et l'élaboration du PLUi qu'il s'agira d'engager prochainement au regard des obligations récentes.

Concomitamment, la Commune de Murviel-lès-Montpellier souhaite définir son projet urbain afin d'identifier des projets d'aménagement liés au développement et au renouvellement urbain et mettre au point les conditions de faisabilité de ces projets. Les caractéristiques de son territoire mêlent un tissu urbain majoritairement pavillonnaire avec des espaces naturels protégés, des espaces agricoles, ainsi que des vestiges archéologiques, et monuments historiques. A son échelle, la Commune partage pleinement la problématique métropolitaine de conciliation de l'attractivité démographique et économique et de la préservation et valorisation de ces espaces naturels, agricoles et patrimoniaux et souhaite y apporter des réponses concrètes.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Murviel-lès-Montpellier ont ainsi convenu de l'opportunité de mener une étude pour définir le projet urbain sur le territoire communal. Les objectifs de cette étude sont les suivants :

- Conforter et traduire spatialement le projet urbain communal (plan de référence) ;
- Proposer une vision stratégique de développement urbain en identifiant les actions prioritaires, les opérations à mener ;
- Etablir, à partir d'un bilan de l'existant, des orientations en matière d'offre de logements, y compris social ;
- Préciser sur des secteurs à enjeux, pré définis le programme et la faisabilité économique des opérations envisagées ;
- Etablir, sur la base d'un argumentaire, un cadrage des opérations de réinvestissement urbain ;
- Repenser la centralité et la mise en réseau des polarités du village.

Cette étude couvrira une partie des prestations à engager par la Métropole dans le cadre de l'élaboration du PLUi (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal), en particulier sur son diagnostic territorial et l'identification des capacités de densification et de mutation notamment, nouvelle obligation réglementaire. De plus, l'examen des sites d'extension urbaine potentielle de la Commune sera directement utile à la révision du SCoT. Dans ce contexte, une convention de groupement de commandes entre la Commune de Murviel-lès-Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole est proposée à l'approbation du Conseil de Métropole. Cette convention précise la participation de Montpellier Méditerranée Métropole au coût de cette étude, et le rôle respectif des parties à la convention. Le montant de l'étude est estimé à 50 000 € HT. Montpellier Méditerranée Métropole entend y participer à hauteur de 10 000 € HT, soit 20 % du coût de l'étude.

En application de cette convention, la Commune de Murviel-lès-Montpellier sera mandataire du groupement chargé de la passation, de la signature et de l'exécution du marché.

Il est entendu que la Commune de Murviel-lès-Montpellier peut solliciter auprès de ses partenaires, et autres collectivités locales des subventions au financement de l'étude objet de la convention sus-visée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de groupement de commande relatif à une étude de définition d'un projet urbain avec études de faisabilité sectorisées entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Murviel-lès-Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET

**AFFAIRE N°17 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLAN LOCAL URBANISME (PLU) - COMMUNE DE BAILLARGUES - MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DU PUBLIC**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêté n°2015-191 en date du 21 septembre 2015, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la 5<sup>ème</sup> modification simplifiée du PLU de la Commune de Baillargues, afin de réduire l'emprise de l'emplacement réservé C26 pour création de voirie, à proximité immédiate du Parc Gérard Bruyère, pour permettre un aménagement plus cohérent du parking et de sécuriser son accès. Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées (PPA) doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Conformément à l'article L.123-13-3 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole.

Dans ce contexte, il est proposé que le dossier de modification soit :

- mis à disposition du public pendant un mois à la mairie de Baillargues aux heures d'ouverture habituelles ;
- accompagné d'un registre en mairie de Baillargues permettant au public de formuler ses observations ;
- mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr/>) et de la Mairie de Baillargues (<http://www.ville-baillargues.fr/>).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée n°5 du PLU de la Commune de Baillargues telles que définies dans le cadre de la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°18 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - COMMUNE DE SAINT GENIÈS DES MOURGUES - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêté n°A2015-126 en date du 30 juin 2015, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint Geniès des Mourgues afin d'adapter le règlement de la zone IAU1 (règle de prospect,

39

règle de hauteur des constructions...) au projet d'aménagement dit « Domaine des Peyrouses ». Ce dernier permettra de créer approximativement 90 logements dont une vingtaine de logements sociaux et une vingtaine d'habitats individuels en accession abordable.

Par délibération en date du 21 juillet 2015 et conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal a émis un avis favorable sur le projet de modification, préalablement à sa notification par Montpellier Méditerranée Métropole aux Personnes Publiques Associées (PPA).

Conformément à l'article L.123-13-3 du Code de l'urbanisme, les modalités de mise à disposition du dossier au public ont été précisées par délibération du Conseil de Métropole en date du 22 juillet 2015 et portées à la connaissance du public le 8 août 2015, soit plus de 8 jours avant le début de la concertation, par publication dans un journal diffusé dans le département, par publication sur les sites internet de la Commune et de Montpellier Méditerranée Métropole, par affichage en mairie, ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le projet de modification simplifiée n°2 du PLU, l'exposé de ses motifs et le registre destiné à recevoir les observations, suggestions et remarques du public ont ainsi été tenus à la disposition du public en mairie de Saint Geniès des Mourgues, du 17 août 2015 au 17 septembre 2015 inclus.

Il convient de constater qu'aucune observation n'a été consignée dans le registre pendant la durée de mise à disposition et que le projet n'appelle aucune remarque de la part des personnes publiques associées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du bilan de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°2 du PLU de Saint Geniès des Mourgues ;
- approuver le projet de modification simplifiée n°2 du PLU de la Commune de Saint Geniès des Mourgues tel qu'annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

#### **AFFAIRE N°19 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SITE NATURA 2000 "HAUTES GARRIGUES DU MONTPELLIÉRAIS" - CONVENTION DE PARTENARIAT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Natura 2000 est un réseau européen institué par la Directive sur la conservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvages, du 21 mai 1992. Ce réseau permet de mettre en oeuvre les objectifs fixés par la Convention sur la diversité biologique, adoptée lors du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992 et ratifiée par la France en 1996.

Comme l'ensemble des États membres de l'Union Européenne, la France a sélectionné sur son territoire, les sites naturels susceptibles de contribuer à la formation du réseau Natura 2000. Dans cette perspective, l'Etat a désigné, par arrêté ministériel en date du 29 octobre 2003, sous l'appellation "site Natura 2000 Hautes Garrigues du Montpelliérais" une Zone de Protection Spéciale (ZPS), identifiée au titre de la directive européenne dite "directive Oiseaux" de 1979.

Le périmètre de la ZPS concerne 6 intercommunalités : Montpellier Méditerranée Métropole pour 537 hectares situés sur le territoire de la Commune de Montaud, représentant 1,18 % de la superficie totale du site et les 5 Communautés de Communes : Cévennes Gangeoises et Suménoises, Grand Pic Saint-Loup, Lodévois Larzac, Pays de Lunel, et Vallée de l'Hérault.

Le site Natura 2000 « Hautes Garrigues du Montpelliérais », s'est doté, depuis le comité de pilotage du site du 23 septembre 2013, d'un plan de gestion ou document d'objectifs (DOCOB).



Lors de ce même comité de pilotage, la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup, qui est, à elle seule, concernée par près de 70 % de la zone de protection, a été désignée structure porteuse de la mise en œuvre et de l'animation de ce DOCOB.

Il a été également convenu, entre les membres du comité de pilotage, que chaque Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) contribuerait au financement de la part des dépenses non subventionnée par l'Etat et l'Europe. La clé de répartition choisie, comme le plus souvent pour ce type de projet, est assise sur la population et sur la superficie des communes concernées par le site Natura 2000.

Cette collaboration administrative et financière entre les EPCI concernés, pour l'animation et la mise en œuvre du plan de gestion, s'est concrétisée en 2014 par une première convention de partenariat, adoptée par Montpellier Méditerranée Métropole par délibération en date du 6 février 2014. Il est proposé d'étendre ce partenariat en 2015 et sur les deux prochaines années au travers d'une convention pluriannuelle, accompagnée chaque année d'un avenant financier, objets de la présente délibération.

Pour l'année 2015, le montant de la contribution financière de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 1,65 % du montant restant à la charge des collectivités et leurs groupements, soit 110 €. Le montant total de l'autofinancement par les EPCI s'élève à 6 692 € pour l'année 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention générale de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et les Communautés de Communes Cévennes Gangeoises et Suménoises, Grand Pic Saint-Loup, Lodévois-Larzac, Pays de Lunel et Vallée de l'Hérault, pour l'animation du document d'objectifs du site Natura 2000 "Hautes Garrigues du Montpelliérais";
- approuver l'avenant financier n°01/2015, passé entre ces mêmes EPCI, qui acte la participation de 110 € de Montpellier Méditerranée Métropole à verser à la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup, désignée maître d'ouvrage de l'animation du DOCOB ;
- dire que les crédits nécessaires à la subvention sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention générale de partenariat, l'avenant financier n°01/2015 à la convention générale de partenariat, ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

#### **AFFAIRE N°20 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SITE NATURA 2000 "MONTAGNE DE LA MOURE ET CAUSSE D'AUMELAS" - CONVENTION DE PARTENARIAT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Natura 2000 est un réseau européen institué par la Directive sur la conservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvages, du 21 mai 1992. Ce réseau permet de mettre en œuvre les objectifs fixés par la Convention sur la diversité biologique, adoptée lors du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992 et ratifiée par la France en 1996.

Comme l'ensemble des États membres de l'Union Européenne, la France a sélectionné sur son territoire les sites naturels susceptibles de contribuer à la formation du réseau Natura 2000. Dans cette perspective, le site Natura 2000 FR 9101393 « Montagne de la Moure et Causse d'Aumelas » a été proposé comme site d'intérêt communautaire en avril 2002, au titre de la Directive « habitats, faune, flore » 92/43/CEE pour intégrer le réseau écologique européen Natura 2000.

Le périmètre du site Natura 2000 concerne 3 intercommunalités : Montpellier Méditerranée Métropole pour 1 854,5 hectares répartis entre les communes de Cournonterral, Murviel-lès-Montpellier et Pignan, représentant 17,34 % de la superficie du site, et les deux Communautés de Communes Nord Bassin de Thau et Vallée de l'Hérault.

Le site Natura 2000 « Montagne de la Moure et Causse d'Aumelas », s'est doté, depuis le comité de pilotage du site du 25 novembre 2014, d'un plan de gestion ou document d'objectifs (DOCOB).

Lors de ce même comité de pilotage, la Communauté de Communes Vallée de l'Hérault, qui à elle seule concernée par près de 70 % du site, a été désignée structure porteuse de la mise en œuvre et de l'animation de ce DOCOB.

Il a été également convenu, entre les membres du comité de pilotage, que le partenariat administratif et financier engagé entre les établissements publics lors de l'élaboration du DOCOB serait poursuivi dans le cadre de la mise en œuvre du plan de gestion. Chaque établissement public contribuera donc au financement de la part des dépenses non subventionnée par l'État et l'Europe. La clé de répartition choisie, comme le plus souvent pour ce type de projet, est assise sur la population et sur la superficie des communes concernées par le site Natura 2000.

Il est donc proposé, d'entériner ce partenariat sur une durée de 3 ans, au travers d'une convention pluriannuelle, accompagnée chaque année d'une convention particulière, objets de la présente délibération.

Pour l'année 2015, le montant de la contribution financière de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 24,80 % du montant restant à la charge des collectivités, soit 1 088 €. Le montant total de l'autofinancement par les EPCI s'élève à 4 350 € pour l'année 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention pluriannuelle de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Syndicat Mixte du Bassin de Thau et la Communauté de Communes Vallée de l'Hérault, pour l'animation du document d'objectifs du site Natura 2000 "Montagne de la Moure et Causse d'Aumelas";
- approuver la convention particulière 2015, passée entre ces établissements publics, qui acte le montant à verser par Montpellier Méditerranée Métropole au titre de sa participation versée à la Communauté de Communes Vallée de l'Hérault, désignée maître d'ouvrage de l'animation du DOCOB ;
- dire que les crédits nécessaires à la subvention sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention pluriannuelle de partenariat, la convention particulière à la convention générale de partenariat, ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

## **AFFAIRE N°21 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – CONVENTION POUR LA GESTION DU SITE DES SALINES DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE POUR L'ANNÉE 2015 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Situé sur les Communes de Villeneuve-lès-Maguelone, Mireval et Vic-la-Gardiole, le site naturel protégé des Salines de Villeneuve (ancien site industriel, propriété du Conservatoire du Littoral) couvre 292 hectares, des berges de l'étang de Vic aux pieds du massif de la Gardiole. Depuis 2009, la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, Thau Agglo, le Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon (CEN LR) et le SIEL (Syndicat Mixte des Etangs Littoraux) assurent, par conventionnement, la gestion de ce site, vitrine de la biodiversité et de l'exploitation passée des milieux lagunaires languedociens, en tant que site pilote de gestion d'une zone humide.

Chaque année, le CEN LR établit le plan de gestion partenarial nécessaire à la préservation de la zone humide et au respect de sa biodiversité, ainsi qu'à l'accompagnement du grand public dans la découverte et la connaissance de cet espace remarquable.

Le CEN LR est une association loi 1901 qui œuvre dans l'intérêt général pour la connaissance et la préservation des sites et milieux naturels en privilégiant la maîtrise foncière et d'usage pérenne par lui-même ou par ses partenaires. Elle regroupe une équipe de 25 permanents, experts naturalistes et gestionnaires d'espaces naturels.

Pour sa part, Montpellier Méditerranée Métropole a identifié le site industriel des anciennes Salines de Villeneuve-lès-Maguelone, comme un site naturel sensible présentant un potentiel de valorisation. Depuis 2013, Montpellier Méditerranée Métropole accorde, par conventionnement, une subvention de 10 000 € au CEN LR pour la gestion de ce site.

Pour l'année 2015, la convention de partenariat proposée se traduit par l'attribution d'une subvention identique de 10 000 € (environ 8% du coût de l'action). Elle doit permettre à Montpellier Méditerranée Métropole d'intervenir plus directement, particulièrement sur le plan de la gestion hydraulique de cette zone humide, ceci afin d'assurer la protection de l'ensemble des espèces faunistiques et floristiques du site.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 10 000 € au Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon au titre de la gestion du Site des Salines de Villeneuve pour l'année 2015 ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention de partenariat 2015 entre la Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°22 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET URBAIN PARTENARIAL - COMMUNE DE SUSSARGUES - CONVENTION AVEC FDI PROMOTION - CONVENTION DE REVERSEMENT AVEC LA COMMUNE DE SUSSARGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Le PUP est défini, notamment, aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en oeuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code.

Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce, à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

La société FDI Promotion a déposé en date du 20 mars 2015 un permis de construire sur une unité foncière, constituée par les parcelles cadastrées A0014, A0015 et A0016, située sur la Commune de Sussargues. Celui-ci a pour objet la construction d'un immeuble collectif, dénommé « Résidence Opale », qui accueillera 43 logements dont 11 logements locatifs sociaux et 9 logements en accession abordable. Il apparaît que l'opération, objet du PC 34217 14 M0046, rend nécessaire :

- L'extension du réseau public d'adduction électrique ;
- La construction d'une nouvelle station d'épuration intercommunale ;
- L'extension du réseau public d'assainissement des eaux usées ;
- La création d'un poteau incendie ;
- La réalisation d'un ouvrage de sécurisation de l'accès du projet sur la RD120 ;
- L'élargissement du chemin de Beaulieu.

Cette opération participera, à hauteur des besoins générés par les futurs habitants de la « Résidence Opale », à la :

- La rénovation de la Mairie ;
- La réhabilitation de la toiture de l'école ;
- La construction d'une crèche.

Après identification des besoins des usagers de cette opération, il apparaît que peuvent être mis à la charge du constructeur dans le cadre de cette convention de PUP :

- 1,5 % du coût total H.T de la rénovation de la Mairie, de réhabilitation de la toiture de l'école et de la construction d'une crèche, pour un montant égal à 19 235 € H.T.
- 50 % du coût total H.T de la réalisation d'un ouvrage de sécurisation de l'accès du projet sur la RD102 et des travaux d'élargissement du chemin de Beaulieu, pour un montant égal à 42 535 € H.T.

- 100 % du coût total H.T de la création d'un poteau incendie, de l'extension du réseau public d'adduction électrique et de l'extension du réseau public d'assainissement des eaux usées, pour un montant égal à 80 022,01 € H.T.

-Concernant la participation au financement de la nouvelle station d'épuration intercommunale, celle-ci a été fixée par délibération, du Conseil de Métropole, n°12 908 en date du 28 avril 2015 et s'élève à un montant égal à 24 682 € H.T.

À travers cette convention de PUP, la société FDI Promotion, s'engage donc à verser à Montpellier Méditerranée Métropole une contribution totale égale à 166 474,01 € H.T qui se décompose en une contribution numéraire égale à 156 474,01 € H.T et une contribution foncière égale à 10 000 € H.T.

Par délibération n°12 66, en date du 18 décembre 2014, le Conseil a délibéré pour autoriser M. le Président à signer une convention de gestion provisoire des nouvelles compétences, liées au passage de Communauté d'Agglomération en Métropole, avec la Commune de Sussargues. Cette convention a été signée par Monsieur le Président et Madame le Maire de la Commune de Sussargues le 31 décembre 2014.

En vertu de cette convention et en application du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commune de Sussargues assure la maîtrise d'ouvrage des travaux concernant les équipements publics de superstructure et assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux concernant les équipements publics d'infrastructure durant l'année 2015. Il convient donc d'établir une convention de reversement des produits issus de la convention de PUP à la Commune de Sussargues.

Le 22 septembre 2015 le Conseil Municipal de Sussargues a approuvé la présente convention de PUP ainsi que de la convention de reversement, par Montpellier Méditerranée Métropole à la Commune de Sussargues, des produits du PUP et délibéré :

- pour assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux sur les équipements publics d'infrastructure, inhérents à la convention de PUP, au nom et pour le compte de la Métropole sur l'année 2015.
- pour assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux sur les équipements publics de superstructure de compétence communale, inhérents à la convention de PUP.
- pour autoriser Madame Eliane LLORET, à signer la convention de reversement des produits du PUP « Résidence Opale », par la Métropole à la Commune de Sussargues.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de Projet Urbain Partenarial établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et FDI Promotion,
- approuver le projet de convention de reversement des produits du présent Projet Urbain Partenarial établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Sussargues,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les deux conventions précitées ainsi que tout document afférent à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°23 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET URBAIN PARTENARIAL - COMMUNE DE JUVIGNAC - SECTEUR " CARRIÈRE DE L'ORT" - CONVENTIONS AVEC LA SCCV "DOMAINE DE BELROSE" ET LA SARL KALITHYS - CONVENTIONS DE REVERSEMENT AVEC LA COMMUNE DE JUVIGNAC - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Projet Urbain partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Le PUP est défini, notamment, aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R332-25-1 à R332-25-3 du même code.

Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce, à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.



Sur le territoire de la commune de Juvignac, le secteur de la « Carrière de l'Ort » d'une superficie de 3,7 ha comprend les parcelles BV12, BV15 et BV03 en partie. Le projet d'aménagement d'ensemble de ce secteur consiste en la création d'environ 250 logements correspondant à 16 100 m<sup>2</sup> de SDP. Il générerait environ 500 habitants supplémentaires et la réalisation de nouveaux équipements publics.

La société SCCV « Domaine de Belrose » et la SARL KALITHYS envisagent de réaliser deux projets qui s'inscrivent dans le cadre de cet aménagement d'ensemble et qui ont fait l'objet d'un dépôt de demande de permis de construire :

- Pour la SCCV « Domaine de Belrose » (sise 202 avenue des moulins, 34 080 Montpellier) : une opération de 140 logements (dont 42 logements sociaux) sur la parcelle BV 12
- Pour la SARL KALITHYS (sise 63 avenue du Pont Juvénal, 34 000 Montpellier) : une opération de 82 logements (dont 24 logements sociaux) sur la parcelle BV15.

Afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions des projets portés par la SCCV « Domaine de Belrose » et la SARL KALITHYS et conformément au code de l'urbanisme il est prévu de conclure entre ces deux sociétés et Montpellier Méditerranée Métropole, des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) dont les projets sont joints en annexe.

L'objet de ce PUP est de permettre la prise en charge financière par la SCCV « Domaine de Belrose », la SARL KALITHYS et d'un troisième porteur de projet ultérieurement dans le cadre d'une nouvelle convention, d'une partie des équipements publics nécessaires, liés à l'arrivée d'une population supplémentaire, l'autre partie étant prise en charge par la collectivité publique compétente. Les aménagements publics sont décrits dans les projets de convention de PUP. Ils consistent en la réalisation d'une salle polyvalente de 150 m<sup>2</sup> et de deux classes supplémentaires dans les groupes scolaires de Juvignac.

Les équipements publics concernés étant des équipements publics de compétence communale il est prévu le reversement par Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Juvignac des produits financiers versés à la Métropole, les projets de convention de reversement joints en annexe en précisent les modalités.

Le coût total des équipements à réaliser a été évalué à 1 405 000 € H.T. (acquisitions foncières, études et travaux) dont 1 175 000 € H.T. sera mis à la charge des constructeurs (part correspondant aux besoins des futurs habitants du périmètre).

Les deux premières conventions de Projet Urbain Partenarial proposent donc de mettre à la charge :

- de la SCCV « Domaine de Belrose » (parcelle BV12) une part qui s'élève à 57% du montant à la charge des constructeurs, soit un montant de 669 750,00 € H.T. (non soumis à la TVA).
- De la SARL KALITHYS (parcelle BV15) une part qui s'élève à 31% du montant à la charge des constructeurs, soit un montant de 364 250,00 € H.T. (non soumis à la TVA).

Lesdites conventions seront passées entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCCV « Domaine de Belrose » et entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SARL KALITHYS. Elles précisent toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Le périmètre du Projet Urbain Partenarial, annexé à la délibération, inclut l'emprise des terrains d'assiette des projets portés par la SCCV « Domaine de Belrose » (parcelle BV12), la SARL KALITHYS (parcelle BV15) ainsi que la parcelle BV03 en partie objet d'une future opération. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du PUP et exonère ces parcelles de Taxe d'Aménagement (part communale) pour une durée de 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la délimitation du périmètre de PUP ci-joint et des modalités de partage des coûts des équipements qui seront mis à la charge des constructeurs intervenant dans ce périmètre tel que défini ci-avant,
- approuver les projets de convention de Projet Urbain Partenarial établi entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SCCV "Domaine de Belrose" et la SARL KALITHYS,
- approuver les projets de convention de reversement des produits du présent Projet Urbain Partenarial établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Juvignac,
- autoriser monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les quatre conventions précitées ainsi que tout document afférent à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

## **AFFAIRE N°24 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ÉTUDES DE RÉNOVATION THERMIQUE DE COPROPRIÉTÉS - MANDAT D'ÉTUDES À LA SAAM - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Plan Climat Energie Territorial approuvé par Montpellier Méditerranée Métropole inclus un axe phare en faveur de la rénovation thermique des logements, et en particulier l'action consistant à engager la rénovation thermique des copropriétés privées des trente glorieuses. C'est pourquoi la Métropole de Montpellier a répondu à l'appel à projets « ECOCITE Ville de demain » qui vise à soutenir des opérations de rénovation énergétique. Cette candidature a été approuvée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 18 décembre 2014, par délibération n°12680. Il s'agit d'un tremplin pour initier les premières opérations de rénovation thermique de copropriétés privées sur la Métropole avec un objectif ambitieux (BBC Rénovation). Cette démarche s'appuie sur ses opérateurs la SERM et la SAAM, dont la volonté est de structurer une offre de rénovation énergétique en Contrat de Performance Energétique qui permette de faire aboutir des opérations de rénovation thermique en copropriété grâce à une prestation d'appui opérationnelle intégrée.

A l'issue de l'examen de notre candidature, le premier ministre nous a annoncé, par courrier en date du 27 juillet 2015, l'attribution d'une participation du Programme Investissement d'Avenir à hauteur de 6 082 585 € pour la rénovation thermique de 5 copropriétés, ainsi qu'une résidence SNI, pour un total de près de 600 logements privés.

Cette enveloppe inclus des subventions d'investissement à hauteur de 35%, cumulables avec les aides de droit commun, sous réserve que les copropriétés visées engagent d'ici 2 ans des plans de travaux permettant d'atteindre le niveau BBC (Bâtiment Basse Consommation ) rénovation.

Elle inclut aussi des subventions d'ingénierie à hauteur de 50% au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, afin de réaliser les études complémentaires, financières, techniques et juridiques, nécessaires avant les votes de travaux par ces 5 copropriétés.

En effet, le processus de décision s'avère nettement plus long et complexe en copropriété que dans le cas d'un bailleur social, unique décisionnaire. Il n'est pas envisageable de faire voter les plans de travaux aux copropriétés sur la seule base des audits. Un tel engagement nécessite que soit menées préalablement des études techniques plus approfondies, permettant d'établir un programme en vue de consulter et d'obtenir des devis des entreprises. C'est l'objectif des études techniques. Parallèlement, il est nécessaire de préciser pour chaque copropriétaire le montant des aides mobilisables et son reste à charge, lui permettant de voter le plan de travaux en connaissance de cause. C'est l'objectif des études d'ingénierie financière individuelle.

Ces études seront réalisées sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole, bénéficiaire des subventions d'ingénierie, après un vote de principe en Assemblée Générale de chaque copropriété concernée qui affirme son souhait de travailler sur le bouquet de travaux BBC identifié, et son accord pour financer un volet d'études complémentaires à sa charge.

Conformément aux dispositions des articles L 300-3 du code de l'urbanisme, il est proposé que la Métropole confie à la SAAM le soin de faire réaliser ces études préalables dans le cadre d'un mandat d'études d'une durée de 36 mois. Le montant total de l'enveloppe prévisionnelle du mandat est de 516 213 €, dont 234 438 € de rémunération pour la SAAM mandataire. Pour le financement de ces études, la Métropole bénéficiera d'une subvention de 50% du fonds d'Investissement d'Avenir Ecocité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que les crédits nécessaires seront inscrit au budget au chapitre 905,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer le mandat d'études financières et techniques pour la rénovation thermique de copropriétés, pour un montant prévisionnel de 516 213 €, dont 234 438 € de rémunération du mandataire SAAM, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

## **AFFAIRE N°25 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE MONTPELLIER - ETUDE STRATÉGIQUE DE RECONQUÊTE URBAINE ENTRE LA COMÉDIE ET LE LEZ DANS LE CADRE DE LA RÉVISION DU SCOT ET DE L'ÉLABORATION DU PLUI - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

En 2006, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) avait posé les fondamentaux des documents de planification de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme. Le bilan dressé 6 ans plus tard a mis en évidence que le SCoT a permis une réelle maîtrise de l'étalement urbain. Neuf ans après, il est apparu nécessaire d'élaborer un projet de territoire à la fois pour réorienter le développement urbain sur le réinvestissement, voire la « réparation » le tissu urbain existant pour favoriser l'épanouissement des villes et villages et pour tenir compte de plusieurs évolutions majeures. Notamment, et les observateurs le confirment, la dynamique de la nouvelle grande région, associant Midi-Pyrénées à la nôtre, repose principalement sur la vitalité, le rayonnement et les capacités d'entraînement de ses deux métropoles : Toulouse et Montpellier. Elles sont en effet les foyers du développement économique, universitaire, de la recherche, mais aussi culturel, urbain ou touristique de leur grand territoire. En ce sens, les politiques publiques développées par les deux métropoles et les entreprises et établissements qui y sont installés, sont susceptibles de démultiplier leurs effets sur le territoire régional si les infrastructures nécessaires accompagnent leur développement et leurs mises en réseaux à toutes les échelles.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la démarche Montpellier Métropole Territoires pour alimenter un socle commun de réflexions prospectives sur le devenir du territoire. Elle doit nourrir les futurs documents de planification et de programmation, notamment la révision du SCoT et l'élaboration du PLUI. Dans ce cadre sont conduites des investigations afin d'identifier les secteurs stratégiques de la métropole et son évolution.

La démarche EcoCité a permis de définir un vaste territoire de 2500 hectares situé sur les communes de Castelnau le Lez, Montpellier Lattes et Pérols. Ce territoire définit l'espace d'extension des nouvelles centralités métropolitaines. Il intègre notamment une partie notable de l'hyper centre de Montpellier et la mise à l'échelle des centralités métropolitaines, notamment à travers les quartiers et secteurs de Port Marianne, Ode à la mer et Millénaire-Eureka. Ainsi, à l'échelle de la ville de Montpellier la croissance urbaine de ces 30 dernières années s'est essentiellement traduite par des réalisations nouvelles avec le développement de la Ville vers l'est et la réalisation du projet urbain de Port Marianne.

Depuis quelques années, un certain nombre de sites, notamment le long de la voie ferrée, ont fait l'objet de mutations propices à des opérations de renouvellement urbain. La Ville de Montpellier a donc engagé ou initié des projets d'échelles différentes qui favorisent une revitalisation de la ville-centre, de ses faubourgs et des entrées de ville. Ces projets s'appuient sur un axe Nord-Sud qui constitue aujourd'hui un des enjeux majeurs de développement et de renouvellement urbain. Cet axe se décline du nord au sud par la revitalisation de l'entrée de ville « route de Nîmes », la reconversion du site de l'ancienne mairie avec la ZAC Pagézy, la création d'un centre multimodal en plein cœur de Ville avec la ZAC du Nouveau Saint Roch et la reconversion de la vaste zone industrielle et artisanale des Près d'Arènes en un quartier mixte d'habitat, la ZAC de la Restanque.

Compte tenu des évolutions et mutations probables générées par la réorganisation des administrations régionales et de l'État, et par la modification des dynamiques économiques urbaines et tertiaires, il est apparu nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole accompagné dans cette réflexion par la Ville de Montpellier, de conduire des études sur le devenir de l'un des axes majeurs de la centralité métropolitaine.

Il a ainsi été défini un périmètre d'étude Comédie/Lez qui s'inscrit à la charnière de l'axe de renouvellement urbain Nord Sud et de l'axe historique Est/Ouest reliant le centre historique et le Lez. La réflexion à engager constitue une occasion à saisir pour trouver la pleine expression du positionnement, de la programmation notamment économique, commerciale, touristique et de recomposition urbaine des secteurs qui s'étendent depuis la place de la Comédie jusqu'aux rives du Lez.

Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de ses compétences aménagement des secteurs économiques, commerciaux, tertiaires et touristiques, aménagement de l'espace et de l'élaboration des documents de planification correspondants, souhaite donc lancer une étude de réinvestissement territorial stratégique, à la fois programmatique, économique et urbaine portant sur ce périmètre à enjeux dont les objectifs seraient les suivants :

- définir une stratégie économique et territoriale et une programmation urbaine qui mettent en perspective l'avenir du secteur à plus ou moins long terme ; en particulier sur le site de l'ancien hôtel de ville ;
- affirmer et développer des liaisons urbaines et créer une relation ambitieuse et porteuse d'identités entre la ville et son fleuve ;
- reconquérir le tissu urbain existant (principalement tertiaire), stratégique ou en mutation par des opérations de renouvellement urbain et d'intervention sur l'espace public.

Au vu du rayonnement métropolitain et des enjeux économiques de ce secteur, la Métropole assurera le pilotage de cette étude en étroite association avec la Ville de Montpellier.

Il est proposé de constituer un comité de pilotage au sein duquel seront associées les différentes parties prenantes de ce projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de lancement de cette étude ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°26 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ECOCITÉ - COMMUNES DE LATTES ET DE PÉROLS - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT ODE À LA MER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ EXERCICE 2014 - SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER (SAAM) - AVENANT À LA CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Entre Montpellier et la mer, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui Métropole, a défini, au travers du Projet d'Aménagement et Développement Durable (P.A.D.D.) de son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé par délibération n°6663 du 17 février 2006, des sites stratégiques d'enjeu communautaire parmi lesquels figure celui situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur la Route de la Mer (ancienne RD 21 devenue voirie d'intérêt communautaire et dénommée avenue George Frèche).

Ce site est l'assise d'un projet urbain majeur dit « Route de la Mer » sur les communes de Lattes et Pérols ayant pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport en commun pour conduire à une véritable mixité fonctionnelle et sociale et, la modernisation ou la création selon les cas d'équipements publics.

En outre ce projet, retenu dans le cadre de l'appel à projet « Ecocité » initiée par l'Etat pour développer les villes durables, prend en compte, dès sa conception, la gestion et le rattrapage hydraulique, la préservation de la biodiversité, l'organisation des transports autour du réseau de tramway, l'évolution des modes de consommation et de distribution commerciale, l'instauration d'une solidarité urbaine durable et une gestion décloisonnée et intelligente des services urbains.

Il en découle une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par la Métropole en application de l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme au titre de sa compétence « aménagement de l'espace », pour enclencher un processus de renouvellement urbain et de sa compétence « développement économique » pour favoriser une adaptation des formes de distribution aux évolutions des modes de vie.

La Métropole a décidé, par délibération du conseil n°10387 en date du 29 novembre 2011 de créer l'opération d'aménagement d'ensemble « Route de la Mer », dans le cadre des dispositions du Code de l'urbanisme.

Par ailleurs, elle a décidé, par délibération n°10480 du 29 novembre 2011, de confier l'aménagement de cette opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) dans le cadre d'une concession d'aménagement d'une durée de 20 ans.



Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SAAM présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2014 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Il est rappelé que l'opération d'aménagement porte sur un périmètre d'environ 250 hectares situé sur les communes de Lattes et de Pérols.

Les objectifs de la Métropole pour cette opération d'aménagement sont :

- intégrer la question hydraulique dans la conception du projet, avec la nécessité de maîtriser globalement le risque hydrologique et en particulier d'assurer, lorsque cela s'y prête, les conditions de « réparation » hydraulique des secteurs imperméabilisés en renouvellement urbain et positionner des équipements hydrauliques structurants ;
- construire la ville de la biodiversité en intégrant les espaces naturels et agricoles avec, pour enjeux, le maintien de l'agriculture, la consolidation des limites de l'urbanisation, le renforcement des corridors hydrologiques et la mise en réseau des différentes entités naturelles (trames vertes et bleues) ; une attention particulière sera portée aux zones de contacts des espaces naturels et agricoles (aux coteaux de la Lironde en particulier) et à la restitution, lorsque cela sera possible, de corridors écologiques ;
- organiser les déplacements à partir des mobilités durables, en articulant le tramway et les réseaux de mobilité douces comme éléments structurants du système de déplacement, en repensant la chaîne des déplacements et en intégrant la problématique de la logistique urbaine (approvisionnement commerces, livraison des clientèles) ; dans cette phase de l'aménagement, seront intégrées aux démarches urbaines les actuelles et futures stations de tramway de la Ligne 3 (Boirargues, EcoPôle, Parc expo, mais aussi celles à venir pour desservir Boirargues et le futur Pôle Autonomie) ;
- maîtriser la performance énergétique et la ville à bas carbone, en intégrant les spécificités méditerranéennes et promouvant une rationalisation de l'offre, une réduction de la consommation énergétique et des bâtiments à basse consommation avec confort thermique ;
- organiser la mutation du commerce et le renouvellement urbain vers la mixité fonctionnelle et sociale, en promouvant des opérations mixtes dans le tissu commercial, avec logements et services, articulé avec le système de déplacement.

Le programme global prévisionnel des constructions comprend 900 000 m<sup>2</sup> Surface Plancher nouvelles répartis comme suit :

- 570.000 m<sup>2</sup> de Surface Plancher de logements (6 000 à 8 000 logements),
- 75 000 m<sup>2</sup> de Surface Plancher de bureaux et activités,
- 100 000 m<sup>2</sup> de Surface Plancher de commerces, en renouvellement des surfaces existantes (+/- 5%),
- 45 000 m<sup>2</sup> de Surface Plancher d'équipements publics.

Cet aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Le cadre administratif de renouvellement urbain d'ensemble de ce territoire sera réalisé selon un processus de mise en place d'outils et de procédures d'aménagement successives par secteurs opérationnels cohérents (sous forme de ZAC, PUP, ou secteurs à taxe d'aménagement renforcée, ...).

L'activité de l'opération en 2014 s'est caractérisée par un avancement significatif des procédures d'urbanisme et opérationnelles.

**Ode Acte 1** : la Métropole a approuvé par délibération n°12124 du 6 février 2014, le modificatif n°1 au dossier de réalisation de la ZAC, le programme des équipements publics modificatif, et le programme prévisionnel des constructions porté d'une surface de plancher de 122.750 m<sup>2</sup> (programme initial de construction de la ZAC) à 200.000 m<sup>2</sup> environ (programme de construction modifié), se décomposant en :

- Commerces : 85.000 m<sup>2</sup> environ ;
- Bureaux, services publics ou d'intérêt collectif, hébergement hôtelier : 115.000 m<sup>2</sup> environ ;

Cette ZAC comprend un nouvel îlot mixte d'environ 35.000 m<sup>2</sup> SDP (Surface de Plancher) de tertiaire (dont 10.000 m<sup>2</sup> livrés) et 85.000 m<sup>2</sup> SDP de commerces (c'est-à-dire environ 60.000 m<sup>2</sup> de surface de vente), à développer par un opérateur, composés essentiellement de grandes et moyennes surfaces spécialisées, majoritairement déjà présentes sur le site et issues des secteurs du Fenouillet / Solis / Bir Hakeim destinés à être recomposés en quartiers à dominante résidentielle).

Ce programme permet ainsi d'enclencher le processus de mutation et de renouvellement urbain, en accueillant massivement le transfert d'enseignes situées le long de la Route de la Mer, et en libérant certains secteurs en mutation d'ODE Acte 2.

Par arrêté préfectoral n°214 I 362 en date du 6 mars 2014, la Préfecture de l'Hérault a déclaré d'utilité publique la ZAC ODE Acte 1 au profit de la Métropole et de la SAAM, les a autorisés à acquérir à l'amiable ou par voie d'expropriation les immeubles nécessaires à la réalisation du projet, et la procédure ayant de plus emporté la mise en compatibilité du PLU de Pérols avec le projet. Trois terrains ont été acquis sur le secteur dit du Phare dans le périmètre de la DUP. Ces acquisitions sont objet du rapport spécial annexé à la présente délibération.

Cette ZAC est désormais opérationnelle, et permet de réaliser le programme envisagé.

La consultation lancée en 2013 a fait l'objet d'une attribution à la société IF Ecopole filiale de Frey S.A., opérateur spécialisé dans les espaces commerciaux de restructuration d'entrées de ville, sur la base d'une offre complète comprenant un programme mixte urbain (commercial, tertiaire et de loisir) et un projet architectural de qualité destiné à engager le renouvellement du tissu commercial en apportant une réponse au transfert des enseignes existantes du secteur de la Route de la Mer, notamment à celles situées dans la zone inondable rouge du Fenouillet, en créant un pôle adapté à l'évolution des besoins des consommateurs et en confortant le pôle tertiaire du Parc d'activité de l'aéroport.

Le compromis de vente du terrain a été signé le 15 décembre 2014, et le dossier de demande d'autorisation d'aménagement commercial déposé le 22 décembre 2014 auprès de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) de l'Hérault. Les 61.521 m² de vente du projet ont été autorisés par la CDAC le 5 février 2015 puis par la Commission Nationale d'Aménagement Commercial (CNAC) le 16 juillet 2015, qui a rejeté et/ou retenu irrecevable les recours déposés.

**Ode Acte 2 :** La ZAC créée fin 2013 permet de poursuivre le renouvellement urbain (secteurs Delta / Fenouillet Nord / Solis), ainsi que la rénovation commerciale des galeries d'hypermarchés en introduisant des logements/services, et d'accompagner ce renouvellement par des projets résidentiels sur les terrains acquis sur les secteurs du Mas de Couran et de l'Estagnol).

Elle s'étend sur un périmètre d'environ 111 ha, pour une constructibilité totale de 640.000 m²

Le dossier de réalisation de la ZAC sera approuvé en 2015.

Afin de permettre aux communes de Lattes et Pérols de remplir leurs obligations de développement d'habitat et de mixité sociale au titre du Plan Local d'Habitat, deux modifications de PLU ont été lancées respectivement :

- 6e modification du PLU de Pérols : par délibération n°2014-11-06/4 de la commune de Pérols en date du 6 novembre 2014 (secteurs du Fenouillet Nord et de Bir-Hakeim)
- 3e modification du PLU de Lattes : par délibération n°2014-282 de la commune de Lattes en date du 16 décembre 2014 (secteurs des Hauts de Lattes) pour la.

**Zone urbaine mixte de Boirargues,** le long de l'avenue Georges Frêche : un secteur à Taxe d'Aménagement majorée a été mise en place, et approuvé par le conseil municipal de Lattes. Le périmètre concerne les terrains localisés entre l'allée des platanes et l'avenue Georges Frêche, et situés hors ZAC. Les premiers permis de construire ont été accordés en 2014, de même que la réalisation des premières constructions.

**Du point de vue financier** on constate à fin 2014, que l'opération enregistre un cumul de 24,6 M€ de charges, inférieur aux précédentes prévisions, financées par 4,8 M€ de cessions, 8,4 M€ de participations du concédant, 6 M€ d'avance de trésorerie, et 10 M€ d'emprunts, conduisant à un excédent temporaire de trésorerie d'environ 4,6 M€.

Les engagements pris depuis le début d'année devraient conduire à fin 2015, à un cumul prévisionnel de 46,2 M€ de charges, à financer par 5,1 M€ de recettes (dont environ 0,4 M€ restant à contractualiser), 9,4 M€ de participation du concédant (dont 1 M€ restant à verser), 8 M€ d'avances de trésorerie (dont 2 M€ restant à verser), et de 23 M€ d'emprunt (dont 13 M€ restant à lever), conduisant à un découvert temporaire de 0,6 M€.

Les évolutions concernent quelques ajustements liées aux acquisitions foncières, quelques reports dans le temps et rééquilibres géographiques dans la programmation 2011-2031 et un recalage des cessions foncières correspondantes.

Les grands équilibres du bilan, la mobilisation d'emprunt totale, ainsi que les dates et mobilisations de participations et avances de la Métropole restent globalement inchangées, pour un budget de 193.705 K€ la participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole de 32 421 K€ inchangée, et une avance de Montpellier Méditerranée Métropole de 8 M€ remboursable en fin d'opération. Toutefois afin de faire face à une préemption sur le secteur Bir Hakeim, il sera nécessaire de mettre en place une avance infra annuelle d'un montant de 2 M€ à mobiliser en 2015 et remboursable en 2016.

Ainsi la convention d'avance de trésorerie est modifiée dans ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération d'aménagement Route de la Mer Ode à la Mer, présenté par la SAAM pour l'exercice 2014,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé de l'opération d'aménagement Route de la Mer, présenté par la SAAM pour l'exercice 2014,
- approuver l'avenant à la convention d'avance de trésorerie,
- approuver le rapport spécial sur les prérogatives de puissance publique concernant les acquisitions réalisées par la SAAM en 2014, ainsi que les cessions,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET, M. A. LARUE.

**AFFAIRE N°27 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SECTEUR DE LA MOGÈRE - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT DE LA SAAM - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°3 - CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE - AVENANT N°2 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Il constitue aussi et surtout le site d'accueil de la future gare nouvelle - Pôle d'Echange Multimodal (PEM) - pour laquelle SNCF-R (SNCF-Réseau, anciennement RFF), a signé un contrat de partenariat le 4 février 2015 avec le groupement formé par ICADE, pour assurer sa conception, sa construction en vue de sa livraison en 2017-2018, son entretien, sa maintenance et son financement.

De ce fait, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) a identifié ce secteur comme un site stratégique en termes d'aménagement du territoire. A ce titre, son aménagement relève de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole a contracté, par délibération du 24 septembre 2013, une concession d'aménagement avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) et créé une 1<sup>ère</sup> ZAC notamment pour assurer l'aménagement, la desserte et la viabilité du PEM à échéance de sa livraison.

Par délibération du 6 février 2014, la métropole a décidé de confier à la SAAM la réalisation et le portage, dans le cadre de cette opération d'aménagement, de la réalisation d'un hôtel d'entreprises étendard de la filière numérique objet d'un avenant n°1 à la concession.

Par délibération du 31 juillet 2014 approuvant le Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) concernant la concession d'aménagement du secteur Mogère, il a été décidé de :

- limiter les travaux dans un premier temps à la desserte et à la viabilité de la gare, en phase avec son échéance de livraison prévue dès 2017 ;
- s'assurer de la réalisation des mesures conservatoires sans lesquelles les aménagements ultérieurs seraient beaucoup plus onéreux pour la Métropole, notamment s'il fallait les réaliser après la mise en service des deux infrastructures ;
- limiter les constructions prévues initialement dans le cadre du projet urbain à la réalisation de la « pièce urbaine » formant enveloppe acoustique autour des deux infrastructures rapprochées afin de juguler leurs impacts cumulés, par la création d'immeubles écrans accueillant des activités en vitrine sur les grands axes de communication et, au-delà, redéfinir le projet d'aménagement du secteur de la Mogère en phase avec la montée en puissance de la gare et en cohérence avec l'élaboration du projet Montpellier Méditerranée Territoires.

Par la même délibération du 31 juillet 2014, un avenant n°2 au traité de concession et un avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie ont été approuvés.

L'année 2014 et le début de l'année 2015 ont été consacrés à :

- l'aboutissement des études et des procédures permettant d'engager les travaux nécessaires à la desserte et à la viabilité de la gare, notamment l'approbation du dossier de réalisation et du programme des équipements publics de la ZAC, la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier et la procédure d'autorisation requise au titre de la législation sur l'Eau, accordée par arrêté préfectoral n° DDTM34-2015-08-05171 du 19 août 2015 ;
- la coordination des chantiers des différents maîtres d'ouvrages sur le secteur et notamment la finalisation des négociations avec les maîtres d'ouvrages d'infrastructures quant aux mesures conservatoires qui accompagnent la réalisation concomitante de l'autoroute déplacée, du CNM et de la gare à horizon 2017 ;
- l'engagement de la procédure de consultation en vue de désigner un nouvel urbaniste coordonnateur de la ZAC, sur la base d'un projet urbain de 60 ha dont 30 ha à urbaniser autour du PEM ;

Par ailleurs,

- suite à la découverte d'un gisement de géothermie sur le secteur et à la sollicitation de EDF OS pour le secteur Urban Park à Lattes, les conditions de mise en œuvre d'une solution mutualisée entre les opérations ont été mises à l'étude. Il a ainsi été confirmé la possibilité de réaliser, dans le cadre de la concession d'aménagement, les travaux permettant d'approvisionner en géothermie le secteur Urban Park (hors concession SAAM) ainsi que la gare et les premiers îlots du quartier.
- dans le cadre de son développement, le groupe SEPTEO (groupe de sociétés éditrices de logiciels juridiques et immobiliers et de solutions de haute technologie ; 370 salariés actuellement, 450 à 500 envisagés avec l'accroissement programmé des activités de l'entreprise) a exprimé le souhait de réaliser un ensemble immobilier de 10 000 m<sup>2</sup> sur le terrain cadastré CB82, situé avenue de Figuières à Lattes, constructible au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Lattes et inclus dans le périmètre de la concession d'aménagement confiée à la SAAM. Ont ainsi été étudiées les conditions de mise en œuvre de ce projet en particulier les équipements publics de voirie et de renforcement de réseaux divers nécessaires ; ces travaux seront réalisés par la SAAM dans le cadre de la concession d'aménagement et financés dans le cadre d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP), approuvé par délibération du 22 juillet 2015 du conseil de Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SAAM, concessionnaire, présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2014, l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération est actualisé pour intégrer les évolutions suivantes :

- report de l'ensemble des recettes issues de la commercialisation des charges foncières des 1<sup>ères</sup> constructions de la ZAC (hors PEM et Septeo) à partir 2020, échéance annoncée de la livraison de la gare de Nîmes Manduel, la mise en service de cette dernière étant déterminante pour la fréquentation de la gare de Montpellier ;
- intégration des nouveaux projets de travaux (géothermie, desserte Septeo) et frais associés (études, honoraires, rémunération), étant précisé que le coût des travaux complémentaires est intégralement compensé par de nouvelles recettes ;
- prise en compte des travaux anticipés décidés comme indiqués précédemment par délibération du 31 juillet 2014, suivant des configurations et des dimensionnements résultant des études réalisées ces derniers mois ;
- financement par l'opération d'un dispositif à mettre en place par Oc'Via dans le cadre de la réalisation du Contournement Nîmes Montpellier destiné à limiter les propagations des vibrations générées par le passage des circulations ferroviaires en direction des bâtiments riverains ; ceci permettra d'améliorer le confort des usagers et de réduire les coûts de construction des immeubles en bordure de voie ferrée ;
- réalisation, dans le cadre de l'opération d'aménagement, d'une partie des travaux du rétablissement de la route de Vauguières dû par ASF au titre du déplacement de l'A9 ; en effet, compte tenu des nombreuses interfaces techniques entre ce rétablissement et les aménagements du quartier, ASF a souhaité en partie en confier la réalisation à la SAAM ; les dépenses afférentes sont intégrées au bilan de l'opération d'aménagement, assorties d'une rémunération forfaitaire adaptée (non liée à des recettes de commercialisation) ; elles sont intégralement compensées par une subvention d'ASF à l'opération et font l'objet d'une convention à passer entre ASF et la SAAM ;
- Intégration d'une provision d'aléas sur travaux.

Le bilan financier de l'opération intègre également la réalisation de l'hôtel du numérique, conformément à l'avenant n°1 au traité de concession approuvé par délibération du 6 février 2014 ; le coût d'opération est estimé à 26,3 millions d'euros dont 20 086 K€ de travaux.



Le bilan financier prévisionnel de la concession d'aménagement s'établit ainsi à 292 170 K€.

Le programme prévisionnel des travaux d'aménagement s'élève à 147 372 K€, soit une augmentation de 4 340 K€ correspondant à la desserte de Septeo, au projet de géothermie, à la réalisation par l'aménageur d'une partie des travaux liés au rétablissement de la route de Vauguières dû par ASF ainsi qu'à l'intégration de 1M € de provisions complémentaires pour aléas sur travaux.

La rémunération prévisionnelle de l'aménageur s'élève à 26 676 K€, en évolution avec le montant des travaux. Les modalités d'imputation des charges de l'aménageur sont adaptées et font l'objet d'un avenant n°3 au traité de concession qui intègre notamment une rémunération forfaitaire liée à la réalisation, pour le compte d'ASF, d'études et de travaux dans le cadre du rétablissement de la route de Vauguières.

Le montant de la participation de la Métropole pour les équipements primaires est inchangé par rapport au CRAC précédent soit 6 081 K€, correspondant :

- au décalage dans le temps entre les travaux de viabilité de la gare à réaliser à l'échéance 2017 et la commercialisation des charges foncières à partir de 2020 ;
- aux travaux d'aménagements hydrauliques dans le parc du Nègue-Cats qui permettent non seulement d'assurer la compensation réglementaire liée à l'imperméabilisation nouvelle mais également d'améliorer la situation existante par une diminution des écoulements en aval du secteur de la Mogère, sur les communes de Lattes, Pérols et Mauguio ; ces travaux s'inscrivent dans le cadre de la politique volontariste en matière de prévention du risque inondation conduite par Montpellier Méditerranée Métropole qui réalise, à cet effet, sur les secteurs stratégiques des schémas directeurs hydrauliques, véritables outils de programmation avec une approche globale et cohérente à l'échelle de l'ensemble du bassin versant. Le schéma directeur hydraulique du Nègue-Cats, validé par les services de l'Etat, prévoit ainsi une gestion globale du cours d'eau grâce notamment à une mutualisation et une optimisation des bassins hydrauliques de l'ensemble des opérations sur le secteur (déplacement de l'autoroute A9, CNM, gare et aménagement du secteur Mogère).
- à la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à la réalisation des mesures paysagères compensatoires au titre du Monument Historique du château de la Mogère et de son parc, et qui s'intègrent plus largement dans le cadre des aménagements du parc du Nègue-Cats.

La trésorerie de l'opération nécessite des avances de trésorerie remboursables, à mettre en place par la collectivité pour limiter la mobilisation d'emprunts par la SAAM générateurs de frais financiers.

Une avance complémentaire de 4 300 K€ pour les travaux d'aménagements à réaliser à l'échéance 2017 s'ajoute à l'avance de 2 000 K€ déjà approuvée, dont :

- 2 300 K€ en 2016,
- 2 000 K€ en 2017.

Celle-ci fait l'objet d'un avenant n° 2 à la convention d'avance de trésorerie.

Le fonds de concours versé par l'opération à la collectivité est porté à 15 920 K€ soit une hausse de 1 000 K€. L'avenant n°3 au traité de concession intègre l'évolution de ce fonds de concours.

Un fonds de concours de 300 K€ est également prévu pour financer la mise en place par Oc'Via de dispositifs limitant la propagation des vibrations générées par le passage des circulations ferroviaires en direction des bâtiments riverains.

Il est enfin proposé de renommer cette opération d'aménagement «Secteur de la Mogère».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération d'aménagement présenté par la SAAM pour l'exercice 2014 relatif à la concession d'aménagement ;
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie de l'opération ;
- approuver l'avenant n°3 à la concession d'aménagement renommée « secteur de la Mogère » tenant compte du bilan prévisionnel remanié ;
- approuver l'avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (3 votes contre et une abstention).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET, M. R. REVOL.

S'est abstenu : M. A. LARUE.

**AFFAIRE N°28 : ENERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – ACTIONS VISANT L'INFORMATION, LA SÉCURITÉ DES INSTALLATIONS INTÉRIEURES GAZ (ISIGAZ) - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE, LE CCAS DE MONTPELLIER, ACM HABITAT, ENGIE ET FACE HÉRAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme M. CASSAR, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Energie et transition énergétique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a inscrit, depuis plusieurs années, son action dans une démarche de développement durable, où la lutte contre le changement climatique et la maîtrise de l'énergie occupent une place importante.

Le Plan Climat Energie Territorial (PCET) adopté en février 2014 a vocation à diffuser une approche globale et intégrée de la politique énergie-climat au sein de l'ensemble des politiques publiques portées par l'EPCI et a pris la forme d'un programme d'actions pour les années 2013 à 2018.

Le bâtiment étant le premier poste de consommation d'énergie sur le territoire, et les enjeux portant en particulier sur l'habitat existant, la Métropole a décidé d'inscrire en action stratégique n°1 du PCET, la volonté d'aller vers un territoire plus économe en agissant sur l'habitat existant et sur l'aménagement.

De plus, la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole a renforcé ses compétences concernant la maîtrise des énergies et la transition énergétique, notamment «la concession des réseaux d'électricité et de gaz ». Elle dispose à ce titre de moyens renforcés pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés, notamment envers les populations les plus fragiles, en traitant la problématique de la précarité énergétique.

En vertu de la loi dite « LAMY », la Métropole a la pleine et entière compétence en matière de politique de la ville dans l'objectif d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines, et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

Par son rôle de pilote coordinateur du nouveau contrat de ville, sur les 12 quartiers prioritaires retenus par l'Etat, et dans le cadre de l'exercice de ses nouvelles compétences dans le domaine énergétique, la Métropole souhaite s'associer au déploiement de l'action ISIGAZ (Information, Sécurité des Installations intérieures **GAZ**) initiée par ENGIE dans le but de renforcer l'information sur la sécurité des personnes utilisant le gaz, développer la médiation sociale auprès des personnes en difficulté et contribuer par ce fait à l'amélioration de la qualité des services liés à l'énergie.

La convention de partenariat proposée a pour objet de déterminer les modalités de coopération convenues entre la Métropole, ENGIE, ACM Habitat, le CCAS de la Ville de Montpellier et Face Hérault, en vue de développer et d'améliorer leurs actions en matière de sécurisation des installations intérieures dans le parc de logements situés dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville dans le parc du Bailleur ACM.

Cette convention ne prévoit pas de participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Métropole, ENGIE, ACM Habitat, le CCAS de la Ville de Montpellier et Face Hérault ;
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : C.HART, B. TRAVIER, G. CASTRE , P. MIRALLES , R. COTTE, C.LEVY-RAMEAU, J-L. SAVY

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°29 : LOGEMENT – DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES À LA PIERRE - AVENANT N°7 À CONVENTION SIGNÉE AVEC L'AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT - RÉVISION DES OBJECTIFS ET DOTATIONS 2015 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

En application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, s'est vue déléguée par l'Etat pour une

durée de 6 ans prolongée d'un an (2009-2015), la compétence pour l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés.

A ce titre, elle a signé, le 29 juin 2009, une convention de délégation de compétence avec l'Etat, complétée par une seconde convention avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour la gestion des aides à l'habitat privé, en date du 20 avril 2012.

Le Conseil d'Administration de l'ANAH du 10 juin 2015 a voté un budget complémentaire pour l'année 2015, à déployer par territoire par voie d'avenant.

Ainsi, l'Agence met à disposition de la Métropole une enveloppe complémentaire de 100 842 € de crédits ANAH, portant le montant des droits à engagement 2015 à 2 687 057 €, à laquelle s'ajoute une dotation complémentaire du programme national « Habiter Mieux » pour l'attribution des aides du Fond d'Aide à la Rénovation Thermique (FART) d'un montant de 81 965 €, portant le montant des droits à engagement 2015 à 434 847 €. En contrepartie, la Métropole se voit fixer un objectif complémentaire de 16 logements occupés par des propriétaires très modestes, à rénover thermiquement.

Cette rallonge permettra le financement d'une partie seulement des 92 dossiers déposés auprès de Montpellier Méditerranée Métropole au 31 août, et qui n'ont pas encore fait l'objet d'une décision de financement faute de crédits disponibles, dans un contexte de forte tension sur le budget de l'ANAH. Les conditions du redéploiement d'un nouveau complément de crédits doivent être discutées à l'automne.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°7 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Nationale de l'Habitat,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°30 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 136 LOGEMENTS SOCIAUX À COURNONTERRAL, SAINT JEAN DE VÉDAS ET MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la SA d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 136 logements sociaux correspondant à trois opérations prenant place à Courronterral, Saint Jean de Védas et Montpellier.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 2 000 € par logement PLUS / PLAI situé en zone 2 du financement du logement social, et de 5 000 € par logement PLUS / PLAI situé en zone 3 du financement du logement social où les plafonds de loyers réglementaires sont inférieurs, et ce pour atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des trois opérations projetées sont détaillés dans le tableau suivant :

|                  |   |  |   |
|------------------|---|--|---|
| <b>Opération</b> | « Les Jardins d'Hélios »<br>COURNONTERRAL<br>Zone 3 | ZAC Roque Fraïsse – lot 12B<br>Saint Jean de Védas<br>Zone 2 | « City Hall »<br>999 av. du Pont Trinquat<br>MONTPELLIER<br>(VEFA Arvita Concept)<br>Zone 2 |
|------------------|---|--|---|

|                                  |                                  |                                  |                         |
|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|-------------------------|
| <b>Caractéristiques :</b>        |                                  |                                  |                         |
| Architecte                       | Garcia-Diaz                      | Castelnau Ferry                  | Miralles                |
| Collectif/Individuel             | Collectifs                       | Collectifs                       | Collectifs              |
| Surface habitable                | 5 526,05 m²                      | 2 878,20 m²                      | 632,65 m²               |
| Nombre de logement               | 80                               | 44                               | 12                      |
| Catégorie de financement         | 56 PLUS / 24 PLAI                | 31 PLUS / 13 PLAI                | 7 PLUS / 3 PLAI / 2 PLS |
| Typologie                        | 19 T2 – 33 T3 – 24 T4<br>et 4 T5 | 11 T2 – 17 T3 – 15<br>T4 et 1 T5 | 1 T1 - 6 T2 et 5 T3     |
| <b>Plan de financement :</b>     |                                  |                                  |                         |
| <b>Coût total de l'opération</b> | <b>9 881 024 €</b>               | <b>5 709 762 €</b>               | <b>1 361 551 €</b>      |
| Sub. Etat déléguée               | 168 000 €                        | 91 000 €                         | 21 000 €                |
| Sub. Action Logement             | -                                | -                                | 18 000 €                |
| Sub. Région                      | 200 000 €                        | 88 000 €                         | 16 000 €                |
| Fonds propres                    | 800 000 €                        | 616 000 €                        | 144 000 €               |
| Prêt CDC                         | 8 153 024 €                      | 4 676 762 €                      | 1 142 551 €             |
| Prêt Action Logement             | 160 000 €                        | 150 000 €                        | -                       |
| <b>Participation</b>             | <b>400 000 €</b>                 | <b>88 000 €</b>                  | <b>20 000 €</b>         |
| <b>Montpellier</b>               |                                  |                                  |                         |
| <b>Méditerranée Métropole</b>    |                                  |                                  |                         |

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 à 10 % des logements des opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention pour chaque opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à FDI Habitat de 400 000 € pour la réalisation de 80 logements locatifs sociaux, résidence « Les Jardins d'Hélios » à Cournonterral ;
- apporter une subvention à FDI Habitat de 88 000 € pour la réalisation de 44 logements locatifs sociaux, opération ZAC Roque Fraïsse, lot 12B à Saint Jean de Védas ;
- apporter une subvention à FDI Habitat de 20 000 € pour la réalisation de 12 logements locatifs sociaux, résidence « City Hall », avenue du Pont Trinquat à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : N. SEGURA, Y.PELLET.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°31 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 108 LOGEMENTS SOCIAUX À GRABELS ET MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :  
Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les porteurs de projet.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 108 logements sociaux correspondant à trois opérations situées à Grabels et Montpellier, quartiers Hôpitaux-Facultés et Boutonnet.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 2 000 € par logement situé en zone 2 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations. Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des trois opérations projetées sont détaillés dans le tableau suivant :



|  |   |  |   |
|--|---|--|---|
| <b>Opération</b>   | « Carré Richer de Belleval »<br>Rue Ranchin<br>ZAC Euromédecine II<br>GRABELS   | Rue Dominique Larrey<br>ZAC Euromédecine II<br>MONTPELLIER   | « Urban Graphik »<br>Place Marcel Godechot<br>MONTPELLIER<br>(VEFA PRAGMA)  |
| <b>Caractéristiques :</b><br>Architecte<br>Collectif/Individuel<br>Surface habitable<br>Nombre de logement<br>Catégorie de financement<br>Typologie  | A=MC <sup>2</sup><br>Collectifs<br>3 091,90 m <sup>2</sup><br>46<br>33 PLUS / 13 PLAI<br>11 T2 – 27 T3 – 8 T4           | Caremoli – Miramond<br>Collectifs<br>2 546,94 m <sup>2</sup><br>39<br>28 PLUS / 11 PLAI<br>5 T2 – 25 T3 – 9 T4             | Caremoli – Miramond<br>Collectifs<br>1 459,41 m <sup>2</sup><br>23<br>16 PLUS / 7 PLAI<br>2 T1 – 4 T2 – 13 T3 – 4 T4                          |
| <b>Plan de financement :</b><br><b>Coût total de l'opération TTC</b><br>Sub. Etat déléguée<br>Sub. Etat surcharge foncière<br>Sub. Action Logement surcharge foncière<br>Sub. Région<br>Sub. compl. Action Logement<br>Prêt CDC<br>Prêt Action Logement<br><b>Participation Montpellier Méditerranée Métropole</b> | <b>4 918 123,73 €</b><br>162 800,00 €<br>-<br>186 300,00 €<br>100 000,00 €<br>4 377 023,73 €<br>-<br><b>92 000,00 €</b> | <b>4 876 895,43 €</b><br>-<br>64 750,00 €<br>64 750,00 €<br>102 000,00 €<br>-<br>4 567 395,43 €<br>-<br><b>78 000,00 €</b> | <b>3 069 626,74 €</b><br>24 766,00 €<br>22 617,00 €<br>22 617,00 €<br>37 000,00 €<br>-<br>2 860 626,74 €<br>56 000,00 €<br><b>46 000,00 €</b> |

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 10 % des logements de chaque opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à ACM Habitat de 92 000 € pour la réalisation de 46 logements locatifs sociaux, résidence « Carré Richer de Belleval », rue Ranchin, ZAC Euromédecine II à Grabels ;
- apporter une subvention à ACM Habitat de 78 000 € pour la réalisation de 39 logements locatifs sociaux, opération rue Dominique Larrey à Montpellier ;
- apporter une subvention à ACM Habitat de 46 000 € pour la construction de 23 logements locatifs sociaux, résidence "Urban Graphik", place Marcel Godechot à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : R. ILLAIRE, C.LEVY-RAMEAU, P. MIRALLES, R. COTTE, A. EL KANDOSSI, G. CASTRE, J.L. SAVY, B. TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°32 : LOGEMENT – INTERVENTIONS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL - GARANTIES D'EMPRUNT - RÈGLEMENT INTÉRIEUR - DÉLIBÉRATION N° 11747 DU 27 JUILLET 2013 - MODIFICATION**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :  
Par délibération n°11747 du 25 juillet 2013, le Conseil Communautaire a adopté un règlement intérieur en matière de garanties d'emprunts contractés par les opérateurs de logements aidés pour financer leurs projets.

Celui-ci a pour objet de permettre la réalisation des opérations concourant aux objectifs de production du Programme Local de l'Habitat 2013-2018, en complémentarité avec les garanties accordées par le Département de l'Hérault.

Ainsi, le règlement de la Métropole prévoit de circonscrire les prêts éligibles à ceux adossés au livret A. Cette condition étant trop limitative par rapport aux opérations de logements répondant aux objectifs du PLH, il est proposé de supprimer ce critère et de délimiter le champ d'application des garanties d'emprunts à toutes les opérations bénéficiant d'un agrément délivré par Montpellier Méditerranée Métropole par délégation de l'Etat ou d'un agrément délivré par l'Etat au nom de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU).

Par ailleurs, il est proposé d'étendre le champ des bénéficiaires aux sociétés adossées à une Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriétés (SACICAP) en cas d'opérations de location-accession, et non plus seulement aux SACICAP elles-mêmes, ainsi qu'aux sociétés immobilières non HLM, ayant pour mission sociale la construction et la gestion de logements sociaux intermédiaires de type Prêt Locatif Social (PLS).

Enfin, il est proposé de permettre la garantie à 100 % des emprunts relatifs aux opérations réalisées par des organismes autres que les gestionnaires des logements sociaux, dans la mesure où le Département de l'Hérault ne les garantit pas (exemple : les résidences sociales étudiantes réalisées par un bailleur social et gérées par le Centre Régionale des Œuvres Universitaires et Scolaires - CROUS).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'ajustement des règles d'intervention de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de garantie des emprunts relatifs aux opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements sociaux et d'accession-location ;
- approuver le projet de règlement intérieur modifié annexé à la présente délibération,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°33 : LOGEMENT – RÉAMÉNAGEMENTS DE PRÊTS CONTRACTÉS PAR ACM HABITAT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX À MONTPELLIER - RENOUELEMENT DE GARANTIE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les porteurs de projet.

Par délibération n°6276 du 21 décembre 2004 et n°6777 du 30 novembre 2005, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, s'est portée garante pour les trois emprunts PLS d'un montant total de 15 727 907,43 € contractés par l'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier, devenu Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole (ACM Habitat) en vue de la réalisation des résidences étudiantes ENSAM rue de la Croix de Las Cazes, Triolet rue Emile Diacon et Vert Bois rue de la Chênaie à Montpellier, représentant globalement 613 logements.

Afin de sécuriser son encours dans un contexte de fluctuation des marchés, ACM Habitat a souhaité en 2008 refinancer ces trois emprunts avec DEXIA à des conditions plus avantageuses. Ainsi, par délibération n°8204 du 30 avril 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a transféré sa garantie initialement accordée à un seul nouveau prêt d'un montant total de 14 368 830,83 € destiné à refinancer les trois prêts initialement contractés.

Dans le cadre d'une stratégie de réduction de son exposition au taux variables et structurés, ACM Habitat a désormais l'opportunité, compte tenu des conditions actuelles de marché, de refinancer favorablement cet

emprunt qui était indexé sur le LIBOR-USD.

ACM Habitat demande ainsi à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100% le refinancement de l'emprunt d'un montant total de 11 810 385,92 € qu'il sollicite auprès de la Caisse Française de Financement Local pour financer ces opérations.

Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Le prêt de refinancement consenti par la Caisse Française de Financement Local est autonome du contrat de prêt refinancé et est exclusivement régi par les conditions suivantes :

- Montant du prêt : 11 810 385,92 €
- Score Gissler : 1A
- Durée : 22 ans
- Objet du contrat de prêt : refinancer en date du 01/12/2015, à hauteur de 11 810 385,92 €, le contrat de prêt ci-dessous :

| Numéro du contrat de prêt refinancé | Numéro de prêt | Score Gissler | Capital refinancé |
|-------------------------------------|----------------|---------------|-------------------|
| MPH254070EUR                        | 001            | 4E            | 11 810 385,92 €   |

Tranche obligatoire à taux fixe du 01/12/2015 au 01/12/2037

- Versement des fonds : 11 810 385,92 € réputés versés automatiquement le 01/12/2015
- Taux d'intérêt annuel plafond : taux fixe de 2%
- Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
- Echéances d'amortissement et d'intérêts : périodicité annuelle
- Mode d'amortissement : personnalisé
- Remboursement anticipé :

| En fonction de la date d'échéance d'intérêts de la tranche | Remboursement anticipé  |
|--|---|
| Jusqu'au 01/12/2035  | Autorisé pour le montant total du capital dû moyennant le paiement ou la réception d'une indemnité sur cotation de marché |
| Au-delà du 01/12/2035 jusqu'au 01/12/2037                  | Autorisé pour le montant total du capital restant dû sans indemnité   |

La garantie est accordée pour le remboursement de toute somme due en principal à hauteur de 100% (quotité garantie), augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les principales caractéristiques sont définies ci-dessus.

Dans l'hypothèse où ACM Habitat, pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles au titre de ses engagements contractuels, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en ses lieux et place, sur simple notification de la Caisse Française de Financement Local par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir à 100% le remboursement de la somme de 11 810 385,92 € représentant le capital restant dû pour l'emprunt contracté par ACM Habitat pour la réalisation des résidences étudiantes Vert Bois, ENSAM et Triolet à Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse Française de Financement Local et ACM Habitat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : R. ILLAIRE, C.LEVY-RAMEAU, P. MIRALLES , R. COTTE , A. EL KANDOUSSI, G. CASTRE, J.L. SAVY, B. TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°34 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 315 LOGEMENTS SOCIAUX ÉTUDIANTS - RÉSIDENCE ÉTUDIANTE « TRIOLET 2 » - AVENUE AUGUSTIN FLICHE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - DÉLIBÉRATION N°12941 DU 28 AVRIL 2015 - MODIFICATION**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par délibération n°12941 du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional la garantie à hauteur de 75 % des emprunts qu'elle va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la construction de 315 logements sociaux étudiants qui seront gérés par le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires du Languedoc Roussillon (CROUS) résidence « Triolet 2 », avenue Augustin Fliche à Montpellier.

Le règlement d'intervention du Département de l'Hérault délimitant le champ des bénéficiaires aux organismes à la fois maîtres d'ouvrage et gestionnaires de leurs opérations de logements sociaux, celui-ci ne permet pas pour cette opération l'octroi d'une garantie complémentaire à celle de la Métropole.

Afin de permettre de sortir l'opération sans recours à un tiers organisme qui se porterait partiellement garant à ses frais, le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de porter sa garantie à hauteur de 100 % des deux prêts d'un montant total de 15 673 750 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières de prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations demeurent inchangées.

Il y a lieu d'entériner cette évolution par la signature d'une nouvelle convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification de la délibération n°12941 du 28 avril 2015 ;
- porter la somme garantie par Montpellier Méditerranée Métropole à 15 673 750 € contre 11 755 312,5 € prévus initialement, représentant 100% des deux prêts sollicités par Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour la construction de 315 logements sociaux étudiants, résidence étudiante « Triolet 2 », avenue Augustin Fliche à Montpellier.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°35 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 181 LOGEMENTS SOCIAUX ÉTUDIANTS - RÉSIDENCE UNIVERSITAIRE « LA COLOMBIÈRE II » - RUE COLOMBIÈRE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À L'OPH DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole (ACM Habitat) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'il va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 181 logements sociaux étudiants, résidence universitaire « La Colombière II », rue Colombière à Montpellier.



L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur ADIM, société de VINCI Construction France dédiée au développement immobilier, comprend 181 logements étudiants financés par un Prêt Locatif Social (PLS) et un Prêt Habitat Amélioration Restructuration Extension (PHARE).

Le projet a été conçu par le cabinet « CANAL Architecture ».

ACM Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % les deux emprunts d'un montant total de 9 529 508 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant total de 4 955 344 € ;

- un Prêt Habitat Amélioration Restructuration Extension (PHARE) d'un montant total de 4 574 164 €.

Dans le cadre du règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil le 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

| Désignation                                    | PLS   | PHARE   |
|--|---|---|
| Montant du prêt                                | 4 955 344 €   | 4 574 164 €   |
| Taux d'intérêt actuariel annuel                | <b>taux du Livret A</b> en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>111 pdb</b>  | <b>taux du Livret A</b> en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>60 pdb</b> |
| Révisabilité des taux d'intérêt                | à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %        |   |
| Profil d'amortissement                         | amortissement déduit (intérêts différés)  |   |
| Condition de remboursement anticipé volontaire | Indemnité forfaitaire 6 mois limitée à 3% du Capital Restant Dû   | Indemnité forfaitaire sur durée résiduelle  |
| Taux annuel de progressivité                   | de 0 à 0,50 % maximum   |   |
| Révisabilité des taux de progressivité         | à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 % |   |
| Modalité de révision                           | double révisabilité limitée   |   |
| Durée de la Phase de préfinancement            | de 3 à 24 mois maximum  |   |
| Règlement des intérêts de préfinancement       | paiement en fin de préfinancement   |   |
| Périodicité des échéances                      | annuelle  |   |
| Durée  | 30 ans  |   |

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 30 ans pour le prêt PLS et le prêt PHARE, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ACM Habitat dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par ACM Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si ACM Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à ACM Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 9 529 508 € représentant 100 % des deux prêts sollicités par l'OPH ACM Habitat auprès de la Caisse des dépôts et Consignations, pour financer la construction de 181 logements sociaux étudiants, résidence « la Colombière II », rue Colombière à Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'OPH ACM Habitat, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : R. ILLAIRE, C.LEVY-RAMEAU, P. MIRALLES , R. COTTE , A. EL KANDOUSSI, G. CASTRE, J.L. SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°36 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 30 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « ELAÏA » - RUE DES ACONITS À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la réalisation de 30 logements sociaux, résidence « Elaïa », 3 rue des Aconits à Montpellier. Cette opération financée par l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) en 2015 s'inscrit dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine du quartier du Petit Bard à Montpellier. Elle comprend 28 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par Pascal MEGIAS, architecte à Aigues-Mortes.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 3 024 895 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 2 126 504 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 687 162 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 157 583 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 53 646 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil Communautaire du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

| Désignation                            | PLUS construction   | PLUS foncier  | PLAI construction  | PLAI foncier  |
|--|---|---|--|---|
| Montant du prêt                        | 2 126 504 €   | 687 162 €   | 157 583 €  | 53 646 €  |
| Taux d'intérêt actuariel annuel        | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0,6%</b>  | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0,54%</b> | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – <b>0,2%</b> | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0,54%</b> |
| Révisabilité des taux d'intérêt        | à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %        |   |  |   |
| Taux annuel de progressivité           | 0 à 0,5 % maximum   |   |  |   |
| Révisabilité des taux de progressivité | à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 % |   |  |   |
| Modalité de révision                   | double révisabilité limitée   |   |  |   |
| Préfinancement                         | de 3 à 24 mois maximum  |   |  |   |
| Périodicité des échéances              | annuelle  |   |  |   |
| Profil d'amortissement                 | amortissement déduit (intérêts différés)  |   |  |   |
| Durée                                  | 40 ans  | 60 ans  | 40 ans   | 60 ans  |

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 268 671,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 3 024 895 € sollicités par la SA dHLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 30 logements locatifs sociaux, résidence « Elaïa », rue des Aconits à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : N. SEGURA, Y.PELLET.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°37 : LOGEMENT – ACQUISITION-AMÉLIORATION DE 15 LOGEMENTS SOCIAUX - « PATRIMOINE SCOLAIRE » - RUE DE LA CROIX DE FIGUEROLLES, RUE DES CORONILLES ET RUE DES TOURTERELLES À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition-amélioration de 15 logements locatifs sociaux, opération dénommée « patrimoine scolaire » constituée de 3 immeubles situés à Montpellier aux 759 rue de la Croix de Figuerolles, 3 rue des Coronilles et 2 rue des Tourterelles. L'opération comprend 11 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Ces immeubles, acquis auprès de la Ville de Montpellier, accueilleraient initialement des instituteurs et permettraient d'héberger temporairement des administrés victimes de sinistres ou évacués en urgence d'immeubles insalubres ou en péril, en tant que logements d'urgence.

Le projet a été conçu par l'agence d'architecture Imagine à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 268 696 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 537 085 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 347 955 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 272 211 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 111 445 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil le 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

| Désignation                     | PLUS construction  | PLUS foncier  | PLAI construction  | PLAI foncier  |
|---------------------------------|--|---|--|---|
| Montant du prêt                 | 537 085 €  | 347 955 €   | 272 211 €  | 111 445 €   |
| Taux d'intérêt actuariel annuel | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0,6%</b>   | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0,41%</b> | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - <b>0,2%</b> | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0,41%</b> |
| Révisabilité des taux d'intérêt | à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 % |   |  |   |
| Taux annuel de                  | 0 à 1 % maximum  |   |  |   |



|   |   |        |         |        |
|---|---|--------|---------|--------|
| progressivité                                     |   |        |         |        |
| Révisabilité des taux de progressivité            | à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 % |        |         |        |
| Modalité de révision                              | simple révisabilité   |        |         |        |
| Périodicité des échéances                         | annuelle  |        |         |        |
| Profil d'amortissement                            | amortissement déduit (intérêts différés)  |        |         |        |
| Durée   | 40 ans  | 60 ans | 40 ans  | 60 ans |
| dont durée de la phase du différé d'amortissement | 24 mois   | -      | 24 mois | -      |

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans dont un différé d'amortissement de 24 mois pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 951 522 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 268 696 €, sollicités par la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation 15 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Patrimoine scolaire », constituée de 3 immeubles situés à Montpellier aux 759 rue de la Croix de Figuerolles, 3 rue des Coronilles et 2 rue des Tourterelles ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°38 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LES TERRASSES DE SAINT LOUP » - RUE DE BIONNE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 16 logements sociaux, résidence « Les terrasses

de Saint Loup », rue de Bionne à Montpellier. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur URBIS, comprend 9 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 4 logements financés en Prêt Locatif Social. Le projet a été conçu par le cabinet Caremoli-Miramond, architecte à Montpellier.

PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les sept emprunts d'un montant total de 1 727 801 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 697 649 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 384 901 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 147 930 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 109 192 €.
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 102 647 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 128 300 €.
- un Prêt Locatif Social (CPLS) complémentaire 2015 d'un montant de 157 182 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

| Désignation                            | PLUS<br>constructi<br>on  | PLUS<br>foncier  | PLAI<br>constructi<br>on   | PLAI<br>foncier  | PLS<br>constructi<br>on  | PLS<br>foncier   | PLS<br>Complément<br>aire 2015   |
|--|---|--|--|--|--|--|--|
| Montant du prêt                        | 697 649 €   | 384 901 €  | 147 930 €  | 109 192 €  | 102 647 €  | 128 300 €  | 157 182 €  |
| Taux d'intérêt actuariel annuel        | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0.60 %</b>  | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0.56 %</b> | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - <b>0.20 %</b> | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0.56 %</b> | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>1.11 %</b> | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0.56 %</b> | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>1.11 %</b> |
| Révisabilité des taux d'intérêt        | à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0% |  |  |  |  |  |  |
| Taux annuel de progressivité           | de -3% à 0,50 %   |  |  |  |  |  |  |
| Profil d'amortissement                 | amortissement déduit (intérêts différés)  |  |  |  |  |  |  |
| Révisabilité des taux de progressivité | à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A   |  |  |  |  |  |  |
| Modalité de révision                   | double révisabilité   | simple révisabilité  | double révisabilité  | simple révisabilité  | double révisabilité  | simple révisabilité  | double révisabilité  |
| Durée de la                            | de 3 à 24 mois  |  |  |  |  |  |  |

|                                   |          |        |        |        |        |        |        |
|-----------------------------------|----------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| phase de préfinancement           |          |        |        |        |        |        |        |
| Périodicité des échéances         | annuelle |        |        |        |        |        |        |
| Durée de la phase d'amortissement | 40 ans   | 60 ans | 40 ans | 60 ans | 40 ans | 60 ans | 40 ans |

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction, PLS construction et PLS complémentaire et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier et PLS foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement. Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 295 850,75 €, représentant 75 % des sept prêts d'un montant total de 1 727 801 €, sollicités par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 16 logements locatifs sociaux, résidences « Les Terrasses de Saint Loup », rue de Bionne à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

#### **AFFAIRE N°39 : LOGEMENT – CONSTRUCTION D'UNE RÉSIDENCE SOCIALE JEUNES DE 78 LOGEMENTS - RÉSIDENCE « MAS DE PRUNET IRTS » - 1 011 RUE DU PONT DE LAVÉRUNE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM SFHE GROUPE ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM SFHE / Groupe Arcade a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour la construction d'une résidence sociale jeunes, située sur le site de l'Institut Régional du Travail Social (IRTS), 1 011 rue du Pont de Lavérune à Montpellier. L'opération comprend 78 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI), qui seront confiés en gestion à l'association Adages / Maison du Logement.

Conçu par le cabinet d'architecture Cusy-Maraval, ce projet est destiné à héberger les jeunes en alternance de l'IRTS, de l'IRFFD (Institut Régional de Formation aux Fonctions de Direction) et de l'IFOCAS (Institut de Formation des Cadres du Social). Il s'inscrit dans le cadre de la création d'un campus des métiers et des qualifications du secteur social et accueillera également les locaux administratifs d'un Centre de Formation en Alternance (CFA) régional hors murs des professions sanitaires et sociales, ainsi que les locaux de Synergie Handicap, plateforme dédiée à l'insertion des personnes handicapées par la voie de l'apprentissage.

L'opération est lauréate de l'appel à projets national du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA) en faveur du développement de l'offre de formation et d'hébergement des jeunes en alternance, dont les fonds sont issus du Grand Emprunt.

La Société Anonyme d'HLM SFHE / Groupe Arcade demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les deux emprunts d'un montant total de 2 451 479 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 941 462 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 510 017 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

| Désignation                            | PLAI construction  | PLAI foncier  |
|--|--|---|
| Montant du prêt                        | 1 941 462 €  | 510 017 €   |
| Taux d'intérêt actuariel annuel        | <b>taux du Livret A</b> en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - <b>0.20 %</b>  | <b>taux du Livret A</b> en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - <b>0.20 %</b> |
| Révisabilité des taux d'intérêt        | à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%        |   |
| Taux annuel de progressivité           | de 0 à 0,50 % maximum  |   |
| Profil d'amortissement                 | amortissements déduit de l'échéance (intérêts différés)  |   |
| Révisabilité des taux de progressivité | à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0% |   |
| Modalité de révision                   | double révisabilité limité   |   |
| Durée de la phase de préfinancement    | de 3 à 24 mois maximum   |   |
| Périodicité des échéances              | annuelle   |   |
| Durée de la phase d'amortissement      | 40 ans   | 60 ans  |

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour le prêt PLAI construction et de 60 ans pour le prêt PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SFHE / Groupe Arcade, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.



Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SFHE / Groupe Arcade est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SFHE / Groupe Arcade opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SFHE / Groupe Arcade pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 838 609,25 €, représentant 75 % des deux prêts d'un montant total de 2 451 479 € sollicités par la SA d'HLM SFHE / Groupe ARCADE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation d'une résidence sociale jeunes de 78 logements, Résidence « Mas de Prunet IRTS », 1 011 rue du Pont de Lavérune à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM SFHE / Groupe ARCADE, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : N. SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°40 : LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2012-2017 - QUARTIERS SAINT GUILHEM / LAISSAC / SUD COMÉDIE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par délibération n°10886 du 24 mai 2012, le Conseil a décidé la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Saint Guilhem / Laissac/ Sud Comédie pour la période 2012-2017, qui participe à la mise à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur ».

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes, une subvention de 10 % du montant H.T des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation du logement,
- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100 €/m² dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 €/m² dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à un propriétaire occupant disposant de ressources très modestes, pour la réhabilitation de son logement de type 2 de 43 m², situé 11 rue de Barcelone à Montpellier. Le projet, d'un coût total de 11 682 € TTC, concerne l'amélioration de la performance énergétique avec le changement des menuiseries, du cumulus, de la VMC, du chauffage électrique et l'isolation par l'extérieur. Le gain énergétique attendu à l'issue des travaux est de 36 % (étiquette G à E).

Le plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

- Subvention ANAH : 4 809 €
- Subvention Etat au titre du Programme « Habiter Mieux » : 3 500 €
- Subvention Montpellier Méditerranée Métropole : 700 €
- Subvention Ville de Montpellier : 500 €
- Reste à charge propriétaire : 2 173 €

En contrepartie de cette subvention, le propriétaire s'engage à occuper son logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 700 € à Mme Barbara MASRI demeurant 11 rue de Barcelone à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°41 : LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE HUIT LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par délibération n°9521 du 27 mai 2010, le Conseil a décidé la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Gambetta-Figuerolles/Nord Ecusson pour la période 2010-2015, qui participe à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur » et du projet de rénovation urbaine de Montpellier.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes, une subvention de 10% du montant H.T. des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation du logement,
- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100€/m<sup>2</sup> dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 €/m<sup>2</sup> dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de trois logements occupés par des propriétaires très modestes et cinq logements locatifs pour un montant total de 27 311 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau joint en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et les propriétaires bailleurs à pratiquer des loyers réglementés. Ils signeront une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par les propriétaires bailleurs de leurs engagements vis-à-vis de Montpellier Méditerranée Métropole, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°42 : LOGEMENT – OPÉRATION "RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2016 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE CINQUANTE-CINQ LOGEMENTS SITUÉS DANS DOUZE COMMUNES DE LA MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte : Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisé « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La labellisation « Habiter Mieux » marque l'engagement, pour Montpellier Méditerranée Métropole, de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxes des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de cinquante-cinq logements situés dans les communes de Castelnau-le-Lez, Fabrègues, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Saint Jean de Védas, Saint-Brès et Vendargues, pour un montant total de 205 496 €. Les bénéficiaires sont des propriétaires disposant de ressources modestes et très modestes, ainsi qu'un locataire réalisant des travaux d'adaptation au handicap. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°43 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ENTRÉE DU BIC DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE DANS L'ESA BIC - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Dans une volonté de favoriser la création d'entreprises autour du spatial en Europe et de dupliquer l'utilisation de technologies de ce secteur d'activité dans d'autres domaines d'application, l'Agence Spatiale Européenne (ESA) a souhaité mettre en place dans toute l'Europe un dispositif d'incubation « ESA BIC (Business Incubation Center) » en s'appuyant sur les structures d'accompagnement existantes dans chaque pays (BIC, incubateurs académiques, pôles de compétitivité, Technopoles,...).

Les ESA BICs, proposent des services d'accompagnement à des projets de transfert technologique portés par des startups de moins de 5 ans et fondés sur l'utilisation de technologies ou de données spatiales vers un secteur non spatial comme l'Aéronautique, l'Agriculture, l'Environnement, les Intelligent Transport Systems (ITS) ou encore la Santé.

Le principe d'un ESA BIC est de mettre à disposition de porteurs de projets un certain nombre de moyens, répartis sur une période de 2 ans comme ceci :

- Accès à des subventions (jusqu'à 50 000 euros dont la moitié provient de l'ESA)
- Accès à un prêt bancaire (jusqu'à 50 000 euros)
- Accès à des locaux équipés
- Accès à un soutien technique (les incubés disposent de 80 heures de support par les experts du CNES)

Aujourd'hui en Europe, 9 ESA BICs sont en activité ou sur le point de se lancer : 2 en Belgique, 2 en Allemagne, 1 en France, 1 au Royaume-Uni, 1 en Italie, 1 aux Pays-Bas et 1 en Espagne.

Créé en 2013, l'ESA BIC français, nommé ESA BIC SUD FRANCE a été initié par le Pôle de Compétitivité mondial AEROSPACE VALLEY (spécialisé dans les domaines de l'Aéronautique, Espace, Systèmes embarqués en Midi-Pyrénées & Aquitaine), en partenariat avec le CNES (Centre National d'Etudes Spatiales) et le POLE PEGASE (pôle de l'industrie aéronautique et spatiale de PACA) afin de répondre à un besoin exprimé en matière de création d'entreprises liées au spatial dans les régions Aquitaine, Midi-Pyrénées et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

L'ESA BIC SUD FRANCE est représenté et géré par AEROSPACE VALLEY et regroupe à ce jour, 7 partenaires en charge de l'accompagnement des start-up de leur territoire, bénéficiaires du dispositif : CNES, POLE PEGASE, INCUBATEUR MIDI-PYRENEES, CONSEIL GENERAL DE LA HAUTE-GARONNE (BIC Théogone), TECHNOPOLE BORDEAUX TECHNOWEST, ESTIA ENTREPRENDRE, INCUBATEUR PACA-EST.

En deux ans, l'ESA BIC SUD FRANCE a ainsi accompagné 19 startups. D'ici 2018, l'ambition de l'ESA est de permettre à plus de 50 nouvelles startups de bénéficier des services d'accompagnement de l'ESA BIC Sud France. Pour faire face à cette évolution et dans la perspective de la nouvelle grande Région, l'ESA BIC SUD FRANCE envisage d'élargir son périmètre d'intervention en permettant à de nouvelles structures d'accompagnement d'entrer dans le dispositif.

Parmi les 150 start-up actuellement accompagnées par le BIC, une quinzaine sont d'ores et déjà potentiellement éligible au dispositif.

Par ailleurs, la présence d'une filière de recherche de pointe sur les nano-satellites associée à la construction d'un Centre Spatial Universitaire au sein de l'Université de Montpellier ainsi que la création en 2012 de la fondation Van Allen à Montpellier dans le domaine des nano-satellites vont, dans les années à venir, fortement favoriser l'émergence de nouveaux projets et leur valorisation au travers des start-up montpellieraines.

L'entrée du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole, reconnu internationalement pour la qualité de son accompagnement, dans le dispositif ESA BIC SUD FRANCE, va ainsi permettre à la Métropole d'apporter toute sa valeur ajoutée et sa contribution à la structuration d'une filière émergente à fort potentiel de croissance sur le territoire.

En effet, les financements significatifs apportés par l'ESA aux start-up ainsi accompagnées par le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole, ont vocation à renforcer l'attractivité de la métropole et à promouvoir la valorisation d'une nouvelle filière, créatrice d'emplois sur le territoire.

L'entrée du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'ESA BIC SUD FRANCE implique l'intégration de MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE aux côtés des partenaires historiques CNES, POLE PEGASE, INCUBATEUR MIDI-PYRENEES, CONSEIL GENERAL DE LA HAUTE-GARONNE (BIC Théogone), TECHNOPOLE BORDEAUX TECHNOWEST, ESTIA ENTREPRENDRE, INCUBATEUR PACA-EST dans le contrat actuel de partenariat qui les lie à AEROSPACE VALLEY (gestionnaire du dispositif et des fonds pour le compte de l'ESA). Ce contrat régit les modalités de fonctionnement entre AEROSPACE VALLEY et les structures partenaires quant aux modalités d'instruction et de suivi des projets de start-up. Il prévoit par ailleurs 2 annexes :

- l'une, relative au document type (CONDITIONS PARTICULIERES A L'ESA BIC SUD FRANCE) qui liera par la suite AEROSPACE VALLEY, la structure d'accompagnement partenaire et le porteur de projet financé par l'ESA et établit les modalités de financements de la start-up



- l'autre (Mutualisation des moyens), relative à la description des moyens et services que met à disposition du projet de start-up chaque structure d'accompagnement partenaire.

Ce contrat de partenariat est sans incidence financière pour Montpellier Méditerranée Métropole. Il permettra aux start-up de Montpellier Méditerranée Métropole utilisant les technologies et données issues du spatial pour développer d'autres applications dans l'Environnement, les Système de Transport Intelligent ou encore la Santé, de bénéficier de financements spécifiques de l'ESA et BPI France.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature du contrat de partenariat de Montpellier Méditerranée Métropole et AEOROSPACE VALLEY et des annexes associées,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°44 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PARC D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE CHARLES MARTEL - COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Par délibération n°5312 en date du 23 juillet 2003, le Conseil a confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM.), la réalisation du Parc d'Activités Charles Martel dans le cadre d'une convention publique d'aménagement (procédure du lotissement). Situé dans le prolongement du parc d'activités communal du Larzat à Villeneuve-lès-Maguelone, Charles Martel est destiné à l'accueil d'activités industrielles, artisanales et de services aux entreprises. Ce parc couvre une superficie totale de 7 hectares dont 5 hectares cessibles.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2014 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2014, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 1 897 000 € H.T. dont 45 000 € H.T. pour l'année 2014, correspondant à des taxes foncières et à quelques travaux d'entretien. L'ensemble du foncier est maîtrisé par la SERM.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2014 s'élève à 2 044 000 € H.T. dont 181 000 € H.T. correspondant à la signature de l'acte de vente (lots 4 et 5 pour 3 600 m<sup>2</sup>) avec la SCI KYLIANN (transporteur). Par ailleurs, le lot 6 (1 800 m<sup>2</sup>) a fait l'objet de la signature d'un compromis de vente avec la SAS AG3M (imprimeur). Seul le lot 16 (6512 m<sup>2</sup>) reste à commercialiser. Celui-ci sera redécoupé afin de permettre la réalisation de la voie de connexion vers la future extension du secteur d'activités (Z.A.C. Charles Martel Extension). En effet, alors que l'accès au parc d'activités Charles Martel s'effectue actuellement par une voie en impasse sur près d'un kilomètre, à terme, cette voie de connexion permettra un bouclage viaire.

Alors qu'aucune participation financière ne sera versée par Montpellier Méditerranée Métropole, le bilan financier prévisionnel actualisé s'établit à 2 066 000 € H.T. en dépenses et à 2 360 000 € H.T. en recettes soit un résultat d'opération excédentaire de 294 000 € H.T.

Seuls des petits travaux d'entretien et de remise en état du bassin de rétention restent à réaliser. La concession s'achève le 31 décembre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Parc d'Activités Charles Martel à Villeneuve-lès-Maguelone, présenté par la S.E.R.M. pour l'exercice 2014,
- prendre acte de la cession (lots 4 et 5 avec la société KYLIANN) et de la signature du compromis de vente (lot 6 avec la SAS AG3M) réalisées durant l'exercice 2014,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de l'opération,

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

## **AFFAIRE N°45 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – AVENANT AU PLAN LOCAL DE REDYNAMISATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Du fait de la réforme de la carte militaire de juillet 2008, le bassin économique montpelliérain a été touché par la fermeture, en 2010, de deux sites de formation des armées : l'Ecole d'application de l'infanterie (EAI) et l'Ecole militaire supérieure d'administration et de management (EMSAM).

L'empreinte économique totale du départ des deux écoles s'élève à 1 706 emplois et représente une perte de richesse de 96 millions d'euros.

En conséquence, un Plan Local de Redynamisation (PLR) a été signé entre l'Etat, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération devenue Montpellier Méditerranée Métropole en date du 22 mai 2012.

Le PLR, conclu à hauteur de 3 878 000€, s'est accompagné d'un soutien de l'Etat de 1 500 000€ de crédits Fonds pour les Restructurations de la Défense (FRED) et Fonds National d'Aménagement des Territoires (FNADT). Les collectivités territoriales signataires ont consolidé les engagements de l'Etat par un concours financier complémentaire.

Le PLR de Montpellier se décline en quatre axes :

- Axe 1 : Proposer une programmation urbaine innovante pour la reconversion des sites de l'EAI et de l'EMSAM ;
- Axe 2 : Développer des infrastructures économiques performantes ;
- Axe 3 : Accroître l'attractivité et la compétitivité du Territoire ;
- Axe 4 : Favoriser l'insertion des publics prioritaires.

Afin de permettre la poursuite et l'achèvement des opérations inscrites au PLR ainsi que la mise en œuvre des adaptations proposées par les collectivités signataires, le Comité technique du commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) s'est réuni en date du 21 juin 2015 et a approuvé la prolongation du PLR de Montpellier de deux années. Cette prorogation n'est pas reconductible et doit faire l'objet d'un avenant approuvé par les collectivités signataires du PLR.

Ainsi, au vu du bilan du PLR constatant la nécessaire adaptation de certaines actions et la présence de reliquats disponibles, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier sollicitent la prolongation de la durée du PLR des deux ans maximum autorisés, soit jusqu'au 22 mai 2017, et proposent qu'un avenant au PLR entérine à cette occasion la révision de certaines actions et le financement d'une nouvelle action par redéploiement des reliquats de crédits libres d'emploi.

Ces révisions et redéploiements permettent d'utiliser dans le cadre de l'avenant l'ensemble des fonds restants, soit un total de :

- 680 000 euros (H.T) dans le cadre du FNADT ;
- 249 830 euros (H.T) dans le cadre des FRED.

### Actions inscrites au PLR et concernées par l'avenant proposé :

Action 4 : Cette action, relative à la réalisation d'un VEAS de type éco-construction, bénéficie du reliquat FNADT (90 000€) de l'action 8, soutien à la mise en œuvre de chantiers d'insertion. Ainsi, le montant total des fonds accordés par l'Etat (FNADT) s'élève pour cette action à 530 000 € (H.T).

*Objectifs poursuivis et résultats attendus :* Le VEAS constitue une réponse immobilière locative favorisant les activités artisanales dédiées à l'éco-construction dans son ensemble. Ce bâtiment sera également un outil adapté à la promotion et à la valorisation de la filière éco-construction.

Action 7 : Cette action est relative à l'aide à l'implantation d'entreprises et à la création d'emploi par la mise en place d'un fonds dédié au développement des entreprises sur le territoire de la Métropole.

Cette action, qui bénéficie d'un soutien de l'Etat (FRED) à hauteur de 105 000 euros (H.T) est intégralement reconduite dans le cadre de l'avenant au PLR.

*Objectifs poursuivis de l'action 7 :* Favoriser l'implantation, l'investissement des entreprises et la création d'emplois en ciblant un soutien financier pour la création d'emplois à destination des entreprises de la French Tech.

*Enjeux économique pour le territoire dans le cadre du dispositif French Tech :* Revitalisation du territoire, l'initiative French Tech vise à faire émerger des entreprises d'hyper croissance, qui participeront au rayonnement de la France à l'international, et auront un rôle d'entraînement sur le tissu économique local.

Action 8 : Soutien à la mise en œuvre de chantiers d'insertion. Il s'agit de favoriser le développement de chantiers d'insertion visant à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi durable. Réalisation d'au moins 2 chantiers supplémentaires en 2015 et 2016.

Le soutien de l'Etat (FNADT) prévu dans le cadre de l'avenant s'élève à 150 000 euros (H.T).

*Objectifs poursuivis :*

Développer des actions d'insertion professionnelle, de type chantier d'insertion, permettant :

- d'amener les personnes à une plus grande autonomie ;
- de permettre l'acquisition de savoirs, savoir-faire et savoir-être nécessaires pour occuper un emploi ;
- de favoriser l'accès à un premier niveau de qualification en valorisant les compétences acquises ;
- de créer des passerelles vers l'emploi ou la formation professionnelle.

*Rappel des objectifs en matière d'emplois par chantier :* 3 à 4 sorties vers un emploi durable (CDI, CDD ou période d'intérim supérieure à 6 mois) / 3 à 4 sorties vers un emploi de transition (CDD ou période d'intérim de moins de 6 mois) / 3 à 4 sorties positives (formation qualifiante).

Action 10 : Il est proposé d'intégrer dans l'avenant au PLR de Montpellier une nouvelle action intitulée « développer l'offre foncière à destination des entreprises sur le parc d'activités Descartes ».

*Maître d'ouvrage / porteur de projet :* Montpellier Méditerranée Métropole / SAAM

L'action 10 bénéficie du reliquat FRED (144 830€) des actions 1, 2, 3, 6 et 9 du PLR :

Cette action vise à l'aménagement du parc d'activités Descartes sur la commune de Lavérune.

*Objectifs poursuivis :*

- Offrir des opportunités foncières aux PME de la Métropole ;
- Accueillir des activités artisanales, industrielles créatrices d'emploi ;
- Concevoir un aménagement qui favorise des PME/PMI dans le respect de l'environnement.

*Description du projet :* Le parc d'activités « Descartes » s'intègre au sein du pôle artisanat productif à l'ouest du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole situé sur la Commune de Lavérune et vient donc conforter la destination économique de ce secteur.

L'avenant proposé intègre dans son annexe le bilan détaillé du Plan Local de Redynamisation, ainsi que les documents rappelant notamment les enjeux et les objectifs poursuivis, action par action.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que les crédits nécessaires à la finalisation de l'avenant au Plan Local de Redynamisation sont prévus aux budgets,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

#### **AFFAIRE N°46 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CITÉ INTELLIGENTE - ÉTUDE SUR LES DONNÉES DE L'ÉNERGIE - CONVENTION DE GROUPEMENTS AVEC LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

La Cité intelligente invente de nouveaux services, grâce à la mise à disposition de données décloisonnées et stimule la croissance économique par l'innovation. Le projet a pour socle une plate-forme collaborative destinée à collecter, agréger et stocker des données dont les modalités de recueil, de traitement et d'utilisation constituent un enjeu majeur de la Cité intelligente.

En effet, dans un contexte de transitions du secteur de l'énergie, notamment sous l'impact du numérique, on observe ainsi au moins un double mouvement : d'une part le développement des énergies renouvelables incitant à une décentralisation de plusieurs enjeux et actions, d'autre part un mouvement de modernisation de l'ensemble du secteur sous l'impulsion du numérique (production, stockage, transport, distribution, relation avec l'utilisateur,...), ce mouvement étant souvent simplifié et présenté sous l'appellation « smart grids »

Au-delà de l'électricité, ce mouvement concerne aussi d'autres fluides, même s'ils le sont dans une moindre mesure (gaz, eau).

Comme toute activité transformée par le numérique, une des conséquences de ce développement est l'explosion du nombre de données d'origine très diverses : données issues de l'exploitation de la production d'énergie et de la gestion des réseaux de transport et distribution, données issues des compteurs usagers (particuliers, entreprises, collectivités), données issues des acteurs de la domotique, données issues des acteurs du numérique et des télécoms (box energy, objets connectés personnels et publics, compteurs alternatifs, infrastructures des smart grids,...), données issues des acteurs du bâtiment,....

Ces sources très diverses amènent aussi un nouvel écosystème complexe dans lequel se croisent des acteurs traditionnels de l'énergie (producteurs, transporteurs, distributeurs, offreurs, acteurs de la domotique,...), historiquement nationaux et en partie publics ou parapublics, et de nouveaux entrants du numérique et des télécoms (industriels, startup,...). Parmi ces données sur la thématique de l'énergie et des fluides, on trouve aussi de nombreuses « données personnelles » (au sens de la loi), issues notamment des compteurs, de la domotique et des objets connectés.

Face à cette explosion du nombre de données et d'acteurs producteurs de ces données, face à la sensibilité du sujet des données personnelles, et enfin face à la décentralisation des enjeux de l'énergie, le rôle des collectivités locales paraît stratégique et d'avenir. D'autant plus que ces sujets représentent des leviers majeurs de transition énergétique et écologique et de développement économique, notamment sur le marché des objets connectés (où se développent avec succès de nombreuses entreprises françaises).

Enfin, les perspectives du marché et des usages ainsi que les contextes publics et privés, montrent que nous ne sommes actuellement qu'au début de cette explosion du nombre de données qui va continuer en parallèle de la multiplication des objets connectés sur les territoires et auprès des usagers.

Les collectivités locales et leurs établissements publics de coopération intercommunale apparaissent ainsi comme un acteur majeur et légitime sur ces sujets (en termes de compétence, de gouvernance, de tiers de confiance, de gestionnaire ou d'ensemblier) mais dans un contexte complexe (gouvernance, technologies, modèles économiques, marchés et acteurs internationaux) et qui évolue rapidement.

Rappelons que les Métropoles sont désormais compétentes notamment en matière de Plan Climat Énergie Territorial (PCET), ainsi que pour contribuer à la transition énergétique, pour soutenir les actions de maîtrise de la demande d'énergie, pour développer les Réseaux de chaleur ou de froid urbains et les Infrastructures de charge pour les véhicules électriques ou hybrides ; elles sont aussi concédantes de la distribution publique d'électricité et de gaz

Le Caisse des Dépôts et des Consignations (CDC), partenaire historique des acteurs locaux, acteur des transitions numériques, énergétiques et écologiques, financeur du développement local, les accompagne sur ces sujets et propose une démarche commune sous forme d'étude sur les enjeux des données de l'énergie.

Cette étude aura pour objectif de donner des clés de compréhension et d'action sur le sujet des données de l'énergie, permettant de mieux se positionner stratégiquement vis-à-vis des enjeux et acteurs de l'écosystème et d'identifier des pistes d'actions opérationnelles avec comme ambitions la recherche d'un positionnement visant l'intérêt général et les meilleurs leviers pour la transition énergétique et écologique.

La CDC réalisera cette étude en partenariat avec un nombre restreint de collectivités et d'acteurs publics et s'appuiera sur une prestation d'accompagnement d'un cabinet de conseil.

Le budget global pour une étude ambitieuse et mutualisée d'une durée approximative de 6 mois est estimé à 200 000 € HT.

La Caisse des Dépôts portera 50% des financements (soit 100 000 €) et les collectivités et acteurs publics partenaires financeront à parts égales les 50% restants (soit 20 à 25 000 € par collectivité et établissement public).



La Caisse des Dépôts, établissement public soumis au Code des marchés publics, pilotera le marché via une convention de groupement signée par l'ensemble des partenaires.

Le groupement d'achat est chargé de la passation, de la signature, de l'exécution et du suivi d'un marché relatif à une étude sur les données d'énergie : enjeux et positionnements pour les collectivités.

Le coordonnateur du Groupement est la CDC, représentée par la Direction des investissements et du développement local. Le coordonnateur a la qualité de représentant du pouvoir adjudicateur (RPA). Il est désigné pour représenter collectivement les Membres pour l'ensemble des actes engageant le Groupement et est le seul habilité à agir pour le compte du Groupement.

Le coordonnateur, assisté par la Direction des Achats, de l'Immobilier et de la Logistique de la Caisse des Dépôts, exerce les missions telles que définies limitativement comme suit :

- Il prépare l'ensemble des documents de la consultation pour le marché,
- Il assure l'ensemble des formalités de publicité pour le marché (avis d'appel public à la concurrence, éventuel (s) avis rectificatif (s), avis de d'infructuosité ou de sans suite, avis d'attribution),
- Il procède à la réception et à l'ouverture des plis, à l'enregistrement du contenu des candidatures et des offres, à l'analyse des offres et au choix du (des) titulaire (s) du marché en collaboration avec les autres Membres du Groupement,
- Il est chargé de la passation, de la signature et de la notification du marché pour le compte du Groupement, engageant ainsi la responsabilité contractuelle de chacun des Membres vis-à-vis des titulaires du marché et vis-à-vis des autres Membres,
- Il informe les candidats retenus et les candidats non retenus lors de la procédure de passation du marché,
- Il rédige et signe le rapport de présentation et en communique une copie aux Membres du Groupement qui en feraient la demande,
- Il prépare les éventuels avenants à la présente convention,
- Il signe les éventuels avenants au marché, préalablement approuvés par les Membres, en cas de modification des termes de celui-ci.

Le partenariat prévoit les modalités suivantes :

- la participation au groupement de commandes,
- le cofinancement de l'étude pour un montant de 20 000€ T.T.C. maximum par collectivité et établissement public. .

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à ce groupement de commandes,
- approuver la convention constitutive d'un groupement d'achat avec la Caisse des Dépôts et Consignations,
- dire que les dépenses afférentes à cette étude sont inscrites au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser le représentant du groupement à signer le marché à intervenir,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

#### **AFFAIRE N°47 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PARTICIPATION DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE AU STAND VIVAPOLIS-AMGVF - SMART CITY EXPO WORLD CONGRESS À BARCELONE - 17 AU 19 NOVEMBRE 2015 - AUTORISATION DE FINANCEMENT - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le Smart City Expo World Congress (SCEWC), qui se tient depuis 4 ans à Barcelone, est devenu en quelques années une rencontre de référence dans le domaine des «villes intelligentes».

Avec plus de 10 000 visiteurs, 275 exposants et 370 intervenants issus de 92 pays et la présence de plus 440 villes lors de sa précédente édition, cet événement permet de regrouper l'ensemble des acteurs impliqués sur le sujet: représentants de villes, institutions, centres de recherche, universités, leaders d'opinion, experts et principaux décideurs de grandes entreprises sont réunis pour présenter solutions et projets novateurs et débattre les enjeux de la ville de demain. Il est notamment soutenu par la Banque Mondiale et UN Habitat.

L'Association des Maires des Grandes Villes de France et VIVAPOLIS proposent aux principales villes impliquées dans des projets Smart cities de participer à ce salon dans un stand commun VIVAPOLIS/AMGVF visant à promouvoir les expériences et le savoir-faire français dans le domaine des villes intelligentes. L'objectif est de pouvoir mettre en avant des partenariats concrets entre villes et entreprises dans ce domaine.

Montpellier Méditerranée Métropole entend participer à ce salon pour mettre en évidence son approche innovante dans le domaine de la ville intelligente, échanger avec les acteurs impliqués dans ces démarches innovantes et promouvoir les entreprises du territoire impliquées dans ce champ.

Le coût de cette participation au salon Smart City Expo World Congress à savoir les frais de déplacement, d'hébergement, de restauration et de stand est évalué au maximum à 6 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la participation de Montpellier Méditerranée Métropole au salon Smart City Expo World Congress du 17 au 19 novembre 2015,
- approuver la participation d'un élu, de 3 techniciens,
- dire que les dépenses afférentes à ce déplacement sont inscrites au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

#### **AFFAIRE N°48 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 341 € par jour (estimation de 2014).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2015, il est proposé d'affecter la subvention à la manifestation suivante : VII<sup>e</sup> Symposium International – Regards croisés sur les transformations de la gestion et des organisations publiques.

#### **1/ VII<sup>e</sup> Symposium International – Regards croisés sur les transformations de la gestion et des organisations publiques**

L'ISEM de l'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Directeur, Monsieur Alexandre VERNHET, organisera du 26 au 27 novembre 2015, à l'Espace Richter de Montpellier, une manifestation intitulée « VII<sup>e</sup> Symposium International – Regards croisés sur les transformations de la gestion et des organisations publiques ».

Cet événement de notoriété internationale, organisé tous les deux ans en Europe francophone en alternance avec le Québec, aura pour thème « La gestion des innovations territoriales à l'aune des impératifs de la performance publique ». Ce symposium a pour but de stimuler les échanges entre les chercheurs, les praticiens et les consultants, en associant lors de cette édition 2015, le monde universitaire. Environ 150 participants sont attendus.

Une subvention de 1 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

#### **2/ Alternatiba – le Village Festif des Alternatives au Changement Climatique**

Lancé en 2013 à Bayonne, Alternatiba veut montrer que les transitions sociales, énergétiques, écologiques ou économiques nécessaires pour lutter contre les causes et les effets du changement climatique existent déjà, tout en dessinant un monde plus solidaire et plus convivial.

Avec une approche résolument positive, il appelle le public le plus large à les découvrir, à les expérimenter et à s'en emparer à l'occasion de villages éphémères des alternatives, d'initiative citoyenne, sans intervention commerciale ou partidair. La dynamique est en marche et ces villages se multiplient dans de très nombreuses villes de France et d'Europe. A ce jour, plus de 70 villes de France mais aussi d'Europe ont, ou vont accueillir un village.

Le 27 septembre 2015, un village Alternatiba accueillera le public tout au long de la journée au Parc Sophie Desmaret, à Montpellier. Conçu et construit par un collectif de citoyens et d'associations, le village associe expositions, expérimentations, jeux, conférences-débats, repas festifs, concerts et théâtre. Il montre la richesse des initiatives alternatives, écologiques et solidaires qui allient le local et le global. Elles existent et sont à notre portée, il s'agit de les fédérer, de les diffuser et d'échanger pour les multiplier. Environ 3000 personnes sont attendues.

Une subvention de 4 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

Il est proposé au Conseil de Métropole de bien vouloir approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution et d'en autoriser la signature.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2015, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

#### **AFFAIRE N°49 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PARTICIPATION AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ D'ACCÉLÉRATION DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE (SATT) AXLR - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Dans le cadre du Grand Emprunt Investissement d'Avenir, un appel à projets a été lancé en 2010 par l'Agence Nationale de la Recherche pour la création de 10 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologie (SATT) sur le territoire national. Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer la vente des brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé. Cette « valorisation économique » de la recherche peut se faire soit au travers de la création d'entreprises innovantes soit par le biais de partenariat avec des entreprises existantes pour améliorer leur compétitivité.

Le 1<sup>er</sup> août 2012, la SATT dénommée AxLR a été créée en Languedoc-Roussillon, avec à ce jour, 11 actionnaires : Caisse des dépôts et Consignation, Centre National de la Recherche Scientifique, Université de Montpellier, Université Paul Valéry, Université de Perpignan Via Domitia, Université de Nîmes, Centre National de la Recherche Scientifique, Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture, Institut de Recherche pour le Développement, Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, Centre International d'Etudes Supérieures en Sciences Agronomiques.

Elle est dotée d'un fonds de 45 M€ sur 10 ans, au travers du Fonds National de Valorisation (FNV) afin de financer les projets de maturation des établissements de recherche actionnaires en vue d'un transfert technologique vers l'entreprise. Pour appuyer cette initiative localement, la Région Languedoc-Roussillon, la Direction Régionale de la Recherche et de la Technologie (DRRT) et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité s'engager sur la mobilisation de financements complémentaires au FNV pour un montant de 5 M€ les 3 premières années avec un investissement de 3 M€ de la Région, 1,5 M€ du FEDER et 0,5 M€ de la métropole de Montpellier. Ces sommes ont vocation à cofinancer les projets d'intérêt régional soutenus par la SATT.

Conformément à la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, désormais métropolitain concernant les actions d'accompagnement du développement économique et notamment le cofinancement d'opérations menées par les centres de recherche publics à condition qu'elles entraînent directement une forte valorisation économique, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 1er janvier 2015, a délibéré favorablement en date du 28 juillet 2011 sur une participation financière de 500 000 € sur 3 ans pour abonder le financement des projets de maturation soutenus par la SATT AxLR. Les projets sont portés par des unités de recherche publiques. Les fonds versés aux projets de maturation accompagnés par la SATT AxLR permettent aux porteurs de projets sélectionnés de fabriquer un prototype, réaliser des tests de faisabilité, les études marketing, etc., aboutissant à la mise sur le marché de produits ou services d'intérêt pour la compétitivité, la création et le développement des entreprises du territoire métropolitain.

Après 18 mois d'expérimentations et deux délibérations, n°12495 du 01 octobre 2014 et n°12843 du 31 mars 2015 modifiant la convention type de financement des projets de maturation de la SATT AxLR, Montpellier Méditerranée Métropole a contribué au financement de 11 projets dans le domaine de la Santé, de la Robotique et du numérique pour un montant de 331 000€. Parmi ces 11 projets, 8 sont accompagnés par le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole dont 6 ont été transformés en startup et 2 devraient le devenir dans un avenir proche.

Compte tenu des résultats très positifs de cette expérimentation et comme l'autorise l'article L 5217-2 relative aux compétences des métropoles, Montpellier Méditerranée Métropole envisage d'entrer au capital de la Société d'Accélération de Transfert Technologique à hauteur maximum de 100 000€, et ce afin de sanctuariser, poursuivre et renforcer son engagement auprès de la SATT AxLR. Cette entrée au capital s'effectuera, suivant des modalités qui restent à définir et sous réserve de l'approbation des actionnaires de la SATT conformément à ses statuts.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de prise de participation de capital dans la Société d'Accélération de Transfert de Technologies AxLR
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

#### **AFFAIRE N°50 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ASSOCIATION INITIATIVE MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - DÉSIGNATIONS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence « développement économique » en lieu et place des communes membres. Dans le cadre de sa stratégie de développement économique et de l'emploi, Montpellier Méditerranée Métropole a défini comme axe fort le soutien à la création d'entreprises. En vue d'accompagner la création d'entreprises et d'emplois pérennes, il est proposé de soutenir Initiative Montpellier pour son intervention sur le territoire de la Métropole.

Initiative Montpellier, comme les 230 Plateformes Initiative de France, est un outil de développement économique local composé d'acteurs publics, d'entreprises privées et d'établissements financiers.

Initiative Montpellier s'appuie sur le réseau national et les compétences d'Initiative France, auquel elle adhère.

Initiative Montpellier a pour objet d'apporter une aide financière et humaine aux porteurs d'un projet de création d'entreprise, de reprise d'entreprise ou de développement d'une entreprise de moins de 6 ans. Son action se réalise au moyen de l'utilisation d'un fonds spécifique dédié (ci-après dénommé le "fonds de prêts"), grâce auquel elle accorde des prêts d'honneur personnels, sans garantie personnelle ni intérêts.

Trois objectifs sont poursuivis :



- conforter l'apport personnel en fonds propres via l'octroi de prêts d'honneur,
- favoriser ainsi l'obtention de prêts bancaires et d'autres fonds extérieurs,
- parrainer les chefs d'entreprises.

En 2014, Initiative Montpellier a accompagné la création ou la reprise de 35 entreprises sur le territoire de la métropole, par l'octroi de 374 500 euros de prêts d'honneur qui ont permis la création ou le maintien de 157 emplois salariés. Pour poursuivre son action, il est proposé de soutenir l'association Initiative Montpellier à hauteur de 30 000 euros, dont 15 000 € pour alimenter le budget de fonds de prêt et 15 000 € pour alimenter le budget de fonctionnement.

En contrepartie de cette subvention, Initiative Montpellier s'engage à accompagner annuellement 25 projets de création d'entreprise ou de développement d'une entreprise de moins de 6 ans ou de reprise d'entreprise dont le siège social est sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. L'activité doit être soit créatrice d'emplois (au minimum 2 emplois sauf pour les commerces et services de proximités où le minimum est porté à 5), soit innovante, soit structurante pour le territoire.

Par ailleurs, sur proposition du Président, il est proposé de procéder à la désignation de nouveaux représentants titulaires et suppléants de la Métropole au sein de l'association.

Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :

- Mme MARION Chantal : comme membre titulaire en remplacement de Mme TOUZARD Isabelle ;
- Mme DARDE Catherine : comme membre suppléant en remplacement de Mme MARION Chantal.

Aucune autre candidature n'est proposée.

En application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, il est décidé à l'unanimité de ne pas procéder aux désignations au scrutin secret mais à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention avec l'association Initiative Montpellier,
- accorder à l'association Initiative Montpellier une subvention de 30 000 euros pour l'année 2015 concernant son action de soutien à la création, reprise et primo-développement d'entreprises,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- désigner Mme MARION Chantal, comme membre titulaire et Mme DARDE Catherine, comme membre suppléant de la Métropole, au sein de l'association Initiative Montpellier ;
- autoriser les représentantes ainsi désignées à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention avec le partenaire concerné, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

## **AFFAIRE N°51 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – MARCHÉ N°3971RI15 DE MISE EN PLACE D'UNE SOLUTION DE VIRTUALISATION DES POSTES DE TRAVAIL DE TYPE VDI (INFRASTRUCTURES DE BUREAU VIRTUEL) - AUTORISATION DE LANCEMENT ET DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole possède un système d'information complexe, en perpétuelle évolution. Le Schéma Directeur Informatique a identifié des projets structurants qui ont été et seront mis en œuvre.

C'est suite à ce Schéma Directeur qu'un projet de Plan de Reprise d'Activité (PRA) a été élaboré. Cela a permis à la métropole d'anticiper les évolutions de sa capacité de stockage de données afin de répondre aux besoins de projets structurants comme des projets de dématérialisation, d'e-administration et de projet VDI (infrastructures de bureau virtuel).

La métropole souhaite désormais installer une solution de virtualisation des postes de travail à destination des postes publics et des postes professionnels, afin de limiter les coûts de fonctionnement liés à la maintenance et à l'exploitation de ces postes, ainsi que d'apporter de nouveaux services aux usagers. Plusieurs bénéfices sont attendus suite à la mise en place de cette solution.

Il convient donc de lancer une procédure de consultation en application du Code des Marchés Publics.

La consultation sera passée selon une procédure d'appel d'offres ouvert soumise aux dispositions des articles 33 3<sup>al.</sup> et 57 à 59 du Code des Marchés Publics.

Le marché débutera à sa notification pour une durée de 4 ans.

Une partie des prestations, concernant la mise en place de la solution sur les postes publics, sera rémunérée par application d'un prix global et forfaitaires et une seconde partie, concernant la diffusion du système sur les postes de travail, sera rémunérée sur la base d'un bordereau de prix unitaires grâce à l'émission de bons de commande, conformément à l'article 77 du Code des Marchés Publics. Les prestations sur bons de commandes sont sans minimum ni maximum.

L'estimation globale des prestations objet de ce marché est évaluée à 800 000 € H.T avec une répartition de 400 000 € H.T pour la partie à prix forfaitaire et 400 000 € H.T pour la partie à prix unitaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement du marché n°3971RI15 ;
- dire que les crédits nécessaires à cette affaire seront inscrits au budget métropolitain, aux chapitres concernés ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire et signer le marché n°3971RI15 à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution, y compris son éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°52 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - MISSION USA AUSTIN (CHANGEMENT DE DATES, PROLONGATION SUR NEW-YORK) - MISSION CHINE CHENGDU/QINGDAO (LETTRE D'INTENTION AVEC LA VILLE DE QINGDAO) - MISSION D'AFFAIRES TLEMCEEN (ALGÉRIE) 21,22 ET 23 OCTOBRE-FINANCEMENT DES MISSIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

**Mission d'affaires à Austin – New-York (USA) du 4 au 14 octobre 2015 – Dans le cadre de la French Tech lancement d'un « StartupXchange » - Délibération du 29 juin 2015 n°13082**

Il convient d'apporter les précisions suivantes à la délibération initiale :

- Changement de dates. Les nouvelles dates sont : du 4 au 14 octobre 2015, ces dates permettant de donner plus d'opportunités de rencontres aux Start-up. En effet cette semaine à Austin est dédiée aux Start-up locales « Austin Start-up Week ».
- Prolongation par 2 jours de mission sur New-York, ces 2 journées permettront des rencontres d'affaires. Une présentation de l'écosystème innovant new-yorkais, des rencontres avec les clubs d'affaires français de New-York sont aussi programmées.

Tous les autres points de la délibération initiale restent inchangés.

**Mission d'affaires à Chengdu et Qingdao (Chine) du 3 au 12 novembre 2015 - participation au X<sup>ème</sup> Congrès EUPIC - Renouvellement de l'accord de Coopération Technologique (Chengdu) – Signature d'une lettre d'intention avec la Ville de Qingdao - Délibération du 29 juin 2015 n°13082**

Il convient d'apporter la précision suivante à la délibération initiale :

- Signature d'une lettre d'intention avec la Ville de Qingdao. En effet, depuis 2013 des relations d'affaires ont été mises en place avec la ville de Qingdao notamment concernant la filière viticole avec par exemple l'ouverture de 2 points de vente exclusifs des vins de la Métropole. Plusieurs délégations officielles de la Ville de Qingdao sont venues à Montpellier et inversement des délégations de Montpellier Méditerranée Métropole ont visité la Ville de Qingdao. Lors de la tenue du X<sup>ème</sup> Congrès Eupic les deux parties signeront ce memorandum afin de renforcer leur coopération sur un plan technologique et viticole.

- Cette lettre d'intention est sans incidence financière et vise à étudier les bases d'un futur accord de coopération.

Tous les autres points de la délibération initiale restent inchangés.

### **Mission d'Affaires Tlemcen (Algérie) 21, 22 et 23 octobre**

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite consacrer ses partenariats internationaux en premier lieu au développement économique. Le but est de favoriser l'écosystème entrepreneurial en jouant un rôle de facilitateur à l'international, mais aussi de permettre à nos partenaires de déployer leurs actions de développement économique sur le territoire de la Métropole.

Le but de cette mission porte principalement sur 2 niveaux :

- Dynamiser le jumelage avec Tlemcen grâce notamment au développement économique,
- Travailler sur un axe fédérateur au double niveau Europe et Afrique du nord qui porterait sur les secteurs de la Santé et du Numérique,

A l'invitation du Consulat Général d'Algérie une mission exploratoire est organisée, pour évoquer les possibilités d'accords de coopération technologique et économique: partenariats potentiels entre incubateurs, universités, pôles de compétitivité, CHU, incubateurs et entreprises.

Cette mission permettra d'échanger, de mieux comprendre et d'adapter les points potentiels de partenariats qui pourraient correspondre aux deux parties.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 4 500 € TTC. Ce coût comprend les frais de transports internationaux et nationaux, l'hébergement et les repas.

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le changement de date de la mission Austin (Texas) du 4 au 14 octobre 2015 ainsi que l'extension de 2 journées à New-York,
- approuver la signature d'une lettre d'intention : technologie et viticulture, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Qingdao (Chine),
- approuver l'organisation d'une mission d'affaires de Montpellier Méditerranée Métropole à Tlemcen (Algérie) du 21 au 23 octobre 2015,
- approuver la participation d'un(e) élu(e) et d'un(e) technicien(ne) à la mission Tlemcen,
- approuver la prise en charge financière de la mission Tlemcen estimée à 4 500 €,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

### **AFFAIRE N°53 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ADHÉSION AUX ORGANISMES EXTÉRIEURS - FRANCE CONGRÈS - AUTORISATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le tourisme est l'un des sept axes stratégiques du développement de Montpellier Méditerranée Métropole. Il constitue également l'un des domaines de coopération prioritaire du futur pôle métropolitain.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, et l'entrée en vigueur de la loi du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique territoriale et d'Affirmation des Métropoles (dite loi MAtPAM), Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, la compétence « *Promotion du tourisme, dont création d'offices de tourisme* ».

Le développement touristique du territoire est porteur de multiples enjeux pour la Métropole et sa population :

- développement de l'emploi et création de richesses dans le secteur du tourisme ;
- développement de l'offre touristique de la Métropole en matière de transports et mobilités, urbanisme et aménagement, culture et patrimoine, animation ;

- il est aussi un vecteur de renforcement de l'image et du rayonnement de la Métropole, générateur d'attractivité pour la population touristique cible.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite adhérer au réseau FRANCE CONGRES et EVENEMENTS (Association des Maires des Villes de Congrès et d'Évènements), afin d'amplifier sa stratégie de développement touristique et d'attractivité du territoire.

Présidé par Philippe AUGIER, Maire de Deauville, France Congrès est un réseau réunissant une cinquantaine de villes et intercommunalités, qui permet de développer l'organisation et l'accueil de manifestations professionnelles. Ce sont les maires et présidents d'EPCI qui en sont statutairement les adhérents, mais les professionnels qui interviennent directement sur le développement de l'activité au quotidien (directeurs de centre des congrès et/ou OTC) s'impliquent également dans le fonctionnement du réseau.

Acteur majeur de cette filière des rencontres professionnelles, dont le poids économique est estimé à près de 8 Mds €, France Congrès présente un caractère opérationnel et son champ d'action sert simultanément les intérêts du territoire et ceux de(s) équipement(s) d'accueil.

Les principaux sujets sur lesquels le réseau France Congrès intervient sont :

Les études/mesures :

- Mesure de l'impact économique et social des congrès ;
- Observatoire de l'investissement (en évolution) et des modes de gestion (en lien avec l'IGD, la Fédé EPL,...) ;
- Suivi conjoncturel pour mesurer l'activité passée et à venir et pour identifier les segments porteurs ; études sur les principales places européennes (2005) ;
- Mesures des synergies possibles avec les pôles de compétitivité.

Les rendez-vous récurrents et le travail des commissions :

- Les Journées d'études : celles-ci se sont déroulées les 16 et 17 juin 2015, à Paris ;
- La soirée France Congrès – réunissant 150 organismes dont 70 associations/fédérations organisatrices de congrès ;
- Une journée technique (séminaire interne) organisée habituellement fin janvier dans l'une des villes-membres ;
- Les commissions de travail permettant aux membres élus et professionnels de se retrouver deux à trois fois par an sur divers thèmes.

Plusieurs autres rendez-vous sont organisés durant l'année, comme la participation d'une délégation d'élus au Politicians Forum organisé dans le cadre du grand salon professionnel IMEX, à Francfort.

France Congrès, mène aussi des actions de lobbying :

Elles s'exercent auprès des instances nationales (ministères, parlement, etc.) et divers partenaires institutionnels avec lesquels le réseau collabore, comme Atout France.

France Congrès se déplace aussi dans les villes du réseau pour faire avancer des projets qui justifient une démarche de soutien.

La communication :

- Présentation de l'offre dans le guide annuel Ebook France Congrès ;
- Le site internet, doté de plusieurs fonctionnalités utiles pour les organisateurs (comparateur, etc.) ;
- Les e-newsletters qui relaient l'actualité du territoire et des principaux opérateurs congrès-salons ;
- Les réseaux sociaux <https://twitter.com/FranceCongres> : présents et actifs ;
- La communication vers la presse et autres relais d'opinion.

La promotion permettant de développer les Chiffres d'Affaires

- e-flash commercial 1 fois/mois présentant une sélection d'offres issues des membres (et de leurs partenaires) ;
- Participation à la réalisation d'un calendrier annuel recensant les manifestations accueillies l'année précédente par les villes-membres. En moyenne, 250 références avec le contact et les caractéristiques de chaque manifestation permettant ainsi une prospection directe ;
- Exploitation du fichier-clients de France Congrès (3 000 références régulièrement mises à jour) ;
- Pour mémoire, la Soirée France Congrès répond aussi à cet objectif commercial, dans une démarche qui découle plus du marketing relationnel ;
- La participation à certains salons comme le Bedouk...



### La veille

- Elle est désormais permanente et couvre différents aspects liés au développement des territoires et aux bonnes pratiques en matière d'accueil de rencontres professionnelles ;
- Des partenariats comme celui mis en place avec la Chaire d'Attractivité et de Marketing territorial de Sciences Po Aix-en-Provence.

### L'accompagnement technique

- Il s'opère dans différents domaines mais c'est sur les démarches de certification Qualité & développement durable (Charte FC, ISO 9001, etc.) que France Congrès intervient le plus régulièrement ;
- Une assistance ayant permis de passer le taux d'équipements certifiés/engagés de 34% à 55% en quatre ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'adhésion à France Congrès pour un montant annuel forfaitaire de 9780,00 euros TTC,
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

### **AFFAIRE N°54 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PORT MARIANNE PORTES DE LA MÉDITERRANÉE - MONTPELLIER - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT AVEC LA SERM - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ 2014 - AVENANT N° 1 À LA CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

La ZAC, créée le 27 juin 1996 et étendue par délibération n°6416 en date du 19 avril 2005, couvre une superficie d'environ 50 hectares. Elle a pour vocation l'accueil d'activités, d'équipements et de services privés et publics, sièges sociaux et commerces dans le cadre d'un ensemble réunissant un complexe de loisirs urbain et un pôle commercial de niveau régional intégrés au projet de développement urbain de Montpellier et bénéficiant d'excellentes dessertes.

L'opération ayant été déclarée d'intérêt communautaire, les modalités du transfert ont été fixées par délibérations respectives de la Ville et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en date des 27 mai et 27 juin 2003.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, a confié à la SERM, par un avenant n°5 à la concession d'aménagement approuvé par délibération n°6367 du 15 mars 2005, la réalisation et l'exploitation provisoire du pôle ludique 2 d'une Surface de plancher d'environ 28 000 m<sup>2</sup> et porté l'échéance de la convention d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2012.

Elle a également confié à la SERM par un avenant n°6 à la concession d'aménagement approuvé par délibération n°7252 du 26 septembre 2006, l'extension du périmètre de la ZAC.

Puis elle a confié à la SERM, par un avenant n°7 à la concession d'aménagement approuvé par délibération n°7430 du 22 décembre 2006, les études, les acquisitions et la réalisation des travaux de construction d'un parking d'échange tramway de 1 700 places.

Par délibérations n°7497 et n°7495 en date du 13 février 2007, elle a approuvé le programme des Equipements Publics de la ZAC Port Marianne-Portes de la Méditerranée ainsi que son dossier de réalisation. Par délibération n°7775, en date du 23 juillet 2007, elle a approuvé un avenant n°8 à la concession d'aménagement, prorogeant la durée de la mission de l'aménageur jusqu'en 2016.

Parallèlement, les projets de réalisation des activités se sont poursuivis : construction de l'aquarium Mare Nostrum, du Pôle Ludique 2, ouverture de restaurants, ouverture du magasin « Décathlon » en 2008, inauguration du Centre Commercial, du prolongement de la ligne 1 du tramway, et du parking d'échange Circé à l'automne 2009.

Par avenant n°9 en délibération du Conseil n°10321 du 28 juillet 2011, le Conseil a approuvé le montant prévisionnel de la participation fixé à 4 320 000 €H.T. affectée à la réalisation de la place du XXème siècle.

Par avenant n° 10 en date du 8 septembre 2014 reçu en Préfecture le 24 septembre 2014 (délibération 12465 du 31 juillet 2014) le Conseil a approuvé la prolongation de la durée de la concession jusqu'en 2025.

Par délibération du 19 juillet 2012, reçue en Préfecture le 25 juillet 2012, le Conseil de a approuvé une convention d'avance de trésorerie, signée le 13 août 2012.

Par délibération du 19 décembre 2013, reçue en Préfecture le 23 décembre 2013, le Conseil a approuvé une convention d'avance de trésorerie, signée le 20 décembre 2013, et reçue en Préfecture le 26 février 2014

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à la Métropole, créée par transformation de la Communauté d'Agglomération au 1<sup>er</sup> janvier 2015, le compte rendu financier de l'opération d'aménagement pour l'exercice 2014 et l'évolution des bilans financiers prévisionnels et du plan de trésorerie.

### **ZAC Portes de la Méditerranée – infrastructures**

Au 31 décembre 2014, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 54 478 000 € H.T. dont 676 000 € H.T. réalisés en 2014 correspondant aux travaux de finitions des voiries et réseaux de la ZAC ainsi qu'à la rémunération de l'aménageur et à des frais financiers.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2014 s'élève à 47 887 000 € H.T. avec 350.000 €HT de recette réalisée en 2014.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit à 59 096 000 € H.T. en dépenses.

Il prend en compte la baisse des dépenses liées aux acquisitions non réalisées et des recettes correspondantes ainsi que des dépenses liées à l'achèvement de la ZAC et recettes liées à la cession du lot 9 dans le périmètre de la ZAC.

Le bilan financier prévisionnel révisé de l'opération s'établit à 62 082 000 € H.T. en recettes.

Le CRAC prend en compte la cession du macrolot 9/9bis au groupement FDI/Tissot représentant 350.000 € de recettes perçues en 2014 (acompte sur compromis) et 6.650 K€ perçus à la signature de l'acte T2 2015.

6 M€ d'avance ont été mobilisés en 2014 remboursable en 2016 pour faire face à l'évolution de la trésorerie de l'opération. Le Compte rendu annuel précédent prévoyait le remboursement des avances de la Métropole, soit 12M€, en 2016. Le nouveau compte rendu prévoit l'échelonnement de remboursement suivant, calé sur les recettes prévisionnelles : 2M€ restitués fin 2015, 3M€ en 2016, 4M€ en 2018 et 3M€ en 2025

### **ZAC Portes de la Méditerranée – superstructures : Pôle Ludique 2**

Au 31 décembre 2014, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 31 271 000 € H.T. Les recettes s'élèvent en 2014 à 24 828 000 €. H.T. correspondant au 1er règlement de 21 277 000 € H.T. par les investisseurs Iade et Klépierre de l'achat du pôle ludique (le montant total s'élevant à 29 000 000 € H.T. le solde restant à verser en 2016, acte signé fin 2010) et aux loyers perçus. Du fait des difficultés de commercialisation de certains locaux du pôle ludique, un risque sur cession de 1 741 000 €HT a été provisionné en 2016.

Pour préfinancer la construction du pôle ludique 2, la SERM a mobilisé trois emprunts de 6 000 000€ chacun, dont 15 000 000 € en 2007 et 3 000 000 € en 2008.

Quinze millions d'emprunts sont arrivés à échéance fin 2012 dont douze remboursés sur l'année 2012, 6 M € restant à rembourser en 2014.

Le bilan financier prévisionnel révisé de l'opération s'établit à 32 463 000 € H.T. en dépenses et 30608 000 € H.T. en recettes.

### **ZAC Portes de la Méditerranée – superstructures : Parking d'échanges Odyseum**

Au 31 décembre 2014, le cumul des dépenses réalisées correspondant aux acquisitions foncières, aux honoraires d'études et aux travaux, s'élève à 25 987 000 € H.T. dont 79 000 € H.T. ont été réalisés en 2014. Le montant des recettes réalisées est de 24 855 000 € H.T. à fin 2014.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit à 25 987 000 € H.T. en dépenses et 24 855 000 € H.T. en recettes, le solde de 1 130 000€HT restant à la charge de la ZAC.

L'ouvrage a été inauguré et mis en service en septembre 2009 et acquis définitivement par la Communauté d'Agglomération en décembre 2009.

### **ZAC Portes de la Méditerranée – Bilan consolidé**

Le bilan financier prévisionnel révisé de l'opération consolidée s'établit à 113 720 000 € H.T. en dépenses et en recettes.

Il est proposé de modifier la convention d'avance de trésorerie tel que précisé ci avant, par un avenant n°1.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Port Marianne-Portes de la Méditerranée à Montpellier présenté par la SERM pour l'exercice 2014,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'infrastructures de la ZAC, de la construction du pôle ludique 2, et du parking d'échange Odysseum ainsi que le bilan consolidé de l'opération d'aménagement,
- approuver l'avenant numéro 1 à la convention d'avance de trésorerie,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant numéro 1 à la convention d'avance de trésorerie ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : I. GUIRAUD, L.JAOUL, JM.LUSSERT, M.LEVITA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°55 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – Z.A.C. EUROMÉDECINE II - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE GRABELS - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°1 À LA CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE ET AVENANT N°9 À LA CONCESSION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Par délibération du 24 février 1988, le Conseil de District a approuvé le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté Parc Euromédecine II sur les communes de Montpellier et de Grabels et concédé l'opération à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (S.E.R.M.).

Par un avenant approuvé le 10 juillet 2002, les missions d'études, de réalisation et d'exploitation des hôtels d'entreprises spécialisées en biotechnologies Cap Gamma et Cap Delta ont été confiées à la S.E.R.M. et l'échéance de la convention a été portée au 31 décembre 2027. Par un avenant n°6, approuvé le 30 avril 2008, la S.E.R.M. s'est vue confier ces mêmes missions pour réaliser un 3<sup>ème</sup> hôtel d'entreprises nommé Cap Sigma qui viendra conforter le biopôle. Alors que les deux premiers hôtels d'entreprises ont été livrés en 2004 et 2007, CAP SIGMA a été livré en 2011.

Le Parc Euromédecine II couvre une superficie totale de 92 hectares dont 65 hectares cessibles et un programme de constructions de 528 000 m<sup>2</sup> dédié principalement aux activités médicales et paramédicales et autres activités tertiaires et de services aux entreprises, et enfin, à de l'habitat notamment du côté du quartier de la Valsière sur Grabels.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, notamment de l'article L.300-5, la S.E.R.M. présente le compte rendu financier de la concession d'aménagement du Parc Euromédecine II pour l'exercice 2014 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

**Opération d'aménagement du Parc Euromédecine II**

Au 31 décembre 2014, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 32 901 000 € H.T. dont 1 586 000 € H.T. lors de l'exercice 2014, correspondant essentiellement à des travaux d'aménagement du secteur grabelois : achèvement des travaux de la rue Ranchin desservant le secteur d'habitat, démarrage des travaux de la tranche 3 sur les rues David et Prunelle.

La quasi-totalité du foncier est maîtrisée puisque seule l'emprise foncière d'anciens chemins communaux reste à acquérir.

Quatre compromis de vente ont été signés en 2014 : le lot 103 à ACM, le lot 336 à M. Mazouz , le lot 321 à la SCI Euromassane et le lot 102 à Nexity. Les signatures de deux actes de vente sont intervenues en 2014 : le lot 329 à la SCI LGA (20 39 m<sup>2</sup>) et le lot 321 (2120 m<sup>2</sup>) à la SCI Euromassane (entreprise Sentein).

L'abandon du projet Méridis entraîne un différé de recettes escomptées sur un ensemble de 5 lots attenants. La revalorisation du prix de cession de ces 5 lots compensera l'augmentation des charges. Par ailleurs, la réalisation d'un quatrième lot d'habitat tel que prévu au PLU générera des recettes attendues en 2018.

Le précédent Compte Rendu Annuel à la Collectivité prévoyait une recette de cession en 2016 correspondant à la vente de l'emprise dédiée au développement d'un quatrième plot immobilier sur le biopôle. Néanmoins, au regard des taux de remplissage des trois premiers plots, il est préférable de temporiser la réalisation du 4<sup>ème</sup> immeuble. Cette recette est ainsi différée à 2018.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération d'aménagement s'établit à 48 616 000 € H.T. en dépenses et à 49 093 000 € H.T. en recettes avec une participation de Montpellier Méditerranée Métropole au financement des équipements publics de 7 964 000 € H.T., entièrement versée à ce jour.

Une avance de trésorerie de 2 000 000 € a été accordée par le concédant en 2014. Aucune nouvelle avance de trésorerie n'est demandée. Néanmoins, afin de maintenir à l'équilibre le bilan de trésorerie, il est proposé de reporter son remboursement en 2027 alors que celui-ci était initialement prévu en 2016. Ce report de remboursement fera l'objet d'un avenant à la convention d'avance de trésorerie.

### **Biopôle : réalisation et exploitation de l'ensemble immobilier Cap Gamma et Cap Delta**

A terme, le biopôle est prévu pour accueillir 6 hôtels d'entreprises. CAP GAMMA (construit en 2004) et CAP DELTA (2007) en constituent les deux premiers plots (3500 m<sup>2</sup> chacun), aménagés en bureaux et en plateaux techniques de haut niveau (laboratoires).

A terme, les dépenses prévisionnelles d'investissement de CAP GAMMA et de CAP DELTA représenteront 17 326 000 € H.T.

Fin 2014, l'immeuble CAP GAMMA était occupé à 100% avec des loyers perçus, pour l'année 2014, à hauteur de 594 000 € H.T. (hors charges). Au cours de l'exercice 2014, le bâtiment a enregistré le départ des sociétés TIXEO et ASCONIT, et les entrées de KYOMED (ex-DIGI HEALTH) et DIASYS.

Au 31 décembre 2014, le cumul des dépenses d'exploitation de CAP GAMMA s'élève à 6 867 000 € H.T. dont 888 000 € H.T. pour l'année 2014. Le cumul des recettes d'exploitation est de 6 949 000 € H.T. dont 848 000 € H.T. pour l'année 2014. A terme de la concession, les dépenses prévisionnelles d'exploitation s'élèveront à 15 020 000 € H.T. et les recettes prévisionnelles à 16 604 000 € H.T.

Au 31 décembre 2014, CAP DELTA était loué à 76% pour des loyers s'élevant à 267 000 € (hors charge). ALCEDIAG s'est implanté sur la totalité du R+2 (795 m<sup>2</sup>) après que la S.E.R.M. ait réalisé 763 000 € de travaux (remboursés depuis par le preneur). Sont actuellement à l'étude, l'implantation de SURGIMAB ainsi que le transfert d'OXELTIS depuis CAP GAMMA, permettant à cette dernière société de s'étendre.

Au 31 décembre 2014, les dépenses d'exploitation de CAP DELTA s'élèvent à 10 508 000 € H.T. dont 585 000 € H.T. pour l'année 2014 ; alors que les recettes d'exploitation s'élèvent à 11 989 000 € H.T. dont 1 150 000 € H.T. pour l'année 2014. A terme, le cumul des dépenses d'exploitation s'élèvent à 19 945 000 € H.T. et le cumul des recettes d'exploitation à 21 901 000 € H.T.

Malgré certaines pertes de loyers, la bonne santé financière de CAP GAMMA et de CAP DELTA permet des remontées de trésorerie (respectivement de 800 000 € et de 400 000 €) vers le troisième plot, nommé CAP SIGMA.

### **Biopôle : réalisation et exploitation du biopôle Cap Sigma**

Réalisé en 2011 avec l'aménagement d'un site contigu de 2 ha, CAP SIGMA est le troisième plot du biopôle. Au 31 décembre 2014, il était occupé à 51%. Dans le cadre du projet d'extension de DEINOVE, ce taux d'occupation devrait passer à 68 % en octobre 2015. Un lot de 93 m<sup>2</sup> en rez-de-chaussée reste vacant ainsi que la totalité du R+3 (745 m<sup>2</sup>). Un emprunt de 2 000 000 € est intervenu en 2015 en prévision de l'aménagement de ces surfaces encore brutes.

Au 31 décembre 2014, le cumul des dépenses d'investissement réalisées s'élève à 8 723 000 € H.T. dont 131 000 € H.T. pour l'année 2014.

Le financement des aménagements, nécessaire à l'implantation de nouvelles entreprises, s'effectue grâce à des remontées de trésorerie, survenue ou à venir, de l'opération d'aménagement ainsi que de CAP DELTA et de CAP GAMMA. Le bilan d'exploitation prévisionnel de CAP SIGMA pour la durée de la concession s'élève à 14 474 000 € H.T. en dépense et intègre les recettes d'exploitation estimées à 10 507 000 € H.T.

Afin de prendre en compte l'accroissement du contenu des missions de gestion locative notamment du fait de l'entrée en vigueur de la loi Pinel, un avenant à la rémunération de l'aménageur est proposé et impacte



les bilans du biopôle. Celui-ci prévoit l'augmentation de 1% de la rémunération sur les postes de perception des loyers et sur les postes liés aux dépenses d'exploitation. La rémunération de l'aménageur passe ainsi de 5 à 6 % pour ces deux postes.

### **Bilan financier prévisionnel consolidé**

A échéance, le bilan financier prévisionnel consolidé actualisé de l'ensemble de la concession (opération d'aménagement et biopôle) est équilibré à 97 830 000 € H.T. en dépenses et en recettes. Le montant total de la participation du concédant s'élève à 11 348 000 € H.T., entièrement versé à ce jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la concession d'aménagement Parc Euromédecine II, à Grabels et Montpellier, présenté par la SERM pour l'exercice 2014,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de la concession d'aménagement du Parc Euromédecine II, les bilans d'investissement et les comptes d'exploitation prévisionnels de Cap Gamma, Cap Delta et Cap Sigma, ainsi que le bilan consolidé des opérations,
- prendre acte des compromis de vente signés et des cessions réalisées en 2014,
- approuver l'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie ainsi que l'avenant n°9 à la concession,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer l'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie et l'avenant n°9 à la concession, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme I. GUIRAUD, MM. L.JAOUL, JM.LUSSERT, M.LEVITA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

### **AFFAIRE N°56 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONCESSION D'AMÉNAGEMENT PARC EUREKA - COMMUNES DE CASTELNAU-LE-LEZ ET DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION - AVENANT N°15 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Par délibération n°3406 en date du 27 janvier 1999, le Conseil de District a concédé à la SERM l'opération d'aménagement du Parc Eurêka à Montpellier. La ZAC créée le 19 juin 2000, d'une superficie totale d'environ 32 hectares dont 26 hectares cessibles, est destinée à l'accueil d'activités industrielles technologiques, tertiaires, d'ingénierie et de recherche. La mission de la SERM a également été étendue à l'acquisition, la location et l'exploitation de terrains ou d'ensembles immobiliers situés hors du périmètre de la ZAC, mais pouvant être utiles à son accompagnement économique. Dans ce cadre, la SERM a fait l'acquisition et assure l'exploitation de l'hôtel d'entreprises du Millénaire situé rue avenue Philippe Lamour (ex rue de la Vieille Poste) et de l'ensemble immobilier à vocation d'ateliers et bureaux relais situé au 505, rue Louis Lépine.

Un avenant n°6 à la concession d'aménagement approuvé le 30 juillet 2004 a étendu les missions de la SERM à un périmètre qui couvre environ 45 hectares de terrains classés en zone IV NA situés sur le territoire de Castelnau-le-Lez de part et d'autre de l'avenue Philippe Lamour (ex rue de la Vieille Poste).

La SERM réalise l'aménagement du lotissement Jean Mermoz sur 12 hectares de terrains situés dans ce secteur.

- Par avenant n°10 approuvé le 30 avril 2008, la Métropole a confié à la SERM la conception, la réalisation et l'exploitation du Montpellier International Business Incubator (MIBI). Cet immeuble a été réalisé et cédé à la Métropole qui le gère.
- Par délibération n°8580 en date du 27 novembre 2008, le Conseil a approuvé le dossier de création de la ZAC Extension du parc Eurêka sur une superficie de 39 hectares sur la Commune de Castelnau-le-Lez, puis par délibérations n°10661 et 10662 du 29 février 2012, il a approuvé le programme d'équipements publics et le dossier de réalisation de cette ZAC avec une programmation uniquement tertiaire.

Toutefois, après échanges approfondis avec la Ville de Castelnau-le-Lez, il est apparu nécessaire de faire évoluer cette programmation pour intégrer les activités au sein d'un quartier mixte et pouvoir financer l'enfouissement des lignes à haute tension qui grève le site.

C'est pourquoi, après évolution du PLU, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé, par délibération du 29 octobre 2013, un dossier de création modifié de la ZAC Extension Eureka, incluant un programme mixte activités tertiaires, socio-médical, artisanales et logements. Le dossier de réalisation de la ZAC a aussi été modifié par délibération du 6 février 2014, ainsi que la concession d'aménagement, afin de permettre cette mixité de programmation.

La concession vient à échéance en 2022. Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de l'opération d'aménagement du Parc Eurêka et d'exploitation des ensembles immobiliers pour l'exercice 2014 et l'évolution des bilans financiers prévisionnels, plans de trésorerie et comptes d'exploitation des programmes immobiliers.

### **Le Parc Eurêka, le lotissement Jean Mermoz et l'extension du Parc Eurêka sur Castelnau-le-Lez :**

Au 31 décembre 2014, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 45 282 K€ H.T. dont 3 412 K€ H.T. en 2014, correspondant à l'acquisition des derniers fonciers sur la ZAC Extension Eureka, à des travaux de fouilles archéologiques préventives sur 5 ha sur la partie Sud de cette ZAC, ainsi qu'à des dépenses liées aux travaux de finition sur la ZAC Eurêka et le lotissement Jean Mermoz en fonction des livraisons de bâtiments. Les études de viabilisation de la ZAC Extension Eureka ont été achevées et les travaux démarrés en fin d'année.

Une procédure de dialogue compétitif a été initiée afin de mettre en place des services connectés innovants à destination des usagers du quartier (suivi de consommations énergétiques, services de proximité, lien social, accompagnement des seniors en faveur du maintien à domicile). Le dispositif envisagé pourrait en outre bénéficier au développement de start-up de services numériques grâce à sa conception en Open Data.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2014 s'élève à 27 851 K€ H.T. dont 1 439 K€ H.T. en 2014. La commercialisation des terrains d'activités et de tertiaire reste sensiblement ralentie en 2014 avec deux ventes réalisées et un seul compromis de vente signé.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de ces trois opérations d'aménagement passe à 85 078 K€ H.T. en dépenses (+1 517K€) et à 84 558 K€ HT en recettes (-1 598K€), avec un déficit de 520 K€.

Cette hausse du bilan prévisionnel en recettes et en dépenses est liée essentiellement à la prise en compte en dépenses de prestations nécessaires à la mise en place de la plateforme de services numériques, et de fouilles archéologiques préventives importantes qui pourraient encore être nécessaires sur le site de la ZAC Extension Eureka. L'augmentation des recettes au bilan correspond au rééquilibrage du programme en logements décidé en commun accord avec la commune sur la ZAC Extension Eureka.

Le bilan prévoit le versement d'un fond de concours pour l'enfouissement des lignes électriques Haute Tension de 6 711 K€. Ce montant a été revu à la baisse de 1 000 K€, le scénario d'un enfouissement conjoint sur Eureka et sur le secteur Port Marianne permettant une économie d'échelle, étant maintenant privilégié. Les échéances ont aussi été recalées sur les années 2017, 2018 et 2022.

### **L'hôtel d'entreprises du Millénaire :**

L'immeuble de bureaux offre 3 976 m<sup>2</sup> de surfaces utiles. Le taux d'occupation de l'hôtel d'entreprises du Millénaire est à fin 2014 de 95%, en progression constante depuis 2012.

Grâce à ce taux d'occupation jamais atteint jusqu'alors, le résultat net d'exploitation de l'ensemble immobilier s'est redressé, passant à 29 K€ en 2014. La reconversion du site prévue en 2019 reste d'actualité. Les occupants de l'immeuble sont accompagnés dans un projet de relocalisation soit dans le futur hôtel TIC soit dans un programme privé ou via l'acquisition d'un foncier. Aussi une baisse de 93 K€ du cumul prévisionnel de loyers a été enregistrée pour tenir compte des sorties progressives des entreprises. La cession de son foncier est prévue en 2019 pour un montant de 3 055 K € H.T, compte tenu des frais de démolitions.

Seuls des travaux urgents sont prévus en 2015 pour un montant de 35 K€.

Sa trésorerie a été abondée par celle de l'Atelier Relai du Millénaire, à hauteur de 375 K€ en 2014.

### **L'ensemble immobilier « Ateliers Relais du Millénaire » :**

Cet ensemble immobilier de 1 161 m<sup>2</sup> utiles sur une parcelle de 3 017 m<sup>2</sup> a été acquis à la Métropole en 2003.

À fin 2014, l'immeuble était occupé à 72%. Aucuns travaux n'a été réalisé en 2014.

Le résultat net d'exploitation de l'ensemble immobilier cumulé au 31 décembre 2014 est de 270 000 € HT permettant d'abonder la trésorerie de l'Hôtel d'Entreprise du Millénaire. Lors de la cession de ce dernier, 375 K€ pourraient être reversés aux Ateliers relais du Millénaire afin de financer des travaux de rénovation.

Enfin, un avenant à la concession est proposé afin de modifier la rémunération de la gestion locative pour tenir compte des nouvelles missions imposées par la loi Pinel et des missions de gestion jusqu'alors non rémunérées.

Le bilan financier prévisionnel consolidé actualisé des opérations d'aménagement et des programmes immobiliers d'entreprises s'établit à 107 511 000 € H.T. La participation d'équilibre prévisionnelle du concédant est inchangée, à 3 358 000 € H.T

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la concession d'aménagement Parc Eureka à Montpellier et Castelnau-le-Lez, présenté par la SERM pour l'exercice 2014,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°15 au contrat de concession,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Madame I.GUIRAUD et Messieurs L.JAOUL, JM.LUSSERT et M.LEVITA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°57 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – Z.A.C CHARLES MARTEL EXTENSION - COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DU PROJET - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le territoire de la Métropole présente un important besoin en foncier à destination d'activités économiques productives, indispensables au bon fonctionnement économique du territoire.

Compte tenu de la bonne commercialisation des parcs d'activités existants du « Larzat » et de « Charles Martel », la Métropole a défini les objectifs et les modalités de la concertation d'un projet d'extension, intitulée « Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension » à Villeneuve-lès-Maguelone par délibération du 27 octobre 2011. Les objectifs de l'opération tels que définis dans la délibération du 27 octobre 2011, les objectifs du projet sont de :

- répondre à la demande d'implantation d'entreprises sur ce secteur, et de fait, permettre la création d'emplois,
- conforter les secteurs d'activités économiques existants (Larzat et Charles Martel), par l'accueil d'activités artisanales et de services,
- limiter le mitage de l'espace et tisser une urbanisation continue depuis le Pont de Villeneuve jusqu'à la zone d'activités du Larzat redonnant une structure et une cohérence urbaine au secteur,
- participer à la constitution d'une unité urbaine de dimension suffisante permettant l'implantation d'équipements,
- assurer une transition paysagère entre le secteur de projet et la plaine agricole,
- prévoir des aménagements intégrant les principes du développement durable (par le choix des matériaux, du mobilier et des essences végétales, par la gestion de l'éclairage public, par la performance énergétique des bâtiments, la production d'énergies renouvelables, la distribution et la gestion des ressources...) et faire de la contrainte hydrique une valeur forte.

Les études techniques, financières et juridiques se sont poursuivies et ont permis de s'assurer de la faisabilité de cette extension. Le territoire de la Métropole présente un important besoin en foncier à destination d'activités économiques productives, indispensables au bon fonctionnement économique du territoire. La Z.A.C. Charles Martel Extension contribuera à répondre aux besoins d'implantation d'entreprises artisanales, du BTP, de petites industries,...et confortera les parcs d'activités existants. Une vingtaine d'entreprises supplémentaires y est attendue, correspondant à la création de près de 200 emplois.

Alors que le Conseil Départemental a donné son accord de principe pour la réalisation d'une connexion de la Z.A.C. sur la RD 612. Le projet viendra tisser un maillage viaire. Les études et discussions à venir, permettront de préciser la nature et les modalités du raccordement. Une attention particulière portera sur la qualité paysagère et architecturale des implantations sur la façade le long de la RD 612

Afin de prendre en compte la richesse écologique du milieu, le périmètre de l'opération a été réduit et, en compensation des impacts résiduels, Montpellier Méditerranée Métropole assurera la gestion écologique, sur 30 ans, de 14 hectares de terrains situés à proximité du projet. Par son avis du 13 mai 2014, l'autorité environnementale a souligné la bonne qualité de l'étude d'impact et la prise en compte satisfaisante des différents enjeux environnementaux. A ce titre le projet s'intégrera dans son environnement naturel. Le projet retenu est compatible avec les documents d'urbanisme en vigueur.

Depuis 2008, les négociations amiables engagées avec les propriétaires par la Métropole ou par son prestataire foncier ont permis de maîtriser près de la moitié du foncier nécessaire à la réalisation de l'opération. Au cours de ces négociations, la plupart des propriétaires ont indiqué ne pas être opposés au projet d'aménagement.

A noter que certaines parcelles ne sont pas à acquérir puisqu'elles correspondent à des unités foncières bâties difficilement intégrables dans le schéma d'aménagement, ou bien, parce qu'elles accueillent des ouvrages hydrauliques à maintenir (ouvrage Aqua Domitia pour puits de fonçage sous la route départementale).

Par sa délibération du 18 décembre 2014, le Conseil a tiré le bilan de la concertation et de la mise à disposition du public de l'étude d'impact, et a créé, sur une superficie d'environ 10,6 hectares, la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Charles Martel Extension.

L'aménagement de la Z.A.C et sa commercialisation seront confiés à un aménageur (procédure de désignation en cours). Celui-ci procédera à des études qui permettront de préciser les caractéristiques du projet et d'élaborer le programme des équipements publics. Lors de ce même conseil du 18 décembre 2014, a été approuvé le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et le dossier d'enquête parcellaire de la Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone.

- Par son courrier du 9 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité M. le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, pour le lancement de la procédure d'enquête publique unique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et à la cessibilité des parcelles nécessaires à la réalisation de l'opération Charles Martel Extension (articles R11-3.1 du Code de l'expropriation).

- Par sa décision n° E15000076/34 du 20 avril 2015, le Tribunal Administratif de Montpellier a désigné Monsieur Jean Marc MALLET, en tant que Commissaire enquêteur. L'enquête publique se déroula du 22 juin au 21 juillet 2015. Les dossiers et les registres d'enquêtes ont été mis à la disposition du public simultanément dans les locaux de Montpellier Méditerranée Métropole et en Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone. Quatre permanences s'y sont tenues (deux permanences dans chacun des lieux d'enquête).

A l'issue de l'enquête, le Commissaire enquêteur a remis au maître d'ouvrage un procès verbal de synthèse des observations auquel la Métropole a répondu par un mémoire en date du 31 juillet 2015. Par son rapport du 6 août, reçu en Préfecture le 11 août 2015, le Commissaire enquêteur détaille les réponses apportées par le maître d'ouvrage à l'ensemble des observations du public et y ajoute ses commentaires. Les principales observations du public ont porté sur le prix de cession des parcelles, éléments qui ne concernent pas l'enquête relative à la déclaration d'utilité publique.

Le Commissaire enquêteur indique dans son rapport que « la comparaison des avantages avec les inconvénients du projet montre le bien fondé du caractère d'intérêt public. Le bilan coût avantages penche en faveur de l'opération ». Ainsi il émet un avis favorable à la Déclaration d'Utilité Publique et au dossier d'enquête parcellaire.

Montpellier Méditerranée Métropole doit se prononcer, dans le cadre de la procédure de déclaration de projet prévue à l'article L. 126-1 du Code de l'environnement, par délibération, sur l'intérêt général de l'opération telle que décrite ci-avant. Ainsi, au vu du résultat de l'enquête publique mais également au regard de l'étude d'impact et de l'avis de l'autorité environnementale, il n'apparaît pas nécessaire d'apporter de modification au projet qui a été soumis à enquête publique. Au regard des motifs et considérations qui justifient son intérêt général, et il est proposé au Conseil de déclarer l'intérêt général du projet.



Les négociations amiables avec les propriétaires des terrains concernés se poursuivront. En cas de désaccords, les acquisitions seront réalisées par voie d'expropriation afin de permettre à Montpellier Méditerranée Métropole, ou à son concessionnaire, d'assurer de la maîtrise foncière des parcelles nécessaires à la réalisation du projet d'aménagement de la "Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension".

Tel que le prévoit l'article R. 126-2 du Code de l'environnement, la déclaration de projet sera publiée dans les conditions prévues pour les actes de leurs organes délibérants par le Code général des collectivités territoriales. Elle sera affichée au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone. Le dossier, accompagné de la présente délibération, sera consultable au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prononcer par la présente, la déclaration l'intérêt général du projet d'aménagement de la Z.A.C. Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone pour les motifs et considérations exposés ci-avant,
- dire qu'il n'y a pas lieu de modifier le projet au vu notamment des résultats de l'enquête publique et des conclusions du commissaire enquêteur,
- dire que le dossier d'enquête unique, accompagné de la présente délibération, sera consultable au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Direction des Affaires Juridique (1er étage, 50 place Zeus à Montpellier),
- dire que cette délibération fera l'objet des mesures de publicité prévues ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à solliciter Monsieur le Préfet de la Région du Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, pour que soit pris l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique et de cessibilité,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

#### **AFFAIRE N°58 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON - VENDARGUES - MANDAT D'ÉTUDES ET DE RÉALISATION POUR LA REQUALIFICATION DU PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON CONFIE À LA SAAM - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Créée en 1965, le parc d'activités du Salaison s'étend sur 148 hectares et accueille aujourd'hui près de 200 entreprises représentant plus de 2 500 emplois. L'état de vétusté de ce parc a amené Montpellier Méditerranée Métropole à impulser une opération de requalification. Elle s'articule autour de deux grands axes, le traitement qualitatif des espaces publics et la redynamisation de l'activité économique en impliquant les entreprises dans un projet global qui redonne progressivement une nouvelle attractivité au parc d'activité.

- Par délibération n°9462 en date du 1er avril 2010, le Conseil a confié un mandat d'études et de réalisation à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) et défini le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle du mandat pour un montant de 6 258 529 € H.T.
- Par délibération n°12463 en date du 31 juillet 2014, le Conseil a autorisé M. Le Président à signer l'avenant n°1 au mandat d'études et de réalisation. Celui-ci portait sur :
  - la modification des dépenses à engager par le mandataire, concernant principalement l'intégration des travaux de rénovation du réseau d'eau potable, pour les porter à un montant de 6 842 000 € H.T ;
  - la mobilisation d'une nouvelle avance pour améliorer la trésorerie du mandat, pour un montant de 500 000 €, soit un montant total d'avances à 700 000 € ;
  - la modification des modalités de remboursements de l'avance du mandant.
- Par délibération n°13149 en date du 22 juillet 2015, le Conseil a autorisé M. Le Président à signer l'avenant n°2 au mandat d'études et de réalisation. Celui-ci portait sur :
  - l'augmentation de 1 095 000 € H.T du montant des dépenses à engager par le mandataire afin d'intégrer des travaux supplémentaires pour un montant de 848 000 € H.T, l'augmentation des honoraires techniques liés à l'animation de la « Charte Entreprises » pour un montant de 15 000 € H.T, des frais financiers supplémentaires pour un montant de 22 000 € H.T et des études pré-opérationnelles supplémentaires pour un montant de 210 000 € H.T. Les dépenses à engager par le mandataire sont donc portées à 7 937 000 € H.T.

- le versement d'une rémunération spécifique au mandataire de 41 000 € H.T, liée aux nouvelles études pré opérationnelles, non prévues au mandat initial.
- le versement d'une avance remboursable de 600 000 €, afin de limiter l'évolution des frais financiers, en portant le montant total des avances à 1 300 000 €.
- la prorogation d'une année de la durée du mandat liée à l'augmentation du volume des travaux et aux nouvelles études pré opérationnelles à conduire.

En 2014, les travaux de requalification du parc d'activités se sont poursuivis, nécessitant des évolutions en phase « Exécution » dues principalement aux contraintes du site (sol, imprécisions ou non recollements de réseaux, adaptation aux contraintes des entreprises du parc d'activités...). Parallèlement les études pour la requalification de la façade commerciale sur les RD613 et RD610 et le traitement de l'interface paysagère entre le parc d'activités et les zones pavillonnaires ont débutées en 2014.

Le 24 juillet 2014 la première phase de requalification du parc d'activités a obtenu la certification « *HQE Aménagement<sup>TM</sup>* Démarche certifiée par Certivéa » pour ce qui concerne les phases 1 à 4 du Système de Management de l'Opération. Au plan national, le projet de requalification du parc d'activités du Salaison est le premier projet de réhabilitation d'un parc d'activités à avoir obtenu cette certification en France. Le bilan financier prévisionnel augmente de 1 183 000 € H.T pour atteindre 8 288 000 € H.T ou 9 937 000 € T.T.C. Celui-ci intègre l'avenant n°2 au mandat et l'augmentation de la rémunération de conduite de l'opération du mandataire. Le financement du mandat reste inchangé, il est entièrement supporté par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité locale ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

## **AFFAIRE N°59 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – Z.A.C. GAROSUD - COMMUNE DE MONTPELLIER ET DE LATTES - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT DE TRÉSORERIE N°2 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Par délibération du 23 février 2000, le Conseil a approuvé le dossier de réalisation modificatif sur le nouveau périmètre de Z.A.C. créée par délibération n°2931 du 24 avril 1997. Les travaux et acquisitions foncières ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 2 juin 2000. L'avenant n°2, approuvé par délibération n°5298 du 23 juillet 2003, a étendu le périmètre de la convention sur les communes de Montpellier et de Lattes qui couvre désormais une superficie totale de 114 hectares dont 76 hectares cessibles destinés à l'accueil d'activités industrielles, de négoce et petite logistique urbaine, d'activités artisanales et de services.

L'arrêté préfectoral n°2007-01-1664 en date du 17 août 2007 a déclaré l'utilité publique de l'opération d'aménagement Garosud Extension et l'arrêté préfectoral n°2007-01-2165 en date du 16 octobre 2007 a déclaré cessibles les parcelles incluses dans son périmètre. Par arrêté préfectoral n°2008-I-70 du 15 janvier 2008, sont autorisés au titre de la réglementation sur l'eau, les travaux à entreprendre pour la réalisation de la Z.A.C. Garosud Extension. La concession vient à échéance le 31 décembre 2027.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la S.E.R.M. présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2014 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2014, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 54 824 000 € H.T., dont 4 127 000 € H.T pour l'exercice 2014, correspondant essentiellement aux travaux de la tranche 2 de la Z.A.C. Garosud Extension. Ceux-ci devaient s'achever mi 2015 mais ne se termineront que fin 2015-début 2016, du fait d'une occupation durant 4 mois par les gens du voyage et de périodes d'intempéries survenues à l'automne 2014 qui ont interrompu les travaux.

Le montant de ces travaux est en augmentation, du fait de travaux supplémentaires pour le bouclage de la rue du Commandant Massoud, mais également du fait des intempéries et des reprises à entreprendre avant la remise d'ouvrage au concédant des tranches 4 et 5 de la Z.A.C.. Des recettes supplémentaires viendront compenser l'augmentation des dépenses de travaux : amélioration des recettes de cession (îlot 30, groupe Lazard), diminution des risques sur cession et prise en compte de nouvelle recette de participation. L'ensemble du foncier est maîtrisé et un échange a été réalisé avec la Ville de Montpellier concernant l'emprise de bassins de rétention. A noter, que la subvention FRED (429 000 €) a été perçue en 2014.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2014 s'élève à 42 833 000 € H.T., dont 2 081 000 € H.T. pour l'exercice 2014. En 2014, trois lots ont été cédés : le lot 1a à la SAS REXEL pour 6102 m<sup>2</sup>, le lot 2 à la SCI BD Invest (espace entreprise) pour 9 703 m<sup>2</sup> et le lot 18 à la SCI LCKC (Ludovic Castel) pour 2 377 m<sup>2</sup>. En 2014, outre la signature du compromis pour le lot 18 à la SCI LCKC, un second compromis de vente a été signé : il s'agit du lot 4 à la SCI Montpellier (Annexx) pour 2 377 m<sup>2</sup>. A noter que d'autres cessions étaient prévues au cours de l'exercice 2014 mais n'ont pu aboutir (Fulton, Cabiron et Climavie). Elles ont été soit abandonnées, soit différées.

Ainsi, le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement s'établit désormais à 61 302 000 € H.T. en dépenses et en recettes avec une participation de Montpellier Méditerranée Métropole maintenue à 15 008 400 € H.T., entièrement versée à ce jour.

Le montant de l'avance de trésorerie reste inchangé. Cependant, afin de maintenir à l'équilibre la trésorerie de l'opération, un second avenant à la convention d'avance de trésorerie est proposé permettant de différer les remboursements. Ainsi, 1 524 490,10 € seront remboursés au plus tard le 31 décembre 2016 (au lieu de 2014), 1 000 000 € au plus tard le 31 décembre 2017 et 2 000 000 € au plus tard le 31 décembre 2018 (au lieu de 2017).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier des opérations Parc d'Activités Garosud et Garosud Extension à Montpellier et à Lattes, présenté par la S.E.R.M. pour l'exercice 2014,
- prendre acte des cessions et des compromis de vente signés par la S.E.R.M. au cours de l'exercice 2014,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- approuver l'avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer l'avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme I. GUIRAUD, MM. L.JAOUL, JM.LUSSERT, M.LEVITA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

#### **AFFAIRE N°60 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – Z.A.C. PARC 2000 ET SA PREMIÈRE EXTENSION - COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°9 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Par délibération en date du 26 juillet 1999, le Conseil de District a décidé de la réalisation de la Z.A.C. Parc 2000 dans la zone franche urbaine de Montpellier et concédé l'opération d'aménagement à la S.E.R.M. La Z.A.C. a été créée le 29 mai 2000 sur 6.5 ha. Par délibération du 30 mars 2000, le Conseil a approuvé l'avenant n°1 au traité de concession confiant à la SERM la mission d'étude, la réalisation et l'exploitation du Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS.) et a prolongé la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2022.

Un avenant n°3, approuvé par délibération n°6189 du Conseil du 16 novembre 2004, a étendu le périmètre de l'opération sur 10 hectares supplémentaires permettant d'offrir près de 7 hectares cessibles aux entreprises et sur lesquels la Commission Européenne a donné son autorisation pour l'extension de la Zone Franche Urbaine (Z.F.U.) ainsi que le Conseil d'Etat par décret du 15 mai 2007. Cette opération intitulée « Z.A.C. Parc 2000 Extension », a été créée par la délibération n°7150 en date du 21 juillet 2006. L'arrêté préfectoral n°2007-I-897 en date du 9 mai 2007 a déclaré l'utilité publique de l'opération Parc 2000 extension et la cessibilité des terrains inclus dans le périmètre.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la S.E.R.M. présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier des opérations pour l'exercice 2014 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie de l'opération d'aménagement (Parc 2000 et sa première extension) ; et enfin, le compte d'exploitation prévisionnel du Village d'Entreprises (V.E.A.S.).

### **Opération d'aménagement Parc 2000 et Parc 2000 Extension**

Au 31 décembre 2014, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 13 044 000 € H.T. dont 255 000 € H.T. en 2014 correspondant essentiellement à des travaux (dont des travaux de réseaux ERDF qui ont fait par la suite l'objet d'un contre-remboursement) et à la rémunération de l'aménageur. Les travaux d'aménagement des espaces publics sont achevés sur la Z.A.C.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2014 s'élève à 10 928 000 € H.T. dont 687 000 € H.T. en 2014 provenant de la vente de 3 lots : le lot E6 (2355 m<sup>2</sup>) à la SCI FUTURA, le lot F1 (1414 m<sup>2</sup>) à ACT/AUDRIN et le lot F4 (1032 m<sup>2</sup>) à SCA ALABISCO/CARTON. Par ailleurs, le lot C6 (1343 m<sup>2</sup>) a fait l'objet d'un compromis de vente avec VIGIPHARM.

Le dernier bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération d'aménagement (Parc 2000 et Parc 2000 Extension) s'établit à 13 448 000 € H.T. en dépenses et à 12 608 000 € H.T. en recettes. Malgré les difficultés de commercialisation rencontrées notamment sur le projet de « pôle de service », la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à l'opération d'aménagement est maintenue à 1 278 000 € H.T. grâce, notamment, à une remontée de trésorerie du V.E.A.S.

### **Village d'Entreprises Artisanales et de Services (V.E.A.S.)**

Le V.E.A.S. comprend un immeuble de bureaux de 700 m<sup>2</sup> (11 bureaux) ainsi qu'un ensemble d'ateliers de 1 800 m<sup>2</sup> (10 locaux d'atelier).

Fin 2014, son taux d'occupation était de 91 % avec seulement un atelier et deux bureaux vacants. Au cours de l'année 2014, trois entreprises ont quitté le V.E.A.S. et trois autres l'ont intégré. Le montant des loyers perçus (hors charges) s'est élevé à 184 000 € H.T.

L'opération V.E.A.S. bénéficie d'une subvention d'équipement de 549 000 € H.T. entièrement versée par Montpellier Méditerranée Métropole. Les sommes investies dans l'opération sont intégrées dans un compte d'exploitation prévisionnel sur 20 ans qui s'établit à 4 924 000 € H.T. Le résultat net d'exploitation de l'ensemble immobilier cumulé au 31 décembre 2014 est excédentaire de 743 000 € dont 78 000 € pour l'année 2014. Au terme de la concession, le compte d'exploitation prévoit un excédent de l'ordre de 839 000 € soit une augmentation de l'excédent de 39 000 € par rapport au compte rendu annuel précédent.

### **Bilan consolidé**

Le bilan financier prévisionnel consolidé regroupant à la fois les opérations d'aménagement Parc 2000 et sa première extension ainsi que la réalisation et l'exploitation du V.E.A.S. s'établit à 18 372 000 € H.T. en dépenses et en recettes avec une participation totale de la Métropole maintenue à 1 827 000 € H.T.

Afin de prendre en compte notamment l'accroissement de missions de gestion locative résultant de l'entrée en vigueur de la loi Pinel, un avenant à la rémunération de l'aménageur est proposé. Celui-ci prévoit l'augmentation de 1% de la rémunération de l'aménageur sur les postes de perception des loyers et sur les postes liés aux dépenses d'exploitation. La rémunération de l'aménageur passe ainsi de 5 à 6 % pour ces deux postes.

A noter, qu'alors que le dispositif Z.F.U. s'est achevé au 31 décembre 2014, un nouveau dispositif, intitulé « Zone Franche Urbaine – territoire entrepreneur », court désormais jusqu'au 31 décembre 2020. Ce dispositif abaisse les plafonds d'exonération et encadre davantage les obligations des entreprises en matière d'embauche de populations locales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier des opérations d'aménagement Parc 2000 et Parc 2000 Extension ainsi que du Village d'Entreprises Artisanales et de Services (V.E.A.S.), présenté par la S.E.R.M. pour l'exercice 2014,
- prendre acte des cessions de terrains et signature du compromis de vente réalisées par la S.E.R.M. au cours de l'exercice 2014,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de Parc 2000 et le compte d'exploitation prévisionnel actualisé du Village d'Entreprises Artisanales et de Services,



- approuver l'avenant n°9 à la concession d'aménagement,
- autoriser, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer l'avenant n°9 portant sur la rémunération de l'aménageur ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mmes I. GUIRAUD, C. NAVARRE, MM L.JAOUL, JM.LUSSERT, M.LEVITA, JF.AUDRIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

## **AFFAIRE N°61 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – Z.A.C. PARC 2000 2ÈME EXTENSION - COMMUNE DE MONTPELLIER - DOSSIER DE RÉALISATION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le projet de seconde extension de Parc 2000 s'inscrit dans la dynamique du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT). Cette seconde extension est située sur la commune de Montpellier, à l'interface entre des quartiers déjà urbanisés : le quartier de la Mosson et les Zones d'Aménagement Concerté. Parc 2000 et Parc 2000 extension à l'Ouest, la Z.A.C. Pierres Vives au Nord, le quartier Celleneuve au Sud, et enfin, l'entreprise pharmaceutique à l'Est.

- Par délibération en date du 21 avril 2011, reçue en préfecture le 2 mai 2011, le Conseil a tiré le bilan de la concertation et a créé la Z.A.C. Parc 2000 2<sup>ème</sup> Extension, conformément aux dispositions de l'article R. 311-2 du Code de l'urbanisme. Cette seconde extension bénéficie d'une forte valeur de localisation renforcée par la proximité de la ligne 3 de tramway. A terme, l'ensemble regroupant Parc 2000 (6,5 ha.), Parc 2000 extension (10 ha.) et Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension (5 ha.) atteindra près de 21,5 ha. et emploiera près de 3 400 personnes.

- Par délibération du Conseil du 29 septembre 2011, reçue en Préfecture le 6 octobre 2011, la Société d'Aménagement de l'Agglomération Montpelliéraine (S.A.A.M.) a été désignée titulaire de la concession et le traité de concession d'aménagement a été approuvé. Les études se sont poursuivies depuis : étude urbaine, étude de sol, étude de marché, étude hydraulique dans le cadre du dossier loi sur l'eau, étude de maîtrise d'œuvre VRD et paysage,... L'ensemble du foncier a été maîtrisé par le concédant puis revendu au concessionnaire.

Conformément à l'article R.311-7 du Code de l'urbanisme, il est proposé d'approuver le dossier de réalisation de la Z.A.C. Le dossier de réalisation comprend :

### **Le projet de programme d'équipements publics à réaliser dans la zone**

Le parti d'aménagement prévoit la réalisation d'une seule nouvelle voie comprenant : chaussée, plantation d'alignement et poches de stationnement, trottoirs, espaces verts, aires de stationnement dédiés aux cycles, éclairages publics et réseaux. La future voie desservira des lots de part et d'autres. Elle se connectera aux deux rues attenantes : à la rue du Pilory au Sud, et à la rue Favre de Saint Castor à l'Ouest. Les trottoirs seront créés ou élargis sur ces deux rues pour améliorer le confort des usagers. Les cheminements piétonniers présents sur la première extension de Parc 2000 se prolongeront dans la seconde extension, permettant également une approche intégrée au paysage. La gestion des eaux pluviales se fera par un système de collecte puis un stockage effectué dans un bassin de rétention qui jouera également le rôle d'espace d'agrément de la Z.A.C. (bassin intégré au paysage et accessible). Après écrêtement dans le bassin, les eaux pluviales se rejeteront dans l'ouvrage hydraulique existant, situé à l'Ouest de la rue Favre de Saint Castor. A noter que des zones non-aédificandi situées au contact de l'entreprise pharmaceutique, grèvent les parcelles les plus à l'Est. Des discussions sont en cours afin de donner une dimension sociale et paysagère à ces zones non-aédificandi. Au total, plus de 1.8 ha. seront exclusivement dédiés aux espaces verts (bassin de rétention, zone non-aédificandi et coulée verte, ...), auxquels s'ajouteront des espaces verts privés.

### **Le projet de programme global de constructions à édifier à l'intérieur de la Z.A.C.**

Sur 49 164 m<sup>2</sup>, la Z.A.C. visera à atteindre une densité de 40 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Grace à sa vocation mixte, Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension jouera un rôle d'interface entre différents quartiers à vocation distinctes (habitat, activité, tertiaire et recherche, commerce,...). L'opération se veut être un lieu vivant dans lequel les différentes fonctions s'imbriqueront.

Ainsi, le programme des constructions prévoit la réalisation de :

- 23 950 m<sup>2</sup> de surface de plancher dédié à des activités de services, à des bureaux (principalement le long de la rue Favre de Saint Castor et sur la rue du Pilory), à des commerces (principalement en rez-de-chaussée) et à de l'artisanat (principalement au Nord et à l'Est) sur une surface foncière de près de 22 000 m<sup>2</sup>,
  - près de 200 logements, représentant plus de 16 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher sur une surface foncière estimée à 8 847 m<sup>2</sup>, répartis comme suit : 30 % de logements locatifs sociaux, 30 % de logements en accession « abordable » et 40 % de logements en accession libre. Les logements se développeront principalement dans la partie Sud de la ZAC, le long de la rue du Pilory et aux abords du bassin de rétention paysagé. Le front bâti (construction en R+3 et en R+4) sur la rue du Pilory garantira la qualité architecturale le long de la ligne de tramway.
- Enfin, la Z.A.C. aura la possibilité d'accueillir un équipement public.

### **Les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement échelonnées dans le temps :**

Echelonnées dans le temps, le bilan s'équilibre à 6 016 000 € H.T. en dépenses et en recettes. Les dépenses prévisionnelles incluent les acquisitions (2 024 000 € H.T.), les études (177 000 € H.T.), la rémunération de l'aménageur (501 000 € H.T.) les honoraires sur travaux (185 000 € H.T.) et les travaux VRD (2 507 000 € H.T.). Enfin, les frais divers et frais financiers représentent 622 000 € H.T.

Les recettes seront essentiellement générées par la cession des terrains, une fois ceux-ci aménagés. Une participation d'équilibre du concédant a été versée en 2014 (189 000 €).

Conformément aux dispositions des articles R.311-9 et R.311-5 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité requises. Le dossier sera consultable au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de réalisation de la Z.A.C. Parc 2000 2ème extension à Montpellier,
- dire que le dossier de réalisation sera tenu à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, Direction des affaires Juridiques (1er étage, 50 place Zeus) aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public,
- dire que la présente délibération fera l'objet de l'affichage et des mesures de publicités prévues aux articles R.311-9 et R.311-5 du Code de l'urbanisme et qu'elle sera publiée aux recueils des actes administratifs, et affichée durant un mois à Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'à la Mairie de Montpellier.
- dire que la mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

### **AFFAIRE N°62 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – Z.A.C. PARC 2000 2ÈME EXTENSION - PROGRAMME DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le projet de seconde extension de Parc 2000 s'inscrit dans la dynamique du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT). Il est situé sur la commune de Montpellier, à l'interface entre des quartiers déjà urbanisés : le quartier de la Mosson et les Zones Aménagement Concerté. Parc 2000 et Parc 2000 extension à l'Ouest, la Z.A.C. Pierres Vives au Nord, le quartier Celleneuve au Sud, et enfin, l'entreprise pharmaceutique à l'Est.

- Par délibération en date du 21 avril 2011, reçue en préfecture le 2 mai 2011, le Conseil a tiré le bilan de la concertation et a créé la Z.A.C. Parc 2000 2<sup>ème</sup> Extension, conformément aux dispositions de l'article R. 311-2 du Code de l'urbanisme. Cette seconde extension bénéficie d'une forte valeur de localisation renforcée par la proximité de la ligne 3 de tramway. A terme, l'ensemble regroupant Parc 2000 (6,5 ha.), Parc 2000 extension (10 ha.) et Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension (5 ha.) atteindra près de 21,5 ha. et accueillera près de 3 400 emplois.

- Par délibération du Conseil du 29 septembre 2011, reçue en Préfecture le 6 octobre 2011, la Société d'Aménagement de l'Agglomération Montpelliéraine (S.A.A.M.) a été désignée titulaire de la concession et le traité de concession d'aménagement a été approuvé. Les études se sont poursuivies depuis : étude urbaine, étude de sol, étude de marché, étude hydraulique dans le cadre du dossier loi sur l'eau, étude de maîtrise d'œuvre VRD et paysage,... L'ensemble du foncier a été maîtrisé par le concédant puis revendu au concessionnaire.

Conformément à l'article R.311-8 du Code de l'urbanisme, il est proposé au Conseil, d'approuver le Programme des équipements publics de la Z.A.C. Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension à Montpellier.

Le parti d'aménagement prévoit la réalisation d'une nouvelle voie comprenant : chaussée (largeur 6.5 m), plantation d'alignement et poches de stationnement, trottoirs bilatéraux, espaces verts, aires de stationnement dédiés aux cycles, éclairages publics et réseaux.

La future voie desservira des lots de part et d'autres. Elle se connectera aux deux rues attenantes : à la rue du Pilory au Sud, et à la rue Favre de Saint Castor à l'Ouest.

Des trottoirs seront créés ou élargis sur ces deux dernières rues pour assurer le confort des usagers. Les cheminements piétonniers présents sur la première extension de Parc 2000 se prolongeront dans la seconde extension, permettant également une approche intégrée au paysage.

Un réseau d'adduction d'eau potable ainsi que les poteaux nécessaires à la défense incendie seront réalisés. Les travaux permettront d'assurer la collecte et l'évacuation gravitaire des eaux usées. La gestion des eaux pluviales se fera par un système de collecte puis un stockage effectué dans le bassin de rétention. Celui-ci jouera également le rôle d'espace d'agrément de la Z.A.C. (bassin intégré au paysage et accessible). Après écrêtement dans le bassin, les eaux pluviales se rejeteront dans l'ouvrage hydraulique existant, situé à l'Ouest de la rue Favre de Saint Castor. A noter que des zones non-aedificandi situées au contact de l'entreprise pharmaceutique, grèvent les parcelles les plus à l'Est. Des discussions sont en cours afin de donner une dimension sociale et paysagère à ces zones dont la constructibilité est gelée. Au total, plus de 1.8 ha. seront exclusivement dédiés aux espaces verts (bassin de rétention, zone non-aedificandi et coulée verte, ...), auxquels s'ajouteront des espaces verts privés.

Le réseau d'éclairage sera mis en place et la puissance des candélabres sera renforcée au droit des intersections. Des réseaux de moyenne et de basse tension approvisionneront en électricité les différents lots. Les travaux prévoient la confection des réseaux de télécommunication (génie civil et regard uniquement).

Conformément aux dispositions des articles R.311-9 et R.311-5 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité requises. Le dossier est consultable au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme des équipements publics de la Z.A.C. Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension à Montpellier,
- dire que le dossier de réalisation sera tenu à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, Direction des affaires Juridiques (1er étage, 50 place Zeus) aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public,
- dire que la présente délibération fera l'objet de l'affichage et des mesures de publicités prévues aux articles R.311-9 et R.311-5 du Code de l'urbanisme et qu'elle sera publiée aux recueils des actes administratifs, et affichée durant un mois à Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en Mairie de Montpellier.
- dire que la mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°63 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – Z.A.C. PARC 2000 2ÈME EXTENSION - COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le projet de seconde extension de Parc 2000 s'inscrit dans la dynamique du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT). Par délibération en date du 21 avril 2011, reçue en Préfecture le 2 mai 2011, les conclusions du rapport tirant le bilan de la concertation et l'arrêt du dossier de création établi conformément aux dispositions de l'article R. 311-2 du Code de l'urbanisme ont été approuvés. La Z.A.C. Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension fut créée par la même occasion.

Elle est située sur le commune de Montpellier, à l'interface entre des quartiers déjà urbanisés : le quartier de la Mosson et les Z.A.C. Parc 2000 et Parc 2000 extension à l'Ouest, la Z.A.C. Pierres Vives au Nord, le quartier Celleneuve au Sud, et enfin, l'entreprise pharmaceutiques à l'Est.

Cette seconde extension bénéficie d'une forte valeur de localisation renforcée par la proximité de la ligne 3 de tramway. A terme, l'ensemble regroupant Parc 2000 (6,5 ha.), Parc 2000 extension (10 ha.) et Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension (5 ha.) atteindra près de 21,5 ha. et emploiera près de 3400 personnes.

Une mixité fonctionnelle et sociale s'y développera. En effet, outre des activités artisanales et tertiaires, la Z.A.C. accueillera près de 200 logements (sociaux, libres et intermédiaires). Les futurs résidents profiteront de la proximité de la ligne de tramway. Un bassin de rétention paysagé constituera un élément fort de la Z.A.C. Ce sera un espace d'agrément accessible aux usagers du quartier. Au Sud de la Z.A.C., des commerces et/ou services sont également attendus, notamment en rez-de-chaussée des immeubles de logements.

Par délibération du Conseil du 29 septembre 2011, la Société d'Aménagement de l'Agglomération Montpelliéraine (S.A.A.M.) a été désignée en tant que titulaire de la concession et le traité de concession d'aménagement est approuvé.

A la suite de différents recours sur la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) intitulée « réserve foncière Truc de Leuze », des protocoles d'accord ont été signés par le concédant avec une partie des expropriés tel que prévu par la délibération du date du 30 janvier 2012. Parallèlement, à la signature des protocoles, une seconde Déclaration d'Utilité Publique qui concernait, cette fois ci, la réalisation des travaux de la Z.A.C. a été fixée par l'arrêté préfectoral n°2012-I-1486 du 3 juillet 2012. L'ensemble du foncier a ainsi été maîtrisé par le concédant.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SAAM présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2014 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2014, 1 647 000 € H.T. ont été dépensés (dont 1 606 000 € H.T. sur l'exercice 2014), correspondant essentiellement aux acquisitions foncières, intervenues en 2014, auprès du concédant (versement de 1.500 000 €) mais également à des études (bureau d'étude technique, urbaniste...) et à la rémunération de l'aménageur. Le solde du paiement de la transaction foncière interviendra en 2015 (500 000 €). Le démarrage des travaux pourrait intervenir dès la fin de l'année 2015. A noter que les terrains, propriété de l'aménageur, sont à nouveau occupés de manière illégale et qu'une nouvelle procédure d'expulsion est en cours.

L'approbation du dossier de réalisation et du Programme des Equipements Publics (PEP) est envisagée à l'automne 2015.

L'ensemble de la participation d'équilibre (189 000 € versés en 2014) a été perçu par l'aménageur. Les premières cessions de terrain interviendront en 2016.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement s'établit à un montant total de 6 016 000 € H.T. en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la Z.A.C. Parc 2000 2ème Extension présenté par la S.A.A.M. pour l'exercice 2014,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,

100



- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°64 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – Z.A.C. DESCARTES - COMMUNE DE LAVÉRUNE - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°4 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Un des enjeux majeurs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est de créer les conditions d'un développement équilibré du territoire, et notamment d'assurer son rééquilibrage par un renforcement de l'offre de sites économiques sur l'Ouest du territoire de la Métropole. D'une manière générale, le SCoT restreint les extensions urbaines aux espaces situés dans le prolongement des tissus existants. Le SCoT a mis en évidence l'opportunité de poursuivre le développement du parc d'activités situé au Nord de la Commune de Lavérune sur le lieu-dit « Las Serres » qui est desservi par les routes départementales RD5E puis par la RD5E2.

- Par délibération n°8458 du 29 septembre 2008, le Conseil a approuvé les objectifs poursuivis pour la création de la ZAC Descartes et les modalités de la concertation. Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération n°8749 du Conseil du 23 mars 2009 et la Z.A.C. Descartes a été créée sur environ 6 hectares. L'aménagement répondra à une partie de la demande d'implantation d'entreprises dans un secteur offrant peu de foncier disponible pour les activités artisanales et de négociant, les petites industries, la logistique,

- Par délibération n°9461 du 1<sup>er</sup> avril 2010, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (S.A.A.M.) a été désignée en qualité de Concessionnaire pour l'aménagement de la Z.A.C. Descartes.

- Par délibération n°10310 du 28 juillet 2011, le Conseil a approuvé les dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et d'enquête parcellaire relatifs à la ZAC. La Déclaration d'Utilité Publique a été obtenue par arrêté préfectoral du 28 septembre 2012.

- Par sa séance du 11 avril 2013, le Conseil a approuvé le Programme des Equipements Publics ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC Descartes.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la S.A.A.M. présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2014 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2014, 1 703 000 € H.T. ont été dépensés, dont 418 000 € H.T. pour l'année 2014 correspondant essentiellement à des acquisitions (acquisition des parcelles BX 12, BX 14 et BX 15 pour un montant de 244 000 €) et au préfinancement de travaux d'électricité (convention ERDF/SAAM).

L'acquisition des trois dernières parcelles est prévue en 2015. Les travaux d'aménagement ont débutés en 2015 et suite à un résultat de l'appel d'offre favorable, la participation est revue à la baisse de 470 000 € puisqu'elle passe de 2 529 000 € H.T. à 2 059 000 € H.T., entièrement versée à ce jour (149 000 € H.T. versés en 2014). Cette diminution de la participation fera l'objet du quatrième avenant au traité de concession.

Afin de garantir une homogénéité des entrées de lots, l'aménageur réalisera l'entrée de chacun des lots ainsi que les locaux destinés à la collecte des déchets et les murs techniques. Les coûts de ces aménagements seront répercutés sur les prix de cession aux acquéreurs.

De nombreuses entreprises se sont manifestées afin de s'implanter sur la Z.A.C. Les premiers compromis de vente sont prévus en 2015 et les premières entreprises s'implanteront en 2016.

Localisée le long de la route départementale, en entrée de Z.A.C., l'implantation d'un projet privé mixant des ateliers (en rez-de-chaussée) et des bureaux (à l'étage) permettra de répondre à la demande d'entreprises locales (cellules mises en location ou en vente auprès des entreprises).

A la suite du résultat fructueux de l'appel d'offre lié aux travaux de viabilisation, une diminution de la participation d'équilibre du concédant est envisagée, objet de l'avenant n°4.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement s'établit à un montant d'environ 5 506 000 € H.T. en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la Z.A.C. Descartes présenté par la S.A.A.M. pour l'exercice 2014,
- prendre acte des acquisitions foncières réalisées en 2014 par l'aménageur,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- approuver l'avenant n°4 à la concession d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer l'avenant n°4, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

#### **AFFAIRE N°65 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ZAC ODYSSEUM EST - COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

La ZAC Odysseum Est a été créée par délibération n°8859 du 26 mai 2009. Elle a été concédée à la SAAM par délibération n°9463. La concession a été signée le 23 mai 2011.

L'opération Odysseum Est, située en entrée de ville de Montpellier, dans le prolongement du complexe ludico-commercial d'Odysseum, entre le boulevard Télémaque, l'avenue Pierre Mendès-France et l'autoroute A9, sur une superficie de 11,5 ha, a pour objectif d'accueillir un ensemble d'activités qui reste à définir (activités hôtelières, ludiques, commerciales et/ou tertiaires) en lien à la forte valeur ajoutée de ce site exceptionnel par sa localisation.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SAAM présente à la Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2014 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2014, le cumul des dépenses réalisées est de 114 K€ H.T., consistant essentiellement en études techniques et en frais de redevance d'archéologie préventive.

Une consultation est en cours pour la désignation d'un urbaniste qui sera en charge des études de développement de ce secteur mais aussi des secteurs Odysseum et Hippocrate, en lien avec l'évolution des grandes infrastructures qui desservent et impactent ce grand périmètre (déplacement de l'autoroute et transformation à terme de l'actuel A9 en boulevard urbain, prolongement de la ligne du tramway, création de nouveaux franchissements de l'autoroute actuelle...).

L'ensemble du foncier est maîtrisé par la Métropole. Dans l'attente d'un engagement de la viabilisation et de la commercialisation, l'acquisition du foncier par le concessionnaire au concédant, prévue par la délibération n°10211 du 30 juin 2011, est reportée en 2016, afin de retarder le recours à l'emprunt, tant que la décision d'engager une 1<sup>ère</sup> phase opérationnelle n'est pas prise. Celui-ci est prévu fin 2016, pour un montant de 1 700 K€.

Dans l'immédiat, l'opération bénéficie d'une avance de trésorerie remboursable de 123 K€ de l'opération Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération s'établit à 16 737 K € H.T., en recettes et en dépenses Il ne prévoit pas de participation d'équilibre du concédant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Odysseum Est à Montpellier, présenté par la SAAM pour l'exercice 2014,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

## **AFFAIRE N°66 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ZAC HIPPOCRATE - COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

L'opération Port Marianne-Hippocrate, réalisée sous forme d'une Zone d'Aménagement Concerté, a été confiée par la Ville de Montpellier à la SERM par délibération en date du 20 décembre 2000. La ZAC, créée le 29 septembre 2000, se développe sur une superficie d'environ 7,3 hectares. Elle a pour vocation l'accueil d'activités tertiaires, notamment dans le domaine de la santé, offrant une surface constructible maximale de 48 000 m<sup>2</sup>, dont 24 000 m<sup>2</sup> dédiés à des établissements médicaux et para-médicaux, 22 000 m<sup>2</sup> à des activités tertiaires liées à ces établissements et à d'autres activités professionnelles d'accueil, de services, de résidences ou équipements hôteliers et enfin 2 000 m<sup>2</sup> affectés à une centrale thermo-frigorifique.

Déclarée d'intérêt communautaire, l'opération a été transférée de la Ville de Montpellier à la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015 suivant des modalités financières et patrimoniales fixées par délibérations respectives en date des 27 mai et 27 juin 2003.

La concession confiée à la SERM a fait l'objet d'un recours qui a conduit la Métropole et la SERM à signer un protocole de résolution de la concession, au terme duquel 20 737 m<sup>2</sup> de terrains partiellement aménagés ont été restitués à la Métropole.

Afin de terminer l'aménagement de ce secteur, la Métropole a confié par délibération du 21 avril 2011 la réalisation de l'opération à achever à la SAAM. Une avance remboursable de 600 K€ a été mise en place afin de permettre à l'aménageur de racheter au concédant les terrains déjà maîtrisés ainsi que les terrains en cours d'expropriation. Par avenant à la convention d'avance de trésorerie, signé le 08 septembre 2014, le remboursement de cette avance a été reporté en 2016.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et à l'article L.1523.2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la SAAM présente à la Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2014 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2014, le cumul des dépenses réalisées dans le cadre de cette nouvelle concession, s'élève à 1 407 K€ H.T., dont 209 K€ sur l'année 2014, consistant essentiellement en travaux de voirie et honoraires techniques pour la livraison du lot E pour la réalisation de l'école ESARC et des cours Florent.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2014 s'élève à 1 670 K€, dont 785 K€ en 2014, correspondant essentiellement à la cession du lot E.

Le total prévisionnel des dépenses et des recettes s'établit toujours à l'équilibre à 3 440 K€, en hausse de 866 K€. Ce bilan prend en compte le scénario d'enfouissement des lignes à haute tension aujourd'hui privilégié, du secteur de Eureka à celui d'Hippocrate / Parc Marianne.

Aussi en dépenses, le fonds de concours de la ZAC à cet enfouissement est revalorisé à 908 K€ afin de financer l'enfouissement des lignes qui traversent la ZAC. Il prend aussi en compte des études d'urbanistes complémentaires destinées à faire évoluer la programmation sur les lots restants en lien avec l'enfouissement des lignes à haute tension qui permettra de mieux les valoriser, mais aussi avec l'hypothèse d'une extension de cette ZAC au secteur Cavalade, avec une programmation mixte activités / logements, en cohérence avec l'évolution des grandes infrastructures (notamment le déplacement de l'A9 permettant de reconstituer un front urbain le long du futur boulevard urbain).

En recettes, sont prises en compte des recettes complémentaires et indemnités de dépassement de programme liées la densification de lots déjà commercialisés (extension de l'école ESARC et extensions de la clinique du Millénaire), ainsi qu'une valorisation en activités des lots actuellement gelés par la présence des lignes à haute tension.

Il ne prévoit aucune participation d'équilibre du concédant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Hippocrate à Montpellier, présenté par la SAAM pour l'exercice 2014,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer tout document relatif à cette affaire

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°67 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – VILLAGE D'ENTREPRISES ARTISANALES ET DE SERVICES (VAES) HANNIBAL ET RESTRUCTURATION DU SECTEUR DU FRIGOULET - COURNONSEC - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°4 - CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Par délibération n°5522 du 26 novembre 2003, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, a confié à la Société d'Équipement de la Région de Montpelliéraine (SERM), dans le cadre d'une convention publique d'aménagement, les missions d'études préalables, acquisitions foncières et réalisation d'équipements publics de desserte nécessaires à la restructuration du secteur à vocation économique le Frigoulet à Cournonsec ainsi que la construction du Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) « Hannibal ». Le périmètre du secteur concerné couvre une superficie d'environ 9 hectares partiellement construits. Son réaménagement doit permettre l'accueil d'activités artisanales, industrielles, tertiaires, d'ingénierie et de services. La première étape est aujourd'hui réalisée, elle consistait en la construction et l'exploitation du VEAS Hannibal, ensemble de 2 000 m<sup>2</sup> dont 1 243 m<sup>2</sup> d'ateliers et 667 m<sup>2</sup> de bureaux locatifs sur un terrain de 6 536 m<sup>2</sup>. La deuxième étape consiste à définir une opération d'aménagement d'ensemble qui est en cours de définition. La concession d'aménagement vient à échéance le 31 décembre 2025.

Par avenant n°2 au traité de concession, approuvé par délibération n°9596 du 23 juin 2010, l'Etablissement public de coopération intercommunale a sollicité la SERM pour réaliser des études pré-opérationnelles complémentaires de définition d'une opération d'aménagement, financées par le versement d'une participation complémentaire de 120 000 €. Par avenant n°3 au traité de concession, approuvé par délibération n°11043 en date du 19 juillet 2012 le Conseil a approuvé un avenant n°3 ayant pour objet de prendre en compte une évolution de la participation du concédant égale à 150 000 € qui a été entièrement versée en 2012.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2014 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie de l'opération d'aménagement et du compte d'exploitation prévisionnel du village d'entreprises Hannibal.

Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VAES) :

Le VEAS représente un montant total d'investissement de 2 582 400 € H.T. bénéficiant d'une participation de la Métropole de 842 000 € H.T. entièrement versée. Le cumul des dépenses d'exploitation et d'amortissement techniques réalisées au 31 décembre 2014 s'élève à 1 912 000 € H.T. dont 222 000 € H.T. réalisées en 2014. Le cumul des recettes d'exploitation réalisées au 31 décembre 2014 s'élève à 1 556 000 € H.T. dont 331 000 € H.T. en 2014. Elles proviennent du versement des loyers et récupération des charges et de la quote part des subventions virées au résultat. Le compte d'exploitation prévisionnel actualisé prend en compte le rachat au terme de la concession, du bâtiment par la Métropole pour un montant de 594 000 €.

En 2014, 5 entreprises ont quitté le VAES et 3 entreprises s'y sont installées. Fin 2014, 4 ateliers et 1 bureau peuvent être proposés à la location et le taux d'occupation du VEAS est égal à 64%, en baisse de 18 % par rapport à l'année 2013. Le taux de vacance locative pèse sur la trésorerie à court terme et ainsi que sur le bilan d'exploitation de cet équipement. Afin de ne pas dégrader la trésorerie de la concession d'aménagement et générer des frais financiers, il est proposé verser une avance de trésorerie au troisième trimestre 2015 égale à 200 000 €.

Restructuration du secteur du « Frigoulet » :

Dans la continuité des études menées en 2013 et en partenariat avec la ville de Cournonsec et le plus important propriétaire foncier sur le secteur du « Frigoulet », une réflexion est en cours pour l'établissement d'un Projet Urbain Partenarial (PUP) permettant la mutation d'une emprise foncière de près de 6 hectares. Dans l'attente de l'achèvement de cette réflexion, le montant des travaux à réaliser dans le cadre de la restructuration du secteur du « Frigoulet » est estimé provisoirement à 300 000 € H.T sur les années 2021 et 2022.



Dans l'attente de la participation des constructeurs à ces travaux, il est nécessaire de prévoir le versement d'une avance de trésorerie en 2022 afin de ne pas affecter la trésorerie de la concession d'aménagement.

Parallèlement, le concessionnaire va conduire les études destinées à permettre au concédant d'analyser les propositions d'acquisition d'une unité foncière de 1 500 m<sup>2</sup>, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

La réalisation de ces missions nécessitent le versement d'une rémunération forfaitaire de 10 000 € H.T par an sur les années 2015 et 2016.

Bilan financier prévisionnel actualisé consolidé :

Il s'établit à 5 062 000 € H.T et est en augmentation de 401 000 € par rapport à l'année 2013 en raison de l'intégration des charges comprenant les travaux liés à la restructuration du secteur du Frigoulet et la rémunération du concessionnaire. Cette augmentation des charges est compensée par l'intégration, en produits, du versement de conventions de participation par les propriétaires fonciers du secteur du « Frigoulet ».

Au vu du compte rendu annuel à la collectivité locale présenté par le concessionnaire il est proposé :

1) La signature d'un avenant n°4 à la concession d'aménagement, celui-ci porte sur la rémunération de l'aménageur concernant :

- le versement d'une rémunération forfaitaire à hauteur de 10 000 € H.T par an sur les années 2015 et 2016 afin que le concessionnaire puisse réaliser une mission d'accompagnement auprès du concédant pour valoriser sa propriété foncière.

- prendre en compte l'accroissement des missions de gestion locative résultant de l'entrée en vigueur de la Loi « Pinel » conduisant à faire évoluer de 1% la rémunération du concessionnaire.

- de distinguer la notion de recettes locatives effectivement réalisées en 2 postes distincts que sont les loyers et les dépenses d'exploitation réglés, pour une meilleure clarté du bilan d'exploitation.

2) La signature d'une convention d'avance de trésorerie à hauteur de 400 000 € H.T dont l'échéancier prévisionnel de versement est le suivant : 200 000 € H.T au troisième trimestre 2015 et 200 000 € H.T en 2022 : le remboursement de l'avance est prévu en 2025.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité tel que présenté ci-avant ;
- approuver le bilan financier prévisionnel d'exploitation du Village d'Entreprises Artisanales et de Services tel que présenté ci-avant ;
- approuver le bilan consolidé de la convention publique d'aménagement tel que présenté ci-avant ;
- approuver l'avenant n°4 tel que présenté ci-avant ;
- approuver la convention d'avance de trésorerie telle que présentée ci-avant ;
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme I. GUIRAUD, MM. L.JAOUL, JM.LUSSERT, M.LEVITA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°68 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PARC D'ACTIVITÉS MARCEL DASSAULT - SAINT JEAN DE VÉDAS - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Par délibération n°982 en date du 27 mars 1987, le Conseil de District a concédé à la SERM l'aménagement de la ZAC Parc Marcel Dassault à Saint Jean de Védas, mission étendue au périmètre d'une première extension par délibération n°1858 du 15 avril 1992.

Cette concession a fait, par la suite, l'objet de 3 avenants en date des 28 juillet 1992, 30 août 1993 et 6 septembre 1999.

Les avenants n°2 et 4 approuvés respectivement le 23 juillet 2003 et le 20 mars 2006 ont étendu le périmètre de l'opération à des terrains limitrophes propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Sur 35 ha dont 27 ha cessible, le Parc Marcel Dassault accueille les activités de négoce, de petite logistique

urbaine, activités industrielles et services aux entreprises.

L'avenant n°7 à la concession d'aménagement, approuvée par délibération n°8962 du Conseil le 3 juillet 2006, a prorogé la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2014. Par avenant n° 9 approuvé par délibération n°10317 du Conseil du 28 juillet 2011, le périmètre de la concession a été élargi à la parcelle AC52, propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015 (17 630 m2).

L'avenant n°10 à la concession approuvé par délibération du 31 juillet 2014 a eu pour objet la prorogation de la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2016 afin de terminer l'opération.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à la Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2014 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2014, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 11 389 000 € H.T. dont 455 000 € en 2014, correspondant essentiellement à la réalisation de travaux de voirie sur le secteur ancien de la ZAC. Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2014 s'élève à 11 537 000 € H.T. dont 378 000 € en 2014 provenant de la cession de deux terrains aménagés.

Il ne reste que 2 parcelles cessibles d'une surface totale de 6 819 m2, concernées toutes deux par l'emprise de la zone d'étude de la LGV dont le tracé définitif devrait être connu fin 2015 libérant ainsi la constructibilité et la commercialisation de ces lots. Quelques travaux de voirie restent à réaliser.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit désormais à 12 101 000 € H.T. pour les dépenses et à 12 329 000 € pour les recettes.

La participation du concédant, déjà versée, reste inchangée à 1 441 000 € H.T.

Le bilan global de l'opération permettra donc en fin d'exercice de dégager un solde positif de 228 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault présenté par la SERM pour l'exercice 2014,
- approuver le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé de l'opération d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault présenté par la SERM pour l'exercice 2014,
- approuver l'état des cessions réalisées par l'aménageur,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

#### **AFFAIRE N°69 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PARC D'ACTIVITÉS MARCEL DASSAULT 2° EXTENSION - SAINT JEAN DE VÉDAS - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°4 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Par délibération n°8664 en date du 15 janvier 2009, le Conseil a concédé à la SERM l'aménagement de la ZAC Parc Marcel Dassault 2ème extension à Saint Jean de Védas. Tout comme le Parc Marcel Dassault, cette extension est destinée à accueillir les activités de négoce, de petite logistique urbaine, des activités industrielles et de services aux entreprises sur 21 hectares de foncier fortement impacté par les lignes à haute tension et par une canalisation de gaz.

La ZAC, créée le 16 novembre 2007, a connu des difficultés principalement liées dans un premier temps au tracé de l'autoroute A9, puis de la LNMP (Ligne ferrée Nouvelle Montpellier-Perpignan), mais aussi liées à la prise en compte de la sensibilité écologique du site (ZNIEFF).

Courant 2013 des études complémentaires sont apparues nécessaires afin de prendre en considération l'extension du périmètre d'étude de la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan ainsi que les investigations

environnementales permettant une meilleure connaissance de la faune et de la flore protégées présentes dans le périmètre du projet d'aménagement.

La concession d'aménagement a fait l'objet de deux avenants en date du 23 juin 2010 et du 19 juillet 2012.

L'avenant n°3 du 31 juillet 2014, a modifié le traité de concession pour :

- proroger la durée de la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2019 afin de permettre les études complémentaires,
- supprimer les travaux de requalification des voiries extérieures à la ZAC,
- fixer le montant de la participation globale de la collectivité à 3 410 000 € T.T.C.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2014 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Le complément d'étude d'impact et le diagnostic faune flore établis en 2014 confirment la présence d'espèces protégées sur la zone d'étude. Au regard des enjeux environnementaux sur le périmètre de l'opération, le projet d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault 2° extension sera soumis à la réalisation d'un dossier de demande de dérogation auprès du Comité National de Protection de la nature (CNPN). Concernant le périmètre de l'opération, si les emprises nécessaires à la réalisation du déplacement de l'autoroute A9 sont aujourd'hui arrêtées, subsiste l'incertitude liée au tracé de la LNMP. En effet le périmètre d'étude de la ligne nouvelle (dont le tracé définitif devrait être arrêté par le ministère des transports fin décembre 2015) couvre la partie sud de la ZAC et neutralise de ce fait tout projet d'aménagement avant cette échéance.

Compte tenu de ces éléments le bilan prévisionnel de l'exercice 2014 est à nouveau un bilan d'attente qui sera redéfini fin 2015 ou début 2016, dès que les incertitudes seront levées (et périmètre aménageable au regard des contraintes environnementales et du tracé définitif de la LNMP).

Pour l'année 2014 : les dépenses réalisées s'élèvent à 197 000 € et correspondent essentiellement à des études et honoraires, les recettes réalisées s'élève à 914 000 € et proviennent de la participation du concédant.

Le bilan financier actualisé de l'opération s'établit désormais à 12 784 000 € H.T. en recettes et en dépenses, soit une augmentation de 98 000 €, résultant de l'ensemble des évolutions décrites.

L'avenant n°4 porte sur l'augmentation de la rémunération forfaitaire de l'aménageur et la modification de l'échéancier de versement de la participation d'équilibre de la collectivité (retardé d'une année).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault 2° extension présenté par la SERM pour l'exercice 2014,
- approuver le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé de l'opération d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault 2° extension présenté par la SERM pour l'exercice 2014,
- approuver l'avenant n°4 augmentant la rémunération forfaitaire de l'aménageur et modifiant l'échéancier de versement de la participation d'équilibre,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme I. GUIRAUD, MM. L.JAOUL, JM.LUSSERT, M.LEVITA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

## **AFFAIRE N°70 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS**

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

### **I- Créations de postes :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs le poste mentionné dans **l'annexe 1** ci-jointe.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

### **II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès au poste mentionnées en **annexe 2** ci-jointe.

### **III- Confirmations de postes :**

a/ Par délibération n°10471 du 27 octobre 2011, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer les fonctions de Conseiller entreprise innovante au sein du BIC (n° du poste : 2005-059), a été confirmé. Ce poste est affecté à la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.

- nature des fonctions : détecter, accueillir, accompagner les créateurs d'entreprises innovantes dans le lancement et le développement de leur activité ; Assurer les missions transversales contribuant à l'offre d'accompagnement collectif pour les entreprises du BIC.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessite un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une formation supérieure liée au management des entreprises d'au moins quatre ans, expérience dans le métier de l'accompagnement à la création d'entreprises, connaissances en marketing, des nouvelles technologies et des dispositifs d'aide à la création d'entreprise, maîtrise obligatoire de l'anglais.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer l'accompagnement des monteurs de projets installés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

b/ Par délibération n°12345 du 16 juin 2014, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés ou ingénieurs territoriaux pour exercer des fonctions de chargé de Mission marketing territorial (n° du poste : 2011-065) a été confirmé. Ce poste est affecté à la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.

- nature des fonctions : participer à la mise en œuvre de la démarche attractivité et valorisation du territoire à destination d'une cible de décideurs économiques.

Interlocuteur de l'ensemble des acteurs économiques, il assure en transversalité le pilotage, l'évaluation et l'adaptation des actions de marketing, notamment en organisant des actions de promotion et d'animation.

- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle similaire au sein des collectivités locales et établissements assimilés.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux ou sur la base du décret n°90-127 du 09 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations promotionnelles pour les entreprises locales, ce poste ne peut rester vacant.
- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité et confirmations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°71 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHÉ N°4052AJ15 POUR DES PRESTATIONS DE MISSIONS D'EXPERTISE AMIABLE - AUTORISATION DE LANCEMENT DE LA PROCÉDURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite lancer une procédure de mise en concurrence afin de s'adjoindre les compétences d'un cabinet d'expert d'assuré pour des prestations de mission d'expertise amiable.

C'est l'objet de la présente consultation qui comprendra, outre des missions d'expertise amiable, des vacations à la demande ainsi qu'une assistance lors de procédures d'expertises judiciaires.

Ces prestations seront passées sous forme d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum.

La procédure de mise en concurrence sera conforme aux articles 30-1 et 77 du Code des marchés publics. Le marché à bons de commande sera conclu pour une durée allant de sa notification jusqu'au 31 décembre 2016, reconductible deux fois sans pouvoir excéder le 31 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement du marché n°4052AJ15 pour des prestations de missions d'expertise amiable pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole;
- dire que les crédits nécessaires à cette affaire sont inscrits au budget métropolitain, aux chapitres concernés ;
- autoriser Monsieur le Président à signer le marché avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution, y compris son éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°72 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – SINISTRE DU STADE DE LA MOSSON MONDIAL 98 - INDEMNITÉS D'ASSURANCES - ACCEPTATION D'UNE OFFRE D'INDEMNISATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Lors des épisodes pluvieux des 29 septembre et 7 octobre 2014, le Stade de la Mosson a été lourdement touché par les inondations, classées par arrêté ministériel, catastrophe naturelle.

Le sinistre a été déclaré à l'assureur Dommages aux Biens de Montpellier Méditerranée Métropole, Affiliated FM.

La Métropole a fait le choix, via un marché, de s'adjoindre les services d'un cabinet d'expert d'assuré afin de défendre ses intérêts dans le cadre du règlement du sinistre. Le Cabinet JULIEN ainsi désigné, a assisté la collectivité.

Après de nombreuses réunions d'expertises sur le site sinistré et dans les locaux de la Métropole, les experts des deux parties, assurance et assuré, se sont accordés tant sur le montant des dommages que celui des indemnités.

Le montant total des dommages, pour les deux sinistres a été chiffré à 6 488 817, 92 euros, réparti comme suit : 2 643 377, 19 euros pour celui de septembre et 3 585 534, 21 euros pour octobre.

Le montant final des indemnités a été arrêté à 1 600 000 euros pour le sinistre du 29 septembre 2014 et à 3 000 000 euros pour celui du 7 octobre 2014.

A ces montants, doivent être déduits les franchises de 250 000 euros par sinistre, soit 500 000 euros au total.

L'assureur de Montpellier Méditerranée Métropole ayant déjà effectué des acomptes pour un montant total de 2 250 000 euros et des règlements directs aux entreprises intervenues sur site pour un montant de 133 604 euros, il reste donc à verser la somme de 1 716 396 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accepter l'indemnité de 4 100 000 €, dont il reste à percevoir 1 716 396 € proposée par l'assurance, déduction faite des acomptes et des paiements directs ;
- dire que cette recette sera affectée au budget 2015, chapitre 903 ;
- autoriser le Président de Montpellier méditerranée Métropole à signer l'accord d'indemnités et tout document relatif à cette affaire ;

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°73 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHÉ N°3867BISAJ15 - PRESTATIONS DE SERVICES POSTAUX - LOT N°1, 2 ET 4 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre de la réglementation postale française et européenne en vigueur et notamment la Directive européenne n°2008/6 du 20 février 2008 qui ouvre à la concurrence l'ensemble du secteur postal, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé une consultation concernant les prestations de services postaux.

Le marché n°3867AJ15, dont l'appel d'offres a été lancé début février 2015, concerne la collecte, la remise, l'acheminement et la distribution des plis et colis de tous types à destination de la France et de l'international, quel que soit leur poids unitaire.

Quatre lots ont été définis :

- Lot 1 : acheminement et distribution des plis, tous poids confondus, concernant la France et l'international
- Lot 2 : acheminement et distribution des colis, tous poids confondus, concernant la France et l'international ;
- Lot 3 : collecte, remise, acheminement et distribution en express des plis et colis, tous poids confondus en national et international ;
- Lot 4 : collecte et remise des plis et colis, tous poids confondus, pour l'ensemble des sites.

À la suite de l'analyse des offres, celle de l'entreprise CHRONOPOST a été retenue comme l'offre économique la plus avantageuse, concernant le lot 3. Et en application de l'article 59 du Code des marchés publics, la procédure concernant les lots 1, 2 et 4 a été déclarée infructueuse par la Commission d'appel d'offres en date du 5 mai 2015. Celle-ci a également décidé de relancer une procédure négociée avec les candidats ayant déposé une offre pour les lots concernés.

Une procédure négociée a été lancée le 21 mai 2015. La CAO du 9 septembre 2015 a entériné le choix du candidat « La POSTE » pour les lots 1, 2 et 4, qui a remis sur chacun de ces lots l'offre économique la plus avantageuse.

Chaque marché est conclu à compter de la date de sa notification jusqu'au 31/12/2015 puis est renouvelable 3 fois une année sans pouvoir excéder le 31/12/2018. Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du lot 1 du marché n°3867BisAJ15 tel que défini ci-dessus avec la société "La POSTE",
- approuver la conclusion du lot 2 du marché n°3867BisAJ15 tel que défini ci-dessus avec la société "La POSTE",
- approuver la conclusion du lot 4 du marché n°3867BisAJ15 tel que défini ci-dessus avec la société "La POSTE",
- dire que les crédits correspondants sont et seront inscrits aux budgets 2015 et suivants de la Métropole, au chapitre 930,

- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer les marchés à intervenir avec le candidat retenu pour chaque lot par la Commission d'Appel d'Offres, ainsi que tout document relatif à ces affaires et à prendre toute décision relative à leur exécution, y compris leur éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°74 : CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL ET LE CENTRE DE RESSOURCES D'EXPERTISE ET PERFORMANCE SPORTIVE (CREPS) DE MONTPELLIER - 2015/2016 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole a été classé en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) au sein du réseau national des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique par le Ministère de la Culture et de la Communication. A ce titre, ses missions sont, entre autres, d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, sur l'ensemble du territoire, en lien avec les écoles de proximité, avec l'Education nationale, avec les structures de diffusion, et de constituer pour les écoles situées sur le territoire et pour les publics extérieurs, un pôle ressource en matière de pratiques amateurs tout en repérant et en formant les artistes professionnels de demain en les emmenant aux portes de l'enseignement supérieur et du métier d'artiste. Pour cela, plusieurs cursus sont proposés, de l'éveil au cycle de perfectionnement, en musique et en danse.

Le CREPS (Centre de Ressources d'Expertise et de Performance Sportive) de Montpellier a vocation à accueillir les pôles relevant des filières d'accès au sport de haut niveau. Il est donc le lieu privilégié de la préparation sportive des athlètes mais aussi, grâce aux cursus de formation qui leur sont proposés, de leur future insertion professionnelle. Il est un lieu d'accueil pour des stages pour lesquels il met à disposition ses installations.

Dans le cadre de la pratique de la danse, le CREPS de Montpellier et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole conviennent d'un partenariat pédagogique visant à l'occupation réciproque de locaux et à l'accueil d'élèves, afin de mutualiser les moyens et d'ouvrir les classes du Conservatoire aux étudiant(e)s du CREPS de Montpellier.

Les modalités principales de ce partenariat sont les suivantes :

- Montpellier Méditerranée Métropole autorise, par convention, l'occupation par le Conservatoire à Rayonnement Régional de locaux situés au CREPS de Montpellier, 2 Avenue Charles Flahault à Montpellier, afin d'accueillir des élèves, ainsi que l'occupation par le CREPS de locaux situés au Conservatoire, 3, rue Candolle à Montpellier. L'occupation est autorisée du 7 septembre 2015 au 2 juillet 2016, en fonction d'un calendrier défini en début d'année scolaire et de demandes ponctuelles en cours d'année scolaire. Compte-tenu de l'intérêt général, l'occupation est autorisée à titre gratuit.
- Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole fait intervenir un enseignant en formation musicale, à raison de 3 heures hebdomadaires, auprès des étudiantes de la formation au Diplôme d'Etat de Professeur de Danse du CREPS de Montpellier et accueille, comme élèves, les stagiaires de la formation du Diplôme d'Etat de Professeur de danse option Classique en cours technique, à raison de 5 cours par semaine. Ces étudiantes sont dispensées des droits d'inscription au CRR.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre le CREPS de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à la signer la convention susvisée ainsi que tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

## **AFFAIRE N°75 : CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ECOLE DU LOUVRE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'Ecole du Louvre, située à Paris au sein même du Palais du Louvre, est un établissement d'enseignement supérieur dispensant des cours en histoire des arts et civilisations. Dans le cadre de ses missions de diffusion culturelle auprès d'un public le plus large possible, cette école organise également des cours dans les principales régions de France, en partenariat avec les musées locaux et leurs collectivités de rattachement.

Le musée Fabre présente de riches collections de peintures, sculptures et art graphiques qui offrent au public un large panorama de l'art en Europe entre le XVe et XXIe siècle, et sa programmation d'expositions temporaires vient compléter et approfondir des aspects précis de ce fonds.

Les précédents cycles de cours de l'Ecole du Louvre au musée Fabre ont connu un franc succès auprès du public. Pour la saison 2014-2015, 14 conférences ont rassemblé 510 personnes autour des deux cycles qui étaient proposés sur les arts décoratifs et la vie élégante au XIXe siècle et sur le siècle d'or de la peinture napolitaine.

Face aux attentes des visiteurs pour mieux appréhender les expositions temporaires, un nouveau programme de cours a été élaboré avec l'Ecole du Louvre. Sa mise en œuvre s'inscrit dans le cadre d'une convention de partenariat qui fixe les obligations de chacun des partenaires ainsi que les tarifs d'abonnements pour chaque cycle, établis comme suit pour la saison 2015-2016 :

**Cycle 1** composé de 4 séances, d'une durée d'une heure trente chacune, intitulé « **Art Senufo**». Il se déroulera le mardi, du 17 Novembre 2015 au 15 décembre 2015, à la salle Rabelais de 18h00 à 19h30.

- Plein tarif : 34 euros
- Tarif réduit : 20.40 euros
- Tarif formation continue : 42 euros

**Cycle 2** composé de 9 séances, d'une durée d'une heure trente chacune, intitulé « **Du réalisme à l'Impressionnisme 1848-1874, la peinture en France au temps de Bazille (1841-1870)**». Il se déroulera le mardi du 1<sup>er</sup> mars 2016 au 24 mai 2016, à la salle Rabelais, de 18h00 à 19h30.

- Plein tarif : 76.50 euros
- Tarif réduit : 45.90 euros
- Tarif formation continue : 94.50 euros

Montpellier Méditerranée Métropole se charge de la réservation de la salle Rabelais mise à la disposition de l'Ecole du Louvre. Elle prend en charge les frais d'hébergement et de restauration des intervenants conférenciers ainsi que l'édition et la diffusion des programmes au niveau régional, pour un montant prévisionnel maximum de 2 000 € pour les deux cycles.

L'Ecole du Louvre prend en charge la rémunération et les frais de déplacements des intervenants et assure la conception et le contrôle du contenu scientifique ainsi que la publicité au niveau national. Elle perçoit également les recettes liées aux inscriptions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'Ecole du Louvre,
- dire que les crédits sont inscrits aux budgets 2015/2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susvisée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

## **AFFAIRE N°76 : CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSÉE FABRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LE CROUS DE MONTPELLIER (CENTRE RÉGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES) - AUTORISATION DE SIGNATURE**



M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans sa mission d'ouverture du musée au plus grand nombre, le musée Fabre développe une politique de médiation à destination des étudiants à travers un panel d'activités, de soirées et de dispositifs dédiés, ainsi qu'une politique tarifaire avantageuse .

Le CROUS a pour mission d'améliorer les conditions de vie des étudiants à travers un accompagnement de leurs principaux moments de vie, notamment en favorisant leur accès aux structures culturelles de leur ville. Le Pass'Culture (carte d'une valeur de 9€) propose à tous les étudiants une offre culturelle riche et variée à des tarifs préférentiels. Il est délivré dans les points de vente « Kiosques Pass'Culture ».

Le CROUS de Montpellier et le musée Fabre partagent les mêmes valeurs et missions d'accessibilité de tous aux arts et à la culture. Côte à côte, ils permettent l'accès aux étudiants de Montpellier à des offres culturelles de grande qualité, au sein d'une structure muséale dont le rayonnement est national et international.

Une première convention a été mise en place entre le musée Fabre et le CROUS pour l'année universitaire 2014-2015 (délibération n°12647 du 27 novembre 2014). Celle-ci propose notamment des offres tarifaires privilégiées et des visites guidées pour les étudiants détenteurs de la carte Pass'Culture.

Compte tenu notamment de la modification des dispositions tarifaires du musée Fabre mise en œuvre en application de la délibération n°12865 du 31 mars 2015, il est proposé d'adapter le contenu de ce partenariat par la conclusion d'une nouvelle convention.

Ainsi, les étudiants détenteurs du Pass'Culture pourront désormais bénéficier d'un tarif privilégié sur l'abonnement annuel donnant accès tout au long de l'année aux expositions temporaires du musée Fabre (5 euros au lieu de 9 euros sans le Pass'Culture), ainsi que des visites-ateliers en soirée au tarif de 5 euros au lieu de 8 € sans le Pass'Culture.

Le principe est le suivant : l'étudiant ayant acheté la carte Pass'Culture acquiert auprès des Kiosques Pass'Culture une contre marque à 5 euros, pour bénéficier d'un abonnement annuel au musée Fabre et/ou une visite-atelier. Les agents d'accueil du musée conservent les contremarques afin d'établir le bilan de l'opération et le paiement par le CROUS, au tarif normal.

La convention précise les engagements de part et d'autre.

Le CROUS de Montpellier s'engage à :

- Réserver une insertion promotionnelle du musée Fabre dans le « Bien Fait Pour Vous », parution du CROUS tirée à 12 000 exemplaires et téléchargeable sur le site internet du CROUS,
- Proposer aux étudiants adhérents des contremarques à 5 euros pour l'abonnement annuel donnant accès gratuitement à toutes les expositions temporaires (les collections permanentes étant gratuites pour les étudiants selon les nouvelles dispositions tarifaires) du musée Fabre et musée Henri Prades – Site archéologique Lattara ainsi que pour des visites-ateliers,
- Vendre ces contremarques Pass'Culture exclusivement au sein des kiosques Pass'Culture
- Relayer les propositions du musée Fabre, plus particulièrement les propositions à destination des étudiants (type « les nocturnes étudiantes ») via la mise en place d'affiches transmises par le musée, et via sa « newsletter »,
- Régler au musée Fabre le paiement des abonnements et visites-ateliers effectuées, à hauteur du tarif normal.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- Mentionner de façon explicite le dispositif Pass'Culture sur ses documents de communication à destination des publics étudiants,
- Fournir tous les éléments relatifs à sa programmation (programmes de saison, affiches, flyers, revue de presse...),
- Sensibiliser les médiateurs des kiosques Pass'Culture à l'ensemble de sa programmation avec de courtes visites guidées pour leur permettre d'inciter les étudiants à découvrir le musée,
- Collaborer avec le CROUS au développement d'opérations spécifiques de sensibilisation des étudiants,

- Vérifier systématiquement que l'étudiant est bien détenteur du Pass'Culture,
- Envoyer les contremarques au CROUS chaque trimestre afin de pouvoir établir un bilan détaillé. Le CROUS effectuera alors le paiement au musée Fabre.

La convention est établie pour l'année universitaire 2015/2016, et sera renouvelée par tacite reconduction pour une durée d'un an dans la limite de trois reconductions. Elle se substitue à la convention conclue en vertu de la délibération n°12647..

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de partenariat avec le CROUS,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susvisée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

#### **AFFAIRE N°77 : CULTURE – APPLICATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE D'INFORMATION - PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE DÉPLACEMENT À L'ÉTRANGER - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°10865 du 24 mai 2012, le Conseil a autorisé la signature d'une convention de partenariat avec la Bibliothèque Publique d'Information (BPI) pour une durée de un an renouvelable trois fois.

Les actions menées dans le cadre de la convention en cours permettent d'élargir l'offre documentaire ou de services : accès aux documents audiovisuels d'Images en bibliothèques, dons et dépôt d'ouvrages issus des collections de la BPI sur le fonds régional, participation au service national de réponses à distance. Elles permettent également d'enrichir les échanges professionnels : accueil d'un groupe de la BPI pour une journée de travail thématique, organisation conjointe en 2013 d'une journée d'étude dans le cycle national « Bibliothèques dans la cité », réflexion sur le développement des services numériques ou projet d'études sur la sociologie des publics.

La BPI propose du 12 au 15 octobre 2015 un voyage d'études pour visiter des bibliothèques au Danemark et en Suède, organisé par sa délégation à la coopération nationale et internationale. Ce voyage participe à l'enrichissement des échanges prévu par cette convention en cours avec la BPI.

Le coût total de ce voyage est estimé à environ 2 000 euros. La BPI prend à sa charge la totalité des frais au Danemark et en Suède (nuitées, repas, transports). Le reste à charge de Montpellier Méditerranée Métropole recouvre les frais de déplacement et de mission de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, jusqu'à concurrence de 1 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur Gilles Gudin de Vallerin, Directeur du réseau des médiathèques, à effectuer ce déplacement à l'étranger du 12 au 15 octobre 2015,
- autoriser la prise en charge des frais réels de déplacement et de mission de Monsieur Gilles Gudin de Vallerin, à concurrence d'une dépense maximum de 1 000 euros,
- dire que les dépenses sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

#### **AFFAIRE N°78 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - DEMANDES DE SUBVENTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2016 - AUTORISATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre le développement et la diversification des actions menées par le Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades à Lattes afin d'accroître son offre culturelle et scientifique.

Ainsi en 2016, deux expositions temporaires d'archéologie, « **Les Étrusques en toutes lettres. Écriture et société dans l'Italie antique** », co-produite avec le Musée de l'Académie étrusque de Cortone et le musée du Louvre et « **L'écriture de l'Égypte ancienne** » (titre provisoire) en partenariat avec le LaBeX - Université Paul-Valéry et l'UMR 5140 du CNRS, ainsi qu'une exposition d'art contemporain en dialogue avec le patrimoine archéologique, seront organisées.

En outre, de nombreuses activités initiées par le Service des publics permettront de favoriser l'accès au patrimoine archéologique à un public toujours plus large. De plus, les animations culturelles (Nuit des musées, Journées de l'Archéologie, Soirée culturelle et gourmande, Journées Européennes du Patrimoine...) seront reconduites. Par ailleurs, dans le but de protéger et valoriser le patrimoine, une campagne de conservation-restauration est initiée sur le mobilier issue des fouilles effectuées sur le site de *Lattara* afin de pérenniser et de restituer au public les objets avec une meilleure lisibilité.

En raison de la teneur et de l'importance de cette programmation (expositions, activités pédagogiques et culturelles, traitements de conservation-restauration d'objets) dont le budget de fonctionnement est à ce jour estimé à 250 000 € T.T.C., il convient de demander les subventions les plus élevées possibles auprès de l'Etat, de toute collectivité territoriale et de l'Union Européenne de manière à soutenir l'effort consenti et à étendre le rayonnement du musée à l'échelle régionale et au-delà.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- déposer les demandes de subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat, de toute collectivité territoriale et de l'Union Européenne ;
- dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole aux chapitres 903 et 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

## **AFFAIRE N°79 : CULTURE – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - DEMANDES DE SUBVENTIONS 2016 - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole (CRR) est un établissement public d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique, placé sous le contrôle pédagogique du Ministère de la Culture et de la Communication et sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Plus de 1 400 élèves y sont inscrits, et celui-ci poursuit une double mission de sensibilisation et de formation des jeunes enfants, et de formation pré-professionnelle des étudiants dans les domaines de la musique, de la danse et de l'art dramatique.

Le cursus des études proposées conduit à terme à l'obtention du Certificat d'Etudes Musicales ou Chorégraphiques (parcours amateur), et du Diplôme d'Etudes Musicales ou Chorégraphiques (parcours pré-professionnel). Un partenariat noué avec l'Université Paul Valéry Montpellier III permet également la délivrance d'une Licence mention Musique, parcours musicien interprète. Le CRR propose également, depuis la rentrée scolaire 2015/2016, un enseignement de l'art dramatique ainsi que des musiques anciennes.

L'établissement organise en outre des enseignements spécifiques dans le cadre des classes à horaires aménagés, en partenariat avec les écoles primaires Gambetta et Auguste Comte pour la musique, et avec le collège Clémence Royer pour la danse. Les élèves de ces établissements peuvent ainsi bénéficier de l'enseignement du Conservatoire à Rayonnement Régional en musique et danse dans le cadre de leur cursus scolaire.

Parallèlement à ces activités pédagogiques, plus de 200 manifestations publiques gratuites (auditions, concerts, classes de maître, conférences, etc.) sont organisées chaque année par le Conservatoire à Rayonnement Régional sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Aussi, considérant les enjeux pédagogiques et d'accès aux pratiques artistiques portés par cet établissement, il est proposé de renouveler, pour l'année 2016, les demandes de subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication – DRAC), de la Région Languedoc-Roussillon et du Conseil départemental de l'Hérault, en soutien au fonctionnement du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser les demandes de subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication - DRAC), de la Région Languedoc-Roussillon et du Conseil départemental de l'Hérault, au titre de l'année 2016,
- dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°80 : CULTURE – RECONSTRUCTION DE LA MÉDIATHÈQUE AIMÉ CÉSAIRE À CASTELNAU LE LEZ - VALIDATION DE L'AVANT PROJET DÉFINITIF - APPROBATION DE L'ESTIMATION DÉFINITIVE DU COÛT DES TRAVAUX - AVENANT N°1 AU MARCHÉ N°3411DC13 DE MAÎTRISE D'ŒUVRE - AUTORISATION DE DÉPÔT DU PERMIS DE CONSTRUIRE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°10509 du 29 novembre 2011, le Conseil a approuvé le lancement de l'opération de reconstruction de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez.

Par délibération n°11636 du 26 juin 2013, le Conseil a approuvé le programme et le budget de l'opération de reconstruction de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez, et autorisé le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre, conformément à l'article 74 chapitres II et III du Code des marchés publics.

La procédure de concours a été lancée le 7 août 2013.

A l'issue du concours, suite à l'avis du jury réuni le 15 octobre 2014, la Personne Responsable du Marché a ainsi désigné lauréat de ce concours le groupement constitué du cabinet François Guibert Architecture, Mandataire, Gabriel Cardin, Architecte, les bureaux d'études techniques DURAND et CALDER Ingénierie et IDB Acoustique acousticien.

Par délibération n°12757 du 05 février 2015 le Conseil de Métropole a attribué au groupement représenté par son mandataire, le cabinet d'architecture F.G.A., François Guibert Architecture, le marché de maîtrise d'œuvre n°3411DC13 relatif à la médiathèque Aimé Césaire sur la Commune de Castelnau-le-Lez, pour un forfait provisoire de rémunération de 405 000,17 € H.T. l'enveloppe financière prévisionnelle des travaux étant alors estimée à 2 700 000 € H.T., valeur juin 2013, par le maître d'ouvrage.

Dans le cadre de l'Agenda 21, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée à réaliser des bâtiments à très haute performance énergétique et à dépasser dès que possible la réglementation en vigueur.

Afin de relever le défi du développement durable la collectivité a ainsi apporté, depuis la programmation, une attention toute particulière à la problématique énergétique du projet de la médiathèque de Castelnau-le-Lez ; il est donc souhaité que cette médiathèque soit labellisée BEPOS (bâtiment à énergie positive) ce qui en ferait ainsi la 1ère médiathèque de France labellisée.

En vue d'obtenir 70% de financement sur le surcoût travaux lié au BEPOS, cette démarche a permis que le projet de médiathèque à Castelnau-le-Lez puisse répondre début juin au dispositif 2015 conjoint Région Languedoc-Roussillon / ADEME pour les bâtiments performants "Construisons et rénovons en Languedoc-Roussillon".



A l'issue des études d'Avant-Projet Définitif, considérant d'une part, suite aux études géotechniques, la nécessité d'avoir recours à des fondations spéciales, et d'autre part l'impact financier des choix énergétiques, la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux est estimée à la somme réactualisée de 3.036.918 € H.T., valeur juin 2015.

Conformément à la loi sur la maîtrise d'ouvrage publique, le forfait de rémunération définitif du maître d'œuvre sera arrêté par avenant, sur cette nouvelle base, à la somme de 478.056,98 € H.T. et se décompose comme suit :

- Mission de base : 426.686,98€ H.T.
- Mission de coordination du système de sécurité incendie (CSSI) : 5.670€ H.T.
- Coût lié à la reprise des études pour l'appel à projet LR : 45.700 € H.T.

L'avenant n°1 fixant le forfait définitif de rémunération a reçu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres en date du 09 septembre 2015.

Un permis de construire sera déposé en octobre auprès de la commune de Castelnau Le Lez.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter l'Avant Projet Définitif de l'opération conformément aux termes de la loi M.O.P. relative à la maîtrise d'œuvre publique, ainsi que l'estimation définitive du coût des travaux fixée à 3 036 918,00 € H.T.,
- approuver l'avenant n°1 au marché n°3411 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de la médiathèque Aimé Césaire, ainsi que le forfait définitif de rémunération fixé à 478 056,98 € H.T.,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser les demandes de subvention les plus larges possible auprès de l'État, la Région Languedoc-Roussillon et le Département de l'Hérault,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°1 susmentionné ainsi que tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

## **AFFAIRE N°81 : CULTURE – AFFECTATION DE SUBVENTIONS - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Les orientations de sa politique culturelle font de Montpellier Méditerranée Métropole un acteur fort du développement et du soutien de l'action culturelle sur son territoire. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole accompagne les associations proposant des manifestations et/ou projets culturels ayant un rayonnement sur le territoire métropolitain.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

### 1/ Affectation d'une subvention à l'association Corée Graphie :

L'association Corée Graphie est une association développant la création, la production et la diffusion chorégraphique en favorisant les échanges entre artistes français et coréens. À l'occasion des années croisées France-Corée se déroulant en 2015-2016 et célébrant les 130 années de relations diplomatiques entre ces deux pays, l'association organise à Montpellier la première édition d'un festival intitulé « Corée d'ici », du 12 au 22 novembre 2015.

Il est proposé, à titre exceptionnel, d'affecter à l'association Corée Graphie une subvention de 10 000 € en soutien à l'organisation de l'édition 2015 du festival « Corée d'ici ».

### 2/ Affectation d'une subvention complémentaire à l'association La Rampe Tio :

La Rampe TIO est une compagnie professionnelle administrée par une association du même nom, qui pose la culture occitane au cœur de sa démarche artistique. Elle est soutenue depuis plusieurs années par notre Collectivité à hauteur de 50 000 €/an. Elle a bénéficié en 2015 d'une subvention de fonctionnement de 40 000€. Compte tenu de l'activité de l'association et de la qualité de son action, il est proposé de compléter ce soutien par l'affectation d'une subvention complémentaire de 10 000 € pour l'année 2015, ce qui porterait le montant total de subvention 2015 au niveau des années précédentes.

### 3/ Affectation d'une subvention complémentaire à la SARL Théâtre des Treize Vents / HTH :

La SARL Théâtre des Treize Vents est soutenue historiquement par Montpellier Méditerranée Métropole, qui en est le principal financeur. Compte tenu du contenu et de la qualité de son projet, présenté aux partenaires au mois de juin dernier, il est proposé d'affecter une subvention complémentaire de 36 788€ pour l'année 2015, ce qui porte le soutien financier de la Métropole à 700 000 € au titre de l'année 2015.

4/ Affectation d'une subvention à l'association Le Chevalet de Cournonterral et ses Hautbois :

Cette association promeut la pratique des instruments traditionnels. Elle a pour projet de publier un livret pédagogique sur l'univers du hautbois languedocien, qui sera tiré à 1000 exemplaires, en lien avec le projet CD « Le Bel inconnu » que l'association a réalisé. Il est proposé de soutenir la publication de ce livret en affectant une subvention exceptionnelle de 1 000 €, dans le cadre du fonds spécial culture.

5/ Affectation d'une subvention au Centre International de Musiques Médiévales :

Le Centre international de musiques médiévales (CIMM) a été développé sous l'impulsion des chercheurs médiévistes de l'UM3 (Centre d'études médiévales de Montpellier, EA 4583) qui a pour vocation de mettre en synergie formation, recherche, diffusion et création. Compte tenu du développement de son action en matière notamment d'enseignement des musiques médiévales, sur le territoire métropolitain, il est proposé d'affecter au CIMM une subvention de 15 000 € pour l'année 2015. Ce soutien est lié au maintien du label CRR par la mise en place d'un véritable cursus sur les musiques anciennes.

6/ Affectation d'une subvention à l'association Etre en Scène :

Cette association développe des projets de création et de diffusion dans le domaine du spectacle vivant. Elle envisage de développer une forme de spectacles itinérants sur différentes communes du territoire métropolitain, qu'il est proposé de soutenir à hauteur de 5 000 € au titre de l'année 2015.

7/ Affectation d'une subvention à l'Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier :

L'Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier organise tous les 2 ans à Montpellier un colloque grand public, pour lequel elle sollicite le soutien de la Métropole. Cette année, ce colloque aura lieu les 22 et 23 octobre 2015, sur le thème du cerveau. Il est proposé de renouveler le soutien qui avait été apporté lors du colloque 2013, en affectant à cette association une subvention de 4 000 € au titre de l'année 2015.

8/ Ville de Villeneuve-lès-Maguelone – Théâtre Municipal J. Savary :

La Ville de Villeneuve-lès-Maguelone souhaite mettre à niveau le matériel technique et scénique du théâtre municipal J. Savary. Ce projet est évalué à 40 000 € TTC. Il est proposé d'apporter un soutien financier de 15 000 €, dans le cadre d'une subvention d'investissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions susmentionnées,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions de partenariat correspondantes, ainsi que tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°82 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – NETTOYAGE DES PISCINES ALEX JANY ET ALFRED NAKACHE - MARCHÉ N°3943DS15 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Afin d'assurer la continuité de la qualité de l'hygiène et de la propreté des locaux et des espaces intérieurs des piscines de la Métropole, il convient de procéder au renouvellement des marchés de nettoyage des piscines Alfred Nakache et Alex Jany.

Une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée conformément aux articles 33, 57 à 59 du code des marchés publics.

Le nouveau marché prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2016, ou à compter de sa notification si elle est postérieure, et ce jusqu'au 31 décembre 2016. Il pourra être renouvelé pour une année, par reconduction expresse.

Ce marché à intervenir concernera le nettoyage, l'entretien et la désinfection des plages intérieures et extérieures, des gradins, pédiluves, goulottes, accueils et vitrages.

Les prestations comprennent également la fourniture des produits nécessaires à la réalisation de ces missions ainsi que la mise à disposition et la maintenance du matériel d'entretien.

Il s'agira d'un marché à prix forfaitaire pour l'essentiel des prestations et à prix unitaires pour des prestations complémentaires relatives à des besoins supplémentaires occasionnels et non prévisibles.

Lors de sa réunion du 16 septembre courant, la Commission d'Appel d'Offres a attribué ce marché à la société DERICHEBOURG qui a remis l'offre économiquement la plus avantageuse, et ce pour un montant forfaitaire annuel de 25 332.68 € HT (le montant des commandes pouvant être passées au titre des prestations ponctuelles à prix unitaires étant limité à 10 000 € HT maximum par an).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que les crédits sont inscrits au BP 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le marché à intervenir ainsi que tout document relatif à son exécution, y compris son éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

### **AFFAIRE N°83 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – CLUBS ET ASSOCIATIONS SPORTIVES - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Au regard de ses compétences la Métropole de Montpellier est un acteur fort et reconnu dans le développement du sport au niveau local, national et international.

A ce titre, conformément à la délibération n°4846 du 26 septembre 2002, Montpellier Méditerranée Métropole accompagne les clubs et associations sportives de son territoire dans l'organisation d'actions et de manifestations qui contribuent au rayonnement de la pratique sportive.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil d'autoriser l'attribution des subventions suivantes :

#### 1/ Affectation d'une subvention au Montpellier Athlétic Méditerranée Métropole au titre de l'année 2015.

Le Montpellier Athlétic Méditerranée Métropole est un club affilié à la fédération française d'athlétisme qui regroupe depuis 2010 onze clubs de la Métropole dans le but de promouvoir, organiser et développer la pratique de ce sport sur notre territoire.

Ce club de haut niveau, basé à Montpellier, développe des activités de formation, d'entraînement et de compétition aux plans local, départemental et régional.

Soutenu par Montpellier Méditerranée Métropole depuis 2012, il est le deuxième club français d'athlétisme en nombre de licenciés (près de 1500).

Compte tenu des résultats sportifs de ce club, qui le place premier au niveau régional et troisième au niveau national, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite apporter son soutien financier à hauteur de 80 000€ pour l'année civile 2015.

#### 2/ Actions de formation au Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique à destination d'un public en difficulté d'insertion professionnelle.

Pour la troisième année, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite mettre en œuvre un dispositif d'accompagnement à l'emploi par le sport à destination d'un public en difficulté d'insertion.

A compter du 1<sup>er</sup> octobre 2015, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à développer des parcours de préparation à la qualification au B.N.S.S.A (Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique) dédiés aux demandeurs d'emplois.

De véritables perspectives de recrutements sur des emplois saisonniers ou vacataires ont pu être constatées à l'issue des premières années de déploiement de ce dispositif.

Pour la mise en œuvre de ce projet à vocation sociale, elle s'appuiera sur des associations ou clubs aquatiques certifiés dans le secteur de la formation aquatique et du secourisme.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil d'attribuer les subventions suivantes :

1 911 € pour le club de « Palmes de Montpellier »,

1 940 € pour le club « Montpellier Sauvetage,

1 300 € pour le club « Aqualove ».

### 3/ Soutien au développement d'une équipe jeune de kayak polo.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner le développement d'une nouvelle équipe jeune de kayak polo composée d'une dizaine de cadets et cadettes.

Le développement du « Montpellier Méditerranée Métropole Canoë Kayak UC » s'inscrit dans la continuité des brillants résultats de l'équipe première de ce club, champion de France en 2015.

Dans cette perspective, il est proposé au Conseil d'attribuer une aide exceptionnelle de 2 000 euros à ce club.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions dont le versement est conditionné par la signature d'une convention financière,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

### **AFFAIRE N°84 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – EXPLOITATION DE LA SOURCE DU LEZ - DÉPLACEMENT ET SÉCURISATION DU POINT DE RESTITUTION DU DÉBIT RÉSERVÉ - SOLLICITATION DE L'AIDE FINANCIÈRE DE L'AGENCE DE L'EAU - APPROBATION**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Soumis à un régime méditerranéen, le Lez est sujet à de fortes variations de débit. Afin d'améliorer et de sécuriser la restitution du débit réservé, soutien d'étiage du fleuve imposé par la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) pour l'exploitation de la ressource souterraine, la Métropole souhaite réaliser deux opérations :

- équiper le quatrième puits de l'usine AVIAS, actuellement libre, d'une pompe dédiée spécifiquement au prélèvement de ce débit réservé,
- déplacer plus en amont le point actuel de rejet au Lez afin de redonner plus de fonctionnalités au milieu aquatique, et notamment éviter les risques de mortalité de Chabots du Lez qui se retrouvent piégés en début d'étiage entre la vasque et le point de restitution actuel.

Ces travaux, prévus à l'avenant n°9 au contrat de Délégation de Service Public de l'eau potable des communes de Montpellier/Juvignac signé en octobre 2014, seront en outre l'occasion de réhabiliter le site remarquable de la vasque et de lui redonner son aspect naturel d'origine.

Les travaux consistent à implanter une pompe de 250 l/s dans le puits n°4 actuellement libre de la station Avias, à installer une colonne de refoulement, à effectuer les travaux hydrauliques de raccordement à la conduite acier Ø1300 et à réaliser les travaux électriques de raccordement ainsi que l'adaptation des automatismes et des vues de supervision.

Le nouveau point de rejet sera implanté en aval immédiat de la vasque et sera réalisé à partir d'un piquage avec vanne de régulation motorisée sur la conduite principale alimentant la station de clarification Arago.

Le coût total de l'opération s'élève à 461 900 € HT. avec un achèvement prévu en fin d'année.

Cette action est inscrite au futur contrat de métropole entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et Montpellier Méditerranée Métropole. Elle contribue, de différentes manières, à l'atteinte des orientations du SAGE Lez-Mosson-Etangs Palavasiens, et plus particulièrement dans les dispositions :

- A.6-1 : Développer la connaissance des habitats et des espèces de valeur patrimoniale et organiser la préservation de la biodiversité
- C.1-2 : Définir les objectifs de gestion quantitative équilibrée à atteindre et les règles de partage de la ressource en eau,
- C.1-3 : Elaborer et mettre en œuvre un plan de gestion de la ressource en eau,
- C.2-4 : Optimiser les prélèvements dans les projets sous maîtrise d'ouvrage publique.



Enfin, il s'agit d'une action inscrite au document d'objectif (DOCOB) Natural 2000 "le LEZ" SIC n° FR9101192

Dans ces conditions, Montpellier Méditerranée Métropole, peut bénéficier des aides de l'Agence de l'Eau, qu'il convient de solliciter, à hauteur de 50 % des dépenses. Ces aides abonderont le budget du service public de l'eau potable de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter l'aide financière de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour les travaux de déplacement et de sécurisation du point de restitution du débit réservé de la source du Lez,
- dire que les crédits seront inscrits au budget annexe de l'eau potable, en dépenses au chapitre 23 et en recettes au chapitre 13,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°85 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – STATION D'ÉPURATION MAERA - TRAVAUX D'AMÉLIORATION DE LA FILIÈRE BOUES - SOLLICITATION DE L'AIDE FINANCIÈRE DE L'AGENCE DE L'EAU**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Les travaux sur la station d'épuration Maera, prévus au contrat de Délégation de Service Public pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration Maera, attribué à Véola par le conseil métropolitain du 30 octobre 2014 avec entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015, vont permettre d'améliorer et pérenniser la filière boue, à travers l'installation de nouveaux équipements.

La filière boue de la station d'épuration Maera est très sollicitée et son rendement nécessite d'être optimisé sans attendre la mise en œuvre du programme d'extension de cet équipement approuvé par délibération du 31 juillet 2014.

Il est donc nécessaire de réaliser l'installation de deux éléments supplémentaires :

- Une unité d'épaississement dynamique. Celle-ci vise à fiabiliser l'étape d'épaississement des boues en dissociant l'épaississement des boues primaires de celui-ci des boues biologiques issues des boues activées très forte en charge. Par ailleurs, l'épaississement des boues primaires sera optimisé avant la phase de digestion. La nouvelle unité permettra d'atteindre une concentration des boues primaires épaissies supérieure à 60 g/l et d'améliorer la qualité des boues produites.

Le coût du projet, hors études préalables déjà réalisées, est de 1 009 600 € H.T.

- Un nouveau gazomètre. Celui-ci vise à dissocier les fonctions de stockage des boues digérées et de gazomètre assurées actuellement par un seul et même ouvrage, le gazostockeur de boues. Le nouveau gazomètre aura un volume de 2 500 m<sup>3</sup>. Il permettra de reprendre la totalité du biogaz produit par les digesteurs et d'augmenter la production d'électricité par cogénération.

Le coût du projet, hors études préalables déjà réalisées, est de 809 100 € H.T.

La fiabilisation du processus d'épaississement, l'augmentation du temps de séjour sur les digesteurs et la dissociation des fonctions stockage des boues et gazomètre vont induire, indirectement, un rôle bénéfique sur la filière eau de Maera en la soulageant et en confortant les résultats. En effet, cette dernière qui obtient déjà de bons rendements épuratoires sera moins soumise à des variations de charges ce qui fiabilisera la qualité des eaux rejetées dans les milieux aquatiques.

La capacité de traitement générale de la station d'épuration en sera donc améliorée.

Par ailleurs, les boues suivront la même filière de valorisation qu'auparavant, à savoir une externalisation de la production de compost sur une plateforme agréée. L'ensemble de ce procédé continuera donc de respecter le Plan Départemental d'élimination des déchets (filiale boues).

Le planning de réalisation de ces travaux, qui ont débuté mi-2015, prévoit de clôturer l'opération pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2016.

Enfin, cette action est inscrite au futur Contrat de Métropole entre l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse et Montpellier Méditerranée Métropole. Elle se place dans les orientations du SAGE Lez-Mosson-Etangs Palavasiens, et plus particulièrement dans la disposition D.1-1 : « Maintenir l'exigence de haute qualité des systèmes d'assainissement collectif et anticiper l'avenir », et notamment sa mesure 1 : « Le fonctionnement des systèmes d'assainissement collectif est amélioré ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter l'aide financière de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse pour les travaux d'amélioration de la filière boues de la station d'épuration Maera dont le montant s'élève à 1 818 700 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires sont et seront inscrits au budget annexe de l'assainissement, en dépenses au chapitre 23 et en recettes au chapitre 13,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°86 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – MISE EN ŒUVRE DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - CONSTRUCTION DE L'INTERCEPTEUR EST AMONT - TRONÇON DE LA TRAVERSÉE DU LEZ - MARCHÉS DE TRAVAUX 3911EA15 - LOT N° 1 : POSTE DE REFOULEMENT DES CLOSADES À CLAPIERS - LOT N° 2: TRAVERSÉE DU LEZ À NAVITAU - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Dans le cadre de la mise en œuvre de son Schéma Directeur d'Assainissement, Montpellier Méditerranée Métropole a programmé la réalisation de l'Intercepteur Est, long de 12 kilomètres et d'une capacité totale d'environ 160 000 Equivalents-habitants, ce nouveau collecteur primaire se construit par étapes.

Le tronçon aval de l'Intercepteur Est entre le giratoire Christophe Colomb à Montpellier et la station d'épuration Maera a été mis en service en 2007. Les travaux ont ensuite porté sur la construction du poste de refoulement principal à Castelnau-le-Lez puis sur les tronçons réalisés en coordination avec les travaux du département de l'Hérault le long de la route départementale n° 65 sur les communes de Montferrier-sur-Lez et Clapiers. Durant l'été 2014, un tronçon de 1600 mètres linéaire a été réalisé rues de la Draye et de Ferran, entre le zoo de Lunaret et le pont de l'avenue de la Justice de Castelnau à Montpellier.

Depuis janvier 2015 c'est sous l'avenue de la Pompignane que se réalise un tronçon de 2200 mètres par une technique sans tranchée plus optimale financièrement et moins nuisible pour l'environnement et les riverains.

Enfin, pour la partie amont, les travaux sur le secteur de Navitau à Castelnau-le-Lez et en rive droite du Lez sur Montpellier le long du zoo débiteront au 1<sup>er</sup> novembre 2015 pour 5 mois.

Les différents tronçons de la partie amont ayant été réalisés en fonction des opportunités et sur des secteurs non continus, il convient désormais de lier les tronçons entre eux et de réaliser les ouvrages techniques. C'est l'objet d'une nouvelle tranche à engager comprenant un poste de refoulement à construire sur la commune de Clapiers et la traversée du Lez entre les secteurs Navitau et la rive droite du Lez. Une procédure d'appel d'offres ouvert a été menée en application des articles 33 3<sup>al</sup>. et 57 à 59 du Code des marchés publics en vue de la désignation d'entreprises pour l'exécution de ces travaux. Compte tenu de la nature très différente des constructions, le marché a été alloté.

Lot N°1 : Poste de Refoulement dit « des Closades »

Il est à construire sur la parcelle BX 28 Commune de Clapiers, en limite Sud de la route départementale n° 65. Le débit de dimensionnement des installations est de 880 m<sup>3</sup>/h à la mise en service mais devra pouvoir être amené à 960 m<sup>3</sup>/h à terme (2050). Un soin particulier doit être porté à la construction de cet ouvrage compte tenu de sa situation dans un site classé. Les aménagements paysagers et le volet architectural seront traités de manière qualitative.

Le montant des travaux a été estimé à 1 180 000 € HT.

La rémunération de l'entreprise sera pour partie forfaitaire et pour partie calculée par application de prix unitaires aux quantités réellement exécutées des prix figurant aux bordereaux des prix (prix mixtes).

La durée du marché est fixée à 14 mois décomposée en 2 mois de période de préparation et 12 mois de travaux.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence et au vu du rapport d'analyse des offres, basé sur l'examen des prix, des mémoires techniques et des délais de réalisation proposés par les candidats, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 9 Septembre 2015, a décidé d'attribuer le marché correspondant au Groupement d'entreprises TOUJA/MSE, domicilié à Castelnau-le-Lez, pour un montant estimatif de 859 528,00 € H.T., soit 1 031 433,60 € T.T.C.

#### Lot N°2 : traversée du Lez à Navitau

Les travaux consistent en la pose d'une canalisation de refoulement des eaux usées en diamètre 560 PEHD de 90 ml en traversée du Lez entre les communes de Castelnau-le-Lez et Montpellier (Navitau et rive droite). La canalisation sera posée au fond du lit du Lez puis protégée.

Ces travaux, particulièrement techniques car nécessitant l'intervention d'engins directement dans le lit du cours d'eau, feront l'objet d'un suivi environnemental régulier et précis, par un prestataire écologue mandaté par Montpellier Méditerranée Métropole, qui s'assurera du respect des conditions d'intervention prescrites par le cahier des charges mais aussi des préconisations fixées par les services de l'Etat pour garantir la protection et préservation du milieu (suivi des qualités biologique, physique, chimiques, faunes, flores du Lez).

Le montant des travaux a été estimé à 1 540 300 € HT.

La rémunération de l'entreprise sera calculée par application aux quantités réellement exécutées des prix figurant aux bordereaux des prix unitaires.

La durée du marché est fixée à 8 mois décomposée en 3,5 mois de période de préparation et 4,5 mois de travaux.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence et au vu du rapport d'analyse des offres, basé sur l'examen des prix, des mémoires techniques et des délais de réalisation proposés par les candidats, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 9 Septembre 2015, a décidé d'attribuer le marché correspondant à l'entreprise SOGEA SUD, domiciliée à Montpellier, pour un montant estimatif de 858 897,50 € H.T., soit 1 030 677 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du marché de travaux n°3911EA15 pour la construction de l'Intercepteur Est Amont, LOT N° 1 - Poste de refoulement Closades avec le groupement d'entreprises TOUJA/MSE pour un montant estimatif de 859 528 € HT et LOT N° 2 - Traversée du Lez avec l'entreprise SOGEA SUD pour un montant estimatif de 858 897,50 € H.T.,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les marchés à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à leur exécution, y compris, le cas échéant, leur résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

#### **AFFAIRE N°87 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - CONSTRUCTION DE LA STATION D'ÉPURATION INTERCOMMUNALE DE SAINT GÉNIES DES MOURGUES / SUSSARGUES - MARCHÉ N°3420EA13 - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Le Schéma Directeur d'Assainissement approuvé par délibération n°6222 en date du 21 décembre 2004 prévoit la création d'un nouveau système d'assainissement pour les Communes de Sussargues et Saint Geniès des Mourgues. C'est le dernier système de collecte et d'épuration des eaux usées prévu par le schéma directeur et restant à construire.

Cette opération permet la suppression des stations d'épuration des communes précitées aujourd'hui arrivées à saturation et ne permettant plus de répondre aux exigences réglementaires en termes de qualité de rejet.

Les effluents sont regroupés et acheminés via un collecteur intercommunal à créer vers une nouvelle station d'épuration située sur la commune de Saint Geniès des Mourgues et permettant le traitement de l'azote et du phosphore. Ces nouveaux équipements répondront ainsi aux exigences réglementaires et aux besoins générés par les projets d'urbanisation des communes dans le cadre du Schéma de Cohérence Territoriale. Ils permettront de satisfaire les objectifs visés en termes de protection de la qualité des milieux récepteurs.

Par délibération n°12353 du 19 juin 2014, le marché de travaux n°3420 EA13 de construction de cette nouvelle station d'épuration intercommunale a été attribué à l'entreprise SAUR domiciliée à Nîmes (30), pour un montant de 2 108 097,00 € H.T.

Les travaux de la station d'épuration ont débuté en janvier 2015. Au cours de l'exécution du marché, des aléas de chantier rencontrés et des optimisations et modifications du projet apparues nécessaires ont engendré des travaux supplémentaires.

Une des modifications majeures porte sur les digues des bassins de la Zone de Rejet Végétalisée et des lits plantés de roseaux prévus pour gérer les boues produites par les installations. En effet, ces bassins doivent être totalement étanches pour éviter les infiltrations dans le sol. Pour leur étanchement, il était prévu la réutilisation des terres argileuses en place dont le potentiel étanche avait été vérifié par des études géotechniques. Cependant lors de la mise en œuvre des terres, il est apparu une forte hétérogénéité des terrains et des venues d'eau qui n'avaient pas pu être décelées lors des études de conception.

L'analyse alors demandée au géotechnicien a révélé que ces venues d'eaux n'étaient pas pérennes et permanentes mais risquaient de déstabiliser les digues des bassins et généraient des circulations d'eau entre bassins. Ces bassins devant être imperméables, il a été décidé de mettre en place une géomembrane pour empêcher la présence de cette eau.

Ces travaux supplémentaires sont évalués à 73 927,25 € H.T.

Les autres modifications portent sur des adaptations secondaires pour un montant total de 14 372 € H.T. :

- ajout d'une passerelle sur le bassin d'aération,
- fourniture de gaines et chambre de tirage entre le local électrique et le regard de sortie de la Zone de Rejet Végétalisée pour suivre les débits rejetés,
- ajout d'un piézomètre pour suivre le niveau de la nappe.

En outre des optimisations des équipements hydrauliques ont permis de générer deux moins-values pour un montant total de 4 700 € H.T.:

- suppression de l'agitateur dans le poste de relevage
- suppression du réseau BRL avec une filtration manuelle en remplacement d'une surpression d'eau industrielle avec filtration automatique.

Ces sujétions imprévues imposent une modification de la nature des prestations à réaliser telles que décrites au CCTP du marché initial, la création de prix supplémentaires et une modification de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF). Un avenant n°1 au marché de travaux n°3420EA13 est proposé pour cela. Cet avenant génère une plus-value de 83 599,25 € HT., soit 83 874,33 € H.T en valeur mois M0 mars 2014), et 100 649,20 € T.T.C (TVA 20%).

Le nouveau montant total du marché serait ainsi porté à 2 191 971,33 € H.T, soit une augmentation de 3,98% par rapport au montant initial.

Le délai initial d'exécution du marché (hors période de préparation) est de 13 mois comprenant 10 mois de travaux, 1 mois de mise au point en eau claire, 1 mois de mise en régime, puis 1 mois de période d'observation.

Dans le cadre de cet avenant n° 1, il est proposé de prolonger de 2,5 mois ce délai afin de tenir compte des délais de réalisation des travaux supplémentaires.

Les différents événements évoqués ci-dessus justifient la prolongation de ce délai de 2,5 mois. Le délai global d'exécution du marché passe ainsi de 13 mois à 15,5 mois.

Toutes les clauses du marché restent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 au marché n°3420EA13 des travaux de la station d'épuration intercommunale de Saint Génies des Mourgues / Sussargues augmentant son montant de 83 874,33 € H.T. et prolongeant la durée d'exécution de 2,5 mois,



- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°88 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RÉALISATION DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT- RACCORDEMENT DES EFFLUENTS DE LA COMMUNE DE SUSSARGUES SUR LA STATION INTERCOMMUNALE DE SUSSARGUES ET SAINT GENIÈS DES MOURGUES - AVENANT N°1 AU MARCHÉ 3330EA13 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°10764 du 29 mars 2012, le Conseil Communautaire a approuvé le programme et le montant estimatif des travaux de création d'un nouveau système d'assainissement de Sussargues/Saint Genies des Mourgues pour un montant total de 5,7 M€HT.

Le programme de travaux comprend à la fois la construction de la nouvelle station intercommunale et la construction des ouvrages de transfert des effluents de la commune de Sussargues depuis le site de la station d'épuration actuelle vers les réseaux de Saint Genies des Mourgues.

Les travaux devant être menés portent sur :

- la fourniture et pose d'un réseau gravitaire de diamètre 300 mm le long du Valentibus sur 1720 ml ;
- la construction d'un poste de refoulement de capacité 93 m3/h au niveau du complexe sportif communautaire Jules Rimet à Sussargues ;
- la fourniture et pose d'un réseau de refoulement de diamètre 200 mm sur 1470 ml et de diamètre 90 mm sur 840 ml depuis le complexe sportif, le long de la Route Départementale n°610
- la fourniture et pose d'un réseau gravitaire de diamètre 250 mm sur 860 ml et de diamètre 300 mm sur 170 ml dans le lotissement les Mourguettes à Saint Génies des Mourgues ;
- un forage horizontal sur 130 ml sous la route départementale n°610 ;
- la traversée de la rivière Bérange en souille.

Par délibération n°12267 en date du 19 mai 2014, le Conseil a autorisé la signature du marché de travaux n°3330EA13 pour la construction du réseau de raccordement des effluents de Sussargues/Saint Genies des Mourgues sur la nouvelle station d'épuration intercommunale.

Le marché a été attribué au groupement d'entreprises FAURIE / SCAM TP, pour un montant de 1 886 997,00 € H.T. soit 2 264 396,40 € T.T.C.

Les conditions de réalisation de ces travaux telles que prévues dans le marché ont été modifiées du fait de plusieurs sujétions d'ordre technique.

Elles portent, en particulier sur :

- des modifications des conditions d'alimentation du poste de refoulement, en eau potable et électricité générant des moins values,
- le remplacement d'une traversée de la RD610 prévue en forage dirigé par une traversée en tranchée, de nuit, générant également une moins value,
- la suppression de la conduite secondaire de refoulement en PEHD diamètre 90mm prévue pour le raccordement de l'auberge du Bérange, celle-ci se raccordant directement sur le réseau de transfert en diamètre 200 mm,
- la prise en compte des surcoûts liés à la réglementation amiante sur le renforcement du réseau au niveau du quartier des Mourguettes à Saint Génies des Mourgues,
- des modifications de travaux le long du Valentibus sur la commune de Sussargues afin d'intégrer les demandes de la commune en matière d'accès à la piste d'exploitation prévue ainsi que les prescriptions des services de Police des Eaux et du SYMBO en matière de remise en état des berges du cours d'eau.

Ces sujétions imprévues imposent une modification dans la nature des prestations à réaliser telles que décrites au CCTP du marché initial et les adaptations quantitatives et financières correspondantes.

Un avenant n°1 au marché de travaux n°3330EA13 s'avère donc aujourd'hui nécessaire afin de prendre en compte les incidences des adaptations du projet et les travaux supplémentaires.

Cet avenant tenant compte de la création de prix nouveaux ainsi que des quantités réellement exécutées, génère une plus-value de 20 275,55 € HT. Celui-ci porterait le nouveau montant du marché à 1 907 272,55 € H.T., soit 2 288 727,06 € T.T.C., augmentation de 1,07 %. D'autre part, les modifications présentées dans le présent avenant conduisent à une augmentation des délais d'exécution passant de 32 semaines à 51 semaines.

Les autres clauses du marché demeurent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°1 au marché de travaux n°3330EA13 pour la construction du réseau de raccordement des effluents de Sussargues/Saint Genies des Mourgues sur la nouvelle station d'épuration intercommunale, portant le montant du marché à 1 907 272,55 € H.T., soit 2 288 727,06 € T.T.C. pour un délai d'exécution de 51 semaines,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°89 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – ASSAINISSEMENT - MARCHÉ N°3880EA15 INSPECTIONS TÉLÉVISUELLES ET ESSAIS D'ÉTANCHÉITÉ DES RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT DES COMMUNES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Toute intervention relative à la réfection, au renforcement ou à l'extension d'un réseau d'assainissement des eaux usées ou de ses ouvrages annexes doit faire l'objet d'un contrôle par un tiers compétent, avant réception, de la qualité des travaux réalisés, conformément à l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité.

Cette obligation induit la nécessité de désigner un prestataire capable de réaliser, au fur et à mesure des besoins, les prestations d'essais préalables à la réception des ouvrages (essais d'étanchéité, inspections télévisuelles) conformes à la réglementation.

Afin d'optimiser les coûts et rationaliser les commandes, le marché de prestations de services à conclure doit permettre de mener ces mêmes investigations sur les réseaux existants à des fins de diagnostic.

La procédure retenue pour la consultation est une procédure d'appel d'offres ouvert soumise aux dispositions de l'article 33 3<sup>al</sup>. et 57 à 59 du Code des Marchés Publics et en application de l'article 77 du Code des Marchés Publics relatif aux marchés à bons de commande.

Il s'agit d'un marché à bons de commande avec maximum et un seul opérateur économique. Sa durée est de 1 an renouvelable 3 fois. Le montant maximum annuel des commandes est de 190 000€ H.T, soit 760 000€ H.T maximum pour la durée totale du marché. Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires.

A l'issue de l'analyse des offres, la Commission d'Appels d'Offres réunie le 9 septembre 2015 a décidé de retenir le groupement d'entreprises SOMES SARP Méditerranée (mandataire) / CITEC / Assainissement34, domicilié à Montpellier, qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution définis dans le règlement de consultation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du marché n°3880EA15 d'inspections télévisuelles et d'essais d'étanchéité des réseaux d'assainissement des communes de Montpellier Méditerranée Métropole, au groupement d'entreprises SOMES SARP Méditerranée (mandataire) / CITEC / Assainissement34 domicilié à Montpellier,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Assainissement des Eaux Usées de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23,

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ce marché ainsi que tout document relatif à son exécution, y compris, le cas échéant, son éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°90 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RENOUVELLEMENT DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DE LA RUE DU CHEMIN NEUF À MONTFERRIER-SUR-LEZ - CONVENTION DE CO-MAÎTRISE D'OUVRAGE AVEC AQUA D'OC, RÉGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°12901 en date du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de créer une régie de l'eau potable et de l'eau brute avec autonomie financière et personnalité morale, dénommée Aqua d'Oc, Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

La mise en œuvre de la compétence relative à l'eau potable et à l'eau brute reviendra à la nouvelle Régie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Dans le cadre de la réalisation du schéma directeur d'eau potable adopté par la collectivité, la canalisation de refoulement d'eau potable sous le Chemin Neuf à Montferrier-sur-Lez doit être renouvelée dans la continuité des travaux en cours visant à la réorganisation du système d'alimentation en eau potable de la commune.

Sous cette même voie, l'état du réseau d'assainissement nécessite également son remplacement.

Compte tenu des contraintes de circulation, des caractéristiques géométriques et de l'interconnexion des deux projets, les travaux de réseaux d'eau potable et d'eaux usées doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et limiter au maximum la gêne aux usagers.

Ces travaux consistent au :

- remplacement d'une canalisation d'eau potable d'un diamètre de 150 mm, en mauvais état, par une canalisation en fonte DN150 sur 1800ml,
- remplacement d'une canalisation d'assainissement en amiante ciment, de diamètre 150mm, par une canalisation en PRV d'un diamètre de 200 mm et d'une longueur 1 800 ml.

Le coût estimé de l'opération (études et travaux) s'élève à :

- 1,295 M€ H.T. soit 1,554 M€ T.T.C. pour la part au potable à la charge d'Aqua d'Oc, Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole
- 1,940 M€ H.T. soit 2,328 M€ T.T.C. pour la part assainissement à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans la perspective de la réalisation de ces deux projets, il est proposé qu'Aqua d'Oc, Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole délègue à Montpellier Méditerranée Métropole, la maîtrise d'ouvrage des travaux du renouvellement du réseau d'eau potable, selon les conditions et modalités définies par convention.

La Métropole sera notamment chargée de conduire les études et les procédures d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter l'ensemble des marchés nécessaires à cette opération.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux, mais également de maîtrise d'œuvre, de prestations topographiques, géotechniques et frais divers mis à la charge de chaque entité.

La Métropole règlera l'ensemble des dépenses, la Régie lui remboursera sa part sur présentation de justificatifs mensuels. La convention de co-maîtrise d'ouvrage entrera en vigueur dès sa signature. Elle prendra fin à l'issue de la période de parfait achèvement soit 1 an après la réception sans réserves des ouvrages.

Les études et la consultation des entreprises seront menées en 2016. Les travaux objets de la présente convention sont à réaliser principalement en 2017 et se termineront sur 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage entre Aqua d'Oc, Régie des eaux de

Montpellier Méditerranée Métropole et Métropole de Montpellier Méditerranée pour le renouvellement des réseaux d'eaux usées et d'eau potable dans le cadre du réaménagement du système d'alimentation en eau potable de la commune de Montferrier,

- dire que les crédits correspondants sont inscrits aux budgets annexes de l'assainissement de la Métropole, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Métropole de Montpellier Méditerranée à signer la convention de co-maîtrise d'ouvrage ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°91 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – MONTPELLIER - ZAC PARC MARIANNE - CONVENTION DE FINANCEMENT DE TRAVAUX SUR LES RÉSEAUX EAUX USÉES ET EAU POTABLE AVEC LA SERM DANS LE CADRE DES REMISES D'OUVRAGES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

La SERM est titulaire d'une concession d'aménagement pour la réalisation de la ZAC Parc Marianne pour le compte de la Ville de Montpellier.

Elle a, dans ce cadre, construit les voiries et les réseaux associés aux besoins des constructions.

La SERM et la Ville de Montpellier ont engagé, en 2014, des procédures de remise d'ouvrages des voiries et réseaux sur plusieurs ZAC dont les tranches 1 à 4 de la ZAC Parc Marianne. La Métropole est associée au titre de ses compétences « Assainissement des eaux usées » et « Eau potable ».

Dans le cadre de la remise d'ouvrages, un bilan de l'état des réseaux, objet de la rétrocession, a été mené. Il est apparu nécessaire de réaliser des travaux de reprise de certains ouvrages afin de supprimer des difficultés d'écoulement ou d'étanchéité et certains défauts.

Ces réseaux étant en service depuis quelques années, certains défauts sont en lien avec le fonctionnement des réseaux et seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole. Par contre, tous travaux relevant de malfaçons sont à la charge de la SERM au titre de la concession.

Dans la mesure où tous les revêtements (voiries, pierres, trottoirs) sont récents, il a été décidé afin d'éviter deux interventions sur les mêmes secteurs par deux maîtres d'ouvrages différents, dans des temporalités dissociées d'une part, et des réfections partielles coûteuses d'autre part, il convenait de faire réaliser tous les travaux par une seule entité.

La SERM étant encore titulaire d'une concession sur le périmètre de la ZAC, elle réalisera tous les travaux évoqués ci-dessus, la Métropole quant à elle, prenant en charge financièrement les travaux qui lui incombent.

Le montant global des travaux de reprise s'élève à 70 k€ H.T. (Valeur Juin 2015)

La part relative aux travaux incombant à Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 12 k€ H.T.

Une convention tripartite à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la SERM précisant les modalités financières, administratives et techniques de réalisation de cette opération a été élaborée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention tripartite pour la réalisation des travaux de reprise des réseaux dans le cadre des remises d'ouvrages de la ZAC Parc Marianne,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets annexes de l'assainissement et de l'eau potable, au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention précitée ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.



**AFFAIRE N°92 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – EAU POTABLE - CONTRAT DE COOPÉRATION DE RECHERCHE "CONNAÎTRE ET PRÉVOIR LA CONSOMMATION EN EAU URBAINE EN FRANCE. DE L'INTÉRÊT DE COMBINER UNE VISION NATIONALE ET LA CONSTITUTION D'OBSERVATOIRES LOCAUX" - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

La consommation en eau urbaine en France, comme plus largement en Europe, est en baisse.

Des études ponctuelles réalisées dans quelques grandes villes ont montré que la baisse provenait en grande partie des activités économiques, commerciales et industrielles. La consommation des abonnés domestiques et assimilés serait aussi en baisse, du fait de la modernisation progressive des équipements électroménagers et d'un changement de pratiques liées, reflétant une plus grande sensibilité aux problématiques environnementales.

La baisse de la consommation, donc des recettes, fragilise l'équilibre financier des services publics de l'eau et de l'assainissement, de type SPIC (service public industriel et commercial), puisque leurs coûts sont, en grande partie, fixes. Elle conduit également les collectivités et leurs groupements à faire preuve de prudence en matière d'investissements, afin d'éviter de créer des surcapacités d'équipements qu'il serait difficile de financer à moyen ou long terme.

Une prévision pertinente de la demande en eau future constitue donc un enjeu fort pour les collectivités.

Dans le cadre du contrat d'affermage du secteur « Nantes Métropole Sud-Ouest », VEOLIA a proposé à Nantes Métropole de financer une thèse supervisée par l'IRSTEA (Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture). La thèse envisagée cherchera à tester l'hypothèse selon laquelle une approche combinée analysant la consommation d'eau urbaine à l'échelle communale et à l'intérieur d'observatoires dédiés, permet de mieux appréhender les facteurs d'évolution de la consommation en eau pour, au final, mieux prévoir la demande en eau future.

A la demande de Nantes Métropole, les opérateurs publics Ville de Metz, Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne ont été sollicités pour être associés à la thèse comme partenaires afin de bénéficier d'un champ d'expérimentation plus large dans des contextes climatique, socio-économique et urbain différents.

Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour la participation annuelle au comité de thèse élargi et pour la fourniture des données de consommation en eau et issues du SIG communautaire (zonage PLU – cadastre-orthophoto).

Pour la Métropole, cette participation s'inscrit dans la suite de la collaboration déjà menée avec l'IRSTEA de 2010 à 2013 dans le cadre du projet de recherche scientifique « EAU & 3E », financé par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) pour analyser l'évolution de la demande en eau potable dans les grandes villes françaises.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le contrat de coopération d'études et de recherche "Connaître et prévoir la consommation en eau urbaine en France. De l'intérêt de combiner une vision nationale et la constitution d'observatoires locaux" avec l'IRSTEA, Veolia Eau et Nantes Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ce contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°93 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – CONVENTION AVEC L'IRSTEA DANS LE CADRE DU PROJET DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT NEXT- AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a l'ambition de faire partie des métropoles les plus attractives en France et en Europe, d'être un haut lieu de l'innovation ouverte et de l'excellence, de se positionner comme un lieu d'affaires et de décision, d'offrir un cadre de vie et de travail amélioré.

Elle veut concilier les objectifs de préservation de ses ressources et de son territoire en figurant parmi les villes pionnières en matière d'innovation, et de protection de l'environnement.

Forte de ses enjeux, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole, garante du maintien de son patrimoine et de la performance de ses services, s'implique dans le projet NEXT de l'Agence Nationale de la Recherche.

Ce projet vise à contribuer au développement de la station de traitement des eaux usées de demain, basée sur une meilleure connaissance des sous-produits et plus précisément les boues d'épuration, permettant ainsi une rétroaction sur les procédés mis en œuvre.

Dans le cadre de ce projet, l'Institut national de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture (IRSTEA) est amené à mettre en œuvre nombres d'expérimentations et d'analyses nécessitant des données ou matières issues des stations de traitement des eaux usées.

Ce programme de Recherche et Développement porte sur des travaux de caractérisation optique et rhéologique sur différents échantillons de boues d'épuration afin de mettre au point des indicateurs du comportement des boues pertinents pour le pilotage des procédés de traitement qu'elles subissent. Ces travaux nécessitent l'analyse d'un grand nombre d'échantillons issus de divers procédés.

Les deux centres de recherche de Montpellier et de Clermont-Ferrand contribueront à la réalisation d'évaluations environnementales de différentes filières de traitement des boues.

Il a été proposé à la Métropole de contribuer au projet NEXT d'une part en autorisant l'utilisation de boues issues d'une ou plusieurs de ses stations de traitement des eaux usées et d'autre part en faisant l'objet de l'étude environnementale dont les résultats lui seront fournis.

La Métropole compétente en assainissement sur son territoire, souhaite prendre en compte des critères environnementaux dans les choix d'investissements qu'elle porte. Dans ce contexte, elle souhaite répondre favorablement à la proposition d'IRSTEA de faire partie des villes pilotes étudiées dans le cadre du projet de recherche NEXT. A cette fin il est proposé de signer une convention établissant les modalités du partenariat et n'entraînant aucun frais à la charge de la Métropole.

Ainsi, ce partenariat, d'une durée de quatre ans, prévoit :

- Le prélèvement d'échantillons de boues provenant d'une ou plusieurs stations d'épuration de la Métropole,
- La réalisation d'expérimentations de caractérisation optique et rhéologique de ces différents échantillons,
- L'évaluation environnementale des filières de traitement de boues. Les résultats attendus permettront à la Métropole d'affiner sa connaissance en termes de caractérisation des boues d'épuration ainsi que des outils d'évaluation environnementale appliqués dans le secteur de l'assainissement. Ils devraient ainsi permettre à la Métropole d'éclairer les décisions en matière d'investissement à réaliser à long terme en prenant en compte les impacts sur l'environnement.
- La publication d'un ou plusieurs articles scientifiques, rédigés par les chercheurs d'Irstea impliqués dans le projet. Celui-ci donnera lieu à une restitution collective aux acteurs en fin de projet.

Un comité de pilotage composé d'un représentant au moins de la Métropole et d'un représentant au moins d'Irstea sera constitué. Ce comité sera mobilisé pour valider les choix méthodologiques importants.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention établissant les modalités du partenariat dans le cadre du projet de recherche et développement NEXT avec l'IRSTEA,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

#### **AFFAIRE N°94 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE - MODIFICATION DES STATUTS - APPROBATION**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

La Métropole exerce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 la compétence « Eau potable » de plein droit en lieu et place des communes membres en application de l'arrêté préfectoral n° 2009-1-1532 du 23 juin 2009.

Compte tenu de cette extension de compétence et conformément aux dispositions des arrêtés préfectoraux n°2009-1-1537 du 23 juin 2009 et n°2009-1-4176 du 24 décembre 2009 ainsi que du Code Général des Collectivités Territoriales, le Syndicat Intercommunal de Garrigues Campagne est devenu un syndicat mixte et la Métropole est substituée aux Communes de Baillargues, Beaulieu, Castelnau le Lez, Castries, Clapiers, Montaud, Restinclières, Saint-Drézéry et Saint Génès des Mourgues en son sein.

Outre la compétence obligatoire d'exploitation, de gestion et de protection de la ressource en eau destinée à la consommation humaine, aussi appelée « Eau potable », le Syndicat exerce les compétences à la carte suivantes :

- constitution, exploitation et gestion d'un service d'irrigation par eau brute,
- assainissement collectif,
- contrôle des assainissements individuels autonomes.

Eu égard à l'exercice effectif des deux dernières compétences par la Métropole et la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup pour les communes d'Assas, Buzignargues, Saint Hilaire de Beauvoir, Saint Jean de Cornies et Teyran, et à la demande de la Préfecture, le Syndicat propose de modifier ses statuts et de procéder à l'abandon des compétences assainissement collectif et contrôle des assainissements individuels autonomes.

Le Syndicat a voté cette modification de statuts lors de son dernier Conseil du 25 juin 2015. A présent, cette modification doit être acceptée par ses différents membres. En cas d'accord obtenu à la majorité qualifiée telle que définie dans le Code Général des Collectivités Territoriales, le Syndicat saisira ensuite Monsieur le Préfet de la Région Languedoc- Roussillon, Préfet de l'Hérault, en vue du prononcé de l'arrêté préfectoral entérinant la modification des statuts.

Il est proposé que la Métropole émette un avis favorable à cette rationalisation des compétences du Syndicat qui est sans effet pour l'ensemble des communes concernées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification des statuts abandonnant les compétences assainissement collectif et contrôle des assainissements individuels autonomes du syndicat mixte Garrigues Campagne,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

#### **AFFAIRE N°95 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – GOUVERNANCE DU CYCLE DE L'EAU - SAGE DES BASSINS VERSANTS DE LA LAGUNE DE THAU ET DE L'ÉTANG D'INGRIL - AVIS DE LA MÉTROPOLE**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

En tant que personne publique concernée par le périmètre des bassins-versants de la lagune de Thau et de l'étang d'Ingril, Montpellier Méditerranée Métropole est consultée sur le projet de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) porté par le Syndicat Mixte du Bassin de Thau (SMBT).

Le projet de SAGE Thau couvre une surface de 594 km<sup>2</sup> (343 km<sup>2</sup> pour sa partie terrestre, 75 km<sup>2</sup> pour ses lagunes et 179 km<sup>2</sup> sur le domaine public en mer). Son périmètre est contigu, à l'Est, avec le bassin-versant Lez-Mosson-Etangs Palavasiens.

Il concerne seulement 2 communes de Montpellier Méditerranée Métropole, à savoir une partie de Fabrègues et de Cournonsec, commune pour laquelle, dès juillet 2005, la Métropole, dans le cadre de la réalisation de son schéma directeur d'assainissement, avait réalisé le transfert des effluents d'eaux usées sur la station d'épuration de Cournonterral afin de préserver la qualité des eaux de la lagune de Thau.

Le projet de SAGE Thau s'organise autour de 4 orientations stratégiques, déclinées en 34 dispositions :

- **A / Garantir le bon état des eaux et organiser la compatibilité des usages :**
  - Mettre en œuvre une méthode adaptée aux enjeux de qualité microbiologique des étangs
  - Atteindre un bon état écologique et des objectifs de qualité microbiologique des eaux conformes aux usages
  - Atteindre le bon état écologique en termes d'eutrophisation (nitrates et phosphates)
  - Atteindre le bon état chimique des masses d'eau
- **B / Atteindre un bon fonctionnement des milieux aquatiques et humides :**
  - Protéger les milieux aquatiques et humides
  - Atteindre le bon état écologique des cours d'eau
  - Gérer et préserver les zones humides en tenant compte des problématiques du bassin-versant
- **C / Préserver les ressources locales en eau douce et sécuriser l'alimentation en eau du territoire :**
- **D / Renforcer la gestion de l'eau à l'échelle du bassin-versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau.**
  - Structurer les moyens techniques et humains en appui à la gouvernance du SAGE
  - Privilégier les démarches contractuelles dans le domaine de l'eau

Le projet de SAGE Thau est cohérent avec les objectifs et dispositions du SAGE Lez-Mosson-Etangs Palavasiens révisé et approuvé par le Préfet de l'Hérault le 15 janvier 2015. Le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE) a rendu, le 18 juin 2015, un avis favorable au projet.

Concernant plus particulièrement **la ressource en eau**, le territoire du SAGE Thau est très dépendant de ressources extérieures : eau du canal du Bas Rhône Languedoc (BRL) et eau de la nappe alluviale de l'Hérault, ressources utilisées par le Syndicat du Bas Languedoc (SBL) pour alimenter le service d'eau potable de nos communes de l'Ouest.

Le SAGE préconise la disposition 23 "mise en place d'une gestion intégrée et concertée du karst du pli ouest de Montpellier". Ce karst comporte cinq entités distinctes et indépendantes dont le compartiment "Mosson" situé sur notre territoire et participant à la satisfaction des besoins de Villeneuve-lès-Maguelone.

La disposition 24 prévoit dans un délai de 3 ans la réalisation d'un plan de sécurisation de l'alimentation en eau du bassin de Thau.

Ces dispositions impliquent l'association de parties prenantes extérieures au territoire du bassin-versant de Thau et il est prévu d'associer à la mise en œuvre de ces dispositions la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE Lez Mosson Etangs Palavasiens.

Montpellier Méditerranée Métropole soutient ces dispositions, fournira les éléments en sa possession pour leur réalisation et se tient prête à apporter si nécessaire son concours en participant aux différentes réunions de travail.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- donner un avis favorable au projet de SAGE des bassins-versants de la lagune de Thau et de l'étang d'Ingril,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

## **AFFAIRE N°96 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC MONSIEUR ET MADAME CARMEL - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a fait réaliser des travaux visant à la protection contre les inondations du quartier Port de Carême à Pérols, entre mai 2013 et mars 2014, par l'entreprise BUESA Frères SAS.

Monsieur et Madame CARMEL sont propriétaires d'une maison située en bordure de l'étang.

Préalablement aux travaux, Montpellier Méditerranée Métropole a diligenté une procédure en référé préventif.

L'expert désigné par le Tribunal Administratif est passé faire l'état des lieux, intérieur et extérieur de toutes les constructions situées en bordure de l'étang et pouvant être affectées par les vibrations générées par les travaux de palplanches.



Par appel téléphonique à Monsieur l'Expert en décembre 2013, Monsieur et Madame CARMEL font état « d'un élargissement de fissures existantes auparavant sur les murs de clôture perpendiculaire à l'axe de protection construite ». Par courrier en date du 15 janvier 2015, Monsieur et Madame CARMEL confirment le constat. C'est à ce titre, que l'expert est revenu sur site à plusieurs reprises les 16/12/2013, 29/08/2014, 14/11/2014 et 02/12/2014, afin de prendre acte de la requête formulée par Monsieur et Madame CARMEL et déterminer si les fissures constatées étaient la conséquence des travaux réalisés, et ce en comparaison avec les clichés pris le 29/05/2013.

Dans son rapport définitif du 15 janvier 2015, l'expert conclut que, « il est probable, lors de l'exécution de la mise en place du DN 200, que les murs en fondation et partie courante, aient subi un léger mouvement longitudinal compte tenu de la faible légèreté de la structure construite antérieurement à l'acquisition de M. CARMEL et constatant que depuis les travaux il y a eu stabilisation du phénomène. ».

Il conclut à une estimation totale des travaux, pour les deux désordres, à hauteur de 1 815€ T.T.C., avec une prise en charge pour moitié par chacune des parties.

C'est pourquoi il est proposé une résolution amiable de ce litige via la signature d'un protocole transactionnel tripartite.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le protocole d'accord transactionnel avec Monsieur et Madame CARMEL,
- dire que les dépenses sont inscrites au budget principal, chapitre 907,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire et notamment le protocole transactionnel.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°97 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRIÉTÉ DE L'ESPACE PUBLIC – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ASSIMILÉS - MARCHÉ N°3832GD15 DE FOURNITURE, MISE EN ŒUVRE ET MAINTENANCE D'UN SUIVI INFORMATIQUE DE FLOTTES AVEC GÉOLOCALISATION DES VÉHICULES DE COLLECTE ET DE NETTOIEMENT SUR LE TERRITOIRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propriété de l'Espace public, rapporte :

Par délibération n°9980 en date du 26 janvier 2011, le Conseil a autorisé à l'issue d'une procédure d'appel d'offres, la signature du marché n°2545GD11 avec la société Sabatier Géolocalisation pour la fourniture, la mise en œuvre et la maintenance d'une solution de suivi et de géolocalisation de la flotte des engins de collecte des déchets déployés sur le territoire communautaire. Ce marché a été prolongé par délibération n°12827 du 5 mars 2015, jusqu'au 3 janvier 2016 afin de mettre en cohérence la fin de ce marché avec la fourniture des équipements des nouveaux marchés de collecte et de nettoyage.

Afin d'assurer la continuité de ces prestations, un nouvel appel d'offres a été lancé le 13 mai 2015 en application des articles 33 3° al, 57 à 59 du Code des marchés publics. Le marché n°3832GD15 porte sur la fourniture, la mise en œuvre et la maintenance d'un suivi informatique de flottes avec géolocalisation des véhicules de collecte et de nettoyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le suivi informatique est effectué par un logiciel accessible par internet permettant de visualiser les relevés GPS des itinéraires des véhicules, ainsi que les différents événements enregistrés durant le service. Le logiciel réalise également l'analyse de prestations par le calcul du taux de réalisation comparant les tournées théoriques aux tournées réalisées.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence et au vu du rapport d'analyse des offres, basé sur l'examen des prix et des mémoires techniques proposés par les candidats en réponse aux prescriptions des cahiers des charges, la Commission d'Appel d'Offres a décidé, lors de sa séance du 9 septembre 2015, d'attribuer le marché à la société Terra Nova, sise à Toulon (83).

Le marché est conclu pour 88 mois maximum comprenant un délai d'exécution de 7 ans à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations délivré à l'issue de la période préparatoire de 4 mois au plus.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application de prix forfaitaires et de prix unitaires. Le montant prévisionnel du marché, établi sur la base du détail quantitatif et estimatif, s'élève ainsi, sur toute sa durée, à 138 180 € H.T. .

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3832GD15 avec la société Terra Nova pour la fourniture, la mise en œuvre et la maintenance d'un suivi informatique de flottes avec géolocalisation des véhicules de collecte des déchets ménagers et de nettoyage ,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 908 et 928,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le marché ainsi que tout document relatif à son exécution, y compris, le cas échéant, sa résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°98 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ASSIMILÉS- MARCHÉ N°3886GD15 DE TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION DES DÉCHÈTERIES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exploite vingt déchèteries appelées Points Propreté dans le cadre de sa compétence «collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés ». Ces installations permettent aux usagers de déposer tous les déchets ne pouvant être collectés en porte à porte (inertes, ferrailles, encombrants, végétaux, bois, déchets toxiques, ...). Elles accueillent entre 80 et 85000 tonnes de déchets par an, recyclés ou valorisés à plus de 70 %.

La gestion, la maintenance et l'adaptation permanente de ce patrimoine aux évolutions réglementaires (installations classées pour la protection de l'environnement, établissement recevant du public), nécessitent la réalisation de travaux réguliers d'entretien, de réparation et d'amélioration.

Les marchés de travaux n°2848 GD 11 consacrés à ces réalisations, attribués en 2012, sont arrivés à échéance. Même si l'ensemble du parc fera l'objet d'un programme de modernisation au cours des prochaines années, il est nécessaire de pouvoir intervenir sur les installations au fil de l'eau pour les entretenir et réparer les éléments dégradés ou frappés de vétusté. Pour ce faire, une consultation a donc été lancée dans le cadre d'un appel d'offres ouvert en application des articles 33 3°al, et 57 à 59 du Code des marchés publics.

Ce marché à prix unitaires comporte deux lots, et suit les dispositions de l'article 77 du code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande, avec un minimum de 30 000 € HT et un maximum 150 000 € HT par an et pour chaque lot détaillé ci-après :

- lot n°1 : Travaux d'entretien et de réparation de structures métalliques.
- lot n°2 : Travaux d'entretien et de réparation en maçonnerie et second œuvre.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence et au vu du rapport d'analyse des offres, basé sur l'examen des prix et des mémoires techniques proposés par les candidats en réponse aux prescriptions des cahiers des charges édictées par les services de la Métropole, la Commission d'Appel d'Offres a décidé d'attribuer, lors de sa séance du 16 septembre 2015, le lot n°2 à l'entreprise CIEL VERT domiciliée Parc Méditerranée 34 470 PEROLS. Ce nouveau marché prendra effet dès sa notification.

Le lot n°1 a quant à lui été déclaré sans suite car les prix proposés par les candidats, très largement supérieurs aux estimations, n'ont pas paru satisfaisants. En outre, l'analyse des réponses des candidats a mis l'accent sur la nécessité de conduire une réflexion sur les modalités d'achat les plus adaptées pour ces prestations (nature des prestations, définition du contenu des prix, forme du contrat – accord cadre ou marché -, nombre d'attributaires, etc...).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3886GD15 avec l'entreprise CIEL VERT pour le lot 2 concernant les travaux de maçonnerie et de second œuvre nécessaires à l'entretien courant et aux réparations sur les 20 déchèteries de la Métropole,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 907,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le marché ainsi que tout document relatif à son exécution, y compris son éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°99 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MANDAT POUR LA RÉALISATION DE L'UNITÉ DE MÉTHANISATION AMÉTYST - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Par délibération n°5729 du 26 février 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015 a autorisé la signature de la convention de mandat avec la SERM pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation de Montpellier. Dans ce cadre, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) détaillant l'avancement de l'opération, le montant des dépenses arrêté au 31 décembre 2014 et le bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Sur le plan financier, l'arrêt des comptes au 31 décembre 2014 fait apparaître 111 526 K€ T.T.C. de remboursement de mandat correspondant pour la plus grosse part (88 538 K€ H.T.) aux frais d'études et de travaux du groupement titulaire du marché de travaux.

Les recettes sont assurées, d'une part, par le règlement par Montpellier Méditerranée Métropole de la rémunération du mandat et, d'autre part, par le versement d'avances.

En 2014, il n'y a pas eu de versement d'avances. Les remboursements de mandat ont porté sur un montant de 118 K€. Ce qui se traduit par une trésorerie de l'opération au 31 décembre 2014 positive de 227 K€.

Le bilan présenté intègre le Décompte Général du groupement titulaire du marché de travaux devenu définitif le 10 septembre 2013 pour un montant de 104 623 610,48 € T.T.C.

Il intègre également la réfection de la passerelle des convoyeurs entre la Zone 7 et la Zone 8 pour un montant de 358 K€ HT, la mission de maîtrise d'œuvre pour l'étude et la réalisation des travaux d'amélioration de la défense incendie des installations pour un montant de 88 K€ HT, les conséquences du sinistre du 13 septembre 2010 aujourd'hui soldées pour un montant de 383 K € HT, ainsi que la suppression d'une provision pour réalisation d'un dispositif de traitement des effluents industriels, hors marché pour un montant de 1 100 K€ HT. Seule une mission d'assistance technique au maître d'ouvrage a été engagée à ce titre pour un montant de 28,26 K€ HT et est intégrée au présent CRAC.

En conséquence, le bilan présenté au CRAC 2014 s'élève à 112 031 K€ TTC, valeur janvier 2015, en diminution de 1 457 K€ par rapport au CRAC 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2014 de la réalisation de l'unité de méthanisation AMÉTYST,
- approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération tel que présenté ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°100 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MANDAT COMPLÉMENTAIRE POUR LA RÉALISATION DE L'UNITÉ DE MÉTHANISATION AMETYST - AVENANT N°2 ET COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Par délibération n° 5729 du 26 février 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé la signature de la convention de mandat avec la SERM pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST.

Complémentairement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé par délibération n° 10431 du 29 septembre 2011, la signature d'un marché complémentaire à la convention de mandat conclue avec la SERM pour la réalisation de l'unité AMETYST, conformément à l'article 35-II-5 du Code des marchés publics, ayant notamment pour objet les travaux complémentaires de défense incendie préconisés par les experts de l'assureur dommages aux biens ainsi que la mission de maîtrise d'œuvre et la réalisation des travaux d'amélioration des conditions d'exploitation du réseau biogaz.

Dans ce cadre, la SERM présente au groupement intercommunal, devenu Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015 le compte rendu annuel détaillant l'avancement de l'opération, le montant des dépenses arrêté au 31 décembre 2014 et le bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Le bilan 2014 du mandat complémentaire présenté intègre la réalisation des travaux confortatifs en matière de prévention incendie dans l'ensemble de l'usine, pour un montant estimé à 1 300 700 € H.T. Les lots n°1 (Sprinklage / RIA / canon à mousse) et n°3 (Serrurerie / Vitrage CF) engagés en 2014 se sont achevés début 2015, tandis que pour le lot n°2 (Détection incendie), après une première procédure déclarée infructueuse, le marché a été notifié le 4 février 2015, et les travaux sont en cours d'achèvement.

Concernant la conception et la réalisation des travaux d'amélioration des conditions d'exploitation du réseau biogaz dont le montant est estimé à 1 850 000 € H.T, la phase diagnostic des études de maîtrise d'œuvre est achevée et les études d'avant-projet sont en cours. Sur ce poste de dépense, les aléas sur travaux initialement provisionnés à 158 K€ HT sont portés à titre conservatoire à 183,05 K € HT. Le démarrage des travaux est prévu au 1<sup>er</sup> trimestre 2016.

Le bilan présenté au CRAC 2014 s'élève à 5 169 K€ TTC, valeur janvier 2015, sans évolution par rapport au bilan 2013.

Par ailleurs, afin d'améliorer la gestion de la trésorerie de l'opération, il apparaît nécessaire de conclure un avenant n°2 au marché complémentaire à la convention de mandat pour procéder au versement d'une avance complémentaire de 200 000 euros, portant ainsi le montant total de l'avance à 550 000 euros, sans incidence sur le montant de la rémunération du mandataire ni le bilan global de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2014 de la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST dans le cadre des travaux complémentaires,
- approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération tel que présenté ci-dessus,
- approuver la signature de l'avenant n°2 au marché complémentaire à la convention de mandat relatif au versement d'une avance complémentaire,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme I. GUIRAUD, MM. L.JAOUL, JM.LUSSERT, M.LEVITA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°101 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - VOIRIE ESPACE PUBLIC - CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS ENTRE LA MÉTROPOLE ET LES COMMUNES DE MONTPELLIER, SAINT BRÈS, GRABELS ET SUSSARGUES - APPROBATION**



M. R. YOUSSEUS, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, notamment en matière de voirie et d'espaces publics, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire métropolitain.

En application de la convention de gestion provisoire, les communes assurent au titre de l'année 2015, au nom et pour le compte de la Métropole, les compétences désormais transférées, qu'elles exerçaient jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

C'est notamment le cas des communes de Montpellier, Saint Brès, Grabels et Sussargues .

En application des articles L 5217-7 et L 5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole.

Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre d'une opération, ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Les Communes ont approuvé les versements de fonds de concours suivants par délibérations du 30 mars pour Montpellier, du 9 avril pour Saint Brès, du 22 juin pour Grabels et du 31 août pour Sussargues.

#### **Commune de Montpellier :**

Pour l'opération de rénovation du tunnel Comédie d'un montant TTC de 920 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 383 333 € HT, soit 50% du montant prévisionnel de l'opération.

-Pour l'opération d'accompagnement aux travaux concession ERDF d'un montant TTC de 120 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 50 000 € HT, soit 50% du montant prévisionnel de l'opération.

-Pour l'opération de travaux aux abords des écoles d'un montant TTC de 320 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 133 333 € HT, soit 50% du montant prévisionnel de l'opération.

-Pour l'opération de requalification de la Cité Gély d'un montant TTC de 600 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 160 000 € HT, soit 50% du montant prévisionnel de l'opération, après déduction du montant de la subvention.

-Pour l'opération de requalification de la rue Paul Rimbaud d'un montant TTC de 880 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 201 667 € HT, soit 50% du montant prévisionnel de l'opération, après déduction du montant de la subvention.

-Pour l'opération de requalification de l'avenue du Pont Trinquat d'un montant TTC de 1 355 656 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 564 857 € HT, soit 50% du montant prévisionnel de l'opération.

-Pour l'opération de requalification Campériols / rue des Avelaniers d'un montant TTC de 154 372 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 64 322 € HT, soit 50% du montant prévisionnel de l'opération.

-Pour l'opération de requalification de la place des Tritons d'un montant TTC de 515 332 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 214 722 € HT, soit 50% du montant prévisionnel de l'opération.

-Pour l'opération d'étude de requalification de la Grande rue Jean Moulin d'un montant TTC de 100 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 41 667 € HT, soit 50% du montant prévisionnel de l'opération.

-Pour l'opération de l'avenue Nina Simone d'un montant TTC de 1 705 686 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 710 703 € HT, soit 50% du montant prévisionnel de l'opération.

-Pour l'opération de travaux d'entretien de la voirie et de l'éclairage public d'un montant TTC de 9 061 170 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 1 513 932 € HT, soit 21% du montant prévisionnel de l'opération.

**Commune de Saint Brès :**

Pour l'opération de réfection de la rue de Fontmagne d'un montant TTC de 230 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 39 001 € HT, soit 20 % du montant prévisionnel de l'opération.

**Commune de Grabels :**

Pour l'opération de travaux au croisement de la rue de la Treille et de la route de Montpellier d'un montant TTC de 650 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 228 541 € HT, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération, après déduction du montant de la subvention.

**Commune de Sussargues :**

Pour l'opération de voirie comprenant l'aménagement des trottoirs sur la RD54 et la rue des Arbousiers, la sécurisation sur le chemin des Courtines, la rue de la Fontaine Blanche et la rue des Genêts d'un montant TTC de 184 614 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 65 119 € HT, soit 49% du montant prévisionnel de l'opération, après déduction du montant de la subvention.

Pour l'opération de mise en conformité de l'éclairage public d'un montant TTC de 25 852 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 3 218 € HT, soit 37% du montant prévisionnel de l'opération, après déduction du montant de la subvention.

Pour l'opération de réalisation d'études relatives au réaménagement du centre-ville d'un montant TTC de 24 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 8 835 € HT, soit 44% du montant prévisionnel de l'opération, après déduction du montant de la subvention.

Pour chacun de ces fonds de concours, le montant versé par la commune sera réévalué à la hausse ou à la baisse en fonction du coût définitif HT de l'opération à laquelle il est associé, tel qu'il résulte du décompte général de l'opération dans les mêmes proportions que pour le financement initial mentionné ci-dessus.

Les projets de convention de fonds de concours établis en conséquence et annexés aux présentes déterminent notamment les modalités de versement par les communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement des fonds de concours décrits ci-dessus,
- approuver les conventions définissant les modalités de mise en œuvre de ces fonds de concours, jointes en annexe,
- dire que les crédits nécessaires aux dépenses qui seront réalisées par la Métropole sont inscrits à son budget de l'exercice en cours, au chapitre 908, et seront complétés en tant que de besoin au budget des prochains exercices,
- autoriser Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions après approbation concordante des communes de Montpellier, Saint Brès, Grabels et Sussargues ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°102 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - VOIRIE ESPACE PUBLIC - POURSUITE OU TRANSFERT DES OPÉRATIONS DÉCIDÉES PAR LES COMMUNES DE MONTPELLIER, SAINT BRÈS, MONTFERRIER-SUR-LEZ ET GRABELS - APPROBATION**

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

A compter de cette date, de nombreuses compétences exercées jusqu'à ce jour par les communes relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment en matière de création, d'aménagement et d'entretien de la voirie, de création, d'aménagement et d'entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires.

En application de la convention conclue en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, les communes de Montpellier, Saint Brès, Montferrier-sur-Lez et Grabels assurent notamment sur leur territoire, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015, la création et la gestion des équipements et services afférents aux compétences qu'elles exerçaient jusqu'alors et qui relèvent depuis sa création, de la Métropole.

Cependant il apparaît nécessaire, notamment au niveau budgétaire, de définir les conditions de poursuite ou de transfert des opérations décidées par les communes avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 en application des articles L 5217-7, L 5215-29 et R 5215-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les Communes ont approuvé en 2015 la liste des opérations maintenues au niveau communal ou transférées à Montpellier Méditerranée Métropole par délibérations du 30 mars pour Montpellier, 20 mai pour Saint Brès, 10 juin pour Montferrier-sur-Lez et 22 juin pour Grabels.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole de se prononcer sur la liste des opérations poursuivies et financées par les budgets communaux et des opérations transférées et financées par le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, pour les 4 communes, comme suit :

Pour la commune de Montpellier :

- Opérations décidées et dont le début d'exécution est intervenu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 poursuivies et financées par la commune :

| <i>Identification du projet</i> | <i>Montant de l'opération TTC</i> | <i>Date de décision de l'opération</i>  |
|---------------------------------|-----------------------------------|---|
| Pont André Lévy                 | 8 018 730,00 €                    | 26/07/2007 délibération de Résiliation du mandat Ville – SERM pour la réalisation du Pont de la République          |
| Avenue Raymond Dugrand          | 9 315 718,00 €                    | 25/07/2005 - délibération d'approbation des termes de la convention publique d'aménagement liant la Ville à la SERM |
| Pont Vialleton                  | 1 500 000,00 €                    | 27/06/2014 - décision n°2014/0204, attribution du marché de travaux de restauration du pont Vialleton               |

Pour la Commune de Saint Brès :

- Opérations décidées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 mais dont le début d'exécution n'est pas intervenu avant cette date, transférées à Montpellier Méditerranée Métropole :

| <i>Identification du projet</i>      | <i>Montant de l'opération TTC</i> | <i>Date de décision de l'opération</i>                                |
|--------------------------------------|-----------------------------------|---|
| Réaménagement de la rue de Fontmagne | 230 000,00 €                      | décision du 19/08/2013 - choix du bureau d'étude et du maître d'œuvre |

Pour la Commune de Montferrier-sur-Lez :

- Opérations décidées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 mais dont le début d'exécution n'est pas intervenu avant cette date, que la commune souhaite poursuivre et financer :

| <i>Identification du projet</i>          | <i>Montant de l'opération TTC</i> | <i>Date de décision de l'opération</i>                         |
|--|-----------------------------------|--|
| Aménagement Chemin du Pouget             | 52 256,40 €                       | janvier 2014 - demande de subvention auprès de l'Agglomération |
| Voie de liaison Devézou / Parc de Caubel | 371 596,80 €                      | septembre 2014 - études APS                                    |

Pour la Commune de Grabels :

- Opérations décidées et dont le début d'exécution est intervenu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 poursuivies et financées par la commune :

| <i>Identification du projet</i>                 | <i>Montant de l'opération TTC</i> | <i>Date de décision de l'opération</i> |
|---|-----------------------------------|--|
| Travaux de voirie suite à catastrophe naturelle | 1 000 000,00 €                    | Marché notifié le 2/12/2014            |

- Opérations décidées et dont le début d'exécution est intervenu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 transférées à Montpellier Méditerranée Métropole :

| <i>Identification du projet</i> | <i>Montant de l'opération TTC</i> | <i>Date de décision de l'opération</i>   |
|---------------------------------|-----------------------------------|--|
| Travaux d'aménagement divers    | 200 000,00 €                      | Avenant de prolongation du marché de travaux de 2011 - décision n°7 du 3/02/2015 |

- Opérations décidées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 mais dont le début d'exécution n'est pas intervenu avant cette date, transférées à Montpellier Méditerranée Métropole :

| <i>Identification du projet</i>   | <i>Montant de l'opération TTC</i> | <i>Date de décision de l'opération</i> |
|---|-----------------------------------|--|
| Travaux de voirie entre la rue de la Treille et la route de Montpellier | 650 000,00 €                      | Délibération du 15/12/2014             |

Après délibérations concordantes des conseils municipaux de Montpellier, Saint Brès, Montferrier-sur-Lez et Grabels et du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, la poursuite ou le transfert des opérations susvisées sera effectif en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Il est rappelé que les opérations poursuivies par les communes ne relèvent pas de la convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la métropole conclue entre la commune et Montpellier Méditerranée Métropole.

En application du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ensemble des ouvrages réalisés par les communes au titre des présentes dispositions deviennent la propriété de Montpellier Méditerranée Métropole à compter de la date de leur réception définitive, soit après réception sans réserves ou à l'issue de la levée des réserves.

Pour les opérations poursuivies par les communes, les services de Montpellier Méditerranée Métropole seront informés de l'évolution des travaux et seront associés aux procédures de réception.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter la liste des opérations poursuivies par les communes de Montpellier, Saint Brès, Montferrier-sur-Lez et Grabels ou transférées à Montpellier Méditerranée Métropole en application des articles L.5215-7, L.5215-29 et R.5215-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
- dire que les crédits nécessaires au transfert de ces opérations sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.



## **AFFAIRE N°103 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY DEUXIÈME LIGNE - CONVENTION DE MANDAT N°379T0 POUR LES ÉTUDES ET LA RÉALISATION - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ POUR L'ANNÉE 2014 - APPROBATION**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°3962 du 12 juillet 2000, le Conseil a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte du District, devenu Communauté d'Agglomération puis Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway.

La convention de mandat a fait l'objet de 8 avenants ; aucune modification de la convention n'est intervenue en 2014.

Le montant total de l'enveloppe financière prévisionnelle confiée en mandat à TaM est fixé à 400 M € HT (valeur février 2000) hors opérations connexes et à 47,16 M€ HT pour ces dernières, incluant une rémunération du mandataire de 21,332 M€ H.T.

Pendant l'année 2014, TaM a géré l'opération conformément aux objectifs définis par la convention de mandat notamment en termes de respect du programme, du planning et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

### **AVANCEMENT DE L'OPERATION**

La ligne 2 du tramway a été inaugurée le 16 décembre 2006 et mise en service commercial le même jour.

Cette ligne a connu, dès sa mise en service, un vrai succès commercial. Dès septembre 2009, la fréquence de passage a été augmentée avec un tramway toutes les 5 minutes sur le tronçon central aux heures de pointes, et toutes les 10 minutes sur les tronçons d'extrémité en voie unique.

### **PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE :**

#### ***- Administratif***

L'arrêté de cessibilité du 30 décembre 2013, pris en application de l'arrêté complémentaire du 28 novembre 2013, a permis de fixer la ligne divisoire et de retirer la parcelle AR145 (ancienne parcelle Peugeot à Castelnau-le-Lez) de la copropriété initiale afin de réaliser la chaussée et le trottoir suivant le projet d'origine.

#### ***- Acquisitions foncières***

Parallèlement aux procédures administratives menées sur la parcelle AR145, la procédure d'expropriation s'est engagée. Le jugement fixant les indemnités en 1<sup>ère</sup> instance a été rendu le 22 janvier 2014.

Les propriétaires et exploitants (sauf Quadrige) ont fait appel de ce jugement. La Cour d'Appel s'est prononcée début 2015 en confirmant les montants initiaux pour le Syndicat des Copropriétaires, en confirmant le refus de l'indemnisation des 2 commerçants (le Charlton et Bike 34) et de leurs propriétaires non expropriés (SCI Wallez et Monsieur Sabatier) et en revoyant son jugement à la hausse pour le propriétaire Monsieur Martinet.

3 actes de vente ont par ailleurs été signés au cours de l'année 2014 : SCI FRAULINE, copropriété des Hauts de l'Arnel et la résidence Erable.

#### ***- Travaux complémentaires***

Les travaux d'aménagement définitif permettant l'alignement complet de la plateforme face à la parcelle AR145 comprenant la reprise de la piste cyclable et les aménagements définitifs de voirie ont pu être engagés en juin 2015.

#### ***- Contentieux / Indemnisation des commerçants***

Deux contentieux sont en cours.

Le premier avec la société ARCADES Automobile qui a formé un pourvoi en Conseil d'Etat suite à l'annulation par la Cour Administrative d'Appel de Marseille de la décision du Tribunal Administratif en sa faveur. Le 9 octobre 2014, le Conseil d'État a renvoyé l'affaire devant la Cour d'Appel de Marseille.

Le second avec la société BUFFET de la GARE qui a obtenu un jugement favorable de la Cour Administrative d'Appel de Marseille avec une indemnité de 400 000 €. Un pourvoi en Conseil d'Etat a été engagé. En juin 2015, le Conseil d'État a rejeté les 2 requêtes faites par la TaM avec obligation de régler la somme de 427 000 € comprenant les intérêts.

#### **- Marchés**

Sur les 167 marchés passés au total, 161 ont été soldés à fin 2014, 1 est à solder et 5 sont en cours d'exécution :

- Maîtrise d'œuvre (Egis Rail)
- Assistance technique à la réalisation d'actes administratifs de vente (SETIS / MAPA > 50 000 € HT)
- Conseil juridique et représentation juridique (SCP Vinsonneau, Paliès, Noy, Gauer & Associés / MAPA > 50 000 € HT)
- Prestations diverses de reprographie et de numérisation (groupe Superplan / MAPA)
- Reprise voiries Sablassou (COLAS Midi Méditerranée / MAPA > 50 000 € HT)

#### **POINT FINANCIER**

##### ***Dépenses au 31 décembre 2014***

Le rapport présenté par TaM mandataire sur les comptes clos au 31 décembre 2014 fait apparaître une dépense totale constatée de **520 187 819 € courants H.T** (soit 425 485 195 € HT en valeur février 2000), dont :

- **502 041 130 € H.T.** de dépenses réalisées sur l'opération par TaM mandataire (soit 408 679 848 € HT en valeur d'origine février 2000), décomposées en :
  - 450 890 060 € H.T. correspondant à l'opération 2<sup>me</sup> ligne de tramway,
  - 14 852 792 € H.T. correspondant aux opérations connexes financées par la Métropole,
  - 7 583 584 € H.T. correspondant à 3 rames supplémentaires,
  - 25 987 234 € H.T. correspondant aux opérations connexes financées par la Ville de Montpellier,
  - 593 899 € H.T. au titre des opérations connexes financées par le SIGC,
  - 685 662 € H.T. au titre des opérations connexes financées par la Commune de Castelnau le Lez,
  - 1 447 899 € H.T. au titre des opérations connexes financées par la SNCF.
- **18 146 689 € H.T.** de rémunération du mandataire (soit 16 805 347 € HT en valeur d'origine février 2000).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération de la deuxième ligne de tramway arrêté par TaM mandataire au 31 décembre 2014,
- approuver le bilan financier prévisionnel,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

#### **AFFAIRE N°104 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE QUATRIÈME LIGNE - CONVENTION DE MANDAT N°2232 POUR LES ÉTUDES ET LA RÉALISATION - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ POUR L'ANNÉE 2014 - APPROBATION**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière de l'opération permettant le bouclage de la Ligne 4 de tramway.

- Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, les missions complètes d'étude et de réalisation de cette opération.

- Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique ce projet.

Pendant l'année 2014, TaM a géré l'opération conformément aux objectifs définis par le mandat notamment en termes de respect du programme, du planning et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

## **AVANCEMENT DE L'OPERATION**

L'année 2014 a été principalement marquée par le démarrage des travaux avec un lancement officiel qui a eu lieu le 5 novembre 2014.

La mise en service de l'opération est attendue pour le deuxième semestre 2016.

## **PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE**

### ***- Mandat***

L'année 2014 a été marquée par le démarrage des travaux du bouclage de la Ligne 4.

### ***- Administratif, procédures, autorisations***

L'année 2014 a été consacrée à la préparation et à l'instruction de dossiers administratifs préalables aux travaux.

Le permis d'aménager sur le secteur du bouclage de la ligne 4 a été accordé le 14 août 2014.

Le 12 août 2014, le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie a autorisé les travaux en site classé, notamment le long du jardin des plantes sur le boulevard Henri IV.

La commune de Montpellier a rendu un avis favorable sur le dossier de ruissellement urbain en application de la réglementation hydraulique.

Les autorisations d'urbanisme pour la réalisation des bâtiments d'exploitation et des divers ancrages sur le bouclage de la ligne 4 ont été préparées de même que les dossiers d'enquête parcellaire relatifs aux servitudes d'ancrages.

### ***- Enquête parcellaire et acquisitions foncières***

Dans le cadre de la réalisation du bouclage de la ligne 4, 111 ancrages en façade sont nécessaires pour la Ligne Aérienne de Contact (LAC), l'éclairage public et la vidéosurveillance. Les négociations ont débuté avec les propriétaires et les dossiers les plus compliqués feront l'objet d'une procédure parcellaire en 2015. Pour ce projet, deux acquisitions foncières ont été menées.

### ***- Archéologie préventive***

Par arrêté préfectoral n°13/105-9185 du 25 février 2013, la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) a prescrit une nouvelle zone de fouilles préventives de diagnostic sur la terrasse du Palais de Justice à Montpellier, en complément des 4 zones de fouilles prescrites précédemment.

En mai 2013, l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP) a réalisé, comme convenu par arrêté préfectoral, l'opération de diagnostic sur le secteur de la place Albert 1<sup>er</sup>.

La DRAC, par arrêté préfectoral n°13/486-10222 du 14 novembre 2013, a ordonné une opération de fouilles archéologiques sur ce secteur. Cette opération a débuté à l'été 2014 et s'est poursuivie jusqu'à la fin de l'année.

### ***- Travaux***

L'année 2014 est l'année de démarrage des travaux. Dès le mois d'avril 2014 et jusqu'au début d'année 2015, les concessionnaires ont investi le périmètre du bouclage.

De l'été 2014 à la fin d'année, des fouilles archéologiques importantes ont été dirigées sur la place Albert 1<sup>er</sup>.

Enfin, à partir de l'automne 2014, les travaux de réseaux humides ont été lancés sur le boulevard Henri IV.

### ***- Etat des contentieux***

Deux associations ont déposé des recours liés à la Déclaration d'Utilité Publique et plus précisément au tracé au sein du parc Montcalm. L'un des deux recours a été levé en mars 2014 suite à une négociation favorable entre les parties. Le second est en cours d'instruction.

Deux introductions de recours ont été déposées devant le tribunal Administratif par le groupement Sens Inédit/Spider Corp/Toscane Prod. Le premier est un recours contre la décision de résiliation du marché de communication et le second contre le montant de l'indemnisation consécutive à la résiliation.

### **- Commission d'Indemnisation à l'Amiable**

La Commission d'Indemnisation à l'Amiable des professionnels riverains concernés par les travaux du bouclage de la ligne 4 a été instaurée par délibération du 24 septembre 2013. Il s'agit de mettre en place un dispositif permettant, comme pour les lignes de tramway précédentes, d'indemniser dans un cadre légal à l'amiable les professionnels riverains concernés par des préjudices vérifiés liés aux travaux.

A ce jour, 16 dossiers ont été reçus depuis le début des travaux et 4 ont déjà été déclarés recevables.

### **CALENDRIER PRÉVISIONNEL**

L'année 2015 est pleinement consacrée aux travaux du bouclage de la ligne 4. Ces travaux ont impliqué la coupure du réseau tramway à l'été 2015 pendant 6 semaines.

### **BILAN FINANCIER**

Le coût prévisionnel de l'opération sur le tronçon Lavérune-Clapiers était de 350 Millions d'euros (valeur mars 2009).

Suite à l'engagement des travaux sur le seul bouclage de la ligne 4, le coût prévisionnel de l'opération a été réévalué à 70,2 millions d'euros (valeur mars 2009 - hors opérations complémentaires souhaitées et financées par la Ville de Montpellier).

Avec les opérations complémentaires, le montant global de l'opération est porté à 76,2 millions d'euros (valeur mars 2009), dont 44,2 millions d'euros (valeur mars 2009) pour le bouclage de la ligne 4.

Le rapport présenté par TaM mandataire sur les comptes clos au 31 décembre 2014 fait apparaître une dépense totale cumulée constatée sur l'opération de **21 548 491 en € courants H.T.** (soit 19 292 844 € H.T. en valeur mars 2009) dont :

- **15 914 646 en € courants H.T.** d'opération (soit 13 905 332 € H.T. en valeur mars 2009),
- **5 633 845 en € courants H.T.** de rémunération du mandataire. (soit 5 387 512 € HT. en valeur mars 2009).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération de bouclage de la 4ème ligne de tramway arrêté par TaM mandataire au 31 décembre 2014,
- approuver le bilan financier prévisionnel,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

### **AFFAIRE N°105 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 « LA CIRCULADE » - MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE N°969T4 POUR LES ÉTUDES ET LA RÉALISATION - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ POUR L'ANNÉE 2014 - APPROBATION**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

- Par délibération n°5860 du 28 avril 2004, le Conseil a approuvé le programme d'opération de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway et l'enveloppe financière prévisionnelle.
- Par délibération n°6083 du 30 juillet 2004, le Conseil a mandaté le groupement TaM - TRANSAMO pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, les missions complètes d'études et de réalisation de l'opération de construction de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway.
- L'avenant n°1 au mandat, approuvé par délibération n°6289 du Conseil du 21 décembre 2004, a transféré à TaM la totalité du marché.
- Par délibération n°8414 du Conseil du 23 juillet 2008, un avenant n°2 au marché a été approuvé. Celui-ci a pour objet de prendre en compte les modifications du programme et de l'enveloppe financière de l'opération, d'adapter le montant et l'échéancier de rémunération du mandataire en fonction du nouveau planning de l'opération et de prendre en compte les modifications du code des marchés publics.



- Par délibération n°9761 du Conseil du 28 septembre 2010, un avenant n°3 au marché a été approuvé. Celui-ci a pour objet :
- d'intégrer la réalisation de la nouvelle ligne 4 « la Circulade » dans la mission du mandataire TaM,
- de confier au mandataire TaM la conduite des opérations de remplacement des abris sur les stations tramway de la ligne 1, suite à la passation du marché d'abris ligne 3 confié à la société JC DECAUX et qui comprend également cette prestation sur la ligne 1,
- de prendre en compte les opérations connexes convenues avec les communes de Montpellier, Lattes et Pérols, ainsi que pour la Métropole en ce qui concerne les améliorations demandées sur les réseaux d'Eaux Usées et d'Adduction d'Eau Potable.

Pendant l'année 2014, TaM a géré l'opération conformément aux objectifs définis par le marché de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée notamment en termes de respect du programme, du planning et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

### **AVANCEMENT DE L'OPERATION**

A la suite de la mise en service commerciale le 7 avril 2012 de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway et de la première phase de la ligne 4 « la Circulade », les opérations de finition et de réception des différents marchés se sont poursuivies sur toute l'année 2014.

### **PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE**

#### ***- Matériel roulant***

Une commande supplémentaire de 4 rames CITADIS 402, par affermissement partiel de la dernière tranche du marché de fourniture de matériel roulant, a été confirmée auprès d'Alstom. Un avenant n°3 au marché a été conclu et notifié le 1<sup>er</sup> octobre 2013 pour un montant de 12 094 233 € HT.

De façon à optimiser l'affectation des rames sur les lignes, un concept de rames multilignes a été proposé par TaM et accepté.

Les 4 rames ont été mises en service progressivement entre septembre et décembre 2014.

Avec un total de 87 rames de tramway, le réseau montpellierain est désormais l'un des plus importants réseaux tramway de France.

#### ***- Parking Mosson***

Il a été décidé d'abandonner le projet de construction d'un parking en ouvrage de 1 200 places, extensible à 1 600, sur le parc relai existant de la Mosson. L'arrêt des marchés concernés par cette opération a donc été engagé.

#### ***- Financement suite à l'appel à projets « Transports Urbains »***

A la suite d'un appel à projets « Transports Urbains », l'Etat a décidé d'attribuer à la Métropole une subvention de 82,6 millions d'euros. Le versement de cette subvention est lié à l'avancement des dépenses du projet. Fin 2014, 66 millions d'euros ont été versés soit 80% du montant de la subvention. Le versement du solde étant conditionné à l'achèvement total de l'opération et à la présentation d'un dossier de clôture comportant notamment un pré-bilan LOTI.

Le pré-bilan LOTI et le dossier de clôture ont été établis par TaM et la Métropole et transmis à la DDTM.

#### ***- Marchés***

Pour l'année 2013, l'activité de passation des marchés de travaux concernait essentiellement des marchés complémentaires ou des avenants pour traiter des modifications suite à la mise en place de la ligne 4. L'année 2014 a permis de traiter une dernière réclamation pour le marché d'infrastructure du secteur E qui a abouti à un avenant et protocole transactionnel.

#### ***- Finitions postérieures à la mise en service***

Le projet de ligne 3 prévoyait des vannes martelières afin de protéger les étangs lors de pollution accidentelle. Cette opération a fait l'objet d'un appel d'offre remporté par l'entreprise SOLATRAG et les travaux débiteront en fin d'année 2015.

#### ***- Aménagements et équipements complémentaires***

L'aménagement d'un des 2 carrefours à feux prévus sur la commune de Juvignac dans la nouvelle ZAC a été finalisé et instruit par les services de l'Etat en fin d'année 2014. L'équipement d'un second carrefour sera réalisé au cours de l'année 2015.

## **- Acquisition foncière**

### **ETAT DES CONTENTIEUX FIN 2014**

#### **- Commission d'Indemnisation à l'Amiable (CIA)**

Le Tribunal Administratif (TA) de Montpellier a évacué la plupart des procédures engagées antérieurement, de façon générale en confirmant les décisions de la CIA. Trois arrêts du TA font l'objet d'un appel en Cour Administrative d'Appel par la partie adverse. Seulement 2 recours indemnitaires ont été engagés en 2014.

#### **- Dommages aux tiers**

Neuf recours sont en cours pour des demandes indemnitaires qui concernent principalement les entreprises chargées des travaux de la ligne 3.

### **CALENDRIER PRÉVISIONNEL**

#### **- Solde des marchés**

L'activité de clôture des marchés de travaux, liés au programme initial ayant conduit à la mise en service des lignes 3 et 4 en avril 2012, touche à sa fin. Il reste quelques marchés à solder. Le suivi de la garantie prolongée du marché Système d'Aide à l'Exploitation doit s'achever en février 2015 et le suivi de la garantie normale du marché matériel roulant doit se poursuivre.

Les 2 marchés espaces verts (sur plateforme et hors plateforme) qui comprenaient une tranche conditionnelle d'entretien des végétaux durant 2 ans sont arrivés à terme en juin 2014.

Les conventions financières avec la Ville de Montpellier, les concessionnaires de réseaux publics et RFF vont être soldées et le traitement des dossiers contentieux se poursuit devant les juridictions.

### **BILAN FINANCIER**

Le coût prévisionnel de l'opération reste fixé à **450 M € H.T.** (valeur avril 2004).

Le rapport présenté par TaM mandataire sur les comptes clos au 31 décembre 2014 fait apparaître une dépense totale constatée de **530 181 036 € courants H.T.** (soit 408 644 279 € H.T. en valeur avril 2004), dont :

- **512 511 146 € H.T.** de dépenses réalisées sur l'opération par TaM mandataire (soit 392 627 794 € HT en valeur avril 2004),
- **17 669 890 € H.T.** de rémunération du mandataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération de la troisième ligne de tramway arrêté par TaM mandataire au 31 décembre 2014,
- approuver le bilan financier prévisionnel,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

### **AFFAIRE N°106 : HORS COMMISSION – OUVRAGE DE FRANCHISSEMENT DE L'A9 POUR LE RÉTABLISSEMENT DE L'ACCÈS AU NOUVEAU PÔLE D'ÉCHANGES MULTIMODAL DE MONTPELLIER - CONVENTION DE FINANCEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre de la réalisation du Contournement ferré Nîmes-Montpellier (CNM), l'État a décidé de réaliser la gare nouvelle de Montpellier dans le secteur de la Mogère en limite des communes de Montpellier et de Lattes. La montée en puissance de cette Gare nouvelle est liée à la mise en service de la Gare de Nîmes Manduel, et conditionne sa desserte par l'extension de la ligne 1 du tramway.

Le bâtiment voyageurs de la gare ferroviaire est configuré « en pont » sur le plan de voies du CNM, pour lui permettre de s'ouvrir à terme à la fois vers le sud (en direction de Lattes, Mauguio, La Grande Motte, de l'aéroport et du littoral) et au nord vers Montpellier et sa métropole via un parvis sur lequel s'ouvre ce futur bâtiment voyageurs, côté ouest.

Cette gare nouvelle étant située dans la zone jumelée du CNM avec l'autoroute A9 déplacée, cette dernière longe le bâtiment voyageurs côté nord, ce qui nécessite de prévoir des franchissements à réaliser avant la mise en exploitation de l'autoroute.

Aussi, la reconstitution des continuités de déplacements dans ce secteur a été décomposée en deux ouvrages tenant compte des accès à organiser autour du pôle d'échange multimodal (PEM).

Ces deux accès permettent, notamment, d'accéder au bâtiment voyageurs comme suit depuis le nord :

- via le nouveau pont de la route de Vauguières pour les automobiles et les transports en communs sur pneus, pour accéder à la gare routière et à son parking, situés en partie sud de la gare nouvelle. Cet ouvrage est financé par les maîtres d'ouvrage des deux infrastructures.
- via un franchissement de l'autoroute A9 déplacée, à édifier au-dessus de celle-ci, à la fois pour les véhicules d'entretien-maintenance, livraison et sécurité du bâtiment voyageurs, pour les modes actifs (piétons, cycles...) en provenance de Montpellier et, ultérieurement lorsque la fréquentation de la gare le justifiera, pour un tramway en prolongement de la ligne 1 (déplacement du terminus actuel d'Odysseum sur le parvis de la gare nouvelle). Ce franchissement multi-usages de l'autoroute A9 déplacée étant de ce fait indispensable au fonctionnement de la gare nouvelle et à sa desserte, il a été inscrit au Contrat de Plan État-Région (CPER) pour la période 2015-2020 signé le 20 juillet 2015. Celui-ci prévoit que ce franchissement soit financé à parité par l'État, compétent sur la Gare nouvelle de Montpellier, et Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de transport et de mobilités urbaines ; l'Etat s'est engagé à apporter 7M€ pour participer à la réalisation de l'ouvrage de franchissement de l'A9 et du complément de parvis pour permettre l'accueil du tramway. Les chantiers de construction du déplacement de l'autoroute A9 et du CNM ont démarré début 2014 pour une mise en service prévue fin 2017, sous maîtrises d'ouvrage respectives d'ASF et d'Oc'Via. L'État et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité, dans le cadre du CPER 2015-2020, anticiper la construction de l'ouvrage de franchissement de l'A9 déplacée afin de s'affranchir des problématiques de chantier sous circulation avec une autoroute en service, et livrer un ouvrage en cohérence avec la réalisation de la gare.

Les études de la dalle de franchissement de l'autoroute A9 déplacée ont été engagées début 2015, dans le cadre de la convention signée par Montpellier Méditerranée Métropole avec ASF, pour définir les conditions de réalisation et de financement de cet ouvrage. Le démarrage des travaux est prévu pour le début de l'année 2016.

Il convient donc désormais de fixer, par une Convention de financement, propre à cet ouvrage, les conditions dans lesquelles Montpellier Méditerranée Métropole procède à la réalisation de l'ouvrage de franchissement de l'A9 pour la desserte de la gare nouvelle, ainsi que les modalités selon lesquelles l'Etat apporte son concours financier à la réalisation de ce projet.

Cette convention porte sur les points suivants :

- La définition des caractéristiques essentielles du projet,
- Les délais de réalisation,
- Les dispositions financières, l'échéancier prévisionnel, les modalités de facturation et de versement des participations,
- Les modalités de suivi du projet,
- Les obligations des parties.

Le coût total du projet s'élève à 5 624 k€ HT (valeur juillet 2015), décomposé comme suit :

- |  |             |
|--|-------------|
| · Ingénierie amont (études et procédures): | 280 k€ HT   |
| · Travaux                                  | 5 344 k€ HT |

L'Etat finance 50 % du poste Travaux hors taxes, sous forme d'une subvention forfaitaire et non actualisable d'un montant de 2 672 Millions.

La Métropole finance 50% du coût des travaux et le poste d'ingénierie amont soit 2 952M€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les dispositions de la Convention de financement de l'ouvrage de franchissement de l'A9 déplacée pour le rétablissement de l'accès au pôle d'échanges multimodal de Montpellier,
- dire que les recettes seront inscrites au Budget Annexe Transport, au chapitre 13,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ladite Convention et toutes les pièces relatives à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

### **AFFAIRE N°107 : HORS COMMISSION – COMPLÉMENT DE DALLE DE FRANCHISSEMENT DES VOIES DE LA GARE NOUVELLE DE MONTPELLIER - CONVENTION DE FINANCEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre du projet de Contournement ferroviaire de Nîmes et Montpellier (CNM), la gare nouvelle de Montpellier s'inscrit au cœur d'un Pôle d'Échange Multimodal (PEM) intégré dans le quartier de la Mogère. Il convient de rappeler que le programme du CNM comprend la réalisation de cette gare ainsi que celle de Nîmes-Manduel.

À terme, c'est-à-dire lorsque sa fréquentation pourra bénéficier des effets cumulés de la mise en service de la gare de Nîmes-Manduel, de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) et de la liaison Toulouse-Narbonne permettant de relier les deux Métropole de la grande Région, le PEM de la gare nouvelle de Montpellier est susceptible de constituer un hub de transport à l'échelle de la Métropole entre trains aptes à la grande vitesse / trains grandes lignes classiques / trains régionaux / tramway / infrastructures routières / plateforme aéroportuaires.

Dans ce contexte, il est nécessaire de prévoir l'intégration le moment venu d'un prolongement de la ligne de tramway jusqu'à la gare nouvelle et au-delà vers le sud (aéroport et littoral). La montée en puissance de la fréquentation de la gare nouvelle de Montpellier étant liée à la mise en service de la gare de Nîmes Manduel, le prolongement de la ligne 1 du tramway devra être envisagé à cette échéance.

La réalisation de la gare dite de base, correspondant aux aménagements strictement nécessaires pour garantir les fonctionnalités ferroviaires de la gare nouvelle de Montpellier, fait l'objet d'une convention de financement signée le 25 avril 2012 entre l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon, Montpellier Méditerranée Métropole, Nîmes Métropole et SNCF Réseau pour un montant arrêté à 135 M€ HT (valeur juillet 2011).

Ce montant ne comprend pas les aménagements complémentaires (complément de dalle), intégrant notamment les mesures d'intégration urbaine et les aménagements permettant des liaisons avec les différents modes de transport urbain, dont le prolongement de la ligne 1 de tramway, au sein du pôle d'échange multimodal.

Conformément à la convention de financement de la gare, le financement de ce complément de dalle, est pris en charge à parité par l'État au titre du Contrat de Plan Etat – Région (CPER) 2015-2020, qui intègre cet engagement, et Montpellier Méditerranée Métropole au titre de sa compétence concernant les mobilités urbaines, notamment le transport public.

A la suite de la signature du CPER par l'État, il convient maintenant d'approuver la convention de financement et de réalisation de ce complément de dalle de franchissement des voies de la gare nouvelle de Montpellier. Ce complément de dalle vient faire la jonction avec l'ouvrage de franchissement de l'A9 déplacée, qui fait l'objet d'une autre convention passé avec ASF.

Le coût de ce complément de dalle a été évalué, au titre des aménagements complémentaires, à 7,7 M€ HT (valeur juillet 2011), dans l'article 5 de la convention de Financement et de Réalisation de la Gare Nouvelle de Montpellier, signée en avril 2012 par l'État, RFF devenu SNCF-Réseaux et les Collectivités co-financeurs du projet, dont la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole.

Le projet de « Convention relative au financement des aménagements complémentaires à la réalisation de la gare nouvelle de Montpellier permettant des liaisons avec les différents modes de transport au sein du pôle d'échange multimodal », fixe les conditions générales et particulières permettant de définir la consistance des travaux à réaliser, l'assiette et le plan de financement du complément de dalle de la gare nouvelle de Montpellier.

Les travaux du complément de la dalle support de la gare s'inscrivent dans le programme de travaux global de la gare nouvelle de Montpellier, dont la réalisation est confiée à la SAS La Mogère titulaire du Contrat de Partenariat Public-Privé avec SNCF-Réseau.



La durée prévisionnelle des travaux s'inscrit dans un jalon contractuel de 14 mois à compter de l'entrée en vigueur du Contrat de Partenariat, signée par SNCF-Réseau et la SAS La Mogère. Ainsi, conformément aux éléments du contrat, les travaux de la dalle devraient être achevés dans leur totalité fin avril 2016.

Le plan de financement de l'opération prévoit un engagement de l'Etat et de Montpellier Méditerranée Métropole portant sur le financement de l'opération, à parité égale, soit 3 850 000 € chacun (valeur juillet 2011).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les dispositions de la « Convention de financement propre à la réalisation et au financement du complément de dalle de franchissement des voies de la gare nouvelle de Montpellier », déclinant la programmation du Contrat de Plan Etat Région pour la période 2015-2020, signé le 20 juillet 2015,
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 905,
- autoriser Monsieur le Président à signer ladite Convention et toutes les pièces relatives à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°108 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - FUSION ASSOCIATION DES COMMUNAUTÉS URBAINES DE FRANCE (ACUF) ET ASSOCIATION DES MAIRES DES GRANDES VILLES DE FRANCE (AMGVF) - NOUVELLE DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole s'inscrit dans une logique permanente et continue de développement de partenariat dans l'action et l'organisation territoriale. En ce sens, elle a adhéré à l'Association des Communautés Urbaines de France (ACUF) par délibération n°12837 du 31 mars 2015.

A la suite de la création des Métropoles, l'ACUF souhaite maintenant fusionner avec l'Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF) afin de gagner en efficacité. Une assemblée générale est convoquée les 5 et 6 novembre 2015 afin d'acter ce processus de fusion. Conformément aux statuts de l'ACUF, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour nommer cinq représentants à la dite Assemblée Générale ainsi que le suppléant du titulaire au Conseil d'Administration, qui est de droit, le Président de la Métropole.

A ce titre, il convient de procéder à la désignation par voie de délibération de 5 représentants de Montpellier Méditerranée Métropole qui siégeront en qualité de membres titulaires au sein de l'Assemblée Générale et d'un représentant suppléant au Conseil d'Administration. Le Président propose les candidatures suivantes :

Comme représentants au sein du Conseil d'administration :

Membre titulaire : Philippe Saurel ;

Membre suppléant : Max Levita.

Comme membres titulaires, représentants au sein de l'Assemblée générale :

- Max Levita ;
- Stéphanie Jannin ;
- Bernard Travier ;
- Isabelle Touzard ;
- Chantal Marion.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, il est décidé à l'unanimité de ne pas procéder aux désignations au scrutin secret mais à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder à la désignation des représentants mentionnés ci-dessus à l'Assemblée Générale et au Conseil d'Administration de l'association fusionnée ;
- les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- approuver l'évolution institutionnelle susvisée,

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°109 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR- UFR DE FORMATION ET RECHERCHE D'EDUCATION ET SCIENCES POUR LES LLASHS- REPRÉSENTANT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ- ELECTION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'unité de formation et de recherche d'Éducation et Sciences pour les LLASHS (Lettres, Langues, Arts, Sciences Humaines et Sociales), ci-après dénommée UFR VI, est une composante de l'Université Paul-Valéry Montpellier 3. Elle est constituée de Départements, Laboratoires et Centres de recherche qui se consacrent à la Formation et à la Recherche dans les domaines de l'enseignement, des sciences de l'éducation, et des mathématiques, de l'informatique et de la statistique appliqués aux Lettres, Langues, Arts, Sciences Humaines et Sociales.

L'UFR VI a vocation :

- à assurer le lien avec l'ESPE (Ecole Supérieure du Professorat et de l'Education) de la région Languedoc-Roussillon,
- à préparer ou coordonner les préparations aux concours d'enseignements en Lettres, Langues, Arts, Sciences Humaines et Sociales,
- à préparer aux certificats et diplômes nationaux, Licences, Masters et Doctorats, dans les domaines des sciences de l'éducation, et des mathématiques et de l'informatique appliquées aux Sciences Humaines et Sociales,
- à préparer aux certificats et diplômes universitaires dans ces domaines,
- à mettre en place et à délivrer des certifications dans ces domaines,
- à développer et à valoriser la recherche relevant de ses disciplines,
- à favoriser un partenariat étroit avec le service de formation continue dans les domaines relevant de ses compétences,
- à assurer les enseignements de ses disciplines pour l'ensemble des formations de l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 (en particulier les enseignements dits « transversaux »).

Le Conseil de l'UFR est composé de 20 membres dont une personnalité désignée par Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président propose la candidature suivante :  
Mme Sonia KERANGUEVEN.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est décidé de ne pas procéder à une désignation au scrutin secret mais à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Mme Sonia KERANGUEVEN comme représentante de la Métropole au sein de l'UFR VI ;
- l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

## **AFFAIRE N°110 : HORS COMMISSION – OPEN CITÉ - CONVENTION CADRE CAISSE DES DÉPÔTS / ÉTAT - VERSEMENT D'UNE PARTICIPATION FINANCIÈRE À VISIONARI - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'Etat et la Caisse des Dépôts s'associent avec Montpellier Méditerranée Métropole, la Communauté d'Agglomération du grand Narbonne, la Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole et Perpignan Méditerranée Communauté d'Agglomération pour mettre en place un nouveau programme, baptisé OpenCité, qui dynamise la création d'activité par les habitants des quartiers relevant de la politique de la ville. L'ensemble des acteurs impliqué dans cette opération est amené à signer une convention cadre, objet de la présente.

S'intégrant pleinement dans les objectifs du contrat de ville de nouvelle génération, l'opération concernera, pour sa première édition en 2015, 29 quartiers politique de la ville dont 12 sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le programme vise l'utilisation, au cœur des quartiers prioritaires, de ce qui fait la force aujourd'hui de l'écosystème des startup en France: une énergie unique, un travail collaboratif poussé, des outils et des méthodes alternatives et innovantes. Ainsi il est au cœur de la dynamique French Tech montpelliéraine et permet de faire converger ces deux priorités.

Ce programme est porté par l'agence Visionari, en réponse à l'appel à projet « Développement de l'emploi en Languedoc Roussillon » lancé par la Direccte Languedoc-Roussillon le 15 mars 2015.

Le programme OpenCité est composé de trois volets principaux

- Du 15 septembre au 15 octobre 2015 : « *Les premiers pas* ». Durant cette période, différents canaux de communication et de détection permettront d'inviter les habitants des quartiers à participer au programme OpenCité. Une conférence « *Premiers Pas* » est organisée à la maison pour Tous Georges Brassens le 2 octobre.
- Les 15, 16 et 17 octobre 2015 : concours local au cœur des quartiers puis une finale régionale pour l'ensemble des lauréats. Ces événements se dérouleront au stade de la Mosson.
- Du 19 octobre au 14 novembre 2015 : accès à un incubateur éphémère et au dispositif « *Tous Gagnants* ». Tous les participants du concours auront la possibilité d'intégrer l'incubateur éphémère afin de poursuivre leur projet de création ou de travailler des solutions d'accès ou de retour à l'emploi et / ou de formation.

Les membres du service public régional de l'orientation ainsi que les réseaux de l'insertion, de l'accompagnement et du financement de la création d'entreprises concourent également au déroulement du programme.

Des partenaires privés, notamment signataires de la charte « Entreprises et quartiers » du 10 juillet 2015, sont également mobilisés.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à fournir les locaux et la logistique nécessaires à l'organisation des concours et de l'incubateur éphémère. La valorisation de sa participation est évaluée à 8 184 euros. Celle-ci prendra forme d'un versement de 2600 euros à la société Visionari, lauréate de l'appel à projet correspondant à cette action, le solde correspondant à l'évaluation des prestations d'hébergements et de logistique directement assurées par la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement d'une participation de 2 600 euros , à la société Visionari, choisie pour l'animation du programme "Open Cité" sur le territoire de la Région Languedoc-Roussillon, à l'issue de l'appel à projet lancé par l'Etat,
- prendre en charge directement des prestations d'hébergements et de logistique nécessaires à la réalisation de ce programme sur le territoire de la Métropole, valorisées à hauteur de 5 584 euros,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2015, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

## **AFFAIRE N°111 : HORS COMMISSION – ARTICLE L.5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - DÉLÉGATIONS PERMANENTES - MODIFICATIONS - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Afin de permettre aux services des collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;

2° De l'approbation du compte administratif ;

3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;

4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;

5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;

6° De la délégation de la gestion d'un service public ;

7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

La nature particulière des contrats d'assurances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, implique que les compagnies s'assurent, notamment en cas de sinistres importants, avant de verser l'indemnité, que celle-ci a bien fait l'objet de l'accord de la part de la personne morale bénéficiaire. Ce règlement a en effet valeur transactionnelle.

Afin de pouvoir encaisser ces sommes dans les meilleurs délais, il est proposé de compléter le point 6 « Contentieux » de la liste consolidée des délégations permanentes en ajoutant un point 6.4 : « autoriser l'acceptation des indemnités d'assurances en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole , en exécution de ses contrats d'assurance »

Afin d'améliorer la réactivité et l'efficacité de la gestion du domaine public métropolitain, il apparaît souhaitable de pouvoir procéder dans des délais contraints à des adaptations des conventions et autorisations d'occupation temporaire du domaine public. Il est donc proposé de compléter l'article 1.5 relatif aux autorisations d'occupation du domaine public par la phrase suivante : « autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention »

La mise en œuvre effective des nouvelles compétences de la Métropole notamment la voirie et les espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain et leurs ouvrages accessoires et l'extension du nombre et de l'importance de marchés de travaux inhérents, nécessite de porter le seuil actuel des marchés de travaux dont la passation peut faire l'objet des présentes délégations permanentes de 1 500 000€ HT au montant plafond des procédures adaptées tel que défini ni par le Code des marchés publics pour les marchés de travaux (soit à ce jour, à titre indicatif 5 170 000€HT)

Cet ajustement nécessite une modification des articles 4.1, 4.2, 4.9, 4.10 et la suppression de l'article 4.11 tels que définis ci-après.

L'ensemble des autres délégations permanentes demeure inchangé.

Il est donc proposé de déléguer au Président la prise de décisions dans les domaines suivants :

### **1. Patrimoine et domanialité :**

**1.1** arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**1.2** autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités



d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

**1.3** décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 € ;

**1.4** décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;

**1.5** autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention

**1.6** autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;

**1.7** autoriser l'acquisition d'œuvres d'art à titre onéreux qui ne font pas l'objet d'une demande de subvention, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

**1.8** approuver la signature des conventions de prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et autoriser celles établies au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

**1.9** accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;

**1.10** fixer, dans les limites déterminées par le Conseil de Métropole, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Métropole qui n'ont pas un caractère fiscal ;

**1.11** agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises.

## **2. Urbanisme**

**2.1** exercer, au nom de la Métropole, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme que la Métropole en soit titulaire, directement ou par substitution ou délégataire et autoriser la signature de convention de tiers payeur ;

**2.2** autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme dans des conditions qui seront fixées par la décision autorisant cette délégation ;

**2.3** autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;

**2.4** prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC d'intérêt métropolitain, de conventions de participation prévues à l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme.

## **3. Finances**

**3.1** procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

**3.2** créer et modifier les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;

**3.3** autoriser la modification temporaire des tarifs d'accès aux différents établissements et services de Montpellier Méditerranée Métropole, ou la création de tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois ;

**3.4** autoriser, au sein des services de la Métropole, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation.

#### **4. Commande publique**

**4.1** -prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

**4.2** prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres relevant du 1er alinéa de l'article 3 du Code des marchés publics, lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

**4.3** prendre toute décision concernant la **résiliation** des marchés publics et accords-cadres conclus par Montpellier Méditerranée Métropole, ne relevant pas des deux alinéas 4.1 et 4.2 de la présente délibération relative aux délégations permanentes de l'Assemblée délibérante au Président ;

**4.4** prendre toute décision autorisant dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, la signature des **décisions de poursuivre** dans la limite de 10% du montant « contractuel du marché », tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix unitaires, dans la limite de 5% du montant « contractuel du marché », tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix forfaitaire et dans la limite résultant de ces taux et des modalités de calcul définies à l'article 15.3 pour les marchés à prix mixte ;

**4.5** approuver et conclure tous les **avenants** aux marchés et accords-cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché ;

**4.6** approuver et conclure tous les **avenants** aux marchés et accords cadres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**4.7** prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir **avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics**, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur ;

**4.8** préparer, passer, exécuter et régler tous les marchés publics relevant de **l'urgence impérieuse** telle que définie dans le Code des marchés publics, quelques soient leurs montants, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**4.9** prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des protocoles transactionnels qui peuvent être passés dans le cadre des marchés à procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice ;

**4.10** fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence pour la conclusion des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

## **5. Personnel – élus**

**5.1** adopter les documents uniques et leur mise à jour établis en application des dispositions du Code du travail.

## **6. Contentieux**

**6.1** intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

**6.2** régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Métropole dans la limite fixée par le Conseil de Métropole ;

**6.3** indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable.

**6.4** autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance

## **7. Divers**

**7.1** autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**7.2** adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;

**7.3** autoriser la signature de convention de dépotage de sous-produits d'assainissement.

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'assemblée délibérante au président sont attribuées à l'élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification des délégations permanentes accordées par le Conseil au Président telle que définie ci-dessus,
- déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-dessus énumérés,
- dire que le Président pourra déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, en vertu de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la signature des actes subséquents à ces décisions,
- dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°112 : HORS COMMISSION – LIGNE NOUVELLE MONTPELLIER PERPIGNAN - CONSULTATION FORMELLE PRÉALABLE À UNE DÉCISION MINISTÉRIELLE - DOSSIER MINISTÉRIEL TRACÉ ET GARES NOUVELLES - AVIS À DONNER**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Ligne Nouvelle à grande vitesse entre Montpellier et Perpignan (LNMP), est un tronçon de 150 km de voie ferrée qui constitue un chaînon manquant du corridor méditerranéen reliant l'Espagne et le Languedoc Roussillon aussi bien à l'est qu'au nord de l'Europe. Ce corridor emprunte l'arc languedocien et se positionne comme l'un des axes prioritaires identifiés par l'Union Européenne, qui a décidé de consacrer 26 milliards d'Euros d'investissements à la grande vitesse ferroviaire.

La LNMP s'inscrit dans le prolongement du Contournement ferroviaire Nîmes/Montpellier (CNM) pour lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée à hauteur d'environ 80 Millions d'€, et qui comprend notamment la réalisation de deux gares nouvelles à Nîmes-Manduel et à Montpellier dans le quartier de la Mogère.

La LNMP constitue également « l'épine dorsale » de la Région Languedoc-Roussillon et de la future grande Région Languedoc-Roussillon – Midi-Pyrénées, avec la réalisation à terme de la Liaison Toulouse Narbonne (LTN).

Au nombre de huit aux côtés de l'Etat, de SNCF-Réseau et de la Région Languedoc-Roussillon, les collectivités cofinanceurs des études et des acquisitions foncières préalables à la LNMP sont les Conseils Départementaux des Pyrénées Orientales et de l'Aude, Montpellier Méditerranée Métropole, Les communautés d'Agglomérations Hérault Méditerranée, Béziers Méditerranée, le grand Narbonne, Carcassonne Agglomération, Perpignan Méditerranée.

L'implication de Montpellier Méditerranée Métropole sur ce dossier a permis d'aboutir à un engagement du Ministre délégué chargé des transports, exprimé par courrier au Préfet de Région du 16 juin 2014, pour que le tracé définitif de la LNMP soit approuvé en 2015 en vue de lancer l'enquête publique de l'opération en 2016. Ensemble, les partenaires co-financeurs ont maintenu leur vigilance et continué à demander que ce calendrier soit respecté.

Ainsi, par un courrier du 1<sup>er</sup> juin 2015, le Ministre délégué chargé des Transports a répondu favorablement à la demande des collectivités partenaires en désignant un coordonnateur technique du projet LNMP qui, une fois le projet et son coût stabilisé, sera chargé « d'organiser les discussions autour de la structuration du financement du projet », notamment du côté des instruments européens.

Le soutien fort des partenaires et la recherche de financements sont donc deux conditions impératives pour la réussite du projet et sa réalisation.

Le 23 juin 2015, le comité de pilotage des études du projet de la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan s'est prononcé favorablement sur le choix d'un tracé et l'emplacement des gares nouvelles.

Les « études préalables à la Déclaration d'Utilité Publique » de la LNMP en sont au stade de l'étape 2 qui doit se clore par une Décision Ministérielle. Elle validera le tracé défini par un fuseau d'une centaine de mètres, ainsi que la localisation des gares nouvelles à Béziers et Narbonne.



Avant la prise de cette décision et d'engager la constitution du dossier réglementaire préalable à l'enquête publique, le Ministre délégué chargé des transports a souhaité que les études fassent l'objet d'une consultation formelle des élus, des acteurs socio-économiques et des associations représentatives d'intérêts concernés par le projet, afin de recueillir leur avis.

C'est dans ce cadre que notre assemblée est invitée à exprimer son avis, objet de la présente délibération.

Pour ce qui concerne son territoire, Montpellier Méditerranée Métropole était présente, chaque fois qu'elle était invitée par SNCF-Réseau, aux réunions de gouvernance, techniques et de concertations tenues dans le cadre des études concernant son territoire, notamment celles qui portaient sur les variantes de tracé préalables aux arbitrages.

Sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, concerné par le secteur dit « Gardiole et Mosson », au vu des réunions de concertation, un avis s'est très largement exprimé en faveur de la variante de tracé « G – Rose », variante la plus directe, qui longe par le sud l'autoroute A9. Cet avis est partagé par SNCF-Réseau dans ses conclusions par secteur ( page 132 du Dossier Ministériel de fin d'Etape 2 des études de la LNMP en date du 23 juin 2015) : *« Au vu de l'analyse multicritère, la variante G-Rose, réclamée lors de la concertation et pour laquelle les études d'optimisation ont permis de répondre aux besoins fonctionnels et également de réduire son coût ressort comme la plus performante. »*

Par la présente délibération, il convient de prendre acte de l'intérêt que cette variante suscite très majoritairement auprès de l'ensemble des acteurs concernés par le projet et de confirmer le soutien apporté par Montpellier Méditerranée Métropole au projet LNMP dans son ensemble afin qu'il puisse être réalisé au plus tôt.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable au tracé proposé par SNCF-Réseau, et approuvé par le Comité de Pilotage de la LNMP, sur la base du dossier Ministériel, en date du 23 juin 2015, longeant notamment l'Autoroute A9 du côté sud dans le secteur "Gardiole et Mosson" pour ce qui concerne le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

### **AFFAIRE N°113 : HORS COMMISSION – CONVENTION FINANCIÈRE ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ POUR LA RÉALISATION DE STANDS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. A. EL KANDOUSSI, Conseiller spécial, délégué à la Communication, rapporte :

La création de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, et les évolutions législatives récentes ont entraîné un transfert de compétences important des communes vers le nouvel établissement public intercommunal, telles que la politique de la Ville, la gestion de la voirie et des espaces publics dédiés, nécessitant une relation à l'usager partagée et renforcée au sein du bloc communal.

La rationalisation de l'action publique et la nécessaire maîtrise des coûts, dans un contexte de contrainte budgétaire nécessite une convergence des organisations communale et intercommunale, dont en premier lieu avec la Ville Centre.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent donc, à ce titre développer et optimiser des actions de communications mutualisées, notamment lors des manifestations publiques, en présentant des stands communs aux deux entités.

En fonction des événements, l'organisateur principal mettra à disposition de l'autre personne morale, les installations qu'il aura érigées et financées moyennant une participation.

Celle-ci correspondra à la moitié des frais engagés par Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation et le tenue de stands communs qu'elle aura installés.

Réciproquement, lorsque la Ville de Montpellier engagera la totalité des frais pour la réalisation et la tenue de stands, Montpellier Méditerranée Métropole lui reversera la moitié des frais engagés.

Il est proposé de formaliser cette gestion partagée par une convention financière d'une durée d'un an renouvelable une fois, à intervenir entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention financière ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que l'ensemble des actes relatifs à sa mise en œuvre.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

**AFFAIRE N°114 : HORS COMMISSION – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES - MARCHÉ DE VEILLE MÉDIAS - VILLE DE MONTPELLIER - MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - ENGAGEMENT DE LA PROCÉDURE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. A. EL KANDOUSSI, Conseiller spécial, délégué à la Communication, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier ont récemment créé un service commun de coordination des relations presse.

Préalablement à cette mutualisation, chaque service a conclu ses propres marchés pour la veille médias. Ces derniers arrivent à échéance début 2016.

Dans cette optique de mutualisation et de rationalisation, il apparaît opportun de lancer une consultation conjointe pour que ce service n'ait plus qu'un seul prestataire avec l'exécution de missions similaires et complémentaires.

Il est donc envisagé de créer un groupement de commande entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'un marché à prix forfaitaire pour une durée d'un an renouvelable une fois.

Ce marché estimé à 65 000 € HT par an (soit 32 500 € par an pour chaque collectivité) fera l'objet d'une procédure adaptée. Il permettra de fournir tous les matins une revue de presse précise, nationale et locale, écrite et audiovisuelle, identique pour les membres du groupement.

Montpellier Méditerranée Métropole sera désignée en qualité de coordonnateur du groupement, objet des présentes. Elle sera chargée de la passation du marché jusqu'à sa notification

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, seront chargées, chacun pour la partie qui la concerne, de l'exécution financière du marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'un groupement de commandes avec la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché de veille médias ;
- approuver la convention constitutive dudit groupement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, en application de l'article L 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, avant l'engagement de la procédure de passation, de souscrire le marché correspondant aux besoins de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Métropole chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président à signer l'ensemble des actes relatifs à la mise en œuvre de la convention objet de la présente, notamment le marché de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que tous les actes relatifs à son exécution, y compris le cas échéant son éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.